

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°369

DECEMBRE 2015

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **LE GOUVERNEMENT TURC DÉCLARE LA GUERRE À SES PROPRES CITOYENS DANS LES VILLES KURDES**
- **TURQUIE : L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU SUD-EST ANATOLIEN LANCE UN APPEL A LA FIN DES VIOLENCES**
- **EN SYRIE, L'ALLIANCE KURDO-ARABE ANTI-DAECH SE DOTE D'UNE EXPRESSION POLITIQUE**
- **KURDISTAN D'IRAK : ENLISEMENT DU PROCESSUS POLITIQUE ET CRISE ECONOMIQUE**

---

### **TURQUIE : LE GOUVERNEMENT TURC DÉCLARE LA GUERRE À SES PROPRES CITOYENS DANS LES VILLES KURDES**

**D**epuis la rupture des pourparlers de paix entre l'Etat et le PKK en juillet dernier, le niveau de violence au Kurdistan de Turquie n'a fait qu'augmenter, une situation qui est très largement le fait de l'Etat lui-même.

Policiers et militaires apparaissent avoir utilisé dans toutes les villes qu'ils ont attaquées depuis plusieurs semaines le même type de répression collective qui avait été inauguré à Cizre du 4 au 13 septembre, tandis que Diyarbakır connaissait son premier couvre-feu. Différents élé-

ments sont presque partout présents simultanément : la ville est entourée de forces de sécurité utilisant des véhicules blindés, voire des hélicoptères ; les tanks peuvent bombarder la ville depuis les collines environnantes (comme à Cizre) ; la ville est maintenue sous ce couvre-feu durant des jours, voire des semaines entières ; les services publics tels que la fourniture d'eau et l'électricité sont coupés pour toute la durée du couvre-feu ; il est totalement interdit aux habitants des quartiers ainsi isolés de sortir dans la rue, même pour aller chercher de l'eau, de la nourriture, des soins ou des

médicaments : des snipers appartenant à la police s'embusquent en vue des quartiers concernés et visent y compris les enfants qui apparaissent dans leur champ de vision, sans chercher avant de faire feu à évaluer le degré de danger que représentent leurs cibles pour eux-mêmes ou leurs collègues (des habitants bloqués chez eux ont ainsi témoigné avoir dû boire l'eau de leurs toilettes) ; souvent, les blessés ne peuvent ensuite être emmenés vers des lieux de soins, les forces de sécurité empêchant le passage des ambulances vers les blessés ou des habitants vers les hôpitaux ou centres de santé ; les

corps restent souvent dans la rue où ils ont été abattus sans que quiconque ose aller les récupérer, parfois le corps d'un membre d'une famille reste dans le lieu d'habitation plusieurs jours avant que celle-ci ne puisse l'emmener à la mosquée.

Policiers ou militaires sont parfois accompagnés dans leurs patrouilles de milices masquées dont on n'a pu jusqu'à présent établir formellement l'identité et qui se comportent plutôt comme des membres de Daech que comme des agents de l'Etat, hurlant « Allahu Akbar » et laissant sur les murs des graffitis islamonationalistes signés du nom qu'ils se sont attribués : « Les Lions d'Allah » (*Esedullah*).

A côté des pertes en vies humaines et des exactions, les photos diffusées sur les réseaux sociaux par les habitants témoignent de destructions matérielles massives. Le 23, des résidents de Cizre ont témoigné qu'ils avaient été obligés de se réfugier dans la cave de leur immeuble à cause des bombardements : 23 personnes de quatre familles différentes, dont deux bébés, ont dû se partager une cave de deux pièces sans chauffage (il faut penser que l'hiver dans cette partie du Kurdistan est autrement plus rigoureux qu'en France...). Un autre résident de Cizre a témoigné que son immeuble de trois étages avait pris feu en raison des bombardements et que son appartement était devenu inhabitable. Un résident de la ville de Silopi, tout près de la frontière du Kurdistan d'Irak, a déclaré au téléphone à l'AFP que les tirs avaient brisé toutes les fenêtres de son appartement, que l'eau y avait été coupée, et que celui-ci était devenu inhabitable à cause du froid. A Diyarbakır, après six jours de couvre-feu continu, les forces de sécurité ont incendié le 7 la mosquée historique Kurşunlu,

non loin du lieu où le bâtonnier Tahir Elçi, assassiné en pleine rue alors qu'il protestait justement contre la destruction du patrimoine, avait déclaré avant d'être abattu : « Nous ne voulons pas de heurts, de pistolets et d'opérations dans ce lieu historique ». Dans un autre quartier du vieux Diyarbakır, à Hasırlı, une maison frappée par des tirs de la police a pris feu, et il a fallu une intervention des voisins, toujours sous les balles des policiers, pour faire sortir les enfants qui s'y trouvaient. Selon un rapport du parti d'opposition CHP – parti kémaliste anciennement au pouvoir et donc peu suspect de sympathie pour les militants kurdes tant dénoncés par Erdoğan – dans la vieille ville de Diyarbakır des dizaines de milliers d'habitants ont dû fuir leur maison.

Les forces de sécurité ont aussi opéré de nombreuses arrestations, parfois encore accompagnées d'exactions : un couple âgé d'un village du district de Şırnak aurait ainsi été obligé de marcher 60 km jusqu'au commissariat de cette ville. Le 27 à Cizre, un bébé et son grand-père ont été tués par des tirs : la petite fille de 3 mois avait reçu une balle dans la tête, son grand-père, voyant qu'elle respirait encore, a alors été abattu en tentant de l'amener à une ambulance. La famille a témoigné que les tirs venaient de l'hôpital public de Cizre, contrôlé par les forces de sécurité. Ceci ne peut que rappeler les événements et le massacre de Roboski, dont c'était le 4<sup>e</sup> anniversaire : la nuit du 28 décembre 2011, après que les avions de chasse turcs aient tué 34 jeunes hommes Kurdes de la région de Şırnak traversant la frontière pour faire de la contrebande, les soldats avaient interdit aux secours de se rendre sur les lieux, et plusieurs blessés ayant survécu à l'attaque s'étaient vidés de leur sang ou étaient morts de froid...

Toute protestation contre ces pratiques inacceptables a provoqué une réaction extrêmement violente des forces de sécurité. Ainsi toutes les protestations auxquelles avait appelé le parti « pro-kurde » HDP ont-elles été systématiquement dispersées à coups de canon à eau et de gaz lacrymogènes, parfois accompagnés de tirs à balles réelles : le 14 à Diyarbakır, deux jeunes protestataires de 21 et 25 ans ont été tués dans des affrontements avec les forces de sécurité, deux autres blessés, et une quarantaine d'arrestations opérées ; le 23, encore à Diyarbakır, alors que des milliers de personnes tentaient de marcher sur la vieille ville, bloquée depuis le 2, elles ont été dispersées de la même manière et un garçon de 16 ans a été tué d'une balle dans la poitrine ; à Van le 22 une manifestation de 500 personnes a été dispersée de la même manière, avec 18 arrestations. Le même jour des centaines de manifestants de Şırnak tentant d'entrer à Cizre et Silopi en ont été empêchées par la police, toujours avec des gaz lacrymogènes...

Il y a aussi eu des manifestations de soutien aux Kurdes à l'ouest du pays : à Ankara le 18, des affrontements se sont produits entre policiers et étudiants de l'Université technique du Moyen Orient (METU) qui voulaient marcher sur le palais d'Erdogan avec une bannière portant le texte « Peuple kurde, vous n'êtes pas seul » ; six personnes ont été arrêtées, dont deux femmes ; et le 26, 300 manifestantes ont défilé sur la place Kizilay pour protester contre la violence dans le sud-est du pays, formant une « chaîne de paix ».

Le 15 du mois, le Premier ministre Davutoğlu a justifié ces méthodes brutales et indiscriminées, s'apparentant à une punition collective, en argumentant

que les couvre-feux avaient été « imposés pour empêcher les militants kurdes de massacrer les civils » (!!), tandis que le Ministre de l'Intérieur, Efkân Ala, déclarait à l'agence d'Etat *Anatolie* que « les terroristes voulaient paralyser la vie quotidienne dans ces villes en intimidant les habitants qu'ils avaient rançonnés ». M. Davutoğlu, faisant référence à Cizre (100 000 habitants) et Silopi (80 000 habitants), a également déclaré que ces opérations visaient à « nettoyer ces districts des terroristes maison par maison ».

Comme l'on pouvait s'y attendre, les dirigeants du parti « pro-kurde » HDP ont critiqué ces justifications. Sa co-présidente, Figen Yüksekdağ, a lancé dans une conférence de presse : « Il y a des gens qui vivent dans ces maisons, Davutoğlu ! », tandis que son co-président, Selahattin Demirtaş, a interpellé le gouvernement devant les journalistes : « Essayez-vous d'être héroïques en envoyant six généraux et 10 000 soldats contre quelques membres du PKK à Cizre ? [...] En menant une opération avec une telle quantité de forces, en bombardant des villes, en envoyant les soldats contre les gens, vous ne faites que montrer à quel point vous êtes impuissants. ». Demirtaş a par ailleurs fait remarquer que la question ne pouvait se résumer, comme l'avancent les membres du gouvernement, à une bataille entre forces de sécurité et « 15 ou 20 membres du PKK » : « Si c'était le cas, la question aurait été résolue par la force depuis longtemps. [...] Les gens dans la région [du Kurdistan de Turquie] veulent l'autonomie. « [Les politiciens de l'AKP] ont fait un coup après [les élections du] 7 juin » a-t-il dit. « L'Ouest de la Turquie en particulier doit comprendre ceci : cette chose que vous critiquez en parlant de

“tranchées” et de “barricades” est en fait une résistance contre ce coup ». Le Président turc a qualifié de « trahison » et d'« inconstitutionnelles » les déclarations de Demirtaş sur l'autonomie dans la région kurde du pays, ajoutant : « la volonté du peuple est plus forte que les armes ». Selon l'agence d'Etat *Anatolie*, les procureurs ont lancé une enquête criminelle contre Demirtaş le lundi 28 sur l'accusation de « crimes contre l'ordre constitutionnel ». Parallèlement, le Premier ministre Davutoğlu a annulé une rencontre prévue avec Demirtaş au cours de laquelle devaient être discutées les réformes constitutionnelles.

Des condamnations internationales ont aussi commencé à se faire entendre. Le 22, l'Union européenne a rompu un long silence en réagissant de manière minimale par un communiqué de la porte-parole de son Service pour l'action extérieure, Maja Kocijancic, avançant que la seule façon de résoudre le conflit en cours en Turquie était de revenir au processus de paix entamé auparavant, et appelant les autorités turques « à agir de manière proportionnée et à faire preuve de retenue »... Quatre jours plus tard, 15 000 Kurdes ont défilé à Düsseldorf pour dénoncer les couvre-feux, et ont également critiqué l'UE pour avoir préféré le maintien de son « deal réfugiés » avec Erdoğan : trois milliards d'euros contre une (pseudo-) fermeture des frontières, à ses propres principes de défense des droits de l'homme... Le 29, la vice co-présidente du HDP, Meral Danış Beştaş, a déposé une plainte à la Cour européenne des Droits de l'homme contre la Turquie à propos des couvre-feux de longue durée, qui selon la Constitution turque, ne sont autorisés qu'en période de loi martiale ou de loi d'urgence

régionale, sans quoi, écrit-elle dans sa plainte, leur imposition est « contraire à l'article 19 de la Constitution et à l'Article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme. »

Le 23, l'organisation *Human Rights Watch* (HRW) a publié un rapport mettant en cause les violences excessives et la rétention d'information exercées par l'Etat turc depuis le début des opérations militaires au Kurdistan de Turquie :

« Le gouverneur de la province de Şırnak, où se trouve Cizre [écrit HRW], a déclaré aux médias le 17 septembre que, avec la destruction de grandes quantités d'explosifs, « les corps de 7 terroristes ont été récupérés, 17 membres de l'organisation terroriste séparatiste ont été arrêtés » et que « les pertes de l'organisation terroriste ont été estimés à environ 40-42 ». Le gouverneur n'a fait aucune mention de la mort de citoyens ordinaires alors que le Barreau de Diyarbakır et d'autres groupes ont identifié 16 civils morts de blessures par balles et d'éclats d'obus et cinq autres morts parce qu'ils n'avaient pu obtenir un traitement médical pendant le couvre-feu. *Human Rights Watch* a documenté huit décès par balles. »

« Lorsque le couvre-feu dans Silvan a été levé, le gouverneur de [la province de] Diyarbakır, où se trouve Silvan, a annoncé que deux policiers et un gendarme, « 2 citoyens » et « 10 membres de l'organisation terroriste séparatiste » avaient été tués. » *Human Rights Watch* a documenté cinq décès, dont quatre semblent avoir été des civils. De même, à Nusaybin la déclaration officielle du vice-gouverneur a mentionné « la mort de trois citoyens » par des « éclats d'obus ». *Human Rights Watch* a documenté trois décès



### *Appel du 29 décembre de l'Union des Municipalités du Sud-Est Anatolien*

« Dans le cadre du conflit armé qui a repris dans les régions kurdes de Turquie après les élections du juin 2015, 186 civils ont été tués, dont la plupart sont des femmes ou des enfants, des centaines ont été blessés, et des milliers mis en état d'arrestation. Dix-sept des co-maires membres de notre Union [les municipalités du HDP, parti pro-kurde, ont institué un système de parité homme/femme avec maire et co-maire] sont toujours sous les verrous tandis que 25 d'entre elles ont été suspendues de leur fonction ; des mandats d'arrêt ont été lancés contre six d'entre elles depuis juillet 2015. En présence de telles violations des droits humains, il est urgent de reprendre les pourparlers de paix pour la résolution de la question kurde en Turquie.

« Depuis le mois d'août dernier, en réaction à la reprise de la politique répressive de l'Etat turc, les assemblées populaires de nombreuses villes kurdes ont réclamé l'autonomie. L'Etat turc a répondu à cette revendication, qui vise à créer des structures décentralisées pour réagir contre la centralisation, par une violence d'Etat hors de proportion. Dans toutes les villes kurdes où cette revendication avait été formulée, notamment à Cizre, Sur [vienne ville intra-muros de Diyarbakır], Silvan, Nusaybin, Dargeçit, Silopi et Yüksekova, l'Etat a instauré un couvre-feu qui dure depuis des semaines, au cours duquel des civils ont été tués par les forces de sécurité turques, tandis que la population fuit en masse. Plus de 200 000 personnes ont dû quitter les zones de conflit, et leur nombre va augmenter. En plus, de nombreux bâtiments historiques du quartier de Sur, qui a été inscrit au patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO, ont été détruits ou sont en danger de l'être en raison des combats. La mosquée Kurşunlu et le hammam du Pacha, qui datent du XVIe siècle, ont été pris pour cible par les forces de sécurité turques et ont été détruits à un point tel que leur restauration future semble impossible.

« Depuis la reprise du conflit armé, 18 villes de 100 000 habitants ou plus ont subi le couvre-feu, qui dure toujours pour cinq d'entre elles depuis le 21 décembre. Depuis le 14 décembre, les attaques des forces de sécurité dans les zones urbaines ont atteint un nouveau palier dans la destruction. Des blindés et armes lourdes, utilisés d'habitude dans des situations de guerre conventionnelle, sont utilisés par les forces armées turques, dans des villes où vivent des centaines de milliers de personnes. Au cours des dernières semaines, la présence policière et militaire a augmenté de façon spectaculaire dans notre région. D'après les statistiques officielles elles-mêmes, 14

généraux, 26 colonels et 10 000 soldats ont été transférés rien que vers la ville de Şırnak, et on s'attend au transfert de 5 000 autres soldats dans les jours qui viennent. En outre, les rectorats de l'Education nationale à Cizre et Silopi ont demandé à leurs enseignants de quitter ces villes. Le ministère de la Santé a donné pour instruction aux hôpitaux de notre région d'accroître autant qu'il est possible leurs équipements médicaux, leur personnel et leur stock de médicaments. Toutes les manifestations publiques pour protester contre le couvre-feu et les violations de droits humains sont réprimées brutalement par la police.

« Tout cela nous incite à penser que les violations des droits humains qui ont eu lieu dans notre région depuis les derniers mois vont aller en augmentant et en s'aggravant. C'est pourquoi nous adressons un appel urgent à toutes les forces démocratiques du monde pour s'opposer aux mesures anti-démocratiques de l'Etat turc. Pour éviter d'autres morts et de nouvelles violations des droits humains avant qu'il ne soit trop tard, nous demandons concrètement :

que des agences de presse, des reporters, des journalistes viennent dans la zone de conflit pour voir et rendre compte de ce qui s'y passe ;

que les organisations gouvernementales et non-gouvernementales concernées par les droits humains envoient des délégations pour rendre compte et rapporter les violations perpétrées dans la zone de conflit ;

que des délégations internationales viennent visiter les co-maires qui ont été arrêtées, et prennent acte de leurs conditions d'internement et des processus judiciaires en cours ;

que les responsables de la politique internationale appellent d'urgence les parties à retirer leurs forces armées des zones urbaines, ainsi que les armes lourdes, pour rendre possible un cessez-le-feu bilatéral ;

que les gouvernements rompent leur silence et entament un dialogue avec l'Etat turc, de manière à faire redémarrer le processus de paix qui était en cours depuis deux ans et demi, et qui a été rompu le 25 juillet 2015.

**Gültan Kısanak**  
co-présidente de la GABB  
co-maire de Diyarbakır »

## SYRIE : L'ALLIANCE KURDO-ARABE ANTI-DAECH SE DOTE D'UNE EXPRESSION POLITIQUE

**L**n Irak comme en Syrie, la lutte des Kurdes contre Daech se poursuit. Mais en Syrie, au-delà de l'aspect strictement militaire, l'alliance kurdo-arabe en pointe dans la lutte contre les djihadistes, celle des « Forces Démocratiques Syriennes » (FDS), a décidé de se doter d'une expression politique, ce qui pourrait lui permettre d'être prise en compte au niveau international dans les pourparlers qui s'annoncent sur le futur du pays.

Le 1<sup>er</sup> du mois, les FDS, soutenues par les Américains, et auxquelles les Russes auraient également livré des armes, ont repris à Daech le barrage de Hassaké, situé à 25 km au sud de la ville du même nom, et ont avancé vers la ville de Shaddadi, à 46 km au sud, qui constitue après Raqqa le second bastion de l'organisation djihadiste dans le nord-est de la Syrie. Leur avance a ensuite été ralentie en raison des mines disposées par les djihadistes. Les FDS sont constituées de plusieurs partenaires, le plus important étant constitué des combattant(e)s kurdes du YPG (hommes) et YPJ (femmes), dépendant tous deux du parti kurde PYD, les autres comprenant entre autres le Conseil militaire syriaque, le groupe tribal arabe al-Sanadid, les brigades Al-Jazira, le groupe Jaish al-Thuwar, et le Bataillon Burkan al-Furat. Depuis sa création en octobre 2015, cette alliance s'est montrée la force la plus efficace dans la lutte contre les djihadistes de Daech, puisqu'elle leur a repris depuis un mois et demi plus de 210 villages. Depuis la création des FDS, d'autres groupes d'opposition ont régulièrement manifesté le désir de s'y intégrer.

Cependant, les Kurdes de Syrie font face à l'hostilité de plus en plus marquée de la Turquie, qui a

bombardé leurs positions à de nombreuses reprises, et les FDS comme le PYD ont été ignorés par les organisateurs de la « Conférence de l'opposition syrienne » réunie les 9 et 10 décembre à Riyadh en Arabie Saoudite. En réponse à cette exclusion, s'est tenue au même moment à Derîk (Al-Malikiya) dans la province d'Hassaké, donc en Syrie même, une « Conférence démocratique syrienne » rassemblant les Kurdes du PYD et divers groupes d'opposition, en vue de donner aux FDS une représentation politique.

L'assemblée, qui a rassemblé 103 délégués incluant des représentants de l'Administration Démocratique Autonome (TEV-DEM, administration du « Rojava », c'est-à-dire du Kurdistan syrien) et d'autres groupes politiques kurdes, arabes, turkmènes et assyriens ainsi que des personnes indépendantes, intellectuels, journalistes ou notables tribaux, a discuté l'établissement d'un système politique décentralisé pour la Syrie. « C'est la première fois depuis le début de la crise syrienne qu'une conférence de l'opposition nationale est organisée à l'intérieur du pays, dans des zones libérées du régime despotique et du terrorisme », a déclaré l'organisateur de la conférence, Abdulkarim Omar.

Le 10, la conférence de Derîk a annoncé avoir élu un « Conseil Démocratique Syrien » comptant 42 membres. Ce Conseil s'est immédiatement déclaré prêt à rechercher, en négociant avec le régime, une solution pour une période de transition, celle-ci devant mener à des élections et à une nouvelle constitution préservant les droits des Kurdes dans une Syrie fédérale.

Le même jour, l'Administration autonome du Rojava, après son exclusion des pourparlers de Riyadh, a publié une déclaration rappelant que les participants des rencontres de Vienne souhaitaient « prendre l'initiative de réunir l'opposition syrienne dans une délégation équilibrée afin de négocier directement avec le régime afin de mettre fin à cette guerre sanglante », mais que des pouvoirs extérieurs avaient interféré avec ce projet pour défendre leurs propres intérêts, et qu'en conséquence, « la conférence de Riyadh se déroule sans réelle représentation de toutes les composantes du peuple syrien » et que son résultat « ne représentera pas les espoirs et les aspirations du peuple syrien, quelles que soient ses appartenances religieuses, ethniques et politiques ». La déclaration conclut que, puisque l'Administration du Rojava a été écartée de cette conférence, elle ne saurait être concernée par ses décisions, qui ont été prises sans consultation avec elle, et qu'on ne saurait donc lui imposer.

Le 18, le secrétaire américain à la défense a déclaré que la coopération des forces spéciales américaines avec les Kurdes de Syrie était un succès. Cette déclaration est intervenue alors que, selon une source proche des discussions sur la Syrie à New York, les Américains comme les Russes envisageraient l'inclusion du Conseil démocratique syrien dans la délégation de l'opposition qui devra entamer des négociations avec le régime. Des rumeurs ont mentionné Salih Muslim et Haytham Manna pour entamer des discussions avec le « Comité Suprême » de 33 membres créé à Riyadh. Manna lui-même avait quitté les discussions de Riyadh pour protester contre l'inclusion de groupes islamistes. Le 16, Sergueï

Lavrov avait déclaré que les Kurdes de Syrie « devaient être partie prenante de toute discussion sur l'avenir de la Syrie ». Le nouveau Conseil démocratique syrien, malgré sa création récente, apparaît donc dans une bonne position pour défendre son point de vue dans les futures négociations – probablement au grand dam de la Turquie, qui a toujours plaidé pour l'exclusion des Kurdes de Syrie de tout processus de cet ordre.

Rappelons que le 19, le Conseil de sécurité des Nations Unies a approuvé le plan de paix pour la Syrie. Les Nations Unies doivent présenter au Conseil des options pour contrôler un cessez-le-feu d'ici un mois. Le 24, le Ministre des Affaires étrangères syrien Walid al-Moallem a annoncé en réponse que le gouvernement syrien était prêt à participer aux pourparlers prévus à Genève à la fin janvier, et qu'il espérait que ceux-ci permettraient de former un gouvernement d'unité nationale : « Ce gouvernement, a-t-il déclaré, va former un comité constitutionnel pour travailler à une nouvelle constitution avec une nouvelle loi électorale afin que les élections législatives aient lieu dans un délai de 18 mois, plus ou moins ».

En parallèle avec ces discussions politiques, la situation militaire sur le terrain ne s'est pas détendue pour autant : le 11, un attentat de Daech utilisant trois camions remplis d'explosifs a fait au moins 50 morts et 80 blessés à Tell Tamer, une ville de la province de Hassaké

contrôlée par le PYD. Les explosions ont touché tard en soirée un hôpital, un marché et une zone résidentielle. Les victimes semblent en majorité des civils, mais des membres de la sécurité kurde (*asayish*) ont aussi été touchés.

Le 13, des islamistes appartenant au front Al Nosra, à Ahrar Al-Sham et à d'autres groupes ont lancé des obus de mortier contre le quartier kurde de Cheikh Maqsoud à Alep. Les Kurdes de Syrie ont accusé la Turquie de les soutenir. Suite à la riposte donnée par les YPG à ces attaques, des affrontements à plus large échelle ont commencé. La région d'Afrin (Efrîn), au nord-ouest d'Alep est également assiégée depuis plusieurs semaines par des groupes islamistes, dont le front Al-Nosra. Le 7, Massoud Barzani avait appelé la communauté internationale à soutenir cette région, et à apporter aux civils de l'aide en nourriture et médicaments.

Le 17, des échanges de tirs se sont déclenchés à Qamishlo (nom kurde de Qamishli, ville de la Djéziré syrienne située juste au sud de la frontière turque, face à Nusaybin), cette fois entre Kurdes et milices pro-régime. Ces affrontements ont démarré quand les *asayish* ont arrêté un combattant pro-régime ivre qui avait tiré vers un policier de la circulation kurde, et ont redémarré de plus belle le lendemain lorsque des miliciens du régime ont tenté d'incorporer dans l'armée syrienne de jeunes résidents de Qamishlo : administration du Rojava et gou-

vernement de Damas sont en concurrence à propos de la conscription militaire – d'ailleurs souvent contestée dans les deux cas par les jeunes – dont certains à Qamishlo se plaignent d'avoir à faire leur service militaire deux fois...

En fin de mois, les FDS ont repris leur avance vers le sud à partir de Kobané. En juillet dernier, avant la création formelle de l'alliance kurdo-arabe, les combattants avaient déjà chassé l'organisation djihadiste de la ville de Sarrin, dans la province d'Alep. Le 23 en soirée, les FDS, soutenues par des frappes aériennes américaines, ont lancé une nouvelle attaque contre Daech au sud de cette ville, avec pour objectif de libérer les zones s'étendant jusqu'au barrage de Tishrin, sur l'Euphrate. Le 24, elles se trouvaient à 12 km du barrage, engagées selon l'OSDH (Observatoire syrien des droits de l'homme) dans de violents combats avec les djihadistes sur la rive est de l'Euphrate. Elles sont parvenues le 27 à reprendre à Daech le barrage de Tishrin.

Quelques jours plus tard, le 30 au soir, Qamishlo a été frappée par plusieurs attentats suicides de Daech, qui ont fait au moins 16 morts et plus de 22 blessés dans deux restaurants situés dans des quartiers chrétiens contrôlés par les forces pro-régime et un centre de jeunesse ; les YPG ont réussi à empêcher *in extremis* une quatrième explosion en abattant à temps le porteur de bombe.

---

## KURDISTAN D'IRAK : ENLISEMENT DU PROCESSUS POLITIQUE ET CRISE ECONOMIQUE

**L**a Région du Kurdistan d'Irak se trouve toujours sous la menace de l'organisation djihadiste Daech, et ce dans un contexte particulièrement délicat, alliant des tensions politiques internes – par ailleurs

continuellement réactivées par une crise économique majeure – et des tensions externes : celles, récentes, entre Bagdad et Ankara à propos de la présence de soldats turcs dans la région de Mossoul. Tout ceci alors que les relations entre le Gouvernement

régional du Kurdistan (GRK) et le gouvernement central irakien apparaissent toujours aussi difficiles...

Depuis ce « réveil douloureux » de l'été 2014, lorsque Erbil avait brusquement semblé sur le point

de tomber aux mains de Daech, la menace djihadiste pourrait sembler s'être atténuée. C'est en partie vrai, mais c'est aussi que les médias ont tourné depuis leurs caméras vers d'autres événements : la menace est toujours bien présente, et Daech, repoussé, n'a pas pour autant abandonné ses projets. Les pechmergas, dont plus de 1 300 sont tombés au combat depuis l'été 2014, continuent à repousser régulièrement ses attaques. Ils ont ainsi le 1<sup>er</sup> du mois abattu au-dessus de leurs lignes un drone de reconnaissance des djihadistes, avant de repousser le 17 une offensive dans la province de Ninawa (Ninive), au nord et à l'est de Mossoul, dont une partie visait la base de Bashiqa, où se trouvent justement ces soldats turcs dont la présence a fait monter récemment le ton entre Bagdad et Ankara. Ankara a d'ailleurs annoncé que quatre de ses soldats avaient été blessés dans l'attaque. Deux pechmergas ont été tués dans des attaques suicides, mais deux autres djihadistes ont été abattus avant de pouvoir faire détonner leur charge. Il y aurait eu plus de 70 djihadistes tués, sans que ce chiffre ait pu être confirmé indépendamment.

Puis le 27, les forces spéciales kurdes ont mené avec l'assistance en conseil de commandos américains un raid de nuit visant une cache djihadiste au sud-est de la localité arabe de Hawijah, au cours duquel plusieurs commandants de Daech ont été tués. Pour mémoire, c'est le lendemain, le 28, que l'Irak a annoncé avoir totalement repris aux djihadistes la ville de Ramadi. Ce même jour, quatorze pechmergas ont été tués dans une attaque suicide dans la région de Sinjar, au nord-ouest de Mossoul, alors qu'ils terminaient le nettoyage des engins explosifs laissés sur place par les djihadistes dans trois districts de cette région,

pour que la population puisse y revenir.

Le commandement des pechmergas continue à se coordonner avec la coalition internationale, et en particulier avec les Américains, pour discuter de la reprise de Mossoul, dont le barrage, à présent repris par les pechmergas lors de combats au cours desquels il a été très endommagé, devrait voir sa protection renforcée par un contingent italien de 450 hommes : la société italienne Trevi a en effet obtenu un contrat de 1,83 milliards d'Euros pour y effectuer des réparations – mais la situation militaire n'a pas encore permis de les entamer.

Ces opérations militaires incessantes prennent place alors que le Gouvernement régional éprouve de plus en plus de difficultés à remplir ses obligations financières. En effet, alors que le budget du GRK dépend quasiment en totalité de ses ventes de pétrole, le prix du baril est tombé de 130 \$ en 2013 à 31 \$ en décembre 2015, tandis qu'il doit toujours assurer les salaires de près de 1,4 million de fonctionnaires, assister plus de 1,8 million de réfugiés et de déplacés se trouvant sur son territoire, et payer en sus des montants importants dus aux compagnies pétrolières opérant sur son sol, comme DNO (Norvège) et Genel Energy (USA). Les montants concernés pourraient dépasser deux milliards de dollars, et peut-être atteindre six milliards, et le problème se fait de plus en plus pressant : un tribunal de Londres a en début de mois ordonné au GRK de payer sous 28 jours près de deux milliards de dollars à la compagnie émiratie Dana Gaz. Le GRK a déjà dû emprunter 730 millions de dollars par mois, et la situation économique a eu un impact sur la lutte contre Daech : un plan

visant à créer trois nouvelles brigades de pechmergas qui auraient bénéficié d'une assistance spéciale des Américains a dû être abandonné, le GRK ne pouvant prendre en charge les soldes de ces nouvelles troupes, et des bruits courent selon lesquels certains pechmergas, contraints d'acheter leurs propres munitions, auraient fini par quitter le front, démoralisés.

Les retards de paiement des fonctionnaires de la Région, notamment les enseignants, ont provoqué des tensions sociales qui viennent s'ajouter à celles causées par l'impasse politique ou se trouve la Région du Kurdistan depuis la fin juridique en août dernier du mandat de Massoud Barzani comme président de la Région fédérale. De graves désaccords s'en étaient suivis entre partis politiques – en particulier entre le PDK, parti de Massoud Barzani, et le mouvement Gorran, ou « Changement », issu d'une scission de l'UPK de Jalal Talabani, maintenant majoritaire dans la partie sud-est de la Région, le PDK conservant une forte majorité dans le nord-ouest. Bien que des discussions continuent entre les cinq principaux partis politiques du Kurdistan pour tenter de trouver un terrain d'entente, elles butent jusqu'à présent sur deux refus : le PDK refuse en effet d'autoriser le président du parlement kurde, appartenant à Gorran, à regagner son poste à Erbil et refuse également de réintégrer les quatre ministres de cette formation démis par le Premier ministre PDK en octobre, et Gorran refuse quant à lui de discuter de quoi que ce soit si ces demandes ne sont pas d'abord satisfaites... En conséquence, le fonctionnement du parlement de la Région se trouve quasiment au point mort depuis octobre dernier. Le PDK accuse Gorran d'avoir incité les

attaques contre ses bureaux qui ont eu lieu dans l'est de la Région à la fin 2015 et ont abouti à la mort de plusieurs de ses cadres et demande au mouvement de réintégrer l'opposition. Gorran nie de son côté toute responsabilité dans ces événements et exige de revenir au gouvernement.

Cet enlèvement du processus politique interne à la Région du Kurdistan d'Irak survient à un moment où la situation économique de celle-ci se dégrade fortement. Selon la Banque mondiale, la croissance de la Région a été seulement de 3% l'an dernier, contre 8% en 2013. Le taux de chômage aurait doublé durant les deux dernières années. Cependant, la Région ne disposant pas encore d'un observatoire statistique fiable, les chiffres eux-mêmes sont sujets à caution : la pire estimation est celle du porte-parole du Syndicat des investisseurs, Mala Yassin Mahmoud, qui a estimé le 2 du mois le taux de chômage à 20-25%, ajoutant que 700 000 personnes avaient perdu leur emploi dans le secteur privé depuis 2013. Le responsable de la Direction des Statistiques de Sulaimaniya, Mahmoud Othman, a quant à lui avancé des chiffres un peu moins élevés : un taux de chômage de 7% en 2013 et de 10% en 2014, ajoutant qu'il n'y avait pas de statistiques fiables pour 2015 et que, vu le nombre important de fonctionnaires, il était « ridicule » de parler de 700 000 pertes d'emploi dans le privé.

Cependant, une étude coordonnée en août dernier entre Banque mondiale, Ministère de la planification et Bureau des Statistiques du GRK a calculé un niveau de chômage en augmentation régulière de 2013 (avant la guerre avec Daech et la crise des réfugiés) à 2015, passant de 6,3%

à 12%, et surtout des seuils de pauvreté en augmentation considérable sur la même période dans les trois gouvernorats de la Région kurde, puisqu'ils seraient passés de 3,5% à un niveau record de 12%. Plus que les taux de chômage proprement dits, les seuils de pauvreté sont des indicateurs réalistes des tensions sociales en cours dans une Région où les niveaux de protection sociale n'ont rien à voir ce qui a cours en Europe...

Pour assurer ses paiements, le GRK a recouru à plusieurs moyens d'« urgence ». Pour trouver des liquidités à court terme, il a commencé par saisir les fonds déposés dans les agences locales de la Banque centrale irakienne. Cette mesure, à l'origine provisoire, instituée lorsque le précédent Premier ministre irakien Nouri al Maliki avait coupé le budget fédéral alloué à la Région kurde suite aux désaccords concernant la gestion du pétrole, a été prolongée par nécessité. Puis courant 2015, le GRK a tenté d'émettre 500 millions de dollars en bons. Le gouvernement central s'est opposé à cette mesure, mais de toute manière, la chute drastique du prix du pétrole a enterré le projet.

A plus long terme, le GRK a envisagé divers moyens d'augmenter ses revenus et de simultanément réduire ses dépenses. Concernant le premier point, il a prévu d'augmenter les exportations de pétrole à 1 million de barils par jour contre 650 000 actuellement, afin de payer ses salaires en janvier 2016. Il faut cependant noter que les difficultés rencontrées par le GRK pour payer les compagnies pétrolières travaillant sur son sol risquent d'avoir des conséquences à long terme sur la production pétrolière en remettant en cause des investissements qui auraient jus-

tement permis d'augmenter la production. Plusieurs compagnies ont fait des annonces en ce sens, mais des paiements ont commencé depuis.

Concernant la réduction des dépenses, le Ministère de l'électricité a annoncé le 11 qu'il prévoyait à partir de mars 2016 de limiter la fourniture des ménages à 20 A par logement, avec l'espoir que cela permettrait de fournir de l'électricité 24h/24. Il est vrai que la population de la Région est passée de 3,8 millions en 2003 à 5,5 en 2015, ce à quoi il faut ajouter près de 1,8 millions de réfugiés, sachant que le GRK fournit aussi une grande partie de l'énergie nécessaire aux territoires dits contestés, parce que situés hors de sa juridiction, mais qu'il contrôle depuis juillet 2014, par exemple la ville de Kirkouk... Les besoins sont ainsi passés à 5 000 MW, alors que la production n'est que de 2 800 MW. Le bureau des investisseurs du Kurdistan a même suggéré de privatiser le Ministère de l'électricité.

Enfin, le Conseil des ministres du 20 décembre, consacré spécifiquement à la situation économique, a décidé de coupes budgétaires, notamment 50% à 30% selon le grade sur les salaires des officiels de haut rang, et des mesures plus drastiques ont été annoncées le 30 comme la fusion en 2016 d'un certain nombre de ministères.

L'Irak est également confronté à des difficultés. Le 21, la Banque centrale irakienne a dévalué le dinar de 1,37% par rapport au dollar, ajustant le taux du dollar de 1 166 à 1 182 dinars. Le même jour, le ministre irakien du pétrole, Adel Abdul Mahdi, a indiqué que Bagdad et Erbil n'avaient toujours pas réussi à trouver un accord sur la question de la gestion du pétrole...

Selon un rapport des parlementaires Farsat Sofi et Goran Azad publié le 24, le GRK accumule actuellement une dette de 18 milliards de dollars. Le budget 2015 ayant été en déficit de 8 000 milliards de dinars (environ 6,8 milliards de dollars), et, toujours selon eux, celui de 2016 devrait l'être de 3 000 milliards de dinars (environ 2,5 milliards de dollars en tenant compte du nouveau taux de change).

C'est dans ce contexte militaire, économique et politique compliqué que la Région du Kurdistan se trouve quelque peu prise dans

les tensions croissantes opposant Bagdad et Ankara à propos de la présence de soldats turcs sur la base de Bashiqa, non loin de Mossoul. Massoud Barzani, ne voulant manifestement pas se laisser entraîner à prendre ouvertement parti dans l'affaire, a tenté l'exercice difficile de se poser en médiateur entre les deux protagonistes. Pour une Région du Kurdistan irakien enclavée et menacée militairement, le jeu de balance est délicat : pas question d'une brouille avec une Turquie au nord constituant le seul chemin possible pour les exportations de pétrole

nécessaires au rétablissement de l'assiette économique de la Région, mais il faut aussi éviter de trop dégrader les relations avec Bagdad au sud, qui refuse précisément à la Région du Kurdistan les prérogatives d'exportation du pétrole qu'elle réclame. Mais qu'a Bagdad à offrir aux Kurdes d'Irak en termes d'assistance (ou même d'attractivité) économique ?

Selon Nuri Usman, directeur du Bureau de coordination du Kurdistan, 2016, année de réformes économiques, sera encore plus difficile que 2015...

---

«Si vous voulez combattre le terrorisme, aidez-nous davantage!» Telle est la conviction des peshmerga, les soldats kurdes qui, deux jours avant les attentats de Paris, reprenaient la ville de Sinjar, aux mains de Daech. Aujourd'hui, c'est à eux que revient le rôle d'identifier, parmi les réfugiés, les djihadistes. Ainsi cet homme, repéré depuis plusieurs mois. Il est accusé d'avoir «vendu» des renseignements à l'ennemi contre des cartes prépayées pour son téléphone. Avec cette victoire kurde, c'est la route de Mossoul à Raqqa – les capitales du califat proclamé – qui est désormais coupée, et donc une des principales voies d'approvisionnement de l'Etat islamique. Une bataille de gagnée dans une guerre qui continue.

# DANS SINJAR LIBÉRÉ



Arrestation musclée du second suspect, 22 ans, originaire de Sinjar. Plusieurs membres de sa famille ont rejoint Daech.

## LES DJIHADISTES EN FUITE SONT REPÉRÉS À LEUR BARBE FRAÎCHEMENT ET MAL RASÉE

Des prises de guerre. Ces deux hommes ont été arrêtés au sud de Sinjar, situé entre deux lignes de front. Ils ont cru pouvoir se mêler aux dizaines de villageois partis en hâte dans l'espoir de rejoindre la zone libre. Tous sont soumis à la fouille, avant d'être expédiés dans des camps de réfugiés près de la frontière turque. Parmi les recalés, les Arabes suspectés de sympathie avec l'Etat islamique. Ces deux-là ne portent ni arme ni ceinture d'explosifs et, depuis peu, même plus de barbe. L'un se dit originaire de la région mais ne parle pas kurde. L'autre habitait Sinjar, et se serait retrouvé en territoire occupé par Daech après s'être trompé de route... Ils seront remis au service des renseignements kurde.



Dans la maison où sont logés nos journalistes, à Domis, dans les faubourgs de Sinjar. Les deux hommes y subiront leur premier interrogatoire.

PHOTOS FRÉDÉRIC LAFARGUE

# POUR CIBLER LES MAISONS À DÉTRUIRE, DAECH PEIGNAIT SUR LES MURS « CHIITE », « CHRÉTIEN » OU « YÉZIDI »

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE À SINJAR FLORE OLIVE

**D**ebout à l'arrière du pick-up, sa mère et ses sœurs serrées contre lui, Hamid agite un drap blanc. Derrière, à moins de 3 kilomètres, Konreve, son village aux mains de Daech. Devant, le remblai de terre qui marque l'une des lignes de front et, peut-être, la fin de son calvaire. Le véhicule s'arrête. Hamid en descend et court, pieds nus, vers les peshmerga. Mais les soldats lui hurlent de s'arrêter et le mettent en joue. Il obéit, en larmes.

Ils sont déjà une dizaine, comme lui, assis au bord de la route à attendre. Un par un, ils s'alignent pour être fouillés. Les membres des commandos Zeravani, dirigés par le colonel Mustafa Hajer, doivent s'assurer qu'aucun n'est armé ou prêt à se faire exploser. Envoyer des civils à l'abattoir est une des techniques des djihadistes. La veille, plus d'une centaine de familles ont été rassemblées dans le no man's land entre les lignes de front. Ils ont fui Rambussi et Qabussi, dont on distingue les premières maisons. Transis de froid, ils ont attendu le lever du jour sous la surveillance d'un drone.

De la vie sous Daech, tous décrivent les mêmes scènes : la fermeture des écoles, la traque des armes, le contrôle des maisons, des ordinateurs et téléphones, l'interdiction de l'alcool, du tabac, de la musique, et la monotone litanie des sourates du Coran serinées à l'infini... Par peur pour ses cinq filles, Samiha, 33 ans, les a enfermées durant onze mois. Elle raconte la disparition de son voisin, « arrêté parce que son fils était soupçonné d'avoir rejoint les peshmerga. On ne l'a jamais revu »... Shama, 65 ans, veuve, a aidé huit de ses dix enfants à fuir. Restée avec les deux plus jeunes, elle décrit comment, durant les quelques heures où les hommes de Daech se sont éloignés, elle a exhumé de sa cachette le portrait du président kurde Massoud Barzani. Les actes de résistance sont avant tout symboliques : un drapeau kurde sous un matelas, une kalachnikov enterrée dans un jardin, des documents cousus dans une doublure ou dissimulés dans le double fond d'un tiroir... Youssef, 45 ans, éleveur de moutons, était en train de dîner lorsqu'il a entendu les premiers tirs. Il a d'abord cru qu'il s'agissait des peshmerga et que son village était libéré. « Mais je suis sorti et j'ai vu trois hommes de Daech derrière ma maison. Il y a

eu plusieurs minutes de tirs très intenses, puis les hommes sont passés dans les rues avec des haut-parleurs pour nous dire qu'ils ne nous feraient aucun mal. » Youssef a pu s'échapper avec sa femme et ses trois enfants. Il montre ses pieds nus – « Nous n'avons même pas eu le temps de mettre nos chaussures » – et brandit un stylo : « Voilà ce qu'il me reste. » Une kalachnikov, conservée et emportée au péril de sa vie, vient de lui être confisquée.

Hommes et véhicules ont été fouillés. Le convoi peut s'ébranler. D'ici à quelques heures, il se mêlera au flot de déplacés qui s'entassent dans des camps de fortune près des villes de Dohuk ou Zakho, à la frontière turque. Mais les Arabes en ont été refoulés. Pour la plupart, originaires du Sud, ils avaient été envoyés dans la région par Saddam Hussein afin de faire contrepoids au nationalisme kurde. Aujourd'hui, les peshmerga expliquent vouloir éviter les tensions avec les

Il ne reste rien ou presque des demeures de vieilles pierres aux fenêtres en fer forgé de Sinjar

Yézidis. Il y a aussi ceux qu'on arrête : un jeune homme, accusé d'avoir renseigné Daech contre des recharges de téléphone portable ; deux autres, soupçonnés d'être des djihadistes. L'un prétend être originaire d'un village kurde mais s'exprime en arabe avec un fort accent étranger et sa barbe a été taillée à la hâte. Le second est originaire de Sinjar, mais beaucoup de ses proches ont rallié Daech. Menottés l'un à l'autre durant plusieurs heures, ils sont séparés avant d'être enfermés dans une salle de bains dévastée d'où nous parviennent leurs cris glaçants. Le lendemain, les yeux toujours bandés, ils seront remis aux hommes d'une unité de renseignement.

En reprenant Sinjar, les forces kurdes ont coupé le principal axe de ravitaillement de Daech, entre Raqqa et Mossoul, ses deux places fortes. Les Kurdes irakiens s'attribuent aujourd'hui cette victoire comme s'ils en étaient les seuls artisans. Ils oublient les bombardements aériens de la coalition



1. et 2. Un trou à rats bourré de 1 tonne d'explosifs. Entre les mains du colonel Peshkaf, le fil qui relie les bombes, réparties dans différents contenants alimentaires. 3. Une mère et son fils. Après un an et trois mois, ce peshmerga vient de retrouver celle à qui il n'osait pas téléphoner de peur de la mettre en danger de mort.

internationale et l'engagement d'un autre groupe de combattants kurdes : les membres des Unités de résistance de Sinjar ou YBS, entraînés par les unités de protection du peuple, les YPG, d'obédience marxiste-léniniste. Parmi eux, beaucoup de recrues venues du Kurdistan turc et de nombreux Yézidis. Cette minorité des monts Sinjar, dont la fuite désespérée face à Daech avait bouleversé le monde en août 2014, reproche encore aux peshmerga de l'avoir abandonnée. Les hommes ont été massacrés, les femmes vendues, violées, réduites en esclavage. Les YPG sont les seuls à leur avoir ouvert un couloir humanitaire. Ils étaient également les seuls durant onze mois, en première ligne, dans les combats de rue de Sinjar. Ce sont eux qui ont subi les plus lourdes pertes : 170 hommes, dont deux crucifiés sur un rond-point. Dans les monts où seront enterrées leurs dépouilles, la popularité des YBS est sans limites. Entre ces unités – qui comptent de nombreuses femmes – et les peshmerga, la solidarité est de façade, et les tensions, vives. A la veille de la grande offensive du 11 novembre, le gouvernement de Massoud Barzani leur a demandé de se retirer. Une exigence restée lettre morte.

De Sinjar, dont les demeures de vieilles pierres aux fenêtres en fer forgé gardent les fantômes de la douceur de vivre, il ne reste rien ou presque. Sur les murs des maisons encore debout, des inscriptions en arabe indiquent la confession des propriétaires. Laissées par les djihadistes, elles permettaient de cibler les chiites, les chrétiens et les Yézidis. Et, près de l'institut technique universitaire, où Daech rassembla des dizaines de femmes Yézidies capturées dans le village de Kotcho : une fosse. De la terre dépassent quelques cheveux bruns, un foulard, une mandibule : 76 de ces femmes, toutes celles âgées de plus de 55 ans, ont été massacrées et enterrées ici. A quelques rues de là, dans le quartier où se concentraient la minorité chrétienne, Khuder, un Yézidi, fouille les gravats. Ce riche importateur d'alcool retrouve des vêtements, de la vaisselle, des pots de crème encore ouverts sur une coiffeuse, quelques photos miraculeusement épargnées... et des bouteilles intactes : whisky, arak, bières turques. Sa maison a été occupée par Daech. Il ne retrouvera pas son stock, d'une valeur de plus de 1 million de dollars. Ni ses trois appartements, rasés par les bombardements aériens.

Les peshmerga n'en finissent plus de mettre au jour les tunnels dans lesquels les djihadistes se protégeaient des bombardements. Ce jeudi 19 novembre, dans l'une des rues principales, les démineurs du colonel Peshkaf, conseillés par des spécialistes français basés à Erbil, extraient des barils de nitrate d'ammonium d'un énième boyau long d'une cinquantaine de mètres, et bourré de presque 1 tonne de ces explosifs qui auraient dû être actionnés au passage d'un convoi. Durant le siège, cette galerie accueillait les blessés de Daech, dont certains étaient opérés à même le sol.

Il faudra des semaines aux combattants kurdes pour sécuriser la ville, des mois pour la reconstruire et plus encore pour rétablir la confiance qui, seule, permettra aux habitants de revenir. Car, dans Sinjar « libéré », les tirs réguliers de mortier, de canon et de Douchka rappellent combien la menace



est proche. Des hommes infiltrés parmi les djihadistes communiquent les résultats des frappes. Les attaques suicides sont parfois interprétées comme un signe de débandade, mais, selon plusieurs gradés kurdes, les hommes de Daech sont bien entraînés et aussi solidement organisés que déterminés. A la tête des bataillons d'artillerie, le général de brigade Askander, ancien colonel des services de renseignement dans l'armée irakienne, à la stature aussi impressionnante que le charisme, vient de neutraliser un groupe armé de mortiers qui s'était approché à moins de 2 kilomètres. Le général Askander a rejoint les peshmerga en 2005, après la chute de Saddam Hussein, mais il a gardé des liens avec les anciens baassistes. Si certains ont contribué à la création de Daech, d'autres organiseraient aujourd'hui la résistance. Parmi eux, Izzat Ibrahim Al-Douri, ancien vice-président de Saddam, dont la tête est toujours mise à prix par les Etats-Unis. On l'a déclaré mort, mais le général affirme qu'il serait bien vivant, replié à Mossoul d'où il dirigerait « l'armée de Naqshbandiyya », un groupe qui, après avoir soutenu Daech, se serait retourné contre lui.

A la frontière irako-syrienne, des frappes aériennes viennent de stopper 116 camions transportant du pétrole de contrebande. Parmi les objectifs à venir : Mossoul, le trophée des djihadistes, le repaire de leurs chefs. La reprise de Sinjar constitue la première étape d'une guerre de reconquête, qui verra converger les forces kurdes vers l'armée irakienne, avec l'appui aérien de la coalition internationale. Le général Askander appelle à l'aide : « Nous ne sommes pas assez nombreux pour tenir tous les fronts. Si Daech est une menace pour l'humanité, c'est ici que se joue le sort du monde... »

4. Le drapeau kurde du nord de l'Irak flotte à nouveau sur une ville en ruine. Il faudra plusieurs semaines pour la déminer. 5. Dans ce dépôt, Khuder, l'ancien importateur d'alcool, avait entreposé un stock d'une valeur de 1 million de dollars. Il retrouve une caisse de whisky.



@OliveFlore

# THE SYRIAN KURDS ARE WINNING!

Jonathan Steele  
December 3, 2015 Issue  
<http://www.nybooks.com>

## Out of Nowhere: The Kurds of Syria in Peace and War

by Michael M. Gunter  
London: Hurst, 169 pp., \$50.00 (distributed in the US by Oxford University Press)

Anyone searching for a sliver of light in the darkness of the Syrian catastrophe has no better place to go than the country's northeast. There some 2.2 million Kurds have created a quasi state that is astonishingly safe—and strangely unknown abroad. No barrel bombs are dropped by Bashar al-Assad's warplanes. No ISIS executioners enforce the wearing of the niqab. No Turkish air strikes send civilians running, as Turkish attacks on Kurdish militia bases do across the border in Iraq.

Safety is of course a relative concept. Car bombs and suicide attacks by ISIS assassins regularly take lives in this predominantly Kurdish 250-mile-wide stretch of Syria between the Tigris and Euphrates rivers, but by the standards of the rest of the country it is quiet.

The 2.2 million Kurds make up a tenth of the Syrian population. During the protests of 2011—the Arab Spring—they, like their Arab counterparts in other Syrian cities, publicly demonstrated for reform in Qamishli, the region's largest city. But Assad was milder toward them than he was to other protesters elsewhere. He gave citizenship to 300,000 stateless Kurds and in July 2012 even withdrew most of his combat troops from the area on the grounds that they were needed more urgently in the Syrian heartland of Aleppo, Damascus, and the cities in between.

Kurdish militias known as the People's Protection Units (YPG) quickly organized the support of much of the Kurdish adult population under thirty and took control of the region, which they divide into three "cantons" and which they call Rojava (i.e., West, meaning western Kurdistan, from *roj*, the Kurdish word for sun). The other Kurdish regions are in Turkey, Iran, and Iraq.

Over the next three years the YPG trained and built a well-disciplined, though lightly armed, military force and set up an efficient system of local government. It is a measure of the Assad's repression that, whereas in Turkey



Newsha Tavakolian/Magnum Photos  
Kurdish fighters in the Women's Protection Unit during their daily drills at Shilan Camp, in the border region of Andivar, Rojava, Syria, summer 2015

bans on the Kurdish language were lifted in 1991, they were kept in place for another two decades in Syria. As a result most adults in Rojava speak better Arabic than Kurdish. Now in charge of their own statelet, Kurdish leaders are reviving the use of the Kurdish language in schools and on TV and radio stations.

The language, Kurmanji, belongs to the Indo-European family and is akin to Farsi but distinct from Arabic or Turkish. Unlike Arabs and Turks but like Iranians, Kurds celebrate the New Year, Newroz, on the first day of spring.

The Kurds are originally a mountain people, who emerged near Lake Van in eastern Turkey. Their most famous warrior, Saladin, who captured Jerusalem from the Crusaders, was active with his regiments along the Mediterranean in the twelfth century. Many settled in Damascus and Aleppo.

Under the Ottoman Empire Kurdish identity was not threatened, and it was natural that when the empire collapsed at the end of World War I Kurds hoped to create an independent state. In the Treaty of Sèvres in 1920 they were promised a state by the British and other

Western powers but Kemal Atatürk, the Turkish leader, refused to implement the treaty and the Western powers changed their line. Kurds were marginalized in Turkey. After several failed rebellions in the 1920s thousands fled to Syria. There, under the French mandate, Kurds were privileged over the Arab majority, particularly in getting jobs in the army and police.

After Syria won its independence in 1946 the public projection of a separate Kurdish culture was repressed by the new Arab rulers, even though other minorities—Armenian, Assyrian, and Druze—were recognized. Syrian Kurds were Arabized and influenced by the modernizing ideology of urban Syria. Today they show few signs of their mountain origins or tribal affiliations. Whereas older men in Iraqi Kurdistan often wear *sirwal*—baggy trousers held up by a cummerbund—the costume is rarely seen in Rojava.

But the dream of having a state of their own has never faded. With around 32 million people worldwide, they are the largest ethnic group without one. Retaining this aspiration is the key factor that has kept Kurds tough and self-reliant through decades of repression in the four countries where they are ➤

➤ numerous. After Iraq, where Kurds have enjoyed autonomy in the north since 1991, and Turkey, where the militant PKK has been fighting for Kurdish autonomy since 1984, the Kurds of Syria saw their first real opportunity for change as late as 2011. At all levels of Syrian Kurdish society there is now a strong desire to reverse the last half-century of assimilationist pressures and revive their cultural heritage, particularly the Kurdish language and literature and the celebration of Newroz with Kurdish music and dancing. Syrian Kurds put greater store on national identity than organized religion. Most Kurdish clerics are Sufis of the Sunni branch of Islam and, in contrast to the Syrian Arab opposition to Assad, none of the dozen Kurdish political parties in Syria is Islamist.

In spite of the huge attention given to Syria's war by international media, no foreign diplomats or businesspeople and only a handful of reporters have made the trip to Rojava. The first, albeit brief, coverage came in September of last year, from across the Turkish border. That was after ISIS fighters swept north from Raqqa, the headquarters of their newly declared caliphate, and launched a surprise attack on the Kurdish canton of Kobani. They captured dozens of Kurdish villages, executed scores of people who didn't have time to escape, and moved toward the large town of Kobani, which sits on Syria's border with Turkey.

The Kurdish YPG forces resisted as best they could with the help of seasoned guerrillas from the PKK. After desperate pleas for help from the YPG as well as from Washington's allies in the Kurdish Regional Government in northern Iraq, the US started bombing ISIS positions on the approaches to Kobani. Several dozen Kurdish fighters from Iraq—called peshmerga—also joined the fighting. In spite of the US air strikes the ISIS advance continued and by October its militants were inside the town of Kobani as they poured reinforcements from Raqqa into the battle.

This was the first sustained engagement between US airpower and ISIS, and reporters from across the world who were camped just inside Turkey filmed ISIS artillery strikes and the much larger plumes of smoke caused by US bombs and missiles. With most of Kobani's civilian population fleeing into Turkey, cameras also broadcast the first pictures of vast streams of Kurdish Syrian refugees escaping northward, a harbinger of the broader flight of refugees was to come a year later. Meanwhile, Turkish tanks and armored personnel carriers patrolled the Kobani border within a few hundred yards of the battle and did nothing to help.

Gradually, the Kurdish fighters prevailed and in January of this year ISIS withdrew, though it took another three months to drive them out of the villages south of Kobani. As many as a thousand ISIS fighters were thought to have died. The YPG had shown it was the most successful group of fighters with whom the US could ally in Syria and open cooperation now exists. There was a second crucial les-



son: using airpower makes little sense without an infantry force, preferably of local people, to follow up on the bombing.

In July of this year the YPG, again with the aid of US airpower, drove ISIS out of Tal Abyad, another town on the border with Turkey. This meant ISIS had lost two of the three crossing points from Turkey through which it could bring foreign volunteers, finance, and weaponry to strengthen the jihad.

Idriss Nassan, the Kurdish spokesperson of the Kobani canton, told me that the YPG now plans to liberate the last ISIS border-crossing point into Turkey at the town of Jarabulus. The YPG are dug in on the east bank of the Euphrates and it will be difficult to move forward. But success would be a strategic blow to ISIS, severely limiting its power. It would also upset Turkey, which fears a further strengthening of the statelet that the Kurds have set up along more than half of the Syria-Turkish border. If the Kurds were to take control of the area from Jarabulus to Azaz, they could link the cantons of Jazira and Kobani with Rojava's third canton, the enclave of Afrin, which is largely populated by Kurds, creating a Kurdish zone along almost the entire length of Syria's northern border. Since the Turks are now taking a hard line toward the Kurdish PKK within their own borders, they are anxious to prevent a strong new Kurdish entity emerging in Syria.

The Turks have said they want a no-fly zone, policed by Turkish and US warplanes, to be established in the very area from Jarabulus to Azaz that the Kurds want to take from ISIS and other jihadis. Turkish officials in Ankara claim that the no-fly scheme would block the Syrian air force and create a haven for Syrian civilians escaping Assad's attacks. The Kurds see the scheme as a device to permit the Turks to bomb any YPG fighters who enter the area.

The US seems to have seen through Turkey's ruse and refuses to support the no-fly zone idea. Much now depends on whether the US will back a YPG advance to Jarabulus with air strikes. Asked if the US has given the YPG a green light, Nassan, speaking for the Kobani canton, was upbeat. "Sipan Hamo, the YPG commander, has said we're going to liberate Jarabulus and, when he says this, he's

coordinated with the US because we're part of its international coalition," he said.

In mid-October, US aircraft dropped ammunition and weapons for the Kurds and their allies from local Arab and Turkmen tribes. It was a significant escalation of US military aid, and a few days later Turkey's Prime Minister Ahmet Davutoğlu announced that Turkey had struck the YPG twice. He was not specific but the attacks appeared to be from machine guns firing across the border. There were no reports of casualties, and the attacks seemed designed as a political message. Davutoğlu said Turkey had told Russia and the US that YPG forces would not be permitted to proceed beyond the Euphrates. In an apparent rebuke to the Turkish prime minister, John Kerry told a Washington audience on October 28: "We're...enhancing our air campaign in order to help drive Da'esh [ISIS], which once dominated the Syria-Turkey border, out of the last seventy-mile stretch that it controls." Two days later, Obama announced he was ordering up to fifty US special forces into Rojava to help the YPG and allied local militias to fight ISIS.

Nassan's office is in the western sector of Kobani, in one of the few public buildings that remain intact. Elsewhere the streets are lined with ruins, looking like pancakes of concrete, crushed by US bombs and missiles. Civilian casualties were minimal since most people had fled as soon as ISIS appeared.

Kobani and the surrounding canton with its 380 villages had a pre-war population of 300,000, but by the time of the ISIS attack it had swollen to 500,000 thanks to an influx of Arabs, Armenians, Turkmen, and Kurds fleeing from other Syrian cities. Some 150,000 have already returned, according to Nassan, though it was impossible to verify his figure. The town's bazaar is busy and the streets are full of women and children. Families are back.

The Kobani refugees escaping ISIS included Alan Kurdi, the three-year-old toddler whose lifeless body, face-down on a Turkish beach, provoked a worldwide wave of sympathy for Syria's refugees this summer. Few news reports mentioned that he was a Kurd and some Syrian opposition sources used his plight to claim, falsely, that his parents ➤

► were taking him and his older brother to escape Assad's barrel bombs, not ISIS.

The child's remains, along with those of his brother and mother, are buried under gray marble slabs in Kobani's cemetery beside small evergreen trees planted in old tins that used to contain cooking oil. His father, Abdullah, got special permission from the Turkish authorities to bring his family's bodies across the border, but no such allowance was given to the dozens of foreign journalists who accompanied him from Bodrum. Nor does Turkey allow international aid workers to cross into Kobani for reconstruction and the clearing of unexploded bombs and shells. In order to circumvent this harsh embargo, they have to use the only route available for visiting the region, which goes via a flat-bottom boat or a ride on a narrow pontoon bridge across the Tigris from Iraqi Kurdistan, followed by a long day's drive on potholed roads.

Since its withdrawal from Kobani, ISIS has changed tactics. It uses suicide bombings and hit-and-run attacks, which are less liable to be targeted by US air strikes than large groups of fighters and armored vehicles. Shortly before dawn one night in June a group of ISIS fighters slipped into Kobani, wearing YPG uniforms to avoid detection. They shot and killed nearly two hundred civilians before taking refuge in a city-center school. It took several days to push them out.

Syrian Kurdish militia leaders pride themselves on being not only a secular guerrilla force with no religious ideology but an army with gender equality, with women in combat on the front line. Fidan Zinar, who took command of the YPJ (Women's Protection Units) in Kobani a week before the ISIS raid in June, told me that she used to be a housewife in a small Syrian town. She joined the YPJ three years ago, "first of all to defend myself, then my culture, my language, my people, and our homeland." A veteran of several clashes with ISIS, she said:

In some operations we work as a separate women's unit, sometimes we are with male units. We can't say we're confident that ISIS won't come back again. They still have agents and sleeper cells here, and there are gaps in our defenses. But they can't make an all-out attack; [they can] only penetrate in small groups or use car bombs.

In Kobani's military hospital I met a young woman with her left arm in a bandage. Asmin Siterk had been wounded in a battle at the end of July to drive ISIS fighters out of Sarrin, a town on the Euphrates some fifty miles south of Kobani. "We were in a mixed group of soldiers," she told me. "Several men were wounded as well as me. There were six martyrs in our group, two women and four men."

On the drive back east there was further evidence of women's military contributions. Women in combat fatigues shared the job of examining drivers' credentials at the numerous checkpoints. Photographs of "martyrs"—

troops killed in battle—were displayed at every military post, and a good number were women. In Qamishli, Amina Ossi, the deputy minister for foreign relations in the YPG canton of Jazira, estimated the number of YPG and YPJ fighters as 50,000 and the number of martyrs in the last three years as three thousand. Half of each category were women, she said.

It was on the way to Amina's office that I came across an initially baffling sight. A statue of Hafez al-Assad, the former Syrian president and founder of the Assad dynasty, stood unmolested at a city-center roundabout. Nearby two photographs of his son, Bashar, were on display in the front windows of a Syrianair. While Kurds fly their own red, green, and yellow flag throughout the region, the Syrian national flag was hoisted above a lane of concrete blocks leading to the entrance of a small garrison.

Here is one of the complexities of the Syrian war. The regime retains control of roughly one tenth of Qamishli, plus the local airport and the connecting road as well as the Arab part of the town of Hasakah, some fifty miles to the south. This symbolic toehold allows it to claim that it still controls the capitals of all Syrian provinces except Raqqa, which is held by ISIS, and Idlib, which is held by other extreme Islamists, including Jabhat al-Nusra and Ahrar al-Sham. In return the Kurds benefit by having Damascus continuing to pay the salaries of the Kurdish region's teachers, hospital doctors, and other public-sector workers. Civil aircraft under control of the Assad regime still fly regularly from Qamishli to Damascus and Lattakia. For students enrolled there and for businessmen this provides a useful link, since overground travel has become too dangerous.

Rojava contains some of the most fertile land in Syria, planted with wheat, cotton, and vegetables. It also has oil, although the "nodding donkeys"—the pumps that pull it out of the ground—stand idle now for lack of investment and maintenance. But most basic goods, as well as medicines in the Kurdish region's pharmacies, are brought from Damascus on trucks that pass through ISIS territory. This is another of Syria's complexities. ISIS leaders prefer to tax the drivers rather than block them and put the Kurdish region under siege, which could provoke more armed conflict with the Kurds.

Some activists in anti-Assad opposition groups claim that the Assad regime's presence in Qamishli shows that the Kurds are collaborators. The point is vigorously rejected by Kurdish officials, who say they have two enemies, ISIS and Turkey, that pose a more immediate threat than Assad. ISIS fighters continue to attack them wherever they can. Turkey is a looming presence that might send its troops or aircraft across the border at any time. "War is a matter of strategy and tactics. You can't fight on too many fronts," Lawand Rojava, a YPG commander in Hasakah, told me.

The [Assad] regime has aircraft and

uses barrel bombs. Why should we risk our people's lives by attacking the regime's base here, just to prove to the world that we are not allies of the regime? We have to think about the interests of the people. The regime also thinks strategically. We have had many clashes with the regime but they're not attacking us now.

Hasakah came under assault from ISIS as recently as June. The ISIS fighters infiltrated the Arab part of town and attacked the regime's forces. Syrian government aircraft responded, but the YPG held back. Only when ISIS moved into the Kurdish districts did the YPG call in US air strikes. Under the combined weight of YPG ground troops and US airpower ISIS was eventually pushed back but the YPG and YPJ lost fifty people, according to Lawand Rojava. He was not complimentary about the Syrian army's performance. "There are," he said, "various militias fighting with the [Syrian] regime. Some are Baathist. Others are from local Arab tribes. There are also the National Defense Forces"—a volunteer militia that Assad created two years ago to supplement the dwindling supply of conscripts. Using the Arabic acronym Da'esh for ISIS, he went on: "When Da'esh came into Hasakah, many regime units switched to Da'esh's side. There are also many Da'esh spies within the regime."

As with the ISIS counterattack after retreating from Kobani, ISIS showed that it still has the mobility to cause casualties and terror in Hasakah. A week before my visit to the town an ISIS team in a car full of explosives blew themselves up at a checkpoint outside the front of Lawand Rojava's headquarters, killing three soldiers. Two days earlier a suicide bomber killed twenty civilians at another checkpoint, and in a separate incident a bomber killed forty-three civilians in a crowded shopping street. Kurdish journalists in Qamishli were unaware of the atrocities, an apparent sign that the Kurdish authorities try to restrict bad news.

In Remelan, a small Syrian town close to the border of Iraq and Turkey, I went to see Saleh Muslim, the copresident of the Democratic Union Party (PYD), the largest Syrian Kurdish party, who is in effect the region's political leader. The YPG militias are the PYD's armed wing. As Michael Gunter describes in *Out of Nowhere: The Kurds of Syria in Peace and War*, the PYD began in 2003 as the Syrian branch of the PKK, the Kurdistan Workers' Party. (Though completed before ISIS's emergence and the start of US bombing, the book is an admirably lucid survey of the Syrian Kurds' history and prospects.) Hafez al-Assad had given the PKK leader Abdullah Öcalan sanctuary in Syria in 1979. The move was partly to have a bargaining chip in dealings with Turkey but also, in Gunter's words, "in return for...keeping the lid on Syria's Kurds.... Assad allowed Syrian Kurds to join the PKK in lieu of serving in the Syrian army."

This modus vivendi lasted until 1998 when Turkey threatened to go to war unless Syria expelled the PKK. Assad gave way and sent Öcalan and his fighters out of the

► country. Most of Öcalan's guerrillas moved to northern Iraq. Öcalan himself sought refuge in various countries, eventually flying to Kenya, where he was captured in 1999 in a joint US-Turkish operation. He has been in a Turkish prison ever since.

Saleh Muslim, a native of Kobani, was in a Syrian prison for a time as an activist after the PYD took part in anti-regime demonstrations in Qamishli in 2004. On release he made his way to a PKK camp in the Qandil mountains of Iraqi Kurdistan, and returned to Syria in April 2011 just as the new wave of anti-regime protests got underway.

The United States and the European Union designate the PKK as a terrorist group but they have been careful not to do the same with the PYD. Saleh Muslim meets regularly with US diplomats and was invited to meet Turkish officials in Istanbul in July 2013, when he assured them that the PYD was not seeking independence from Syria for Rojava.

Saleh Muslim's soft-spoken manner and modest demeanor belie the steel and determination that have helped him turn the PYD into an unexpectedly powerful political and military force. While supporting Assad's replacement by a national unity government, he has no doubt that the immediate threat comes from ISIS, and that foreign governments need to give priority to ISIS in defining their objectives in Syria. Asked if the Assad regime was close to being toppled by ISIS, he told me: "If it collapses because of the Salafis [i.e., ISIS], it would be a disaster for everyone. If it collapses by agreement with other forces, it would be all right."

He argued that there should be talks between the regime and the non-Islamist forces such as the Kurds with the aim of reaching a political deal, since neither side could eliminate the other, but there was no prospect of negotiating with ISIS, since they did not believe in compromise. "For Da'esh and people with their mentality you cannot think of any way of ending them except via military force.... We wouldn't feel safe in our homes as long as there is one Da'esh person left alive. They are an enemy of humanity."

Muslim was speaking to me when the Russian military build-up in Lattakia was underway but before the Russian air strikes started and Assad met with Vladimir Putin in Moscow. Saleh Muslim has regular contacts with Russian diplomats, as he has with Americans, and said he had been assured by senior Russian officials on a visit to Moscow in September that Russia would not bring ground troops to fight in Syria. "We and our allies among the Arabs have said many times we don't agree to have foreign armies in Syria, or any invasion by any side. If the Russians break through on this, it means a kind of invasion and our people won't agree to it."

He favored coordination between the US and Russian air forces. As long as it was not designed exclusively to support the Assad regime, he saw no reason why the US should not coordinate with the Syrian army and pro-

vide air cover if it launched ground offensives against ISIS since defeating ISIS, in his view, took priority over replacing Assad's regime.

He foresaw the day when the Syrian Kurdish militias could close the last ISIS crossing point from Turkey at Jarabulus. The YPG could then even move on ISIS's capital in Raqqa "with the help of others."

The PYD's relationship with the other main Kurdish parties in the region is complicated. It denies having organic links to the PKK in Turkey, though it reveres the PKK's imprisoned leader, Abdullah Öcalan. His picture is prominently displayed in public offices and at military checkpoints, even sometimes on badges on soldiers' shoulders, and he is referred to as "Apo" (Uncle).

The PYD's links to the ruling parties in Iraqi Kurdistan are polite but cool, partly for ideological reasons since the PYD is left-wing and the Iraqi parties are center-right but mainly because the PYD insists on monopolizing decision-making in their own region. A recent meeting between Saleh Muslim and the Iraqi Kurdish president, Masoud Barzani, which was organized and attended by Brett McGurk, the US special envoy to the anti-ISIS coalition, was aimed at getting Muslim to agree that a few thousand US-trained peshmerga in Iraq who owe loyalty to smaller Syrian Kurdish parties would be allowed to cross from Iraq and join the struggle. Muslim insisted that they come under YPG command and the meeting failed.

The PYD is facing criticism from some supporters. There is war weariness and anxiety over the long periods of military service for young men and women. I found people grumbling over a new decree that puts under government control properties left empty by those who have fled abroad. Officials insist that this is not expropriation but a measure designed to assess the scale of vacant buildings and rehouse people who have abandoned vulnerable villages for the safety of the main towns. If the owners return, they will get their houses back.

In his book, Gunter points out that the Assads maintained an artificial Arab Belt (al-Hizam al-Arabi) along the Turkish border by settling Arabs in new villages there with the aim of separating Syria's Kurds from the Kurds of southern Turkey. Arab and Turkmen refugees, now in Turkey, have recently claimed that the PYD is engaging in ethnic cleansing, forced deportation, and demolition of houses. Some of these charges have been taken up by Amnesty International. PYD officials deny that they are destroying the Arab Belt. They say that some villages had to be abandoned for security reasons because their inhabitants sympathized with ISIS fighters when they infiltrated it; when ISIS left, the Arabs and Turkmen voluntarily fled for fear of being suspected by the Kurds of having helped ISIS and harboring "sleepers cells."

What is Rojava's future? Militarily, it seems relatively secure. ISIS has suffered much at the YPG's hands over the last year and is

unlikely to want to repeat the experience of confronting them, although ISIS will fight to retain Jarabulus, its last crossing point to Turkey. Besides, ISIS's long-term ambition is not focused on the Kurds but on Arab regions, whether in Syria, Iraq, or beyond those two countries, in Jordan and Saudi Arabia.

Turkey is the joker in the deck. The peace talks between Turkey and the PKK broke down this summer and Turkey resumed its air strikes on PKK bases. I asked Saleh Muslim if he was afraid of a Turkish military intervention at some point. After all, Rojava is a long and thin slice of land on Turkey's borders that is only lightly defended by 50,000 Kurdish militia troops. "Two years ago I was most afraid of a Turkish intervention, but Turkey is not so free to do that now," he replied, apparently confident that Washington's alliance with the YPG in the struggle against ISIS has limited Turkey's options.

Like most Kurds in Rojava—and I heard the same from Iraqi Kurdish officials in Erbil—Saleh Muslim believes that Turkey's president Recep Tayyip Erdoğan's recent attacks on the PKK were designed to win Turkish nationalist support for his party in the parliamentary elections on November 1. If that was Erdoğan's strategy, it worked handsomely. The opposition Nationalist Action Party (MHP) lost forty of its eighty seats and Erdoğan's Justice and Development Party (AKP) surged to an outright majority in parliament after a campaign in which it insisted that it alone could give Turkey stability and security. The question now is whether Erdoğan continues his attacks on the PKK and, by extension, the Syrian Kurds, or resumes the peace process with the PKK.

Whatever Erdoğan decides, there appears to be no chance that Rojava will ever go back under Arab control as fully as it was before 2011. Before the Geneva talks in 2014, the last occasion when the UN brokered negotiations between the Syrian government and its opponents, the Syrian Kurds insisted on coming as a separate delegation and refused to join the opposition coalition when they were told they had to join with others. After almost five years of war Syria is fragmented, and it is unclear whether Damascus will ever be restored as a powerful seat of central government. The best that can be expected is a devolved federal system, either by a formal constitutional change or merely de facto.

Rule from Damascus may be replaced by competing rulers or warlords in different cities. Whoever they are, whether Islamist or secular, no set of Arab rulers will easily be accepted again by Syria's Kurds. Their language is being revived. They run their own education system and have an authentic local media. They have tasted the benefits of autonomy and will resist any attempt to have all this extinguished. ♦

# WASHINGTON déploie une unité anti-EI en Irak, Bagdad proteste

1 décembre 2015 / Phil Stewart et Yeganeh Torbati

**WASHINGTON/BAGDAD -(Reuters) Les Etats-Unis ont annoncé mardi le déploiement en Irak d'une nouvelle unité des forces spéciales américaines dédiée à la lutte contre l'organisation djihadiste Etat islamique (EI), qui pourra mener des "opérations unilatérales" en Syrie.**

A Bagdad, le Premier ministre Haïdar al Abadi a déclaré dans un communiqué que l'Irak n'avait pas besoin de forces terrestres étrangères, ajoutant que tout déploiement de troupes étrangères nécessitait l'approbation de son gouvernement et ne devait pas empiéter sur la souveraineté nationale irakienne.

Les milices chiites irakiennes ont de leur côté promis de s'opposer par les armes à tout déploiement de forces américaines en Irak.

"Nous pourchasserons et combattons tout contingent américain qui sera déployé en Irak. Toute force américaine de ce genre deviendra la cible numéro un de notre organisation. Nous avons combattu les Américains par le passé et nous sommes prêts à reprendre la lutte", a déclaré Djafaar Hussaini, porte-parole du mouvement Kata'ib Hezbollah.

Les porte-parole de l'organisation Badr, soutenue par l'Iran, et du mouvement Assaïb Ahl al Hak ont fait eux aussi des déclarations dans le même sens.

Environ 3.500 soldats américains conseillent et assistent actuellement l'armée irakienne. En octobre dernier, un membre des forces spéciales américaines a trouvé la mort durant une opération menée en coordination avec les combattants kurdes pour secourir des otages détenus par l'EI dans la ville de Haouïdja.

L'unité dont le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a annoncé l'envoi sera distincte du groupe d'une cinquantaine de membres des forces spéciales américaines que Washington a envoyé en Syrie pour coordonner l'action au sol des rebelles soutenus par les Etats-Unis.

## AMÉLIORER LA COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS

Cette unité disposera d'effectifs plus importants et sera chargée d'aider les forces irakiennes ainsi que les peshmergas kurdes, a déclaré Ashton Carter, sans avancer de chiffre ni préciser le lieu où elle sera basée.



Une nouvelle unité des forces spéciales américaines va être déployée en Irak dans la cadre de la lutte contre les djihadistes de l'Etat islamique et pourra mener des "opérations unilatérales" en Syrie, a annoncé mardi le secrétaire à la Défense, Ashton Carter. (Photo prise le 1er décembre 2015/REUTERS/Gary Cameron)

Un responsable du gouvernement américain a indiqué que cette unité pourrait compter environ 200 hommes, logistique comprise, dont quelques dizaines affectés directement à des opérations.

"Ces agents spéciaux seront à terme en mesure de mener des raids, de libérer des otages, de collecter des renseignements et de capturer des dirigeants de l'EIL (Etat islamique en Irak et au Levant, NDLR)", a ajouté le ministre qui s'adressait aux membres la commission des Forces armées de la Chambre des Représentants.

Les pressions en faveur d'une intervention plus décisive des Etats-Unis dans la lutte contre l'EI se sont accentuées depuis les attentats de Paris et de Saint-Denis, qui ont fait 130 morts le 13 novembre.

Selon le général Joseph Dunford, chef d'état-major interarmes de l'armée américaine, la nouvelle unité va considérablement améliorer la collecte de renseignements, "ce qui va rendre nos opérations beaucoup plus efficaces".

"Nous menons une campagne en Irak et en Syrie. Nous allons aller là où se trouve l'ennemi et mener des opérations là où ses capacités pourront être réduites le plus efficacement", a-t-il ajouté devant les parlementaires.

Lors de la même intervention au Capitole, Ashton Carter a invité la Turquie et les pays du Golfe, membres de la coalition anti-EI conduite par les Etats-Unis, à en faire davantage contre l'organisation djihadiste.

"Nous avons besoin que (la Turquie) en fasse plus sur son propre territoire, donc qu'elle contrôle sa frontière, ce qui n'a pas été fait de manière efficace depuis que l'EIL a commencé à apparaître", a déclaré le chef du Pentagone.

"Nous souhaiterions qu'ils agissent davantage, à la fois sur le plan aérien et terrestre. La plupart des opérations aériennes ne sont pas dirigées contre l'EIL mais contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan)", a ajouté Ashton Carter.

"L'Arabie saoudite et les pays du Golfe ont rejoint la campagne (anti-EI) dans les premiers jours mais ont depuis été accaparés par le conflit au Yémen", a dit le chef du Pentagone. ●

# Après Daech : faut-il créer un "Sunnistan" ?

Dans l'équation géopolitique actuelle, les sunnites sont les perdants. Sans leur assurer une place dans une éventuelle redistribution des cartes, il



Chefs de tribus irakiens en attente de colis humanitaires, dans un camp de déplacés au sud de Mossoul en juin 2015. Il sera difficile de pacifier la région sans tenir compte du sort des sunnites locaux. (Ahmad al-Rubaye/AFP)



Par Pierre Haski  
04-12-2015  
tempsreel.nouvelobs.com

Dans la précipitation diplomatique qui a suivi les attaques de Paris, un facteur important a été sous-estimé, sinon ignoré : l'avenir des musulmans sunnites d'Irak et de Syrie, là où le groupe Etat islamique (EI) a établi son "califat".

Or, dans l'équation régionale complexe, bouleversée depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003, le début du soulèvement en Syrie en 2011, la naissance du "califat" d'Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de l'EI, en 2014, à quoi on peut ajouter l'accord sur le nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances en 2015, les sunnites sont les grands perdants de l'histoire.

Faute de leur assurer une place dans la redistri-

bution des cartes qui pourrait avoir lieu lors d'un "après-Daech", puisque c'est désormais l'objectif commun de tous les participants au processus de Vienne et aux différentes coalitions, il sera difficile de pacifier la région.

## UN STATU QUO ANTE IMPOSSIBLE

C'est un paradoxe : les sunnites constituent l'immense majorité - 85% - du milliard et demi de musulmans dans le monde, mais ils sont sur la défensive en Irak et en Syrie. En Irak, ils sont minoritaires, mais le pouvoir de Saddam Hussein et du parti Baas était largement sunnite. L'Etat islamique est né de la rencontre d'une frange djihadiste issue d'Al-Qaïda et de l'armée irakienne mise hors jeu par la force d'occupation américaine. En Syrie, le pouvoir est aux mains de la minorité alaouite du clan Assad, et la majorité sunnite du pays a largement participé au soulèvement pacifique de 2011,

qui a dégénéré en guerre civile.

Les lignes de fracture confessionnelles et ethniques ne sont pas les seules dans la région, mais il est indéniable qu'elles ont pris une place déterminante dans la montée des conflits et la multiplication des forces armées rivales.

Difficile d'imaginer, donc, un règlement politique de l'"après-Daech" qui soit un retour au statu quo ante, c'est-à-dire un gouvernement chiite sectaire à Bagdad et le maintien à Damas du pouvoir d'un clan alaouite très minoritaire, responsables

dans les deux cas de l'effondrement qui a permis l'essor de l'EI.

#### QUELLE PERSPECTIVE POUR LES SUNNITES ?

S'il doit y avoir un règlement politique, il faut pouvoir le "vendre" aux sunnites qui seraient tentés de voir en Daech un rempart contre leurs ennemis confessionnels, aussi bien qu'aux minorités menacées, les chrétiens, les Yazidis et les Kurdes, déterminés à conserver ce qu'ils ont conquis.

Faut-il créer un "Sunnistan" en redessinant les frontières nées il y a un siècle d'une volonté franco-

britannique ? Ou pousser des solutions fédérales au sein des États existants ? La question est débattue parmi les chercheurs bien plus que parmi les décideurs, pour l'instant.

Le sort des sunnites est au cœur des préoccupations de deux des principaux pays engagés dans le maelström régional, la Turquie et l'Arabie saoudite, pour des raisons différentes, mais toutes deux chargées d'ambiguïtés. La première en raison de son obsession de ne pas voir émerger un État kurde à sa frontière ; la seconde en raison du prosélytisme de son idéologie conservatrice wahhabite qui fait, pour

reprendre la formule de l'auteur algérien Kamel Daoud, que Daech a une "mère", l'intervention américaine en Irak, mais aussi un "père", le wahhabisme saoudien.

La France a fait de la destruction de Daech son objectif numéro un après les attaques du 13 novembre. Mais elle est aussi dans une position unique pour savoir qu'on ne déclenche pas une guerre sans en avoir clairement défini l'objectif et pensé l'après. C'est l'erreur commise par les Américains en 2003, et le monde en paie encore le prix. ♦

Le Point 01 décembre 2015

# Pourquoi les Kurdes sont nos alliés contre l'EI

## Les Occidentaux ont délégué aux seuls peshmergas du Kurdistan irakien et aux YPG en Syrie la lutte contre Daech au sol. Une stratégie risquée.

Bagdad, 1 déc 2015 (AFP)  
www.lepoint.fr

La coalition internationale conduite par les États-Unis a fait des Kurdes syriens et irakiens ses principaux alliés contre le groupe État islamique (EI). Pendant que les avions de la coalition multiplient les raids, les peshmergas de la région autonome du Kurdistan irakien et les forces kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) en Syrie combattent au sol les djihadistes.

Leur présence est d'autant plus importante que les Occidentaux, États-Unis en tête, excluent d'envoyer des troupes terrestres. Washington a cependant déployé la semaine dernière de premiers soldats dans le nord de la Syrie pour conseiller et entraîner les YPG, une force qui a infligé plusieurs défaites à l'EI, notamment en le chassant de la ville de Kobané en janvier. En Irak, les États-Unis forment et équipent les forces kurdes de la région autonome qui cherchent à étendre leur territoire dans le nord.

Les États-Unis "ont misé sur les Kurdes irakiens, car ils sont leurs partenaires stratégiques depuis l'invasion de l'Irak en 2003 et sont, à leurs yeux, les plus fiables", explique Maria Fantappie, experte de l'Irak à l'International Crisis Group (ICG). La nécessité de soutenir les forces kurdes a également été affirmée par le Premier ministre français Manuel Valls dans les jours ayant suivi les attaques sanglantes du 13 novembre à Paris revendiquées par l'EI. Parallèlement, les efforts entrepris pour renforcer les forces arabes sunnites en Irak et en Syrie ont obtenu des résultats limités pour reconquérir les territoires perdus face à l'EI.

#### MONNAIE D'ÉCHANGE

Mais, pour les experts, cette stratégie n'est pas sans risques. Les Occidentaux devraient prendre garde à ne pas se focaliser sur les seules actions militaires contre l'EI sans se préoccuper de l'avenir politique de l'Irak et de la Syrie, deux pays menacés d'éclatement. L'absence



Des peshmergas du gouvernement de la région autonome du Kurdistan irakien patrouillent dans le Sinjar le 20 novembre. © AFP/ Yunus Keles

d'une prise en compte des aspirations indépendantistes kurdes encourage les peshmergas et les YPG à étendre toujours plus les territoires sous leur contrôle, leur offrant ainsi une monnaie d'échange pour de futures négociations.

Maria Fantappie y voit une des raisons pour lesquelles les YPG se préparent à agir au-delà des zones kurdes et à prendre part à une éventuelle offensive visant à libérer Raqqa, une ville principalement arabe. "Ils ont cette idée en tête, surtout les YPG qui font tout leur possible pour gagner une reconnaissance internationale", explique-t-elle.

En Irak, les forces loyales au président kurde Massoud Barzani ont reconquis le mois dernier la ville de Sinjar, fief de la minorité yazidie, qui était sous l'autorité de Bagdad avant de tomber aux mains de l'EI en 2014. M. Barzani "a de fait annoncé l'annexion de Sinjar dans la région autonome du Kurdistan", souligne Patrick Martin, chercheur à l'Institute for The Study of War, basé à Washington. "Rien ne montre que les combattants kurdes sont disposés à rendre la zone au gouvernement fédéral irakien."

#### REDESSINER LES FRONTIÈRES

Après Sinjar, l'un des prochains objectifs est la

reprise de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, des mains des djihadistes. Cette offensive devrait être lancée depuis le Kurdistan, avance Michael Knights, chercheur au Washington Institute. "Jusqu'à ce que l'EI soit délogé de Mossoul, les Kurdes resteront un allié-clé. Après cela, l'avenir s'annonce plus incertain", selon lui. Cet expert estime que l'expansion kurde a atteint son pic et sera désormais limitée par les autorités de Bagdad, qui reçoivent également de l'aide de la coalition pour combattre l'EI.

En Syrie, l'influence grandissante des Kurdes dans le nord déplaît fortement à la Turquie voisine, qui considère les YPG comme une branche des rebelles turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). "En faisant des Kurdes leurs alliés stratégiques, ils (les pays occidentaux) ont créé une relation déséquilibrée entre eux et les autres communautés vivant dans les mêmes régions, souligne Maria Fantappie. Elle cite ainsi le fait que, au sein de la coalition arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes, seuls les combattants kurdes ont un accès direct aux fonds et aux armes. "C'est dangereux", car "ce soutien militaire (...) peut intentionnellement redessiner les frontières de ces pays et ouvrir la voie à de futurs conflits et tensions entre les Kurdes et leurs voisins", prévient Maria Fantappie. ■

# Du pétrole en ébullition

Nord de l'Irak Exploité désormais par les Kurdes, l'or noir échappe de plus en plus à l'Etat islamique.

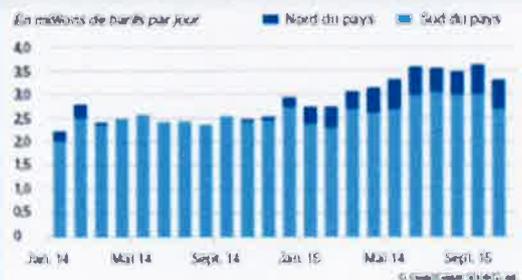
## Quelques gisements de pétrole dans le nord de l'Irak



## Le parcours de l'or noir



## Exportations de pétrole irakien



Par Roland Rossier,  
2 déc. 2015  
www.24heures.ch

Trente kilomètres séparent Mossoul, contrôlée par Daech, d'un champ pétrolier décrit comme prometteur par la société d'origine suisse Oryx Petroleum. Au nord de l'Irak, les activités pétrolières sont au centre de toutes les convoitises. De véritables champs de mines... Car les opérations militaires qui se développent contre les régions contrôlées par Daech sont notamment destinées à couper les vivres à l'organisation terroriste. Ses ressources proviennent surtout de sa mainmise sur une population captive, mais aussi sur les ressources pétrolières du vaste territoire qu'elle domine, en Syrie et en Irak. En Syrie, les frappes de la coalition se sont concentrées sur les gisements d'or noir de la région de Deir Az-Zor. Selon diverses estimations, Daech parvenait encore à produire début novembre 40 000 barils de pétrole par jour, 25 000 depuis la Syrie – en grande majorité depuis Deir Az-Zor – et 15 000 depuis le nord de l'Irak. Cette région pourrait devenir, dans les mois qui viennent, le nouveau sanctuaire de l'Etat islamique.

Mais Daech aura les pires difficultés à s'approvisionner en essence, pour ses pick-up, ou en mazout, pour se chauffer durant l'hiver. Car le pipeline qui passe sous ses terres (reliant Kirkouk à Ceyhan, en Turquie) est très endommagé et le nord de l'Irak est contrôlé par les forces kurdes. «Ils devront s'arranger avec les peshmergas», lâche le chercheur Fabrice Balanche, expert de cette région.

### L'IRAK, 4E PRODUCTEUR MONDIAL

Car les Kurdes dominent désormais l'une des principales zones pétrolières d'Irak, pays qui est devenu en septembre, selon l'AIE (Agence internationale de l'énergie), le quatrième plus gros producteur d'or noir du monde, derrière les Etats-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite. Un rang qui s'explique par la volonté des Irakiens, du Sud – qui reste l'eldorado énergétique du pays – comme du Nord, d'ouvrir tout grand ses robinets d'or noir, afin de gagner au forceps des parts de marché, face à ses principaux rivaux du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Iran, Emirats arabes, Koweït). L'Irak est même devenu, après la Russie, le fournisseur le plus important d'Europe. C'est en juillet que Bagdad a détrôné l'Arabie saoudite, jusqu'alors second plus important pourvoyeur de pétrole brut pour la France,

l'Allemagne, ou les Pays-Bas.

Et c'est le nord de l'Irak, séparé en trois bandes, qui représente aujourd'hui la zone la plus sensible. Au sud-ouest, adossés à la frontière syrienne, se trouvent les territoires sous contrôle terroriste avec, comme point névralgique, Mossoul. Seconde ville d'Irak avec ses 2 millions d'habitants de confession sunnite, la cité a été prise par l'Etat islamique en juin 2014. La seconde bande comprend la ville de Kirkouk, considérée comme le plus gros bassin d'or noir d'Irak (le second étant celui de Bassora, au sud). Enfin, le GRK (Gouvernement régional du Kurdistan) ne cache pas ses ambitions dans le domaine du pétrole.

Selon l'AIE, sur une exportation moyenne irakienne de 3,6 millions de barils par jour, 600 000 proviennent du nord. Et, selon le Ministère des ressources naturelles du GRK (Gouvernement régional du Kurdistan), «595 000 barils par jour ont été exportés, en moyenne, en octobre, vers le port turc de Ceyhan». Les livraisons empruntent le tout nouveau pipeline reliant le plus gros gisement pétrolier du Kurdistan irakien, celui de Taq Taq, à la frontière turque. Ce gros tuyau rejoint ensuite l'ancien-pipeline reliant Kirkouk à Ceyhan. (24 heures) ●

# Leaders' similar styles fuel tensions for Turkey and Russia

MOSCOW

BY NEIL MACFARQUHAR

Russia has a new Enemy No. 1.

His name is Recep Tayyip Erdogan, the president of Turkey, or as the TV news program hosted by the Kremlin's main ideologue described him on Sunday night, "an unrestrained and deceit-

## NEWS ANALYSIS

ful man hooked on cheap oil from the barbaric caliphate" — referring to the Islamic State.

Not long ago, Mr. Erdogan earned about the warmest accolade possible from President Vladimir V. Putin. He described the Turkish president as "a strong man," willing to stand up to the West. That was then.

Ever since a Turkish Air Force shot down a Russian warplane last week that Turkey accused of violating its airspace, Mr. Putin has been calling Mr. Erdogan a back stabber. Mr. Erdogan has not taken on Mr. Putin directly, but even as he has softened his tone, he has refused to apologize for the downing of the fighter jet. And a pro-government Turkish newspaper recently ran a headline saying, "Putin tries to deceive the world with his lies," a reference to Moscow's actions in the war in Syria.

The animosity between Russia and Turkey has been growing for years because they back different sides in Syria's civil war, with Russia intervening to buttress the government of President Bashar al-Assad, an Alawi Shiite, and Turkey backing the Sunni majority and pushing for Mr. Assad to leave office.

But in the wake of the warplane's downing, the two men's personal styles — including an unwillingness to compromise — are further inflaming the tensions.

Those resentments now threaten to at least prolong the bloody, intractable conflict in Syria and have raised fears that NATO could be dragged in if the conflict between Russia and Turkey escalates.

"The problem is that you have two presidents who are both highly status conscious and both high-risk players," said Ivan Krastev, a political scientist who is chairman of the Center for Liberal Strategies in Sofia, Bulgaria. "Not looking weak is something very important for both Putin and Erdogan. Neither knows how to retreat, nor apologize. In that way they are like twins."

Both men are often described as combative, uncompromising, nationalistic and authoritarian. Mr. Putin changed



VIA EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

Vladimir Putin, left, and Recep Tayyip Erdogan during a 2014 meeting in Ankara.

jobs to keep running his country, switching between the post of prime minister and president; Mr. Erdogan has done the same and wants to revamp the Turkish Constitution to give more powers to the presidency.

Both are trying to restore luster to the empires that were lost in World War I — Czarist Russia and the Ottoman Empire. One is sometimes derisively likened to a czar, and the other a sultan. Both nurse a sense of historical grievance that the West does not fully accept them.

The two leaders profess to respect the rule of law but are widely criticized for ignoring it when it threatens their reach. They have unleashed the courts or the tax authorities to silence criticism from big business and opposition media.

Mr. Putin is well known for cracking down on his opposition. Mr. Erdogan is building his own reputation for harsh treatment; scores of people have been investigated on charges of insulting the president, and several foreign journalists have been deported.

Both tend to blame external, global conspiracies for failures.

Or as the Russian opposition leader Alexei Navalny wrote on his blog last week: "They both talk foreign policy nonsense to distract citizens from internal problems. Both use imperial ambitions, imperial rhetoric to strengthen their personal power and personal enrichment. Both hate social and news media. Both call the West their enemy and appeal to traditional values, while they both are immoral."

They also enjoy soaring popularity ratings at home, which gives them a sense of impunity. The two men are such mirror images of each other, in fact, that analysts said they are unlikely to be able to resolve the dispute over the plane without outside mediation.

"They do not trust each other," Mr. Krastev said. "There is too much ambi-

tion on both sides."

Mr. Putin has demanded a public apology for the downing of the military jet and compensation from the Turkish leadership.

The extent of Mr. Putin's pique is perhaps best reflected by the repeated accusations on Russian state television that Mr. Erdogan's son is deeply involved in the black market trade in oil extracted by the Islamic State, the terrorist group that has taken over parts of Iraq and Syria — and whose Egyptian affiliate recently took responsibility for downing a Russian passenger jet in Sinai.

Mr. Erdogan strongly denied the allegations. "They are lies; they are slander. We have never, never had this kind of commercial relationship with any terror organization," Mr. Erdogan said in an interview with France 24 last week. "They have to prove it, and if they can, Tayyip Erdogan will leave office."

Still, Mr. Erdogan did seem to be trying to dial back after first demanding that Russia apologize over what Turkey said was a violation of its airspace, and direct military confrontation seems unlikely. By the weekend, he said, "We are truly saddened by this incident."

"In his own way he is trying to apologize, but I don't think Putin is receptive," said Asli Aydintasbas, a Turkish fellow with the European Council on Foreign Relations.

Or as Dmitry Kiselyev, the Kremlin ideologue, said pointedly during the Sunday night news program, "The hotline has been switched off." In that hour-long show, which was devoted almost entirely to bashing Turkey, he added, "Has Erdogan lost his marbles?"

It was not always thus. A year ago the two men seemed born allies as they agreed that Russia would invest in a major gas pipeline, known as the Turkish Stream, that would pump Russian gas through Turkey to Europe as an alternative to the one across the Balkans that the European Union had opposed. Indeed, the two leaders pledged to more than triple their roughly \$30 billion annual trade to \$100 billion dollars by 2020.

The fact that Mr. Erdogan openly boasted about the project at a time when the West was calling for wider sanctions against Russia over the Ukraine crisis prompted Mr. Putin to call him a "strong man."

Right after the Russian military jet was shot down, Turkish trucks began to back up at the Russian border, as the government food watchdog suddenly discovered problems with the produce that it had praised a year ago as exceptional. It is not clear whether the Turkish

nual trade to \$100 billion dollars by 2020. The fact that Mr. Erdogan openly boasted about the project at a time when the West was calling for wider sanctions against Russia over the

Ukraine crisis prompted Mr. Putin to call him a "strong man." Right after the Russian military jet was shot down, Turkish trucks began to back up at the Russian border, as the govern-

ment food watchdog suddenly discovered problems with the produce that it had praised a year ago as exceptional. It is not clear whether the Turkish Stream and other major projects will be affected by Moscow's planned sanctions.

Le Monde

VENDREDI 4 DÉCEMBRE 2015



INTERNATIONAL | CHRONIQUE  
PAR ALAIN FRACHON

# Le Kurdistan, en dépit de tout

Mais que fait donc Schopenhauer au Kurdistan? Le portrait du philosophe allemand (1788-1860) orne l'un des murs du café Machko, à Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak. Il figure, incongru, au beau milieu d'une galerie de photos, en noir et blanc, de toutes les gloires du mouvement national kurde.

Au pied de l'antique citadelle de la ville, le Machko est le rendez-vous des intellectuels et des artistes. Il porte le nom de celui qui l'a créé en 1940, Muhammed Machko. Vaste salle en escaliers, arcades, recoins discrets : l'endroit est l'un des plus « civilisés » du centre-ville. On entend par là qu'il tranche sur les cafétérias express, Kentucky Fried Chicken (KFC), pizzashawarmas et autres lieux de perdition gastronomique qui pullulent dans cette géographie urbaine de banlieue américaine. En bordure de chaussées à quatre voies et sans trottoir, entre deux centres commerciaux, se pressent des villas de style néobabylonien poussées au fil du « boom » pétrolier de ces dernières années. Ville de morne plaine, Erbil - 1 million - est souvent très kitsch.

Mais Arthur Schopenhauer? C'est le polémologue Gérard Chaliand, habitué des lieux, expert en affaires kurdes, entre autres, qui attire notre attention sur cette photo sans légende. Elle semble être là depuis toujours. Qu'est-ce qui peut bien valoir au grand philosophe allemand de figurer ainsi au panthéon du patriotisme kurde, côtoyant chefs militaires, hommes politiques, héros et martyrs de la lutte de ce peuple pour l'autonomie ou l'indépendance?

Peut-être le grand-père Machko, fondateur du café, était-il un admi-

rateur de l'auteur du *Monde* comme volonté et représentation et familier du pessimisme métaphysique schopenhauerien. Après tout, l'histoire du Kurdistan d'Irak est bien celle d'une volonté farouche - se libérer de l'emprise de Bagdad - l'emportant sur la raison - thème cher à notre philosophe. Et, si elle n'est pas pessimiste, l'humeur à Erbil n'est pas non plus à l'optimisme béat.

« Menace existentielle »

Née en 1991, sous protection aérienne américaine, cette expérience réussie d'autonomie kurde, formalisée en 2005 sous le nom de Gouvernement régional du Kurdistan (KRG), est soumise à une série de dures épreuves. Il y a deux ans, tout allait pour le mieux. Enrichi par l'exploitation et la vente directe de son pétrole, assurant une sécurité inconnue ailleurs en Irak, le KRG s'occupait à sa tâche : construire des institutions nationales, dans l'ensemble irakien, pour ses 5 millions d'administrés.

Et puis il y a eu l'organisation Etat islamique (EI), la horde suprémaciste arabe sunnite venue s'emparer de l'Ouest irakien et même, début août 2014, menacer Erbil. « Jamais nous n'aurions imaginé qu'un groupe comme l'EI s'attaque-

## LES KURDES D'IRAK APPRENNENT À ÊTRE AUTONOMES. ILS TIENNENT LE FRONT NORD FACE À L'EI, MÉNAGENT LEURS RELATIONS AVEC LA TURQUIE ET L'IRAN...

rait au Kurdistan », confie le premier ministre, Nechirvan Barzani, au *Kurdish Globe*. Il a fallu l'aide des Etats-Unis et de l'Iran pour repousser l'EI.

Aujourd'hui, aidé par les Américains et les Européens, le KRG a repris le contrôle de l'ensemble de son territoire - peshmergas irakiens et syriens libérant mi-novembre la région du Sinjar, terre des yézidis. Mais les Kurdes doivent défendre une ligne de front de plusieurs centaines de kilomètres - murs de sable et tranchées - face à l'EI. « Menace existentielle », dit-on à Erbil - à 80 kilomètres de Mossoul, place forte de l'EI en Irak.

Le coup de semonce d'août 2014 a secoué tout le monde. L'occupation de l'Ouest irakien et la guerre en Syrie ont conduit 1,5 million de malheureux à se réfugier au Kurdistan. Camps de toile, bicoques de fortune au pied des immeubles, quartiers en préfabriqué nichés au cœur de la capitale kurde : 1,5 million de réfugiés sur une population de 5 millions, c'est comme si la France avait dû intégrer, en un an, 16 millions d'immigrés! Cela sur fond de crise économique.

Crise politique intérieure

Le KRG vit l'heure de l'effondrement des cours du pétrole. Il produit 600 000 barils par jour, directement évacués vers la Turquie par un oléoduc mis en service il y a un an. Plus que jamais, les Kurdes d'Irak éprouvent leur dépendance à l'égard de la Turquie, leur unique porte sur l'extérieur au milieu de voisins qui regardent l'expérience d'autonomie kurde avec méfiance. A Bagdad, le gouvernement central, dominé par une majorité arabe chiite sous influence

iranienne croissante, a coupé les vivres au KRG. Motif : la vente directe du pétrole kurde serait contraire à la Constitution fédérale de 2005. Nouveau coup dur pour le KRG, qui paye ses fonctionnaires, professeurs et retraités avec trois ou quatre mois de retard.

A ces difficultés s'ajoute une énième crise, celle-là de fabrication locale. L'alerte d'août 2014, loin de susciter un front uni des partis kurdes, n'a fait qu'aiguiser leurs divisions et a suscité une crise politique intérieure. Le pays reste administré par deux partis claniques - celui des Barzani, celui des Talabani - qui ont du mal à transcender leurs vieilles querelles. Un nouveau péril pointé : la séduction qu'exerce l'islam radical, voire l'EI, sur une fraction non négligeable de l'opinion kurde. Celle-ci a envoyé au Parlement local pas moins de 17 députés islamistes sur 111 aux dernières élections.

« Et, pourtant, ça marche. C'est fragile, mais ça marche », salue un diplomate occidental à Erbil. Après un siècle de malheurs, avec toutes les difficultés liées à l'absence de tradition étatique, l'expérience du KRG reste l'histoire d'un succès. Les Kurdes d'Irak apprennent à être autonomes. Ils tiennent le front nord face à l'EI, ménagent leurs relations avec Ankara et Téhéran. Enfin, ils souhaitent négocier une nouvelle Constitution avec Bagdad - une confédération. Au café Machko, Schopenhauer esquise un pâle sourire. ■

frachon@lemonde.fr

LE PAYS RESTE ADMINISTRÉ PAR DEUX PARTIS CLANIQUES QUI ONT DU MAL À TRANSCENDER LEURS VIEILLES QUERELLES

# En Syrie, quelle alternative possible à Bachar el-Assad ?



**MOYEN-ORIENT** John Kerry, le secrétaire d'État américain, l'a affirmé la semaine dernière: «*Nous voulons changer Assad, mais pas le régime.*» Tirant la leçon de leurs échecs en Irak, les États-Unis et leurs alliés occidentaux veulent préserver les institutions de l'État syrien pour éviter le chaos islamiste, après une chute brutale du pouvoir à Damas. Mais après plus de quatre ans de guerre, ni les alliés russes et iraniens d'Assad ni même ses opposants ne peuvent avancer le nom d'un successeur au sein du régime, capable de rassurer les minorités et d'éviter le désordre.

## ► Pourquoi est-il si difficile de trouver un remplaçant à Assad au sein du régime ?

Parce que tout tourne autour du président. «*Le système a été construit par son père, Hafez, de telle sorte que tout le monde obéisse au rais qui se tient au centre du jeu*», analyse Sami Khiyami, ancien ambassadeur de Syrie à Londres. «*L'autre problème, ajoute-t-il, renvoie à la minorité alaouite (à laquelle appartient Assad, omniprésente dans l'appareil sécuritaire, NDLR). Les généraux alaouites doivent avoir confiance en cette personne qui remplacerait Assad.*» En 2015, Bachar el-Assad n'est plus le président maladroite qui devait partager le pouvoir avec son entourage familial. Il est l'unique chef de guerre face à des milliers d'opposants qui veulent sa perte. Et avec le conflit, son emprise sur les rouages du pouvoir s'est accentuée. Y compris sur des détails. Tel industriel dont la maison était requise par le Hezbollah sur les hauteurs de Damas en appellera à Bachar pour régler le différend. Ou tel opposant sollicitera depuis Beyrouth l'avis de la présidence pour participer à une conférence en Norvège. «*Du temps d'Hafez, relève un industriel à Lattaquié, d'autres figures étaient connues: Ali Douba dans les services de renseignements, des politiques comme Farouk al-Charaa ou Abdelhalim Khaddam. Aujourd'hui, nous sommes incapables de citer un autre nom. Bachar a fait le vide autour de lui.*» Fomenteur un coup d'État interne s'est avéré, jusque-là, impossible. «*Nous avons cherché un successeur à Assad, confiait récemment Ali Akbar Velayati, le conseiller diplomatique du guide iranien en un ambassadeur à Téhéran, mais nous n'en avons pas trou-*

## 1 Les hommes clés du pouvoir syrien



## 2 Ceux qui devraient jouer un rôle dans la transition...

**Ali Mamlouk**  
 Chef du bureau de la Sécurité nationale. C'est l'homme qui dirige la galaxie des renseignements syriens.

**Farouk al-Charaa**  
 Ancien vice-président, sunnite. Il est assigné à résidence chez lui à Damas depuis le début de la révolution.

**Suhail al-Hassan**  
 Surnommé le « Tigre ». Ce colonel alaouite est considéré comme l'un des hauts-officiers les plus en vue dans la guerre contre les insurgés.

**Manaf Tlass**  
 Ancien général de la Garde républicaine. Il a fui la Syrie pour la France en 2012, après avoir été proche de la famille Assad.

vé.» «*C'est ce que les Russes expliquent aux Américains, renchérit un diplomate onusien. Bachar, c'est le garant de l'armée et des institutions, leur disent-ils. Vous avez quelqu'un d'autre à nous proposer ?*» Assad tient toutes les cartes entre ses

mains, dont la plus importante, l'armée et les services de sécurité. «*Les lui retirer prendra du temps*», confie un diplomate arabe à Damas. C'est tout l'enjeu de la transition qui se met en place depuis la première rencontre de Vienne mi-no-



gueï Lavrov devant un opposant syrien. Pour l'Iran, leurs alliés naturels sont au contraire les milices que Téhéran a formées et entraînées dès 2012. Or ces milices sont liées à la personne d'Assad. Elles ne lui survivront pas. Téhéran n'est pas

forcément à l'aise avec une intervention russe qui donne à Moscou la direction des opérations sur le terrain. D'autant que pour arracher la neutralité des monarchies sunnites du Golfe, Poutine leur a promis de réduire la dépendance syrien-

ne à l'égard de leur ennemi iranien. Moscou tient en effet à avoir le Golfe de son côté. Qui va payer la reconstruction de la Syrie ? Les riches monarchies du Golfe. Pas l'Iran. ■

REUTERS

## Trois membres des forces de sécurité turques tués dans le Sud-Est

DIYARBAKIR, Turquie, sam. 5 déc. 2015 (Reuters) -

**TROIS MEMBRES des forces de sécurité turques ont été tués samedi dans des affrontements avec des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le Sud-Est de la**

**Turquie, ont annoncé les autorités.**

Des hommes armés ont ouvert le feu sur un véhicule de la gendarmerie dans la ville de Cizre, près de la frontière syrienne. Deux gendarmes ont été tués et deux autres blessés.

A Diyarbakir, la plus grande ville de la région, un policier a été tué et un autre blessé dans des affrontements.

Plusieurs centaines de personnes ont péri dans les violences dans le sud-est du pays, peuplé essentiellement de Kurdes, depuis le mois de juillet, quand le cessez-le-feu qui était en vigueur depuis deux ans entre l'Etat turc et le PKK a volé en éclats.

AFP

## La Turquie appelle ses ressortissants à quitter l'Irak, sauf la région kurde (ministère des Affaires étrangères)

Ankara, 9 décembre 2015 (AFP)

**ANKARA a appelé mercredi ses ressortissants se trouvant en Irak à quitter le territoire, sauf certaines provinces de la région kurde, en invoquant des risques sécuritaires.**

"Le spectre de notre avertissement aux voyageurs s'est étendu à toutes les provinces (irakiennes), excepté (les provinces de) Dahuk, Erbil et Souleimaniyé",

situées dans la région kurde du nord du pays, a indiqué le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

Déconseillant aux voyageurs de se rendre dans de nombreuses provinces dont Bassora, Nadjaf, Anbar et Kirkouk, le ministère a précisé : "Nous recommandons fortement à ceux dont le séjour n'est pas essentiel de quitter ces provinces dès que possible".

Les autorités turques justifient leur appel par l'augmentation récente de menaces contre des entreprises turques et par des déclarations encourageant "à la violence, à la terreur et aux enlèvements".

Cet appel intervient alors que les relations entre Ankara et Bagdad se sont tendues depuis que Turquie a déployé plusieurs centaines de soldats et des chars à Bachiq, dans la région de Mossoul (nord de l'Irak), pour, dit-elle, entraîner des Irakiens à combattre l'organisation Etat islamique (EI).

Le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, en visite mercredi en Turquie, devait être reçu en fin de journée par le président Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre Ahmet Davutoglu. ●

AFP

## Le leader kurde irakien en Turquie, en pleine crise entre Ankara et Bagdad

Ankara, 9 décembre 2015 (AFP)

**LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN irakien Massoud Barzani a rencontré mercredi en Turquie les dirigeants turcs, en pleine crise entre Ankara et Bagdad en raison du déploiement de troupes turques près d'une zone contrôlée par les jihadistes dans le nord de l'Irak.**

Cette visite intervient alors que les relations entre Ankara et l'Irak se sont tendues après que la Turquie a déployé plusieurs centaines de soldats et des chars à Bachiq, dans la région de Mossoul (nord de l'Irak), pour, dit-elle, entraîner des Irakiens à combattre l'organisation Etat islamique (EI).

M. Erdogan a exprimé à son interlocuteur la détermination de son pays à combattre le terrorisme, entendant par là le groupe jihadiste Etat islamique et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ces derniers disposant de bases dans le nord de l'Irak, selon des sources proches de la présidence.

Aucune déclaration officielle n'a été faite à l'issue de cette rencontre d'une heure et demie. M. Barzani a également été reçu par le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu.

Furieux, le gouvernement central irakien a sommé dimanche Ankara de retirer ses troupes sous 48 heures, prévenant qu'il devrait sinon faire face à "toutes les options disponibles", y compris un recours au Conseil de sécurité de l'ONU.

La Russie, brouillée avec la Turquie qui a abattu l'un de ses bombardiers à la frontière syrienne le mois dernier, a dénoncé mardi devant le Conseil de sécurité ce déploiement, sans rencontrer d'écho.

Ankara argue que l'armée turque entraîne depuis mars des combattants irakiens dans le camp de Bachiq et que les troupes qui s'y trouvent n'ont pas pour mission de combattre.

"Ce n'est pas un acte d'agression mais un acte de solidarité", a déclaré mercredi M. Davutoglu devant la presse étrangère à Istanbul.

"Notre intention est d'entraîner les habitants de Mossoul à combattre Daech (acronyme arabe de l'EI). Notre intention est de protéger ceux qui les entraînent", a-t-il ajouté.

Selon Ankara, ce récent déploiement, simple "rotation d'effectifs", s'est fait à la demande du gouverneur de Mossoul et en coordination avec le ministère de la Défense irakien. Refusant de retirer ses soldats, la Turquie a toutefois "sus-



pendu" l'envoi de nouvelles troupes et appelé à trouver une solution négociée. "Quand nous avons vu la réaction (du gouvernement irakien), nous avons stoppé le transfert" de troupes, a indiqué M. Davutoglu.

"Notre présence à Mossoul va continuer comme partie du programme d'entraînement", a déclaré mercredi le porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalin. Il faut "soutenir les Irakiens dans leur lutte contre Daech. Cela n'a rien à voir avec la violation de la souveraineté d'un pays", a-t-il soutenu.

Signe des tensions entre les deux pays, Ankara a appelé mercredi ses ressortissants se trouvant en Irak à quitter le territoire, sauf certaines provinces de la région kurde. "Le spectre de notre avertissement aux voyageurs s'est étendu à toutes les provinces (irakiennes), excepté (celles de) Dahuk, Erbil et Souleimaniyé" situées dans la région kurde du nord du pays, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les autorités d'Ankara justifient leur appel par l'augmentation récente de menaces contre des entreprises turques et par des déclarations encourageant "à la violence, à la terreur et aux enlèvements". ●

# War with Islamic State, low oil prices cripple once-vibrant economy in Iraq's Kurdish region

By BALINT SZLANKO, Dec. 10, 2015 (AP)

<http://www.usnews.com>

**IRBIL, Iraq** — Less than two years ago, Iraq's northern Kurdish region was booming, as oil revenues poured in and foreign investors flocked to a rare island of stability in a turbulent region, but that all began to change when the black flags of the Islamic State group darkened the horizon.

Kurdish forces backed by U.S.-led airstrikes repelled an IS assault in the summer of 2014 and have been among the most effective forces battling the extremists. But low oil prices and a long-standing dispute with the central government over revenues, along with an influx of refugees, have crippled the local economy.

The regional capital, Irbil, is littered with half-finished or abandoned building projects — hotels, offices and apartments that many had hoped would one day transform the largely autonomous region into a Kurdish Dubai. Foreigners attracted to the region by business opportunities and liberal social mores are leaving, civil servants haven't been paid for months and day laborers gather on street corners, hopping for work.

"The economy today has very bad indicators. Savings are running out, people are starting to borrow and cut their expenses, which is directly affecting the market's direction," said Nabil al-Ethari, an economic analyst and chairman of Development Iraq, a consultancy firm based in Irbil.

"The housing sector is declining in a way that has never been seen before, the trade sector, including car sales, is also seeing declines, and



*This Tuesday, Dec. 1, 2015, photo, shows buildings under construction, in Irbil, Iraq. The Kurdish regional capital, Irbil, is littered with half-finished or abandoned building projects -- hotels, offices and apartments that many had hoped would one day transform the largely autonomous region into a Kurdish Dubai. (AP Photo/Alice Martins)*

all this is connected to the important fact that the region's market is disconnected from its customers and markets in central and southern Iraq."

The relatively secure region was largely spared the unrest that convulsed Iraq following the 2003 U.S.-led invasion, but local authorities have been locked in a longstanding dispute with Baghdad over the sharing of oil revenues.

Kurdish officials say the regional government is entitled to 17 percent of Iraq's budget, or about \$12 billion a year. But the central government has withheld much of those funds to punish the region for exporting oil independently, and in the first half of 2015, the government received just \$2 billion.

Low oil prices have exacerbated the economic crisis, as have fears about the IS group, which is manning front lines some 24 miles (38 kilometers) from Irbil. The region has also taken in more than a million refugees from Syria and other parts of Iraq, costing local authorities some \$1 billion last year.

"It's all interrelated. The Daesh issue is connected to the economic situation," said Amjad Rafat, 35, a household appliances salesman in Irbil,

using the Arabic acronym for the IS group. "You have the government employees, who have not been paid, along with the war, and these have all had a negative impact on us."

Economic growth in the Kurdish region was just 3 percent last year, down from 8 percent in 2013, and the poverty rate has climbed from 3.5 percent in 2012 to more than 8 percent last year, according to the World Bank.

"Before Daesh, our sales were very high. And that was only two years ago," said Rafat. "Now our sales have dropped dramatically. It's 5 percent compared to 80 percent before."

The region has no reliable statistics on unemployment, but experts estimate that the rate has doubled in the last two years.

"It has been two years that I haven't been able to find a job. There is nothing at all. Because of the war there is not much room for work and jobs," said 30-year-old Ayoub Tayib, an unemployed gardener.

"In 2013, 2012, and back to 2008, things were not bad at all. But now everything has disappeared, which makes me very worried," he said. "You almost prefer death to this life." ○

## Kurdistan can provide Turkey with natural gas for 100 years

Shafaq News / 13 Dec. 2015  
<http://english.shafaq.com>

An expert in the natural gas field confirmed on Sunday that that Kurdistan Region could provide Turkey's needs with natural gas for 100 years,

pointing out that in addition to the availability of large reserves of gas, it is of high quality.

The Dean of the Engineering Faculty in Koyanjaq University, Mohammed Hasib Zankana said in remarks to the Anatolian agency, followed by Shafaq News, that Iraq has enormous reserves of oil and natural gas,

which comes in the eleventh rank globally for reserves of natural gas and the bulk of it is in Kurdistan region.

Zankan who holds a doctorate in the field of natural gas added that the statistics available from the Ministry of Natural Resources in the regional government indicate that the region has reserves of natural gas estimated at 200 trillion cubic feet, pointing out the possibility that Turkey be an excellent market for this gas.

He added that Turkey's needs for natural gas will rise up to 2020 trillion and 900 billion cubic feet, noting that the region has 200 trillion cubic feet and can provide the full needs



of Turkey for 100 years.

He explained that the current complexities in the relationship between Russia and Turkey will make it last more serious to find an alternative to Russia for the supply of natural gas of the region, stressing that these reserves and proximity to Turkey, can rely on it to provide this product ■

REUTERS

# Islamic State truck bombs kill up to 60 people in Syrian town - Kurds

BEIRUT - December 11, 2015 (Reuters)

A TRIPLE TRUCK bomb attack claimed by Islamic State in northeastern Syria killed at least 50 people and wounded 80 others, a spokesman for the Kurdish militia that controls the area said on Friday.

The town in the northeastern province of Hasaka is controlled by the Kurdish YPG militia, which has been battling Islamic State with the support of U.S.-led air strikes.

Kurdish fighters have advanced against the militants in the last few weeks in Hasaka, notably taking over the town of al Houli backed up by a U.S.-backed rebel alliance that includes the YPG.

The three blasts, carried out by at least two suicide bombers, struck outside a hospital, at a marketplace and in a residential area in the town of Tel Tamer late on Thursday, the YPG's Redur Xelil said via an internet messaging service.

"There is massive destruction in the town and the number killed is between 50 and 60, all of them civilians," he said.

Islamic State later said in an online statement that three of its fighters driving three separate vehicles had detonated the suicide bombs targeting "bases" belonging to Kurdish fighters.

Earlier the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights gave a

*Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) inspect damage at a site hit by one of the three truck bombs, in the YPG-controlled town of Tel Tamer, Syria December 11, 2015. REUTERS/Rodi Said*



death toll of at least 22 people in the attack, saying that number was likely to increase.

The Observatory said one of the bombs exploded near a health centre and another near a vegetable market. It said there was "confirmed information" about casualties among the Kurdish internal security force, known as the Asayish.

The YPG has been the most effective partner on the ground in Syria for the U.S.-led coalition that is fighting Islamic State. In October, it became part of the new U.S.-backed alliance, called the Democratic Forces of Syria. ●

GULF TIMES

DECEMBER 12, 2015

# Thousands of Iraqis in Baghdad, Basra protest Turkish deployment in north

BAGHDAD | December 12, 2015

By Ahmed Saad-Reuters

Thousands of Iraqis protested on Saturday against Ankara's deployment of troops to a base near the northern city of Mosul, with some burning Turkish flags and threatening violence against the soldiers for what they see as a violation of sovereignty.

News of the deployment of 150 Turkish soldiers earlier this month triggered a crisis between Ankara and Baghdad, which has appealed to the United Nations Security Council to demand their immediate and unconditional withdrawal.

Ankara has refused, saying the troops were part of an international mission to train and equip Iraqi forces to fight Islamic State, which still controls a large part of the country. Baghdad denies inviting such a force.

As tensions smolder between Moscow and Ankara over Turkey's downing of a Russian warplane last month, Russia labeled the Turkish deployment an "unlawful incursion".

At least 4,000 demonstrators gathered in Tahrir Square in central Baghdad on Saturday, and several thousand more in the oil city of Basra in the south, including Shi'ite militia members who

held up banners reading "Death to Turkey. Death to Erdogan".

"We consider any military presence on Iraqi land as foreign aggression which we should stand against using all possible means," Hadi al-Amiri, a Shi'ite lawmaker who heads the powerful armed Badr Organisation, told protesters in Baghdad.

The rallies were organized and led by Shi'ite militia groups, which have threatened to use force against Turkey unless it withdraws.

Pointing his pistol towards an image of Erdogan, Amjad Salim, a local commander in the Badr Organisation in Basra, said: "We are on high alert now awaiting orders from our commanders to set fire to the ground beneath the feet of Turkish soldiers."

In Baghdad, Reuters reporters saw angry protesters trample on the Turkish flag and hit a caricature of Erdogan with slippers in a mark of disrespect.

"If Turkey thinks Iraq is busy with fighting Daesh and it can seize the opportunity to deploy troops then it should think twice before making such a mistake," said Abu Muntathar al-Moussawi, a local commander in Iranian-backed Asaib Ahl al-Haq paramilitary group.

"We can target Turkish soldiers and coming days will prove it." □



*Protesters shout slogans during a demonstration against Turkish military deployment in Iraq, in Basra province, Iraq, December 12, 2015.*

Reuters/Essam Al-Sudani



*Protesters burn a Turkish national flag during a demonstration against the Turkish military presence in Iraq, at Tahrir Square in central Baghdad, Iraq, December 12, 2015.*

Reuters/Ahmed Saad

# Turkey misfires in Iraq

## Turkey's not-so-hidden agenda



Week In Review  
December 13, 2015  
<http://www.al-monitor.com>

Turkey's military deployment in Bashiqa, near Mosul, Iraq, on Dec. 3, provoked another self-imposed crisis for the government of Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

This column reported two weeks ago that Turkey was more isolated than ever following its shooting down of a Russian fighter jet on Nov. 24. But once in a hole, it seems, Erdogan cannot stop digging. The military deployment of 400 troops and 25 tanks to a Turkish training camp for Iraqi and Iraqi Kurdish peshmerga forces in Bashiqa to battle the Islamic State (IS) was considered by Baghdad as beyond the scope of "training." Semih Idiz suggests that Turkey's deployment was a likely attempt by Erdogan "to establish a Sunni sphere of influence in and around Mosul." Metin Gurcan adds that in addition to seeking to "be among the key actors to decide on the future of Mosul," Turkey is seeking to balance Iranian influence and "is particularly uneasy with the PKK [Kurdistan Workers Party] gains in Iraq and Syria. Turkey wants to militarily dominate the Shengal region, which has been a bridge between the PKK and the Kurdish nationalist Democratic Union Party [PYD] in Syria, to cripple that link."

The Turkish action elicited a formal protest from the Iraqi government and provoked a wave of denunciations and demonstrations led by Iraq's Shiite political parties and militias, including a condemnation from Ayatollah Ali Sistani, Iraq's most influential Shiite cleric. Fehim Tastekin reports that "among Iraqi political circles, Turkey's policies are held responsible for the fall of Mosul and empowerment of IS."

Erdogan termed Iraq's complaint to the United Nations "not a sincere step," adding that Turkey does not have the "luxury" to wait for the Iraqi central government on threats to Turkish national security.

Russia immediately and formally jumped to Iraq's defense against what it termed Turkey's "illegal intrusion" into Iraqi territory, accelerating the free fall in Ankara-Moscow ties over their policies in Syria. Kadri Gursel explains that Russia is succeeding in isolating Turkey. "As a prerequisite for the Russian intervention to achieve its goals, Moscow seems to have decided that Ankara should be deterred by any means necessary from maintaining its current Syria policy, and shaped its game plan around this political objective. Russia thus used crisis engineering to drag Turkey into a confrontation, which, at the end of the day, would be detrimental to Turkey," writes Gursel.

The time may be coming for Turkey to make a choice between its "surface policy" of support for the global coalition against IS, and its "hidden policy" of taking out Assad, breaking the PKK and PYD, and promoting a fundamentalist Sunni Islam that matches the orientation of the Justice and Development Party (AKP). This "hidden policy," however, is hard to hide, and is more like an open secret. The miscalculations with regard to Russia and Iraq are increasingly alarming, with potentially devastating consequences. Such moves might, for example, push Russia and Iran to encourage direct or indirect actions where these Turkish forces start taking casualties. The Iraqi protests against Turkey could foreshadow a Hezbollah-type Iraqi resistance movement, extremely well armed and trained, merged somehow with the ever-ready forces linked to radical Shiite cleric Muqtada al-Sadr. Turkey has already drawn first blood with Russia. Meanwhile, Turkey makes its way to the agenda of the UN Security Council, not only for its recent actions in Iraq, but also for its possible violations of Security Council resolutions dealing with foreign fighters in Iraq and Syria. Gursel reminds us of what is now an open secret: "Without Turkish soil being available for the indiscriminate use of jihadists since 2011, the conditions that gave rise to IS would have not taken hold in northern Syria, and IS would have not grown strong enough to become a major security threat for the whole world."

There are reports that Turkey may be seeking to defuse the crisis by placing the training camp under the authority of the anti-IS coalition and seeking deeper cooperation with Iraq on border security and intelligence cooperation. If so, all to the good, as this column has been calling for such cooperation since January 2014. The burden, of course, is on Erdogan to finally step back from his not-so-hidden disastrous and sectarian approach to the region, and join the global coalition against IS without the caveats and feints that have characterized Turkish policy to date.

### TURKEY'S KURDS EXPRESS "SIMMERING ANGER" AGAINST STATE

Turkey's intervention in Iraq comes in the context of an escalation in its war against the PKK. Irfan Aktan writes that the killing of Kurdish human rights lawyer Tahir Elci on Nov. 28, in the context of a massive government campaign targeting the PKK, "has stoked not only fear but also a simmering anger against the state in the region."

Aktan writes, "The toll from the clashes since July is indeed dramatic, though it varies according to sources. At least 14 districts have seen around-the-clock curfews, including Diyarbakir's Sur district where Elci was gunned down. According to daily reports by the Turkish Human Rights Foundation, at least 67 civilians and members of the PKK's youth branches have been killed in places under curfew. The Human Rights Association, for its part, tallies 63 summary executions, 43 unsolved killings as well as 10 civilians, 105 members of the security forces and 104 PKK militants killed in armed clashes in the southeast in the first nine months of the year. According to pro-government media, 925 people, mostly PKK members, were killed between July 22 and Oct. 14. Some 3,600 people were detained in security operations, including 864 who were put behind bars to await trial. The pro-government media do not shy away from revealing that the death toll includes 169 civilians, among them seven children."

Aktan concludes, "Given that government officials keep pledging an unremitting security crackdown in the southeast, 'democratic Turkey' remains an unrealistic prospect for Turkey's Kurds in the near future. Whether they come to see independence as a more realistic option in light of developments in Iraqi Kurdistan and Rojava (the term Kurds use to refer to western Kurdistan in Syria) will again depend on how the AKP government and the state treat them."

### IS IRAQ FACING A "LONG ETHNIC WAR"?

Mohammed Salih writes, "The escalation of the conflict between Turkish security forces and the PKK has put the Kurdistan Regional Government (KRG) of Iraq in a tough position, adding another potential element of instability to the difficult circumstances it is already grappling with. The Iraqi Kurds are faced with the threat posed by IS along a frontier of over 1,000 kilometers (621 miles) and are gripped with a serious economic crisis. The spillover of the PKK-Turkish conflict into Iraqi Kurdish territory presents another major challenge for the KRG."

Barzani's alignment with Turkey is unpopular with most Iraqi Kurds, who support the PKK and the Syrian PYD. It should not be surprising that there is little "grass-roots" support for Turkey in Iraqi Kurdistan. This all occurs in the midst of a political and economic crisis in Iraqi Kurdistan, including declining oil prices and no trust or traction in dealings with Baghdad. Denise Natali wrote in September, "As the financial crisis deepens, corruption continues, political legitimacy is ignored and calls for decentralization go unheeded, the KRG may have an administrative breakup, even in de-facto form."

Ethnic tensions seem to be approaching a full boil across Iraq. Mohammed A. Salih, reporting from Sinjar, Iraq, explains how "competing interests and agendas present a major challenge to the future stability of the Yazidi-dominated region."

"Although senior Iraqi-Kurdish political and military leaders alleged the ground leg of the offensive was solely carried out by the peshmerga forces, the PKK, its allies and some smaller Yazidi groups such as the Ezidkhan Protection Force (HPE), played a significant role in forcing IS out of Sinjar," he writes.

Salih explains, "When IS attacked Sinjar in 2014, peshmerga forces abandoned their positions leading to widespread atrocities against the religious minority by the jihadist organization. That disaster created a rift between certain segments of the Yazidi community and the" →

⇒ KDP [Kurdistan Democratic Party], led by Massoud Barzani, whose tenure as the president of the Kurdistan region is currently disputed by some Kurdish factions that say his term has expired. The KDP had tried to mend fences with the Yazidi community ever since, by assigning a more prominent role and authority to figures such as Qasim [Shesho]. There are still around a dozen Yazidi districts and villages south of Sinjar in IS hands, but conflicting visions between Kurdish and Yazidi groups as to how to administer post-IS Sinjar are well underway. During a victory press conference on Nov. 13 near the town of Sinjar, Barzani promised to exert efforts to turn Sinjar into a province inside Iraqi Kurdistan's territory."

**A**dnan Abu Zeed reports on clashes between peshmerga and Arab and Turkmen forces in the multi-ethnic city of Tuz Khormato, still nominally under the control of the central government in what is known as the "disputed territories" in Iraq. The animosity in the disputed areas has spread to the Iraqi capital. Abu Zeed writes that "attacks were conducted Nov. 29 in Baghdad against the Kurds, as armed groups affiliated with Shiite factions coerced Kurdish families from their houses and asked them to travel toward the Iraqi Kurdistan Region, in the north of Iraq. The Kurds strongly condemned the action, which was followed by meetings between both sides in Baghdad mediated by Iran and parties within the Iraqi government. The result was a relative calm in Tuz Khormato."

Abu Zeed speculates that distrust of Iraqi Kurds is rising and that "the Kurdish [KRG peshmerga] forces' control of the disputed areas could spark a long ethnic war, most notably over Kirkuk, after IS is forced out of the Iraqi territory. Based on that, some people might be skeptical of the KRG's claim that it intends to end the fighting against IS. Some, in fact, suspect just the opposite: that the KRG is seeking to extend the fighting, to consolidate the Kurdish presence in the disputed areas, including Tuz Khormato."

Meanwhile, the House Foreign Affairs Committee passed a bill to direct-

ly arm the Iraqi Kurdish forces, requiring the United States to only "consult" with Baghdad. The legislation was slammed by the Iraqi Embassy in Washington as "unwise and unnecessary," adding in a statement that the bill promotes "artificial divisions among Iraqis [that] can only distract from the struggle against our common enemy," as reported by Julian Pecquet.

#### RUSSIA REJECTS "TERRORISTS" IN SYRIAN OPPOSITION

The Russian Foreign Ministry said in a statement on Dec. 12, that it "cannot agree with an attempt made by the group that gathered in Riyadh to monopolise the right to speak on behalf of the entire Syrian opposition."

Russia rejects "terrorists of all stripes" participating in the Syrian political process. The Hashemite Kingdom of Jordan is tasked, per the Vienna declarations, with considering which Syrian armed groups are "terrorists" and therefore excluded from the negotiations. Russia considers Ahrar al-Sham and Jaish al-Fatah as worthy of consideration as potential terrorist entities. Moscow's position is that UN Syria envoy Staffa de Mistura, not Saudi Arabia, should convene the Syrian parties, as stipulated in the Vienna accords.

This column has registered concerns for nearly two years about a trend toward the mainstreaming of Salafi groups, including Ahrar al-Sham.

Abu Mohammed al-Golani, the head of Jabhat al-Nusra, al-Qaeda's affiliate in Syria, condemned the Riyadh meeting, declaring it a "plot" that must be "foiled." A question is whether those groups that collaborate with Jabhat al-Nusra "on the ground," such as Jaish al-Islam and Ahrar al-Sham, will cut their Jabhat al-Nusra ties, or succumb to Jabhat al-Nusra's pressure to resist political negotiations, or perhaps split themselves into factions. There is also the possibility that the Saudi initiative could lead to an open war between IS and Jabhat al-Nusra on the one hand, and the other factions that participated in the Saudi meeting on the other. ♦



December 11, 2015

## Kurdish-Arab coalition in Syria forms political wing

Formation announced at meeting as triple suicide car bombing kills 22 people in mainly Kurdish Hasakah province

Dec. 11, 2015  
america.aljazeera.com

**A** Kurdish-Arab coalition fighting the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) has announced the creation of a political wing after a two-day conference in Syria's northeastern town of Al-Malikiyah.

The formation of the Syrian Democratic Council was approved Thursday at the meeting, which was attended by the Democratic Union Party (PYD), the largest Kurdish group, and its armed wing, the YPG.

The PYD was not invited to a separate meeting of Syrian opposition groups that ended in the Saudi capital, Riyadh, on Thursday.

The groups' allies, the Syrian Democratic Forces (SDF), were not invited to the conference in Saudi Arabia, either.

"The participants agreed on the creation of the Syrian Democratic Council, the political branch of the Syrian Democratic Forces," a statement issued at the end of the conference read.



The SDF, formed in October, groups the powerful YPG with smaller Arab and Christian armed groups in a coalition intended to confront ISIL.

In other news from Syria's mainly Kurdish northeastern region, the death toll from Thursday's triple suicide car bombing attack has risen to 26, according to a local monitoring network.

The Syrian Observatory for Human Rights said the initial toll from the attack in Tal Tamr, in

Hasakah province, had risen from 12.

Rami Abdulrahman, the Syrian Observatory's director, said one of the bombs detonated next to a post manned by Kurdish security forces and that members of the force were believed to have been killed, though he did not know how many.

Another blast took place in front of a hospital, Abdulrahman said, adding that four women and a doctor were killed.

He said dozens of people had been injured in the blasts and warned that the death toll could rise.

In a statement on social media, ISIL claimed responsibility, saying three of its members blew themselves up in their explosives-rigged vehicles. It claimed 60 people had been killed and dozens injured.

Tal Tamr, in Hasakeh's Khabur region, is controlled by Kurdish forces and has been targeted in the past by ISIL.

In February, ISIL overran much of the Khabur region and abducted at least 220 Assyrian Christians during the offensive.

But Kurdish fighters from the YPG subsequently recaptured the area, and dozens of the ISIL-held hostages have been released in recent months.

On Wednesday, about 25 Assyrian hostages, including two children, were freed by ISIL, according to the Assyrian Human Rights Network. ●

# Turquie. Tempête dans une tasse de café

La destruction d'un avion russe survolant la Turquie a fait couler beaucoup d'encre. Poutine va certes accentuer son aide aux forces kurdes, mais un affrontement militaire avec Ankara est exclu.



↳ Dessin de Bleibel, Liban.

— **Now.** (extraits) Beyrouth

Quelques jours après la destruction d'un chasseur-bombardier russe abattu au-dessus de la Syrie par l'aviation d'Ankara pour avoir prétendument violé l'espace aérien turc, la fièvre n'est pas retombée. D'autant plus que le pilote du Su-24 a été ensuite tué par des rebelles syriens, ainsi qu'un fusilier marin russe envoyé en hélicoptère récupérer le copilote qui s'était éjecté.

Les fans du président russe Vladimir Poutine se sont rués sur les réseaux sociaux pour prédire la chute imminente de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, tandis que les grands médias américains se demandaient si l'incident ne risquait pas, en fait, de "déclencher la Troisième Guerre mondiale". Des délires encore accentués par la nouvelle selon laquelle Moscou serait sur le point de déployer des missiles anti-aériens S-400 sur sa base aérienne en Syrie, et un bâtiment de défense antiaérienne en

Méditerranée, à la limite des eaux territoriales turques. Et pourtant, en dépit des menaces de Poutine, qui a évoqué de "graves conséquences" pour Ankara, les deux pays ont en réalité déjà fait marche arrière. "Nous n'avons aucune intention de laisser cet incident donner lieu à une escalade", a affirmé Erdogan dans un discours télévisé. De même, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré : "Nous ne ferons pas la guerre à la Turquie, et nos relations avec le peuple turc n'ont pas changé."

"Nous n'allons pas assister à une confrontation militaire entre la Russie et la Turquie", estime Oytun Orhan, analyste du Centre des études stratégiques moyen-orientales

**Les fans de Poutine se sont rués sur les réseaux sociaux pour prédire la chute d'Erdogan**

d'Ankara (Orsam). Il est beaucoup plus probable que la "guerre par procuration" s'intensifie, la Russie "faisant de son mieux pour saper la position de la Turquie en Syrie".

Plus précisément, cela impliquera non seulement de nouvelles frappes aériennes russes contre les groupes rebelles syriens épaulés par la Turquie, mais aussi le renforcement du soutien accordé par le Kremlin aux "acteurs antiturcs" sur le terrain, "à commencer par les Kurdes syriens du PYD [le parti de l'union démocratique]", poursuit Oytun Orhan. La milice du PYD, les Unités de protection du peuple (YPG), a déjà réclamé une assistance militaire à la Russie. En octobre, la Turquie a accusé la Russie d'aider l'YPG dans ses efforts visant à progresser vers l'ouest le long de la frontière turco-syrienne, une possibilité qu'Ankara "ne tolérera jamais", pour reprendre les propos d'un responsable turc.

Alors que l'attention des médias s'est concentrée sur les bombardements russes contre les Turkmènes – minorité syrienne turcophone qui appelle Ankara à l'aide face aux frappes de Moscou –, la destruction du chasseur-bombardier pourrait également valoir avertissement à une Russie aussi suspecte de courtiser l'YPG que d'attaquer les forces turkmènes. "La Turquie veut que des groupes de l'Armée syrienne libre [rebelles anti-Daech] ou des Turkmènes contrôlent la région frontalière syro-turque." Elle a sommé les Russes de ne pas exacerber ce qu'Ankara percevait comme des "menaces dans cette région".

**Sauver la face.** Pour d'autres spécialistes, la Turquie, en réagissant de la sorte, s'efforce de sauver la face, la Russie mettant régulièrement à l'épreuve la volonté d'Ankara de respecter les règles d'engagement énoncées en 2012, après la destruction d'un chasseur turc par le régime syrien. "Tout élément militaire approchant de la Turquie par la frontière syrienne et représentant un risque et un danger en termes de sécurité sera considéré comme une menace et traité comme une cible militaire", avait proclamé Erdogan à l'époque. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre [date de l'intervention russe en Syrie], des appareils russes ont violé au moins deux fois l'espace aérien turc.

"Cela n'est pas le signe d'un changement de politique radical de la part de la Turquie", commente Sinan Ulgen, qui enseigne à la Fondation Carnegie Europe. "Au contraire, ce qui s'est passé est la preuve que la Turquie s'efforce de rester fidèle à la ligne qu'elle s'est fixée. Cet avion avait violé l'espace aérien turc. Il a été averti dix fois avant d'être abattu."

Si Lavrov a exclu toute riposte militaire contre la Turquie, le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a évoqué la possibilité de châtier Ankara autrement (lire ci-contre) : en coupant le robinet des dizaines de milliards de dollars de revenus que représentent pour le pays le tourisme et le commerce russes. "Cela pourrait avoir directement pour conséquence que nous refusions de participer à toute une série de grands projets communs, et que les entreprises turques perdent

leur position sur le marché russe”, a prévenu Medvedev. A eux seuls, les touristes russes représentent pour la Turquie des revenus annuels d’un montant d’environ 4,5 milliards de dollars [3,7 milliards d’euros]. Et la Turquie dépend de la Russie pour 60 % de ses approvisionnements en gaz naturel, et 35 % de son pétrole. Tout compris, la Russie est le deuxième partenaire commercial d’Ankara dans le monde entier.

C’est justement pour cette raison que, d’après Sinan Ulgen, il est probable que les menaces de Medvedev restent essentiellement lettre morte. *“En annulant ces projets [communs], la Russie se tirerait une balle dans le pied. Il y a une interdépendance énergétique entre la Turquie et la Russie. Je ne pense pas que la Russie soit prête à aller aussi loin et à saper ses propres intérêts économiques.”*

*“Quant au tourisme, conclut-il, en effet, ils ont officiellement dissuadé les Russes de se rendre en Turquie, mais de toute façon, ce n’est pas vraiment la saison. Le temps que les touristes viennent en plus grand nombre, soit principalement au printemps et en été, nous aurons sans doute surmonté cet incident.”*

—Alex Rowell

Publié le 25 novembre

## TURQUIE

# Entre panique et pragmatisme

Angela Merkel a toujours été hostile à l’adhésion de la Turquie à l’UE. Mais la crise des réfugiés restreint sa marge de manœuvre et celle des Européens. En témoignent les concessions faites à Ankara.

—Die Zeit (extraits) Hambourg

**S**i certains au sein de l’Union européenne se faisaient encore des illusions au sujet du nouvel-ancien partenaire Ankara, dimanche soir ils ont dû ouvrir les yeux. Il y a longtemps qu’à Bruxelles on n’avait plus vu un chef de gouvernement aussi heureux et aussi sûr de lui qu’Ahmet Davutoglu. Le Premier ministre turc s’était à peine assis qu’il expliquait, rayonnant, à ses vingt-huit homologues de l’UE à qui ils avaient affaire : un chef de gouvernement qui venait tout juste d’être réélu avec *“le chiffre record”* de 49,5 % des suffrages. Extatique, Davutoglu a vanté le *“grand dynamisme de la démocratie”* et la *“grande efficacité du gouvernement”* de son pays. Tout aussi ravi, il a parlé du chantier du *“plus grand aéroport du monde”*, actuellement en construction à Istanbul. Et c’est toujours radieux qu’il a conclu son intervention en citant Robert Schuman, l’un des pères fondateurs les plus sacrés de l’UE. Même en faisant abstraction de la tendance anatolienne à la fierté et à la grandiloquence, c’était quand même y aller fort. Pour un peu, on aurait eu l’impression que Davutoglu se moquait de ses homologues.

## Nécessité fait loi. Merkel est en tête du mouvement proturc

Nécessité fait loi, dit-on. Cela vaut également en politique. Confrontée à la crise des réfugiés, l’UE est effectivement dans une situation d’urgence. Malgré tout, on a du mal à croire à la cordialité nouvelle qu’elle affiche dans ses relations avec la Turquie. Il y a encore une dizaine de jours, la Commission rendait un rapport extrêmement critique sur l’état de droit en Turquie, et voilà que l’Union lui déroule le tapis rouge. A l’avenir, les autorités européennes comptent rencontrer le gouvernement d’Ankara pas moins de deux fois par an. Pendant des années, la chancelière Angela Merkel a freiné des quatre fers quant à une éventuelle adhésion de la Turquie à l’UE. Aujourd’hui, ce sont carrément plusieurs nouveaux chapitres qui s’ouvrent dans ces négociations – et Merkel se trouve en tête du mouvement proturc.

S’agit-il de pragmatisme, ou plutôt de panique ? A Bruxelles, il est bien difficile de distinguer l’un de l’autre. Le plan d’action

sur lequel l’Union et la Turquie se sont entendues le 29 novembre est à bien des titres risqué. L’UE espère que la Turquie va fermer ses frontières afin d’empêcher que des flux encore plus massifs de réfugiés de Syrie ne poursuivent leur périple vers la Grèce. En contrepartie, Bruxelles promet de verser 3 milliards d’euros, mais aussi de relancer les négociations d’adhésion et de progresser sur la question de la libéralisation du régime des visas. A partir de l’automne 2016, les Turcs pourront se déplacer sans visa dans l’UE, à condition que la Turquie, au plus tard dès juin 2016, récupère les demandeurs d’asile rejetés par l’Union.

La délivrance des visas n’a normalement rien à voir avec la question des réfugiés. Dans le cadre européen, l’assouplissement du régime des visas est soumis à des critères politiques très concrets, auxquels la Turquie est encore loin de satisfaire. Mais les Etats européens seront-ils encore en mesure de prendre leurs décisions librement si la Turquie peut à tout moment les menacer de laisser passer le flot des réfugiés ? C’est le premier risque de cette nouvelle alliance : l’UE ne doit pas permettre à la Turquie d’exercer un chantage sur elle.

Vient ensuite la question des attentes suscitées. Personne à Berlin ou à Bruxelles n’envisage une adhésion de la Turquie dans un avenir proche. Les négociations entamées en 2005 s’accompagnent d’une extraordinaire mauvaise foi. Une mauvaise foi qui, au nom de l’accueil des réfugiés, s’amplifie aujourd’hui. On se trompe encore en pensant que le plan d’action européen permettra de faire rapidement diminuer le nombre des réfugiés. Le président de l’Initiative européenne pour la stabilité (ESI), Gerald Knaus, le reconnaît lui-même : si les pays européens ne se disent pas prêts à soulager la Turquie, et donc à s’entendre sur des quotas de réfugiés, le plan d’action ne servira à rien. Un avis que partage visiblement la chancelière allemande, qui a tenté, en marge du sommet, de dénombrer les partenaires ouverts à une telle solution.

La crise des réfugiés ne change fondamentalement rien au problème de l’Union européenne : tant que les Etats membres refuseront de se répartir la charge et de se montrer solidaires, l’Union restera vulnérable. Et personne ne l’a mieux compris que le gouvernement d’Ankara.

—Matthias Krupa

Publié le 30 novembre

## Réactions

### L’ESCALADE ?

●●● Après une première réaction verbale extrêmement virulente à l’égard de Recep Erdogan, qu’il a qualifié de *“complice de Daech”* et accusé d’*“islamiser [son] pays”*, Vladimir Poutine est passé aux actes. Le 28 novembre, il a signé un décret sur les *“mesures destinées à assurer la sécurité nationale, et sur la mise en œuvre de mesures économiques spéciales contre la Turquie”*. Parmi ces sanctions, répertoriées par le quotidien économique **Vedomosti**, la suppression des vols charters entre les deux pays (avec recommandation aux tour-opérateurs russes de ne plus vendre de voyages), l’interdiction pour les employeurs russes d’embaucher des travailleurs turcs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, un embargo sur l’importation de certaines marchandises, notamment les fruits et légumes et le textile. Par ailleurs, l’exemption de visa pour les voyageurs actuellement appliquée entre les deux pays est suspendue, et la construction d’une centrale nucléaire à Akkuyu et celle du gazoduc Turkish Stream sont interrompues. Enfin, des systèmes antimissiles ont été déployés sur la base aérienne de Hmeymim, en Syrie, afin d’assurer la sécurité des bombardiers russes.

# Au sud de Hassakeh, rebelles kurdes et arabes côte à côte contre Daech

CHARLES MARLOT  
HASSAKEH

LA VOIE RAPIDE au sud de Hassakeh offre une certaine idée de la fin du monde. Une route, défoncée, sans circulation. Une base militaire, évacuée, sans soldats. Des voitures, abandonnées, sans passagers. Des pylônes, tortus, sans câbles. Des arbres calcinés, des villages sans vie.

Comme Khamail, le silence d'un cimetière, parfois brisé par quelques alouettes et le vrombissement d'un drone invisible. Dans une maison, sur la place principale, devant la mosquée, une inscription, au marqueur noir sur une porte : « Maison d'Abou Oussama. » À l'intérieur, le chaos semble répondre au vide immense de la plaine de l'Est syrien. Des armoires renversées, des coussins éventrés, des draps déchirés. Sur un miroir, une autre inscription, de la même écriture : « État islamique en Irak et au Levant. Nous tiendrons. Nous conquerrons le monde entier. »

Abou Oussama est parti, pourtant. Les djihadistes de l'État islamique ont abandonné Khamail. Pour couvrir leur fuite, ils ont placé des bidons le long de la route. Remplis de mauvais mazout, ils ont dégagé une fumée épaisse, censée cacher les fuyitifs des avions de la coalition anti-EI menée par les États-Unis.

Les djihadistes laissent un vide que leurs adversaires occupent - en l'occurrence, les forces kurdes. Après s'être saigné, l'an dernier, dans la bataille de Kobané, cette ville à la frontière turque, l'EI évite désormais les combats déjà perdus. Si l'armement des djihadistes est supérieur à celui des Kurdes, ils ne peuvent rien contre les bombardements de la coalition. Ils laissent derrière eux, dans les villages, dans les villes, quelques partisans infiltrés. La nuit, ils minent les routes, montent des embuscades, harcèlent sans cesse les YPG, les Unités de protection du peuple, les forces armées kurdes syriennes.

Mais peu à peu, l'État islamique perd du terrain. Il faut imaginer un géant kurde qui avancerait vers le Sud, pas à pas, un pied en Syrie, un pied en Irak. Côté syrien, les combattants kurdes des YPG, Unités de protection du peuple. Côté irakien, les pechmergas. Premier pas, en Syrie, en juillet : les YPG chassent les djihadistes de Hassakeh, grande ville de l'est du pays, 200 000 habitants avant la guerre. Le pas suivant, en Irak : les pechmergas assurent leur prise autour de Sinjar, le fief des yazidis massacrés par l'EI en août 2014. Un pas encore, en Syrie, fin octobre : offensive



Des combattants kurdes du YPG fêtent l'anniversaire du PKK en dansant le halay, une ronde kurde, au milieu du champ de manœuvres vide, dans la province de Hassakeh, en Syrie, le 27 novembre. CHRISTOPHE PETIT TESSON



sur la ville de al-Hol, presque sur la frontière entre les deux pays. Le pas suivant, en Irak, début novembre : les pechmergas prennent à grand bruit la ville de Sinjar, désertée par les djihadistes. Dernier pas, fin novembre : les YPG lancent l'offensive au sud de Hassakeh, vers Sheddadeh, fief djihadiste.

Ainsi progresse ce géant, très lentement. Car ce géant boite. Les rivalités régionales, menacent sans cesse de le faire trébucher. Bagdad entrave le pied irakien : la capitale considère d'un œil méfiant les avancées en territoire arabe, exactions comprises. La Turquie gêne le pied syrien, car les YPG sont le bras armé du PYD, le Parti de l'Union démocratique, la branche syrienne du PKK, le mouvement de guérilla fondée par le vieil ennemi d'Ankara, Abdullah Öcalan, actuellement en prison sur une île à proximité d'Istanbul.

Pour ménager l'allié turc, les États-Unis ont poussé les Kurdes syriens à former les FDS, Forces démocratiques

syriennes, le nouvel avatar des groupes armés anti-Daech - l'acronyme arabe d'État islamique en Irak et au Levant. Le but : mêler de façon plus étroite combattants arabes et kurdes, en vue de la bataille, sans cesse annoncée, toujours repoussée, de Raqqa, la « capitale » de l'État islamique, au sud du Rojava. Talal Ali Selo est le porte-parole des FDS. Colosse glabre au ventre immense, il explique la formation de cette nouvelle unité : « Nous sommes composés de sept compagnies, entre autres l'Armée des révolutionnaires, l'Armée des Sanadid, le Volcan de l'Euphrate, l'Unité des révolutionnaires de Raqqa, les YPG, le Conseil militaire syriaque. Chaque groupe a un ou deux représentants en fonction de sa taille. Le conseil militaire est de neuf membres. »

Grâce à ce nouveau groupe des FDS,

**« Nous sommes composés de sept compagnies. Chaque groupe a un ou deux représentants en fonction de sa taille. Le conseil militaire est de neuf membres »**

TALAL ALI SELO, PORTE-PAROLE DES FDS

les Kurdes syriens ont reçu des parachutages d'armes. Ces armes ne changeront guère les rapports de force de façon décisive : des fusils-mitrailleurs type M16 et quelques mitrailleuses lourdes. Pas de lance-roquettes, de missiles antichars ni d'artillerie, selon les combattants rencontrés par *Le Figaro*.

Mais sur le terrain, les combattants kurdes des YPG forment toujours le gros des troupes. À Khamail, deux d'entre

eux nettoient leur doshka, une mitrailleuse lourde montée à l'arrière d'un pick-up - la cavalerie légère des YPG. Dalil et Ahmed démontent les pièces, les essuient à l'essence, pour les graisser à nouveau. La lutte fut-elle rude ? « Non, pas vraiment. Daech avait fui. Il fallait simplement faire attention aux mines et aux pièges explosifs. Les civils étaient partis depuis plus d'un an », dit Ahmed, sur le pick-up. Il donne les pièces à Dalil, à terre, qui ajoute : « Nous sommes arrivés à 6 heures du soir, le contrôle était

assuré à 6 heures du matin. » Ahmed est un Arabe. Il parle parfaitement kurde. Dalil est kurde. Il parle parfaitement arabe. Tous deux sont originaires de Hassakeh, ville mélangée où les uns parlent la langue des autres et les mariages mixtes sont plus courants qu'ailleurs.

Les combattants renforcent les défenses. Ils vont rester ici un certain temps : l'offensive est en suspens, à vingt kilomètres de Hassakeh. Le géant kurde s'est arrêté. Alors en attendant,

sur une ancienne base de l'armée du régime syrien dont les antiquités camions semblent se reposer comme de vieilles bêtes de somme, des combattants commencent à danser le halay, une ronde kurde, au milieu du champ de manœuvres immensément vide. C'est le 27 novembre. Ils fêtent l'anniversaire du PKK jusqu'ici, entre Hassakeh en Sheddadeh, en plein territoire arabe. Rien de plus normal, dans cet État-PKK qui naît, peu à peu, sur les cendres de l'État syrien. ■

AFP

## Le Kurdistan irakien a encaissé 3,29 mds USD en vente directe de pétrole

Erbil (Irak), 1 décembre 2015 (AFP)

**LA RÉGION AUTONOME DU KURDISTAN, dans le nord de l'Irak, a annoncé mardi avoir encaissé depuis juin plus de 3,29 milliards de dollars de recettes (3,1 mds d'euros) de ses ventes directes de pétrole, jugées illégales par le gouvernement fédéral.**

Le pouvoir central à Bagdad insiste pour que toutes les ventes de pétrole passent par lui, mais le Kurdistan justifie ses exportations directes par le fait que le gouvernement fédéral ne lui verse pas le budget qui lui est dû.

Les deux camps font face à une importante crise financière en raison du prix bas du baril et de la coûteuse guerre contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), qui contrôle de vastes pans du territoire.

Le gouvernement du Kurdistan basé à Erbil indique dans un rapport avoir empoché en moyenne 682 millions de dollars (642 M EUR) par mois de recettes des ventes directes de pétrole de juin à novembre.

Il a indiqué avoir débuté ses exportations directes en juin parce que Bagdad lui "envoyait moins de 40% du budget auquel il avait droit".

Après un long différend sur les exportations pétrolières, Bagdad et le Kurdistan avaient conclu il y a un an un accord prévoyant qu'Erbil exporte 250.000 barils

par jour et 300.000 autres de la région disputée de Kirkouk. En contrepartie, Bagdad devait débloquer la part dévolue au Kurdistan dans le budget national.

Un responsable du ministère du Pétrole a cependant affirmé que les exportations directes du Kurdistan avaient débuté bien avant juin. "Toute quantité (de pétrole) quittant l'Irak sans l'accord du gouvernement fédéral et du ministère du Pétrole est considérée comme de la contrebande", a-t-il dit, répétant la position officielle.

Le ministère du Pétrole a annoncé dans le même temps que le gouvernement fédéral avait exporté une moyenne de 3,36 millions de barils de pétrole par jour en novembre, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis des décennies selon lui.

Mais l'augmentation de ces exportations, qui transitent via le sud du pays et non le Kurdistan, semble être au moins partiellement due aux réserves de pétrole non exportées en octobre en raison du mauvais temps dans le port de Bassora.

Bagdad n'est actuellement pas en position de force pour obliger Erbil à arrêter ses exportations, ses forces ayant beaucoup de mal à reprendre le terrain perdu face aux jihadistes, et les Kurdes, forts d'un soutien international, jouant un rôle clé dans la lutte anti-EI. ●

Le Point 05 décembre 2015

## Tensions entre la Turquie et l'Irak

**150 soldats turcs seraient entrés sur le territoire sans l'aval des Irakiens pour entraîner les troupes kurdes qui combattent l'EI. La Turquie dément.**

Bagdad, 5 déc 2015 (AFP)  
Le Point.fr

Dans un communiqué officiel, l'Irak a appelé samedi la Turquie à retirer "immédiatement" ses troupes de son territoire. Cette revendication fait suite au déploiement de soldats turcs dans les environs de Mossoul (Nord). Le déploiement turc est considéré comme "une sérieuse violation de la souveraineté irakienne", a ajouté le communiqué diffusé par le Premier ministre Haider al-Abadi. "Les autorités irakiennes appellent la Turquie à se retirer immédiate-

ment du territoire irakien." Selon l'agence progouvernementale turque Anatolie, quelque 150 soldats turcs sont arrivés vendredi dans les environs de Mossoul, deuxième ville d'Irak occupée par le groupe djihadiste Etat islamique (EI), dans le cadre d'une mission d'entraînement des troupes kurdes irakiennes.

### LE DÉMENTI TURC

Ce contingent turc, soutenu par 20 à 25 chars, s'est déployé dans la région de Bashika, a ajouté Anatolie. Des soldats turcs sont présents depuis deux ans et demi dans le nord de l'Irak dans le cadre d'un accord de

coopération destiné à l'entraînement des "peshmergas", les troupes de la région autonome du Kurdistan irakien. "Nous avons la confirmation que la Turquie a envoyé en territoire irakien des troupes estimées à près d'un régiment blindé, accompagnées de chars et d'artillerie prétendument pour entraîner des groupes armés, et cela sans la demande ou l'aval des autorités fédérales irakiennes", a protesté le communiqué officiel irakien. Le mouvement militaire opéré vendredi l'a été dans le cadre d'une rotation des effectifs affectés à cette mission, selon Anatolie.

À la suite de ce communiqué, le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, a démenti samedi que le déploiement de soldats turcs dans les environs de la ville constitue le préalable à une opération militaire en Irak. "Le camp de Bashika, à 30 km au nord de Mossoul, est un camp d'entraînement établi en soutien des volontaires qui combattent le terrorisme", a déclaré le Premier ministre lors d'un discours télévisé. ■



## AUTOUR DU MONDE

Par  
**OLIVIER POSTEL-VINAY**  
Fondateur et directeur du magazine «Books»

# La «question kurde» à l'heure de Daech

**On promet d'abord l'indépendance aux Kurdes en 1920 avec le traité de Sèvres. Puis l'espoir fut de nouveau déçu après l'intervention américaine en Irak de 2003. Ils sont pourtant les seuls à oser combattre pied à pied l'Etat islamique.**

**L'**un de mes premiers reportages fut pour le Kurdistan d'Irak. J'étais alors au *Monde*. Grâce au réseau d'Eric Rouleau – superbe journaliste – je fus cueilli à l'aéroport de Téhéran par des Kurdes qui me conduisirent en voiture jusqu'à la frontière irakienne. De là, une piste suivie de nuit, tous feux éteints, nous emmena jusqu'à une crête dominant la plaine tenue par l'armée de Saddam Hussein. Il était conseillé de se baisser derrière les rochers pour éviter les obus tirés à intervalles irréguliers. Certains des combattants kurdes que nous rencontrions étaient à cheval, et je me souviens qu'un soir, après un parcours à pied aux côtés d'une colonne de mulets, une oie fut plongée dans une grande bassine d'eau bouillante en mon honneur. Et mangée sans le moindre assaisonnement.

Les Kurdes comprenaient mal et étaient un peu vexés que je ne sois pas venu avec un gros appareil photo. J'eus beaucoup de mal à leur expliquer que je travaillais pour un journal sans photos. Ils se demandaient s'ils ne s'étaient pas fourvoyés en me faisant venir. Ils m'ont tout de même fait rencontrer le vieux Barzani, un pacha sous sa tente qui

parlait par monosyllabes, et, plus intéressant, son fils Massoud, qui avait à peu près mon âge et était déjà considéré comme le successeur. J'ai tout de même pris des photos avec mon Instamatic. De retour à Paris, *le Monde* publia mon reportage comme c'était alors l'habitude, un long texte tout gris en trois volets répartis sur trois numéros, le premier article à la une. Le titre était «La longue marche des Kurdes». C'était en 1974.

Les Kurdes s'étaient vus promettre l'indépendance par le traité de Sèvres en 1920, mais la Turquie kémaliste s'y est opposée et les Occidentaux sont revenus sur leur promesse. En 1974, j'étais encore plus naïf qu'aujourd'hui, et l'idée d'une réunion des quatre entités kur-

des en un seul Etat créé sur des morceaux d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie me paraissait s'inscrire à l'évidence dans le sens de l'histoire. J'avais été fortement impressionné par la qualité humaine des gens que j'avais rencontrés, la fierté et l'apparente simplicité de ces montagnards musulmans. J'ai continué de suivre la «question kurde» de loin mais avec émotion, et ai ressenti comme une agression intime le bombardement chimique de villages que j'avais traversés. Quand les Etats-Unis décidèrent d'intervenir militairement en Irak, j'ai applaudi des deux mains parce qu'à mes yeux la priorité absolue était de débarasser le Moyen-Orient de son Hitler. Encore la naïveté. Comme Glucksmann et d'autres, il m'a bien fallu admettre que j'avais sous-estimé les enjeux et la sottise des dirigeants américains.

Aujourd'hui, les Kurdes sont l'adversaire le plus redoutable de Daech. On l'a vu à Kobané et ailleurs : ils sont les seuls à oser combattre pied à pied des fanatiques avides de mourir en martyrs. Ils menacent l'Etat islamique de lui ravir la dernière ville qu'il contrôle à la frontière turque.

Avec 32 millions de personnes, les Kurdes sont le plus grand groupe ethnique sans Etat. A la faveur de la décomposition de l'Irak et de la Syrie, ils ont séparément construit deux régions autonomes, dans le nord de l'Irak, puis dans le nord de la Syrie. Kobané appartient à cette région, et c'est son invasion sauvage par Daech qui a déclenché la contre-attaque victorieuse des Kurdes syriens, aidés par l'aviation américaine et des combattants kurdes venus de Turquie et d'Irak. Le petit garçon mort échoué sur une plage, dont la photo a fait le tour du monde cet été, était un Kurde de Kobané.

Le spécialiste américain Michael M. Gunter vient de consacrer un livre à cette région autonome de Syrie, la plus récente et la moins connue. Elle rassemble 2,2 millions de Kurdes sur une bande de terre de près de 400 kilomètres. Le journaliste du *Guardian* Jonathan Steele commente ce livre dans la *New York Review of Books*. Il s'est rendu récemment sur le terrain. Il décrit la complexe alchimie de l'équilibre des pouvoirs et la subtile stratégie des dirigeants kurdes. Mais le plus surprenant est l'armée. Forte de 55 000 combattants, elle est mixte. Elle compte peut-être autant de femmes que d'hommes. Les photos des «martyrs», ceux qui ont été tués au combat, sont des deux sexes. Les soldats kurdes forment des unités séparées, dirigées par des femmes, mais se mêlent aussi aux unités masculines. Elles ne sont pas voilées, ne portent pas même de foulard sur la tête. Elles sont musulmanes, de la branche sunnite soufie. ◀

**Un reportage de la «New York Review of Books» décrit la complexe alchimie de l'équilibre des pouvoirs et la subtile stratégie des dirigeants kurdes de Syrie. Mais le plus surprenant est l'armée. Forte de 55 000 combattants, elle est mixte.**

# The West's best ally against ISIS

**Kemal Kirkuki**

**KIRKUK, IRAQ** Whenever it can, the Islamic State strikes at the West through the attacks by terrorists inspired by its hateful ideology. The recent attacks in Paris and San Bernardino, Calif., are an all too painful reminder of the dangers of this despicable group.

For those of us in Kurdistan, the Islamic State is a daily reality we must confront. The pesh merga forces numbering more than 20,000 whom I have the honor of commanding look out from their trenches at an army of extremists bent on killing or enslaving all who oppose them.

The soldiers of the pesh merga come from diverse ethnic and religious backgrounds and have proved to be the most effective force in fighting the jihadists. Every day, pesh merga fighters die in combat against the Islamic State.

Unlike the little progress made by Iraq's central government, we are making headway militarily. Last month, we undertook a major operation and recaptured the city of Sinjar, which was one of the main Yazidi cities in Kurdistan until it fell to the Islamic State in 2014. Complementing our sacrifices and the resolve of our leadership has been the air support of the United States.

Anyone familiar with the history of Iraq should not be surprised by its instability. The state was created by foreign powers by drawing arbitrary lines on a map after World War I, corralling diverse groups of peoples together without their consent.

During each successive Iraqi government, and reaching a peak during the regime of Saddam Hussein, the Kurds and other minorities in the north of this fictitious state were subjected to genocidal attacks and harsh oppression. Iraq's colonial legacy and this later tyranny laid the foundations for the Kurds' current

**No one wants to defeat the Islamic State more than the pesh merga fighters of Kurdistan.**

hopes were dashed upon the rocks of sectarian violence and a faulty system of federalism.

Iraq was built on such a shaky foundation, however, that even the American hard work to keep it together has been in vain. Trying to build a nation out of the historical anomaly that is Iraq proved impossible.

The fiction of an Iraqi state was dramatically exposed in the summer of 2014 when the Islamic State overran western Iraq almost unopposed by the central government. The situation could have been worse; were it not for the timely intervention of Kurdish forces the city of Kirkuk, with its population of nearly a million and huge oil reserves, would also have fallen.

Every day that the Islamic State exists means more young men who grow up infected with its ideology of hatred and terrorism. American airstrikes have greatly helped my lightly armed soldiers in their quest to roll back the frontiers of the Islamic State, but more equipment is required.

Heavy arms and ammunition would help reduce casualties on our side and speed up the process of liberating the territories currently occupied by the jihadists. All the heavy weaponry that the United States sends to fight the Islamic State, however, is directed to the central government, which has failed to make significant progress despite the lavish aid that is provided to them at the expense of American taxpayers.

desire for self-determination and independence, which we see as natural solutions to those problems.

The American-led invasion of 2003 offered us hope that a democratic regime might finally take root in Baghdad. Unfortunately, these

You need only go on YouTube to see the propaganda value that the Islamic State takes from capturing and destroying Baghdad's American-made M-1 Abrams tanks. For a fraction of the investment, the United States could support a much surer ally in the Kurds.

But this problem cannot be solved with high explosives alone; we need political support, too.

The international market for Kurdish oil is largely closed for political reasons: American leaders have encouraged us to sell our oil through the central government, but while Baghdad has been happy to take the money from selling our oil, it has been less enthusiastic about passing it on to us. As a result, our government has not been able to pay its employees consistently for over a year. If we'd received the profits from the sale of our oil, we could have made greater gains against the Islamic State.

As we celebrate the victory in Sinjar, we must look forward to how we will achieve our next one together. We are eager to help, as part of a united international coalition, to expel the jihadists from areas that are not part of Kurdistan — though we do not want to occupy territory that is not traditionally part of Kurdistan. I fear that the world will continue to suffer tragedies like the San Bernardino attack until the Islamic State is decisively defeated.

The pesh merga fighters I command are not conscripts; they would rather die than surrender to the tyranny of the Islamic State. We are determined to liberate Kurdistan, every inch of it, and we will exercise our right to self-determination.

We have yet more volunteers ready to join the fight against the Islamic State — if only we had the resources to train and equip them. We cannot do it alone; we need the West's help.

**KEMAL KIRKUKI** is a commander of the pesh merga forces on the northwest Kirkuk frontline and a former speaker of the Kurdistan Regional Government's Parliament.

**REUTERS**

## Russia says Kurds must be part of Syrian peace talks: RIA

MOSCOW / Decembre 16, 2015 / reuters

**RUSSIA** believes that ethnic Syrian Kurds must be included in any future Syrian peace talks, the RIA news agency said on Wednesday, quoting Russian Deputy Foreign Minister Alexei Meshkov.

"We support the participation of a wide circle of opposition forces, which represent the Syrian people, in the Syrian negotiating process. The Kurds, certainly, must not be excluded from this process," RIA quoted Meshkov as saying in an interview. ●

# Erdogan vows to crush Kurdish "self-rule" movement



Week in Review  
December 20, 2015  
www.al-monitor.com

Turkish President Recep Tayyip Erdogan warned Kurdish militants Dec. 15 that "you will be annihilated," and pledged that Turkish security forces will continue their massive military assault on Kurdish towns in southeastern Turkey until they are "completely cleansed and a peaceful atmosphere established."

Metin Gurcan reports that the escalation in military operations in towns where Kurdish militants associated with the Kurdistan Workers Party (PKK) have taken hold has increased the possibility of a civil war.

"At the moment, the Turkish army is moving tanks and armored vehicles to lay siege to those towns," Gurcan writes. "Checkpoints have already been established at the towns' entrances. In many towns, particularly in Cizre, Silopi and Nusaybin, education has been halted with an extremely unusual move by the Ministry of Education, which sent text messages to about 3,000 public teachers instructing them to return to their hometowns for "on-the-job training." Since nobody believes such training would be done in the middle of the school year by closing schools, it is seen as a sign of approaching battles, further panicking the population. Now, teachers and other civil servants are rapidly evacuating these towns. Those who couldn't find buses to get out were seen walking and hitchhiking."

Amberin Zaman reports on the trend of increased radicalization of the PKK, including the rise of an armed youth movement loyal to imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan.

"In a clutch of towns and cities across Turkey's mainly Kurdish southeast, armed youngsters loyal to Abdullah Ocalan, the imprisoned PKK leader, and calling themselves the Patriotic Revolutionary Youth Movement (YDG-H), have seized control of entire streets and neighborhoods, erecting barriers and declaring autonomy," Zaman reports. "The spirit of rebellion has permeated Sur, where pro-PKK slogans and posters of the mustachioed Ocalan cover bullet-riddled walls. Several young fighters interviewed by Al-Monitor all said that they would end their revolt only if ordered to do so by Ocalan. But since April 6, the Turkish authorities have not allowed any of his regular visitors, including the Peoples' Democratic Party (HDP) lawmakers who used to carry messages from him, to meet with Ocalan in his island prison. The resulting vacuum has been filled by Cemil Bayik, the hard-line PKK commander who says he supports the YDG-H's moves."



*A woman walks past a building that was damaged during the security operations and clashes between Turkish security forces and Kurdish militants, in the southeastern town of Silvan in Diyarbakir province, Turkey, Dec. 7, 2015. (photo by REUTERS/Murad Sezer)*

Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu warned the HDP on Dec. 17 about "playing with fire" by exploiting the clashes. Figen Yuksekdag of the HDP said that 200,000 people have been displaced as a result of the fighting.

Mahmut Bozarlan, reporting from Diyarbakir, writes that the region "has been in chaos for weeks. Urban unrest across the mainly Kurdish southeast has simmered since August, when PKK-linked groups moved to take control of certain residential areas and declared what they call "self-rule." The authorities responded with security crackdowns. To stop the security forces from entering the neighborhoods, the Patriotic Revolutionary Youth Movement (YDG-H), the PKK's urban youth branch, dug trenches and erected barricades. The curfews followed, and young people armed with light weapons clashed with the police."

Bozarlan continues, "The brief lifting of the curfew revealed scenes out of a war zone. Though the number of fleeing people was smaller, many compared the exodus with last year's Kurdish flight from the Syrian city of Kobani to Turkey, sparked by the Islamic State's offensive. Some residents claimed police had urged them to evacuate their homes as soon as possible. This reporter had to pass three police checkpoints to reach the inner part of the district, where bullet-riddled buildings, craters opened by explosions and toppled electric poles stood as grim testaments to the clashes. The oft-photographed house that has become the symbol of the unrest was immediately recognizable. Its walls were partially demolished and not a single square meter of its facade seemed to have escaped the bullets. In the adjacent house, an elderly woman was packing up. Pointing to the big hole in the building's wall, she wept, 'Why has this befallen us? What did we do?'"

Kadri Gursel concludes that Turkey's crackdown on the PKK has opened Ankara up to pressure from Russia. Turkey's "cold war" with Russia allows Moscow to "increase military and political pressure on Ankara to deter it from backing jihadis," Gursel explains. "It remains to be seen how long Ankara will be able to sustain the cold war with Russia and the heated conflict with the PKK without letting its two adversaries link up." ♦



*Demonstrators gesture during a protest against the curfew in Sur district, in the southeastern city of Diyarbakir, Turkey, Dec. 14, 2015. (photo by REUTERS/Sertac Kayar)*

# Barzani tells party officials to work on independence referendum

Rudaw.net - 22/12/2015

**E**RBIL, Kurdistan Region—Kurdish President Masoud Barzani has instructed his Kurdistan Democratic Party (KDP) to work with other parties to find a mechanism to hold the promised referendum on independence.

"Barzani asked in the leadership meeting that they find a mechanism with other parties for the referendum on independence," Aras Hasso Mirkhan, a member of the KDP leadership council told Rudaw.

Mirkhan said that Barzani asked his party officials to work with other parties on the referendum project at a party meeting this week.

The KDP is trying to resolve all political disagreements and prevent further deterioration, added Mirkhan, and in light of that "the PUK and KDP are set to hold an important meeting."

Kurdish political parties drifted apart in recent months after violent demonstrations in October that tar-



Kurdish President Masoud Barzani speaking to Rudaw in Washington DC. during his visit to the US capital, May, 2015.

geted KDP offices in some cities and the expulsion of parliament speaker and government ministers of the Change Movement (Gorran).

The last few weeks however, have seen the parties meet in Erbil and Sulaimani to sort out their differences.

The PUK that once had a 'strategic agreement' with the KDP and formed coalition governments appears to be back on track with

the KDP.

Leaders of both parties have held several high level meetings in recent weeks.

A PUK leader who spoke to Rudaw on condition of anonymity said that his party will have a say in decisions about the future of Kurdistan.

"On many issues related to the fate of the Kurdistan Region we will make decisions together with the

KDP and the KDP is willing to go forward with this," he said.

Barzani asked the Kurdish parliament last year to lay the groundwork for a referendum on the Kurdish independence. That project however was put on hold due to the war against the Islamic State (ISIS).

For his part, Barzani insists that the postponement of referendum was only temporary.

"I don't know whether it happens next year or when, but independence is certainly coming," said Barzani during a Q&A at the Washington-based think-tank Atlantic Council in May.

The Kurdistan president vowed that the people of the Kurdistan Region will have an opportunity to decide their own future as soon as the threat of ISIS was over.

"I want to reassert that [Kurdistan independence] is an ongoing process, but we want it through peace, understanding and dialogue not violence," he said. ■

# Pentagon to send more weapons to Kurds fighting Islamic State

W.J. Hennigan

Dec 17, 2015

<http://www.latimes.com>



**T**he Pentagon will send more weapons, armored Humvees and other military equipment to Kurdish fighters in northern Iraq in coming weeks to help them battle Islamic State, Defense Secretary Ashton Carter said here Thursday.

Backed by U.S. airstrikes, the Kurdish guerrillas have dislodged the Sunni militants from key towns and road junctions in recent months, and Carter praised their combat skills.

"The Kurdish peshmerga have been exactly what we've been looking for in this whole fight in Iraq and Syria, namely a capable and motivated force that we can enable," Carter said after meeting with Kurdish President Masoud Barzani.

Two Kurdish brigades will play a role when the Iraqi army tries to recapture Mosul, the militants' self-declared capital in Iraq. The long-delayed offensive also will involve Sunni tribesmen and local militias.

Mosul lies outside Iraq's autonomous Kurdish region, where the guerrillas are strongest.



Defense Secretary Ashton Carter, second from right, is welcomed by Karim Sinjari, interior minister of the Kurdish Regional Government, after arriving in Erbil, Iraq. (Seivan M. Salim / Associated Press)

The U.S. will deliver body armor, helmets, machine guns, armored Humvees, sniper rifles and equipment to locate or disable home-made bombs, U.S. officials said. The gear will be enough for about 2,200 fighters, they said.

"We have been arming the peshmerga from the very early days," Carter said. "It's important to take Mosul. That's an important objective and our equipment is going to make that possible."

The Kurds managed to repulse a sizable Islamic State attack Wednesday night. Officials said several hundred militants targeted three Kurdish bases northeast of Mosul in a coordinated assault that lasted all night.

Brig. Gen. Mark Odom, a U.S. commander in Erbil, said the militants used car bombs, rockets and mortars against Kurdish defenses. The attackers were pushed back with heavy casualties Thursday morning after a bombardment by coalition warplanes and a counter-assault by the guerrillas.

Carter said he spoke with U.S. special operations forces, now at Erbil, who recently went into northern Syria to coordinate with local Kurds and other forces battling Islamic State there.

"This was a mission to explore that possibility and get to know these people," he said. "They were what they were said to be, and that's very heartening."

Carter did not say what the next step would be.

SYRIE/IRAK

# CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE, UNE GUERRE IMPOSSIBLE

Après Kobané, en Syrie, c'est la ville irakienne de Sinjar que les djihadistes ont dû abandonner sous les assauts des Kurdes, appuyés par les raids aériens de la coalition internationale. Victoire en trompe-l'œil ? Daech adapte sa stratégie pour garder le contrôle sur son "califat". **PAR ALLAN KAVAL**



**DANS LES RUINES DE SINJAR**, des miliciens yézidis croisent une patrouille des forces kurdes qui ont libéré la ville tenue depuis une quinzaine de mois par l'Etat islamique.

**L**e matin du 13 novembre, sous le vrombissement des avions de chasse de la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique, les forces kurdes entrent dans Sinjar, mettant fin à près de quinze mois d'occupation djihadiste. Réduite à un champ de ruines d'où émanent vers un ciel sans nuage de larges colonnes de fumée sombre, conséquences des frappes de la coalition qui ont ouvert la voie à la troupe hétéroclite des combattants kurdes, la petite ville irakienne change de camp. Après des semaines d'intenses bombardements qui ont rendu possible sa reconquête, Sinjar était déjà abandonné par l'essentiel des djihadistes. Seule une force résiduelle de candidats au « martyr », fanatiques munis de gilets d'explosifs ou tentant d'atteindre leurs adversaires au volant de voitures piégées, est rapidement neutralisée depuis

ins / zuma rea

les airs ou au moyen des armes lourdes fournies aux Kurdes par la coalition. Menée à bien en vingt-quatre heures, et presque sans combats, la bataille de Sinjar, qui n'aurait pu être envisagée sans le soutien de la chasse américaine, marque la fin d'une phase de la guerre contre l'Etat islamique.

C'est à Sinjar en effet qu'en août 2014 tout a commencé. Survenue en juin de la même année, la conquête par les djihadistes de la ville de Mossoul, deuxième agglomération irakienne, n'a que modérément ému la communauté internationale. Deux mois plus tard, les massacres, enlèvements et viols systématiques dans la région de Sinjar à l'encontre des yézidis, une communauté non musulmane présente dans le nord de l'Irak où elle est majoritaire, ont finalement déclenché l'engagement des puissances occidentales. La coalition promptement mise sur pied envi-

sage alors d'anéantir l'organisation terroriste sans pour autant consentir à intervenir au sol. Au-delà de sa valeur symbolique, la reconquête de Sinjar, ville qui restera à jamais associée à la barbarie de Daech, constitue une victoire stratégique significative. La prise par les forces kurdes de cette localité abandonnée aux portes des steppes désolées qui s'étendent aux confins de l'Irak et de la Syrie va en effet compliquer les communications entre les territoires du « califat » situés de part et d'autre de la frontière qui séparait en d'autres temps ces deux Etats aujourd'hui ensevelis.

## DE SINJAR AU BATACLAN

Pourtant, quelques heures seulement après que les décombres de Sinjar investis par les milices kurdes et yézidies ont été vidés de toute présence djihadiste, tandis que les chefs de guerre alliés aux puissances occidentales prennent ➤

MONDE

SYRIE/IRAK



## LES FRAPPES AÉRIENNES FRANÇAISES SUR RAQQA N'AFFAIBLISSENT PAS L'ÉTAT ISLAMIQUE, QUI RESTE MAÎTRE DE SES BASTIONS.

diplomatie internationale au ras du terrain milicien en Irak ou en Syrie, les divisions radicales, les profondes divergences d'intérêts qui opposent les ennemis des djihadistes, constituent la meilleure garantie de survie de l'Etat islamique depuis que l'organisation terroriste s'est taillé une place centrale dans le paysage ravagé du Moyen-Orient. Retranché à Mossoul et à Raqqa, ses deux « capitales », l'Etat islamique peut se maintenir longtemps à défaut de s'étendre.

### IMPASSE DIPLOMATIQUE

Alors que se clôt la phase d'intense activité diplomatique dans laquelle s'est lancé François Hollande au lendemain des attentats et que la COP21 donne l'occasion aux chefs d'Etat et de gouvernement concernés par la lutte contre l'Etat islamique de se rencontrer à Paris en marge des négociations sur le climat, les résultats des visites du président français à Washington et à Moscou paraissent bien maigres et ➤

➤ position dans les carcasses noircies des bâtiments officiels encore debout, la France est touchée par l'attaque terroriste la plus meurtrière de son histoire. D'autres soldats du « califat » font déferler sur Paris une vague d'horreur d'effroi révélant dans une étrange concomitance la singularité de la guerre en cours : des ruines de Sinjar au Bataclan, un seul et même conflit se prolonge. La France et l'Occident voient surgir en leur sein même une guerre qu'on aurait crue cantonnée à de lointains champs de bataille.

Malgré la volonté affichée par Paris de mener un combat « sans pitié » à l'ennemi djihadiste, la nature de la guerre dans laquelle la France déclare être entrée se dérobe aux catégories usuelles qui

permettent de penser les conflits armés. Les frappes aériennes françaises, sur Raqqa, « capitale » Syrienne de l'Etat islamique, qui ont fait immédiatement suite à la revendication des attentats du 13 novembre, mesure punitive aux résultats limités, ne sauraient suffire à affecter durablement un ennemi qui reste maître de ses bastions plus d'un an après la formation de la coalition internationale visant à sa destruction totale. La guerre menée paraît impossible à gagner au regard de l'état actuel des rapports de forces entre puissances, Etats de la région, groupes armés divers qui se partagent le contrôle des territoires en guerre qui bordent les frontières du « califat ». Des hautes sphères de la

## RECHERCHE ALLIÉS ARABES DÉSESPÉRÉMENT

Maintes fois annoncée, maintes fois reportée, l'opération de libération de la ville de Mossoul, en Irak, semble désormais abandonnée par la coalition. C'est en revanche sur la ville de Raqqa, bastion syrien de l'Etat islamique, que l'attention se porte depuis quelques mois. Forts de leurs succès dans le Nord face aux

djihadistes, les Kurdes de Syrie sont perçus comme la principale force en mesure de mener cette offensive. Bien qu'hypothétique, la perspective de cette opération conduit les forces kurdes syriennes à rechercher des alliés arabes hostiles à l'Etat islamique qui pourraient partager la tâche de reprendre la ville. Les Kurdes éviteraient ainsi

d'apparaître comme une force d'occupation. Ayant pu rallier à leur bannière quelques brigades disparates de la défunte Armée syrienne libre, une milice tribale bédouine de la frontière irako-syrienne et certains groupes armés chrétiens, les Kurdes de Syrie ont formé les Forces démocratiques syriennes, une alliance militaire vouée

à leur offrir une légitimité qui dépasserait le seul référent ethnique. Les combattants kurdes en constituent cependant l'épine dorsale. Cette réalité limite les chances de succès de cette entreprise. Elle permet toutefois au Pentagone d'effectuer des livraisons d'armes aux forces kurdes sans avoir à se justifier auprès de la Turquie.

MONDE

SYRIE/IRAK

➤ menacés par la dégradation inquiétante du climat international. Née de l'émotion initiale et de la détermination affichée à combattre et à éradiquer la menace terroriste, la vision française d'une grande coalition contre l'Etat islamique, à même de réunir les Etats-Unis, les puissances européennes impliquées et la Russie, semble désormais hors de portée. Les assurances données par la Maison-Blanche quant à l'amélioration de la coopération militaire franco-américaine concernant la lutte contre l'Etat islamique, notamment en matière de renseignement, ne se sont pas accompagnées d'un plan d'action militaire concret. A Moscou, la priorité est donnée au soutien au pouvoir de Bachar al-Assad, en Syrie. La lutte contre l'Etat islamique est manifestement secondaire du point de vue du Kremlin dont l'essentiel de l'effort militaire se concentre depuis le début de son intervention sur les positions des rebelles syriens et non sur celles

Ibrahim Khader / Pacific Press / Zuma / Rea



**LES RÉFUGIÉS NE PASSENT PLUS**

Depuis que les forces kurdes de Syrie ont pris le contrôle de Tal Abyad, en juin 2015, les Turcs ont fermé la frontières. C'est par là qu'Hayat Boumeddiene est entrée en Syrie...

des djihadistes de l'Etat islamique. Ces conditions et la détérioration rapide des relations entre la Turquie, membre éminent de l'Otan et soutien essentiel de l'opposition armée au régime de Damas, et la Russie rendent inenvisageable l'adoption d'une position commune. Après que l'aviation turque a abattu un appareil russe dont Ankara accuse les

pilotes d'avoir enfreint son espace aérien le 26 novembre alors qu'ils frappaient les positions de groupes armés opposés à Al-Assad et proches de la Turquie, le ton des déclarations officielles des dirigeants des deux pays va en effet dans le sens de tensions plus accusées encore.

Se refusant à engager d'importantes troupes au sol, les puis-

# QUI ARME LES KURDES ?

**Les peshmergas ont utilisé des missiles antichars franco-allemands. Mais l'Europe hésite malgré tout à les équiper alors qu'ils semblent les seuls en mesure de repousser les djihadistes.**

**K**obané au début de l'année, Sinjar, le 13 novembre : ces deux succès des Kurdes illustrent leur capacité à contrer l'avancée de Daech mais aussi à parer les errements de la coalition internationale censée les épauler militairement. Dans le premier cas, la victoire fut l'œuvre des YPG (Unités de protection du peuple), la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) syrien, affilié au PKK d'Abdullah Ocalan, organisation classée comme « terroriste » par la Turquie, les Etats-Unis et l'Otan, mais soutenue par les frappes de l'aviation américaine. Elle fut

obtenue au prix de sacrifices de combattants aguerris et déterminés, mais dépourvus de matériel sophistiqué.

**PROMESSES FRANÇAISES**

Ce sont en revanche des peshmergas (membres des forces armées du KRG, le gouvernement régional kurde irakien de Massoud Barzani) relativement bien équipés qui ont repris aux djihadistes la ville de Sinjar (nord-ouest de l'Irak), conquise par ces derniers en août 2014. « Nos hommes ont bénéficié de l'approvisionnement adéquat en armes et en munitions », s'est félicité Aziz Waisi, le commandant des forces spéciales Zeravani,

sorte de gendarmerie forte de plusieurs milliers de combattants. Outre les dotations anciennes, relevant des accords entre divers pays et le KRG, les peshmergas ont pu compter sur les missiles antichars franco-allemands Milan, très efficaces contre les véhicules piégés utilisés par les kamikazes de Daech et donnés en grande quantité par l'Allemagne. En juillet dernier, un Antonov AN-124 parti de Leipzig a ainsi débarqué près de 60 t de matériel à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, dont près de 200 missiles Milan, 900 lance-roquettes Panzerfaust 3,

5 000 grenades à main, 1 million de cartouches pour HK G36, le fusil d'assaut standard de la Bundeswehr. D'après plusieurs sources, l'Allemagne aurait déjà livré près de 1 900 t d'armes aux peshmergas. Et la France ? Comme 27 autres pays de l'Union européenne, à la suite d'une réunion des ministres concernés en août 2014, elle s'est engagée à soutenir les Kurdes d'Irak. A plusieurs reprises, Laurent Fabius a réitéré les promesses d'assistance aux autorités d'Erbil, Jean-Yves Le Drian recevant leurs représentants à Paris. De fait, la France a fourni des conseillers et de l'armement léger. Mais, sur

sances de la coalition ont appris à compter sur la présence sur le terrain des forces kurdes. Totale-ment séculières, n'ayant pas d'ambitions politiques particulières pour Damas ou Bagdad, et se montrant globalement favorable à l'Occident, elles constituent un allié idéal pour la coalition. De fait, assurant une présence militaire sur le terrain face à l'Etat islamique, elles sont déployées malgré leurs divisions internes sur un front qui s'étend sur deux pays, de Kirkouk à l'Euphrate, sur une distance de près de 800 km, et tiennent en joue depuis le Nord les deux « capitales » de l'Etat isla-mique, Mossoul en Irak et Raqqa en Syrie. Cette ligne qui traverse les plaines mésopotamiennes de part en part est placée sous la protection de l'aviation coalisée qui empêche tout mouvement des troupes djha-dististes en direction du nord et sanc-tuarise les territoires contrôlés par les différentes factions kurdes. C'est également le soutien aérien de la

coalition qui a rendu possibles les offensives d'encerclement menées au cours des derniers mois contre les djihadistes.

## LE "CALIFAT" ENCEICLÉ

Dès le mois de juin 2015, la prise de Tal Abyad par les Kurdes syriens a constitué un revers important pour les djihadistes. Cette triste bourgade frontalière de la Turquie, majoritairement arabe et sunnite, fournis-sait en effet à l'Etat islamique un

point de passage stratégique reliant Raqqa au territoire turc et permet-tant l'acheminement sur les terres du « califat » de marchandises, de devises et de combattants étrangers. C'est notamment en passant par Tal Abyad que Hayat Boumeddiene, la compagne d'Amedy Coulibaly, avait rejoint l'Etat islamique le 10 janvier dernier. Depuis que les Kurdes en ont pris le contrôle, la Turquie a fermé sa frontière. L'offensive sur Tal Abyad et sa région a aussi permis de porter le front kurde à une cinquantaine de kilomètres de Raqqa, plus isolé que jamais. Avec la libération de Sinjar et l'avancée des Kurdes dans les zones attenantes situées du côté syrien de la frontière, les deux bastions du « califat » se trouvent encerclés par des forces hostiles. En Irak, les forces kurdes ne sont d'ailleurs plus qu'à une vingtaine de kilomètres au nord de la périphérie de Mossoul, dans les vastes plaines de Ninive qui étaient encore jusqu'en juin 2014 l'un des derniers foyers vivants du >

## LE TON DES DÉCLARATIONS DES DIRIGEANTS RUSSES ET TURCS VA DANS LE SENS DE TENSIONS DE PLUS EN PLUS ACCUSÉES.

le terrain, les peshmergas disent toujours attendre le matériel lourd. L'impatience est bien plus aigüe encore du côté des combattants kurdes syriens vis-à-vis desquels la France semble avoir calqué ses hésitations sur celles des Etats-Unis. Prisonnière de son alliance avec la Turquie, et plus largement des attermoissements du locataire de la Maison-Blanche, l'administration Obama semble désormais décidée à appuyer les YPG, alliés aux rebelles de l'Armée syrienne libre. Ce fut le cas cet été lors de la bataille de Tal Abyad (au nord de Raqqa), importante victoire qui a permis aux Kurdes d'opérer la jonction entre le canton de Kobané, à l'ouest, et celui de Cizir, à l'est. Et à moyen terme de préparer une offensive kurdo-arabe contre Raqqa, épiceentre de la présence de l'Etat islamique en Syrie. La nouvelle donne définie par François Hollande



bryan dutton / the new york times / redux / eia

après les attentats du 13 novembre (Daech, unique ennemi) présage ainsi peut-être une accélération de l'aide concrète. Depuis des mois, les amis des

Kurdes syriens en France la réclamaient discrètement, en faisant le siège de l'Elysée et du ministère de la Défense. Il y a urgence. ■ ALAIN LÉAUTHIER

**DES PESHMERGAS KURDES** transportent des missiles antichars dans les montagnes autour de Sinjar pour consolider leurs positions après la prise de la ville irakienne.

MONDE

SYRIE/IRAK

➤ christianisme irakien. Cependant, les lignes de front kurdes, proches des centres de pouvoir djihadistes, sont en passe de se muer en frontières. Flanquées de villages abandonnés et de champs incultes, elles correspondent à des zones de séparation plus qu'à des zones de combat.

L'ÉQUATION KURDE

En effet, en Syrie comme en Irak, les régions passées sous le contrôle des Kurdes dépassent déjà les territoires où ils sont majoritaires. Les multiples formations politico-militaires qui les représentent et qui participent à l'effort de contention de l'Etat islamique bénéficient d'un territoire garanti et sûr mais peuvent difficilement s'engager plus avant. De fait, leurs forces respectives ne peuvent envisager de prendre seules en charge l'effort terrestre de reconquête des « capitales » de l'Etat islamique, des villes majoritairement arabes où ils n'ont d'ailleurs pas vocation à s'établir et où l'absence d'alternative sunnite organisée empêche toute évolution favorable. Meilleurs alliés envisageables de la coalition internationale, les Kurdes pourraient ainsi rester bloqués aux faubourgs des bastions djihadistes. Par ailleurs, la proximité idéologique et organisationnelle des forces kurdes syriennes, les Unités de protection du peuple (YPG), avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) actif en Turquie complique encore l'équation.



**LE DRAPEAU DE L'ÉTAT ISLAMIQUE** flotte toujours à Raqqa, capitale du "califat", malgré l'intensification des frappes françaises et américaines.

En effet, au cours de l'été 2015, les affrontements entre Ankara et le PKK ont repris en Turquie, malgré le cessez-le-feu engagé en 2013 entre l'Etat turc et l'organisation autonome armée kurde. Aussi, la Turquie d'Erdogan se refuse à voir les YPG avancer davantage en Syrie, notamment vers Jarablus, dernier point de passage frontalier entre le « califat » et la Turquie, protégé de fait par Ankara qui redoute de voir passer toute la frontière turco-syrienne aux mains des forces kurdes.

La situation sur le terrain est donc toujours bloquée. Ainsi, retranché dans ces « capitales » prêtes à être conquises du point de vue militaire mais politiquement inaccessibles, l'Etat islamique peut infléchir sa stratégie tout en poursuivant sa course meurtrière. Les offensives dans les vastes plaines de la zone syro-irakienne dont il était coutumier lui sont désormais interdites par la chasse de la coalition internationale. Il n'est plus question d'enfoncer les lignes de front kurdes au nord aussi bien soutenues par cette même aviation de part et d'autre de la frontière.

Cependant, rien ne l'empêche encore de se retrancher dans les territoires du cœur sunnite dont ses deux « capitales » concentrent la majorité de la population. Aucune force n'étant en mesure de leur en disputer pour l'instant le contrôle, la possession de ces territoires permet aux djihadistes de percevoir des revenus, de faire perdurer le mythe du « califat », d'attirer à eux des volontaires ou d'inspirer d'autres djihadistes établis en dehors de la zone qu'ils contrôlent. Laissant de côté la violence conventionnelle dont il s'est montré capable en prenant possession de vastes arsenaux en Irak et en Syrie, l'Etat islamique peut changer de doctrine militaire et commettre des atrocités chez ses ennemis, comme ce fut le cas le 13 novembre à Paris, en s'efforçant d'exploiter les failles des démocraties occidentales, de les entretenir, comme il a instrumentalisé celles du monde musulman. Prospérant dans le chaos qu'il attise lui-même, l'Etat islamique est un objet politique singulièrement adapté à l'époque qui se dessine. ■ A.M.

ASPHYXIER L'ÉTAT ISLAMIQUE PAR LA GUERRE DU PÉTROLE

Les 22 et 23 novembre, l'aviation de la coalition a détruit 283 camions-citernes transportant des produits pétroliers à proximité des principaux gisements sous le contrôle de l'Etat islamique, dans la province de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie. Ces raids ont été lancés dans le cadre de l'opération « Tidal Wave II » (« Raz-de-marée 2 »).

Préparée par l'administration américaine depuis des mois, cette campagne de frappes aériennes, dont le nom fait référence aux bombardements des infrastructures pétrolières roumaines par l'aviation américaine lors de la Seconde Guerre mondiale, a pour objectif officiel de réduire de deux tiers les revenus liés aux énergies fossiles perçus par l'Etat islamique. Auparavant

limitées par des règles d'engagement strictes qui interdisaient aux avions de la coalition de prendre pour cibles des infrastructures et des transporteurs de produits énergétiques du fait des risques de pertes civiles, les frappes aériennes visant à asphyxier l'économie du « califat » battent leur plein. Concentrées sur les ressources pétrolières

qui constituent une des sources de revenus les plus importantes de l'Etat islamique, elles ne peuvent rien contre les autres moyens auxquels ont recours les djihadistes pour se financer, tels que les confiscations, les taxes imposées à la population ou encore le trafic d'œuvres d'art pillées sur les sites archéologiques de la région. ■



## La “bienveillance” coupable d’Erdoğan

Si la Turquie avait réellement combattu Daech au lieu de faire la guerre aux Kurdes, l’organisation islamiste se serait effondrée, s’agace cet éditorialiste britannique.

—The Guardian (extraits) Londres

**A** la suite des attentats meurtriers de Paris, les chefs d’Etat occidentaux vont faire ce qu’ils font toujours en de telles circonstances : déclarer une guerre totale et implacable à ceux qui les ont commis. Ils ne sont pas vraiment sérieux. Voilà plus d’un an qu’ils ont les moyens de détruire l’organisation Etat islamique (EI) et qu’ils refusent tout simplement de s’en servir. Le monde entier a vu ces dirigeants proclamer leur résolution inflexible lors du sommet du G20 d’Antalaya [le 15 novembre], mais ces mêmes dirigeants fricotent avec le président turc Erdoğan, un homme dont le soutien tacite – politique, économique et même militaire – a permis à l’EI de commettre ces atrocités à Paris, sans parler d’atrocités pires encore au Moyen-Orient. Comment peut-on éliminer l’EI ? Tout le monde le sait dans la région : il suffirait de laisser faire les forces en majorité kurdes de

l’YPG (Parti de l’union démocratique) en Syrie et les guérilleros du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Irak et en Turquie. Ce sont actuellement les principales forces qui combattent l’EI sur le terrain. Elles se sont révélées extraordinairement efficaces sur le plan militaire. Or le territoire contrôlé par l’YPG en Syrie se trouve placé sous un embargo total de la part de la Turquie et les forces du PKK se font continuellement bombarder par l’armée de l’air turque. Non seulement Erdoğan fait pratiquement tout ce qu’il peut pour paralyser les forces qui combattent véritablement l’EI, mais tout indique qu’il aide l’EI, du moins tacitement.

Il peut paraître scandaleux d’avancer qu’un membre de l’Otan comme la Turquie soutient de quelque façon que ce soit une organisation qui assassine de sang-froid des civils occidentaux. Ce serait comme si un membre de l’Otan soutenait Al-Qaida. Or il existe de fait des raisons de penser que le gouvernement Erdoğan

soutient également activement le Front Al-Nosra, branche syrienne d’Al-Qaida, ainsi que d’autres groupes rebelles qui partagent son idéologie islamiste conservatrice.

**Ligne rouge.** Et il y a les déclarations d’Erdoğan lui-même. En août, l’YPG venait de conquérir Kobané [ville syrienne située à la frontière turque] et s’apprêtait à conquérir Jerablus, la dernière ville tenue par l’EI à la frontière turque, qui permet à l’organisation terroriste d’alimenter Raqqa, sa capitale, en armes, en matériel et en recrues. Les lignes d’approvisionnement de l’EI passent directement par la Turquie. Les commentateurs ont annoncé qu’une fois Jerablus tombée, Raqqa suivrait. Erdoğan a réagi en déclarant que Jerablus était “une ligne rouge” : si les Kurdes attaquaient, ses forces interviendraient militairement. Jerablus est donc toujours aux mains des terroristes et sous la protection militaire de fait de la Turquie. Comment Erdoğan a-t-il pu agir en toute impunité ?

**Comment peut-on éliminer l’EI ? Tout le monde le sait : il suffirait de laisser faire les forces kurdes**

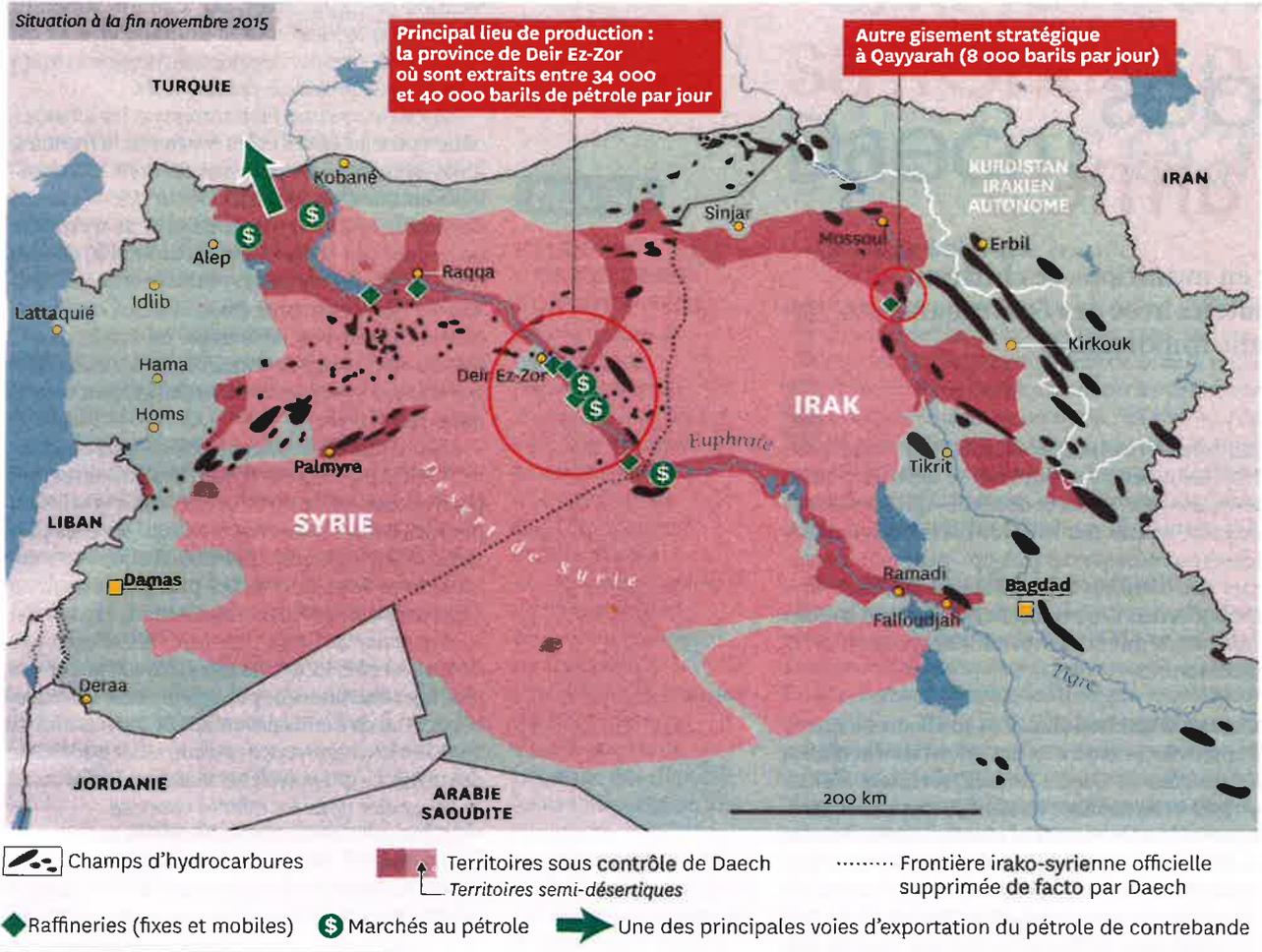
Essentiellement en affirmant que ceux qui combattent l’EI sont eux-mêmes des “terroristes”. Il est vrai que le PKK a mené une guérilla parfois sale contre la Turquie dans les années 1990, ce qui lui avait valu d’être placé dans la liste internationale des organisations terroristes. Voilà cependant dix ans qu’il a changé de stratégie, renoncé au séparatisme et qu’il ne s’en prend plus aux civils. Le PKK a secouru des milliers de civils yézidis menacés de génocide par l’EI en 2014 et l’YPG a protégé des communautés chrétiennes en Syrie. Ces mouvements se concentrent sur la poursuite des négociations de paix avec le gouvernement turc tout en encourageant une autonomie démocratique locale dans les zones kurdes sous l’égide du HDP (Parti démocratique des peuples [prokurde]).

Ces organisations kurdes se sont révélées extraordinairement efficaces sur le plan militaire et leur programme, favorable à la démocratie de base et aux droits des femmes, s’oppose totalement à l’idéologie réactionnaire de l’EI. Le succès du HDP aux élections de juin avait privé Erdoğan de la majorité au Parlement. Le président turc a réagi habilement : il a appelé à de nouvelles élections, déclaré qu’il partait “en guerre” contre l’EI, lancé une attaque symbolique contre celui-ci, puis a lâché son armée contre les forces du PKK en Turquie et en Irak tout en accusant le HDP de “soutenir le terrorisme”.

Une série d’attentats à la bombe de plus en plus sanglants [en octobre] a endeuillé la Turquie – à Diyarbakir, Suruc et enfin Ankara. Ces attentats ont été attribués à l’EI, mais ils ne semblaient viser que des militants civils associés au HDP. Les victimes ont régulièrement signalé que la police avait empêché les ambulances d’évacuer les blessés et avait même lancé des gaz lacrymogènes sur

## L'or noir de Daech

Situation à la fin novembre 2015



les survivants.

On peut débattre de la relation exacte que le gouvernement Erdogan entretient avec l'EI, mais il y a plusieurs choses dont on peut être relativement sûr. Si la Turquie avait appliqué à l'EI un blocus total semblable à celui qu'elle a imposé aux ter-

ritoires syriens tenus par les Kurdes et avait fait preuve vis-à-vis du PKK et de l'YPG de la "négligence bienveillante" qu'elle a manifestée à l'égard de l'EI, ce "califat" sanglant se serait effondré depuis longtemps et les attentats de Paris n'auraient peut-être jamais eu lieu. Si la Turquie commençait à

le faire aujourd'hui, l'EI s'effondrerait probablement en quelques mois. Mais a-t-on entendu ne serait-ce qu'un seul dirigeant occidental appeler Erdogan à le faire ?

—David Graeber  
Publié le 18 novembre

REUTERS

## Triple attentat au camion piégé contre les Kurdes de Syrie

BEYROUTH – 11 décembre 2015 (Reuters) -

**TROIS camions piégés ont explosé tard jeudi soir dans la ville syrienne de Tel Tamer, dans le nord-est du pays sous contrôle kurde, tuant entre 50 et 60 personnes et en blessant 80 autres, a déclaré vendredi un porte-parole de la milice kurde YPG.**

Tel Tamer est située dans la province de Hassaké où les Unités de protection populaire (YPG), liées à la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK), combattent les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) avec l'appui aérien de la coalition formée par les Etats-Unis.

Leur porte-parole, Redur Xelil, a précisé qu'un des véhicules piégés avait explosé près d'un hôpital, un autre près d'un marché et le troisième dans un quartier résidentiel.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), a dit avoir été



informé qu'il y avait des victimes parmi les membres des "asayish", les forces de sécurité kurdes, sans pouvoir fournir de bilan précis. Redur Xelil a précisé que les morts étaient tous des civils. Il a également fait état de 80 blessés.

Dans un communiqué publié sur leur site internet, les forces kurdes imputent le triple attentat à l'EI.

L'agence de presse Amaq, qui soutient l'organisation djihadiste d'Abou Bakr al Baghdadi, a confirmé, indiquant que l'EI avait opéré contre des "bases" kurdes à Tel Tamer. ○

REUTERS

# Turkish military offensive kills 110 Kurdish militants in six days



December 20, 2015 / By Seyhmus Cakan / reuters

**DIYARBAKIR — Armed clashes persisted on Sunday across Turkey's southeast, where an operation by Turkish forces intensified on the sixth day of a campaign that security sources said had resulted in the death of 110 Kurdish militants.**

Protests erupted in Istanbul and in Diyarbakir, the biggest city in the country's south east, with hundreds demonstrating against the military operations. Police fired tear gas and plastic bullets to disperse the crowds.

Most of the fighting took place in Cizre and Silopi, towns near the Iraqi and Syrian borders that have been under curfew for almost a week. Nusaybin and Dargecit in the border province of Mardin and the historical Sur district of Diyarbakir have also seen fierce battles.

Although rooted in the countryside, militants of the Kurdistan Workers Party (PKK) have shifted focus in recent years to towns and cities in the southeast, digging trenches and setting up barricades in streets to keep security forces away.

Security sources and residents said around 300 houses in Cizre had been damaged by the clashes and undetonated mortar shells lay inside buildings.

Electricity was cut in many neighborhoods in Silopi as power transformers were damaged. Food and drinking water were running scarce, residents said.

A two-year ceasefire between Turkey and the PKK fell apart in July, shattering peace talks and reviving a conflict that has ravaged the mainly

Kurdish southeast for three decades.

"We will not get tired," Prime Minister Ahmet Davutoglu said in a speech to his ruling party's supporters. "We will fight day and night until all mountains, cities, districts and neighborhoods of this country are cleansed of terror centers."

## MILITARY CONVOY

The latest security operations, which media reports said were being conducted with 10,000 police and troops backed by tanks, were the largest since the end of the ceasefire.

Tanks deployed on hills surrounding Cizre have shelled PKK targets inside the city, while a military convoy of 30 armored vehicles stormed one of the districts.

Hundreds of people in Istanbul as well as Diyarbakir and eastern city of Van took to the streets to protest against the security operations and curfews.

Police fired tear gas, water cannon and plastic bullets to disperse a crowd chanting "Long Live Kurdistan" in Istanbul's Taksim square, Reuters witnesses said. Several people across three cities were detained.

One Turkish soldier hurt in clashes in Cizre on Saturday has died of his wounds, security sources said. A postman working for the state mail company has also died after PKK militants attacked his vehicle on the highway to Sirnak, they said.

The PKK, which launched its insurgency in 1984, is designated as a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union. ○

TODAYS ZAMAN

December 27, 2015

# Kurdish militia extends reach to west of Euphrates

SERKAN SAĞLAM / Dec 27, 2015 / HATAY  
www.todayszaman.com

After capturing a dam on Saturday from the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL), Kurdish militia force the People's Protection Units (YPG) moved into territory west of the Euphrates amid ongoing clashes with the radical militant group, a development that will likely irk Turkish authorities in Ankara.

A US-backed alliance of Syrian Kurds and Arab rebel groups, supported by US coalition planes, captured Tishrin dam on Saturday

from ISIL, cutting off one of its main supply routes across the Euphrates.

The dam was taken by thousands of fighters from the YPG and Arab rebel forces, who in doing so have succeeded in dealing a serious blow to ISIL in a bid to isolate it from its stronghold, the city of Raqqa.

The Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based monitoring group, said the alliance has cleared the east of the Euphrates and that clashes are now taking place in areas west of the river.

Turkey has warned the Kurdish militia not



to cross into territory west of the Euphrates, declaring such a move as a red line that would provoke a Turkish response. The US and Turkey have long been working on a joint plan to clear the area between Jarabulus and Azaz of ISIL elements. Jarabulus is still under ISIL control and is the group's only link to the outside world. ◆

December 23, 2015



Kurds with their luggage leave from Sur district which is partially under curfew, in the south-eastern Kurdish city of Diyarbakir, Turkish Kurdistan. Photo: Reuters

23.12.2015 sputniknews.com

**E**urope may soon face a new wave of emigrants. About 200,000 Kurds are fleeing from the southeastern parts of Turkey amid armed clashes in the region, German newspaper Deutsche Wirtschafts Nachrichten (DWN) reported.

The situation in the region deteriorated after serious clashes between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish security forces. In the middle of October, about 100 people died as result of a bomb attack in Ankara on the Kurdish peace demonstration.

According to the newspaper, the local population describes war-like conditions and significant number of victims. One of the local residents

told the newspaper Today's Zaman that they have no running water and that electricity transformers have exploded.

**"I have seven children, they can no longer attend school. We have to drink the water, which we normally use in the toilet," the woman said.**

Another local resident said in an interview with Today's Zaman that his 11-year-old daughter was hit by a bullet when she went to buy bread. People no longer dare to go to the streets and that is why her body lay on the ground for about 15 minutes before anyone could go and help her, but it was too late.

**"Now I have only two children left. We are in a poor situation," the man said, adding**

**that he managed to take his family away from the conflict zone, but lacks money and can't make ends meet.**

The operation Ankara is carrying out in south-eastern Turkey is war against its own people, a German journalist wrote earlier in an article for Neues Deutschland.

The main goal of the operation, according to Ankara, is to eliminate Kurds who seized towns, constructed barricades and dug trenches.

The so called anti-terrorist operation started last week and has involved nearly 10,000 military and police forces. As result of the offensive, over 100 PKK militants have been destroyed ■

VOICE OF AMERICA

December 25, 2015

## Moscow Playing Kurdish Card Against Ankara?

Dorian Jones / Dec 23, 2015  
<http://www.voanews.com>

**I**STANBUL—The leader of Turkey's main pro-Kurdish party is in Moscow for meetings with senior Russian officials. His visit comes amid a deepening diplomatic crisis between Moscow and Ankara, and is fueling speculation Moscow could be seeking to exploit Turkey's restive Kurdish minority.

Selahattin Demirtas, who heads Turkey's pro-Kurdish People's Democratic Party, held a closed-door meeting with Foreign Minister Sergei Lavrov in the Russian capital Wednesday. Demirtas has said his party intends to open an office in Moscow.

Murat Bilhan, vice chairman of Tasam, an Istanbul-based political think tank, said Demirtas' visit would most likely stoke fears that Russian support could extend beyond Turkey's legal Kurdish movement to the PKK rebel group.

"With the PKK, they [Moscow] have a long-standing relationship, and maybe they can play with it like a Damocles sword," Bilhan said. "Russia never considered [the] PKK as a terrorist organization."

Turkish security forces are currently cracking down heavily on the PKK across Turkey's pre-



*Russian Foreign Minister Sergey Lavrov, right, shakes hands with Co-chairman of pro-Kurdish People's Democratic Party, or HDP, Selahattin Demirtas prior to a meeting in Moscow, Russia, Dec. 23, 2015.*

dominantly Kurdish southeast and hitting PKK bases in neighboring Iraq, following July's collapse of peace efforts.

But Atilla Yesilada, an Istanbul-based consultant with the Global Source Partners research group, said Moscow could also be courting the PYD, a Syrian Kurdish group that Ankara accuses of being linked to the PKK.

"Turkey's policy of demonizing Kurds in Turkey and Syria could backfire seriously, and anyone in particular, [like] Iran and Russia, who wishes to do harm to Turkey is very certain to use PYD and PKK," Yesilada said. "So far, PYD has listened to American advice, but it could change sides anytime because Russia has started deliveries of weaponry to PYD."

Washington is supporting the PYD's militia with airstrikes in the group's battle against Islamic State militants. Analysts say Moscow could back the PYD's goal of seizing from Islamic State a section of the Syrian border that divides the Kurdish canton of Afrin from the rest of Syrian Kurdistan. Ankara has warned it would intervene to prevent this, given that such a move would place most of the Syrian border under Kurdish control and cut one of Turkey's last remaining supply routes to the Syrian rebels it supports.

Aydin Selcen, a retired diplomat who opened Turkey's first consulate in Irbil, the Iraqi Kurdish regional capital, believes the PYD would be reluctant to risk its relationship with Washington.

"PYD now has, maybe for first time, the U.S. as a real military ally there," Selcen said. "And there are now over 30 U.S. special forces members in the Jazira canton under control of PYD. I would not expect them to forsake that very valuable partnership with [the] U.S. for Russia."

Selcen said the threat of Russian machinations was another reason for Ankara to reopen a peace process with the PKK. However, Turkish President Recep Tayyip Erdogan has promised no letup in the war against the PKK, saying they will be annihilated in their homes. ♦

# Les charniers piétinés des yazidis de Sinjar

Chassés de Sinjar, les djihadistes ont laissé derrière eux des fosses communes où gisent les restes des victimes des massacres d'août 2014. Non protégées, elles contiennent pourtant les preuves des crimes de Daech.

**SAMUEL FOREY** @SamForey  
ENVOYÉ SPÉCIAL À SINJAR (IRAK)

**IRAK** C'est une blancheur immaculée, presque aussi pure que la neige qui vient de tomber juste au-dessus, sur les hauteurs du mont Sinjar, nef de pierre de quarante kilomètres de long, émergeant des plaines du nord de l'Irak, où l'hiver est aussi rude que l'été est ardent.

Cette blancheur est celle d'un crâne. Ce crâne est une énigme. Il ne reste rien, ni derme, ni cheveux. À qui appartient-il ? À quand remonte le décès ? Sans expertise, pas de réponse possible. Il repose, solitaire, sur de la terre, meuble, tout juste retournée : on vient de creuser là une tombe de fortune. Personne ne sait qui elle abrite, pas même Elias Hajji, un milicien yazidi nouveau comme un vieil arbre. D'un geste, il montre une vallée qui descend du mont Sinjar : « On a retrouvé des ossements là-bas. On ne sait pas quoi en faire. On les rassemble sur cette tombe. On attend l'arrivée d'une équipe internationale. »

Là-bas, c'est le fond de la vallée. Elias s'y dirige. Il connaît parfaitement l'endroit : il y est né, en 1969, dans un village qui n'existe plus, rasé par les autorités irakiennes en 1975. Les maisons sont parties, le nom est resté : Qeneh.

**« J'ai cherché mon frère, j'ai cherché mon père. Ils étaient morts. Pendant une heure, je suis resté, sans savoir quoi faire. Je pleurais, simplement »**

FAWWAZ, UN SURVIVANT

Elias s'arrête. Le silence est total. La pluie et la neige de la veille ont lavé l'atmosphère. La lumière du couchant dore un paysage biblique, une terre nue recouverte de pierres. Aux pieds d'Elias, un monticule, long de quinze mètres, large de deux. Dessus, d'autres ossements, blanchis par le soleil irakien. Ici, selon Elias, reposent les corps d'environ 80 yazidis massacrés par l'État islamique. Ils ont été massacrés sous les yeux du milicien, le 3 août 2014.

Ce jour-là, les obus tombent, les mortiers tonnent, les balles sifflent, le sol vibre, les blindés s'approchent, l'État isla-



Elias Hajji a été le témoin du massacre des yazidis par les djihadistes du groupe État islamique. A. YAGHOBZADEH

mique attaque. Les pechmergas, les combattants kurdes irakiens, sont les premiers à fuir. Les yazidis se retrouvent seuls, presque sans armes. Que faire contre ces pirates des sables, supérieurement armés, bien entraînés ? Fuir.

Elias avait réussi à mettre sa famille à l'abri dans les hauteurs du mont Sinjar, ou Shengal, pour les yazidis, kurdophones. Cette montagne est sacrée, pour eux. Leur religion, une survivance des temps anciens, est un syncrétisme de cultes zoroastriens, chrétiens, musulmans. Ces croyances ésotériques suffisent à en faire des adorateurs du diable, pour les djihadistes.

En redescendant, Elias se trouve bloqué. Les djihadistes fêtent leur victoire, sur la route qui longe le bas de la montagne. Où aller ? Comme s'il obéissait à un appel ancien, mystérieux, le milicien se dirige, avec quelques compagnons armés, vers leur ancien village, Qeneh.

Environ une quarantaine de familles s'y trouvent. L'endroit est à l'écart de la route ; ils sont venus y attendre la fin de l'orage et peut-être, le retour des pechmergas. Mais les djihadistes, sont déjà plus bas, vers l'entrée de la vallée - une dizaine de véhicules, une trentaine d'hommes armés. Ils attendent. Elias et ses compagnons restent en hauteur. Parmi les familles, son neveu, Fawwaz Safin, 22 ans à l'époque.

Un groupe de djihadistes vient à la rencontre des yazidis. L'un d'entre eux se présente : Abou Nour. « Convertissez-vous à l'islam, et vous serez épar-

gnés. » Un vieux yazidi arabophone répond : « Si l'islam accepte que vous nous convertissiez de force, alors oui. Sinon, n'attendez rien de nous. »

Le temps passe. Abou Nour revient : « Les hommes de plus de 14 ans, mettez-vous d'un côté. Les femmes et les enfants, de l'autre. » Dans ce tourbillon de drames, un drame se noue : quatre jeunes ont été mis avec les hommes. Le vieux yazidi plaide leur cause. Abou Nour, le djihadiste, tâte les épaules des enfants : « Pour nous, ce sont des adultes. Ils restent avec les hommes. »

Les hommes marchent dans le creux de la vallée. Parmi eux, Fawwaz. « Je voulais fuir. On chuchotait. On voulait essayer. Mais personne n'a bougé. » Au-dessus de lui, son oncle Elias voit tout.

Le temps passe. Une éternité, peut-être deux - une heure, peut-être deux. Puis, les djihadistes tirent. Ça dure

**« La contamination des preuves peut vraiment rendre difficile le travail d'identification »**

DONATELLA ROVERA, AMNESTY INTERNATIONAL

longtemps, cinq ou dix minutes. Fawwaz s'effondre, fait le mort, se croit mort, peut-être. Des corps tombent sur

lui. Les tirs cessent. Fawwaz entend la voix d'Abou Nour : « Ne laissez pas de survivants. » Elias tente de tirer. Les djihadistes répondent avec un canon léger. Elias fuit.

Aujourd'hui Fawwaz vit, et pourtant il est mort. Tout est ombre, chez lui. Ombre d'un regard, ombre d'un sourire.

C'est ainsi que s'est passé le massacre de Qeneh, selon les témoignages recueillis, et les indices relevés. Mais de preuves, point ; ou pas encore. Il manque des équipes pour venir creuser et analyser les charniers. En attendant, les charniers ne sont pas gardés. Les corps sont déplacés, des charniers, piétinés, des morceaux disparaissent, les lieux sont contaminés. Sur les six charniers visités par *Le Figaro*, un seul est gardé

par les pechmergas.

Hussein Qasim Hasoon se sent bien seul, à la tête de la commission pour la reconnaissance du génocide contre les Kurdes yazidies. Selon lui, du 3 au 15 août 2014, entre 1 300 et 2 000 personnes ont été tuées par les djihadistes parce que yazidies. Pour lui, il y a 11 charniers au nord du mont Sinjar, dix charniers au sud. D'autres restent à découvrir. « Je suis presque tout seul. Je n'ai pas de moyens. Je me tue à répéter qu'il faut protéger les charniers. Personne n'agit », dit M. Hasoon, qui tente d'appeler à l'aide la Cour pénale internationale - mais l'Irak n'a pas signé le statut de Rome, qui permettrait à la Cour d'intervenir.

D'autres experts peuvent venir - mais il faut que la zone soit sécurisée. Or

les djihadistes rôdent toujours dans les environs de Sinjar. La nuit, les routes sont à peine gardées par les pechmergas. « La façon dont les charniers de Sinjar sont traités est une honte absolue, exactement le contraire de ce qui devrait être fait. La contamination des preuves peut vraiment rendre difficile le travail d'identification », selon Donatella Rovera, d'Amnesty International, qui réclame une investigation digne de ce nom. Il suffit simplement d'interdire l'accès aux charniers en attendant l'arrivée d'experts. Rien n'est fait en ce sens. Après avoir été abandonnés, les yazidies voient leur mémoire, littéralement, piétinée. ■

## L'opposition syrienne fait taire ses divisions pour négocier avec Damas

A Riyad, les principales factions rebelles se sont mises d'accord sur un texte proposant une transition et le départ de Bachar Al-Assad

RIYAD - envoyé spécial

L'opposition syrienne et ses parrains préparent une possible reprise des négociations avec le régime de Damas. Réunis mercredi 9 et jeudi 10 décembre à Riyad, une centaine de délégués, représentants des principaux courants de la rébellion, sont parvenus à élaborer une plateforme commune et à former un comité de supervision de ces pourparlers. La déclaration de Vienne, adoptée fin octobre par dix-sept pays, dont les États-Unis, la Russie, l'Arabie saoudite, l'Iran et les puissances européennes, fixaient au début du mois de janvier la relance des négociations inter-syriennes, au point mort depuis l'échec de la conférence de Genève en février 2014.

Enfermés pendant quarante-huit heures dans un palace de Riyad transformé en blockhaus, les opposants syriens ont réussi à faire taire leurs divisions en un temps record. Le communiqué final affirme que les participants sont « prêts à entrer dans des négociations avec des représentants du régime sur la base de la déclaration de Genève 1 » ; un plan de transition datant de juin 2012, tout en spécifiant que le départ de leur ennemi numéro un, le président

syrien Bachar Al-Assad, devra intervenir « au début » de cette événementielle transition.

En réponse à la communauté internationale, qui redoute qu'une chute du dictateur syrien ne fasse le jeu des factions les plus extrémistes de l'insurrection, comme le Front Al-Nosra (la branche syrienne d'Al-Qaïda) et l'organisation Etat islamique, la déclaration commune appelle à la création en Syrie d'un Etat « civil » inclusif et démocratique. Le texte a été ratifié non seulement par la Coalition nationale syrienne (CNS), la principale formation anti-Assad en exil, mais aussi par le Comité national de coordination des forces de changement démocratique (CNCCD), le rival de gauche de la CNS, composé d'opposants de l'intérieur, souvent laïcs et hostiles à la militarisation de la révolution, ainsi que par des émissaires des principaux groupes armés.

### « Identité musulmane »

Parmi ceux-ci figuraient des représentants de l'Armée syrienne libre (ASL), la branche modérée de la rébellion, mais aussi de Jaïsh Al-Islam (« l'armée de l'islam ») et Ahrar Al-Sham, les deux coalitions militaires les plus puissantes, d'inspiration salafiste. Jusque-là, jamais ces groupes armés ne s'étaient ralliés de manière

**Moscou ne cesse d'affirmer que l'opposition est trop morcelée et radicale pour constituer une alternative**

aussi ouverte à un projet de règlement politique de la crise syrienne : « Qui aurait pu imaginer qu'un jour Ahrar Al-Sham et la CNCCD siègeraient à la même table ? », se réjouit Abdul Ahad Astepho, un cadre de la CNS. Pour les impliquer dans les possibles discussions de janvier et s'assurer qu'en cas de cessez-le-feu, l'une des dispositions de la déclaration de Vienne, celui-ci ne s'effondre pas aussitôt déclaré, les groupes armés syriens ont obtenu un tiers des 34 sièges du comité chargé de désigner les négociateurs.

Signe de la fragilité de l'accord de Riyad, Ahrar Al-Sham a d'abord annoncé qu'il se retirait de la réunion, parce que « l'identité musulmane » de la Syrie n'était pas assez prise en compte à son goût, avant que son représentant ne se décide à signer le texte. C'est le signe de tensions au sein de cette formation rebelle : d'un côté les politiques, qui veu-

lent éviter que celle-ci ne soit inscrite sur la liste des organisations terroristes syriennes que la Jordanie a été chargée de dresser, de l'autre côté les militaires, qui sur le terrain, se retrouvent souvent à collaborer avec le Front Al-Nosra.

Les parrains de l'opposition syrienne, faisant le pari que l'accord de Riyad continuera malgré tout à tenir, l'utilisent désormais pour faire pression sur la Russie. Protecteur de Damas, Moscou ne cesse d'affirmer que l'opposition syrienne est trop morcelée et radicale pour constituer une alternative crédible au président Assad. La diplomatie russe insiste sur la nécessité de boucler au plus vite la liste des organisations terroristes, qui seront exclues de tout cessez-le-feu.

Des consultations sont prévues en début de semaine prochaine, à Paris et Moscou, entre le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et ses homologues russes et français. L'objectif est de préparer le terrain à une nouvelle grande conférence, sur le modèle de celle de Vienne, qui pourrait se tenir vendredi 18 décembre à New York et ouvrir la voie à la reprise des pourparlers de paix. ■

BENJAMIN BARTHE

En marge de la lutte contre l'EI

# Turcs et Kurdes irakiens : les raisons d'une étrange alliance

**Alors que le gouvernement d'Erdogan a envoyé plus d'une centaine d'hommes pour entraîner des combattants kurdes, le gouvernement irakien proteste vivement contre ce qu'elle qualifie d'atteinte à sa souveraineté.**



Alain Rodier

*Alain Rodier, ancien officier supérieur au sein des services de renseignement français, est directeur adjoint du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). Il est particulièrement chargé de suivre le terrorisme d'origine islamique et la criminalité organisée.*

www.atlantico.fr

10 décembre 2015

**Atlantico : après avoir abattu un avion Russe, la Turquie envoie des troupes dans le nord de l'Irak. Peut-on dire que la Turquie suit ses intérêts sans se soucier de ce qui l'entoure ? N'est-elle pas en train de se brouiller avec ses voisins ?**

**Alain Rodier** : il convient de ne rien exagérer. Si le signe est fort, la Turquie avait déjà des troupes dans le nord de l'Irak et personne n'y voyait rien à redire. Je parle de différentes bases situées à une trentaine de kilomètres de la frontière turque dans la région de Dohuk. Elles regroupent en permanence quelques 2 000 hommes et des chars de bataille. De plus, régulièrement, l'armée turque effectue des incursions au Kurdistan irakien pour y pourchasser le PKK mettant en avant un "droit de poursuite". Le renforcement qui a été à l'origine de la protestation de Bagdad ne comportait que 500 militaires, certes équipés de chars de bataille, ce qui fait toujours un peu de bruit.

Ce qui irrite profondément Bagdad, c'est que le camp de Bashiqa qui a été renforcé (et où étaient déjà présents des instructeurs des forces spéciales turques) est un soutien direct à Atheel Al-Nujaifi, l'ancien gouverneur de Mossoul démis de ses fonctions par le pouvoir irakien. De plus, si l'Irak a effectivement demandé une assistance internationale pour lutter contre Daesh, une partie des conseillers rejoignant les peshmergas kurdes, il n'a jamais été question de faire appel aux Turcs qui sont venus "à leur initiative". Il est vrai que cela s'est fait avec l'accord plus ou moins tacite du gouvernement régional du Kurdistan dont le président est Massoud Barzani. L'autonomie, pour ne pas dire l'indépendance de ton irrite au plus haut point Bagdad qui voit une partie de son territoire lui échapper. Mais, regardons les choses en face : la réalité d'un "État" irakien centralisé a disparu depuis la première guerre du Golfe en 1991. Le pays est, de fait, coupé en deux (en trois aujourd'hui si l'on prend les zones sunnites). Tout retour en arrière est impossible. Bien sûr, tout cela pourra faire l'objet de négociations où la fiction d'un "État fédéral" sera avancée.

**Il y a-t-il des intérêts pétroliers ou territoriaux pour la Turquie au nord de l'Irak ?**

Oui et non. Les puits de pétrole sont bien situés au Kurdistan irakien, particulièrement dans la région d'Erbil. Mais je pense que les Turcs ont renoncé depuis longtemps à occuper cette région pour en récupérer l'exploitation des hydrocarbures. Ils préfèrent laisser cela aux Kurdes irakiens et se contenter d'assurer son acheminement vers le Golfe d'Iskenderun tout en prélevant un juteux pourcentage.

Quel est la première préoccupation de la Turquie ? Combattre l'EI ou s'assurer la maîtrise du problème Kurde ?

La préoccupation principale et prioritaire de la Turquie est de tenter de maîtriser le problème kurde. Ankara a été contraint, depuis la première guerre du Golfe en 1991, d'accepter une zone autonome kurde en Irak du Nord. Sa hantise est qu'une pareille chose soit pérennisée en Syrie du Nord, ce qui est d'ailleurs en train de se faire.

**Le problème kurde n'est pas limité à la Turquie et à l'Irak.**

Quand nous parlons "du problème kurde", il serait plus juste de parler "des problèmes kurdes". Pour faire simple, les Kurdes sont répartis sur

quatre États, la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. A tour de rôle, chaque pays a joué les Kurdes contre les intérêts de ses voisins. Par contre, tous les quatre refusaient systématiquement la création d'un "État" kurde situé à cheval sur les frontières. Depuis le début de la révolte en Syrie en 2011, Damas semble être moins à cheval sur ce principe n'ayant d'ailleurs plus les moyens d'intervenir au nord du pays. Je rappelle que les Kurdes syriens ne se sont pas opposés directement au régime de Damas. C'est ce dernier qui a retiré volontairement ses forces pour les consacrer à d'autres fronts jugés plus vitaux pour la survie du régime.

Les Kurdes eux-même ne sont pas unis. Rien qu'en Irak, il y a le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, mais aussi l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Le président irakien, Fouad Massoum appartient à l'UPK. Ce dernier mouvement entretient les meilleures relations avec Téhéran alors que le PDK est plutôt tourné vers Ankara (et vers le Kurdistan syrien dit le Rojava). Enfin, il y a les marxistes léninistes du PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan), même si l'idéologie initiale s'est fortement amoindrie au profit d'un nationalisme plus marqué.

Ils ont des alliés en Iran (le PJAK) et en Syrie (le PYD). Globalement considéré comme un mouvement terroriste par la communauté internationale, le PKK vole de leurs propres ailes se faisant parfois "gronder" par le PDK et l'UPK. En fait, il intervient directement en Syrie et en Irak avec l'assentiment plus ou moins assumé des Occidentaux (mais pas des Turcs). Il n'en reste pas moins que leurs bases arrière se trouvent toujours implantées sur les contreforts du mont Qandil situé en Irak du Nord à proximité des frontières iranienne et turque. Cette situation géographique privilégiée fait qu'ils sont bombardés alternativement par les Turcs et les Iraniens.

Aujourd'hui, le grand espoir du PKK via le PYD, est de constituer une entité unie le long de la frontière syro-turque. Les cantons de Cizre et de Kobané à l'est sont déjà jointifs. Il faut maintenant assurer la liaison avec celui d'Efrin. Ankara s'y refuse obstinément et affirme que le franchissement de l'Euphrate (depuis Kobané) vers l'ouest constituerait un casus Belli.

**Le président du gouvernement régional irakien du Kurdistan, Massoud Barzani, est en visite en Turquie. Quels sont les enjeux de cette rencontre ?**

En tant que vieil ami de la Turquie, Massoud Barzani va tenter de calmer les choses à la mode diplomatique. Il va faire l'intermédiaire avec Bagdad, assurer Ankara que le PKK n'a pas droit de cité (du moins officiellement) en Irak du Nord et vérifier que son pétrole continue à transiter normalement par la Turquie. Attention, il ne s'agit pas là de trafics mais d'un commerce tout à fait officiel même si le gouvernement de Bagdad voit avec peine cette manne lui échapper.

La recomposition du Proche-Orient est en marche. C'est pour l'instant une catastrophe pour tous les pays de la zone et pour les populations qui sont en première ligne. Les seuls qui parviennent à en tirer des bénéfices pour l'instant, ce sont les Kurdes. Encore faudrait-il qu'ils parviennent à mieux s'entendre entre eux. Il ne faut pas non plus oublier que certains d'entre eux, même s'ils sont très minoritaires, servent sous la bannière noire des salafistes djihadistes! Enfin, ne nous faisons pas trop d'illusions: les Kurdes combattent (très bien) pour la défense de leurs intérêts. Mais il est hors de question pour eux de s'engager en dehors de leurs zones de peuplement en Syrie comme en Irak.

Enfin et pour conclure, il n'est pas impossible que le PYD ne reçoive dans les mois à venir un coup de pouce de la part des Russes. La seule chose qui bloque, c'est que le PYD ne peut accepter officiellement l'aide simultanément de Washington et de Moscou. Les Américains risqueraient de se vexer et de couper les ponts. ♦

## La Turquie retire des forces déployées en Irak

Abdel Hamid Zebari et Gokan Gunes / AFP, à Erbil et à Istanbul le 15 décembre 2015  
www.ledevoir.com

Les militaires turcs récemment déployés dans le nord de l'Irak et dont Bagdad exigeait le retrait ont quitté lundi la zone, un mouvement qui pourrait permettre d'apaiser la tension entre les deux pays.

« L'armée turque s'est retirée à l'aube » du camp de Bachiqā à proximité de la deuxième ville irakienne, Mossoul, a indiqué lundi le parlementaire irakien Salem al-Chabaki. « Des témoins ont vu les soldats partir en direction de la frontière turque », a-t-il ajouté, en précisant que seuls des militaires formateurs étaient restés sur les lieux.

Le nombre exact de soldats ayant quitté ce camp où un contingent de 150 à 300 soldats et d'une vingtaine de véhicules blindés avaient été envoyés il y a dix jours, n'a pas été dévoilé. Ankara avait affirmé qu'il s'agissait simplement de renforts dépêchés pour assurer la protection des conseillers militaires turcs chargés d'entraîner des combattants irakiens dans la lutte contre le groupe État islamique (EI), qui contrôle Mossoul.

Bagdad avait protesté plusieurs



Des combattants kurdes près de Mossoul, le 16 août 2015

jours durant, affirmant ne pas avoir donné son aval à ce déploiement et en appelant à l'ONU au nom de sa souveraineté nationale.

### UN GLISSEMENT

« Il y a eu un glissement des forces », a déclaré lundi le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, lors d'un entretien à la chaîne de télévision A Haber. « Nous avons fait ce qu'il était nécessaire de faire sur le plan militaire », a-t-il poursuivi, tout en précisant que les soldats turcs « continueront d'être présents là-bas ».

Selon le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, « le nombre de nos soldats à Bachiqā et dans le nord de l'Irak peut augmenter ou diminuer en fonction des besoins. Notre but est d'accroître

la capacité [militaire] de l'Irak contre Daech [groupe EI] ».

L'agence progouvernementale turque Anatolie citait lundi des sources militaires affirmant qu'« une partie des troupes turques stationnées à Bachiqā étaient parties vers le nord dans le cadre d'un nouveau dispositif », parlant d'un « convoi de 10 à 12 véhicules, dont des chars », mais sans préciser le nombre de soldats concernés.

La Turquie forme depuis plusieurs mois des combattants kurdes irakiens, les peshmergas, et des volontaires irakiens antidjihadistes, dans ce camp.

### TENSIONS

Au nord de Mossoul, près de Dohouk dans le Kurdistan irakien,

des témoins ont affirmé avoir vu du matériel militaire turc acheminé par camion vers le nord et la frontière turque. « J'ai vu ces véhicules, ils transportaient des armes lourdes avec des drapeaux turcs dessus », a dit un témoin sous le couvert de l'anonymat.

« Vers 6 h ce matin, j'ai vu des camions qui transportaient des chars et des véhicules blindés turcs vers le poste-frontière Ibrahim Khalil », qui sépare l'Irak de la Turquie dans le nord de la province de Dohouk, a raconté un autre témoin qui n'a pas voulu être identifié.

Ce déploiement a donné lieu pendant plus d'une semaine à une passe d'armes entre les deux pays, la Turquie appelant ses ressortissants à quitter l'Irak et son président, Recep Tayyip Erdogan, affirmant notamment qu'un retrait des troupes déployées à Bachiqā était « hors de question ».

De son côté, le premier ministre irakien, Haider al-Abadi, avait lancé un ultimatum — non respecté — à Ankara et même la plus haute autorité chiite du pays, l'ayatollah Ali Sistani, s'en était mêlé.

Après un déplacement à Bagdad la semaine dernière du vice-ministre turc des Affaires étrangères et du chef des services de renseignements turcs, le premier ministre, Ahmet Davutoglu, avait affirmé qu'un accord avait été trouvé sur une « réorganisation » du déploiement, sans en préciser les contours. ♦

## Près de 200 djihadistes tués dans une offensive dans le nord de l'Irak

18 décembre 2015 (AFP)

Près de 200 djihadistes ont été tués cette semaine dans une offensive dans le nord de l'Irak, finalement repoussée par les forces kurdes peshmerga avec l'aide de bombardements de la coalition, a indiqué vendredi un porte-parole militaire américain.

L'équivalent d'un bataillon de djihadistes, « peut-être 500, peut-être un peu moins », a attaqué les lignes des forces kurdes peshmerga mercredi dans la province de Ninive, selon le colonel Steve Warren, qui s'exprimait par vidéoconférence depuis Bagdad.

Les djihadistes ont réussi dans un premier temps à « pénétrer » dans les zones tenues par les forces kurdes, près, notamment, de Tal Aswad, Bachiqā et Nawaran, avant d'être repoussés définitivement jeudi, a indiqué le porte-parole.

Des avions de « cinq nations » de la coalition sont venus en aide aux forces kurdes, larguant « près de 100 munitions à guidage de pré-



Les forces kurdes ont repoussé une attaque des djihadistes de Daech dans le nord de l'Irak. SAFIN HAMED / AFP

cision » pendant la bataille.

Ces bombardements à eux seuls ont tué « près de 200 » djihadistes, « environ 187 selon le dernier décompte », a indiqué le porte-parole. ●

# A Sinjar, le timide retour des réfugiés yézidis

## Les forces kurdes ont repris la ville irakienne mi-novembre, après quinze mois d'occupation par l'Etat islamique

### REPORTAGE

SINJAR (IRAK) - envoyé spécial

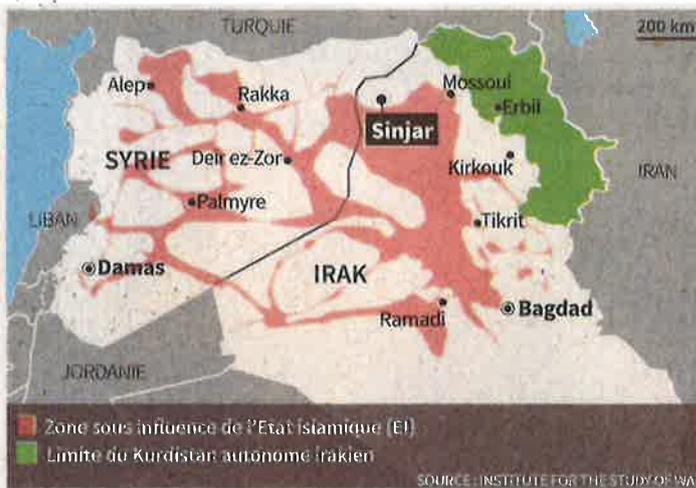
**D**ans une remise ouverte sur une rue saccagée, Mahmoud a disposé sur des rayonnages de fortune quelques produits alimentaires bas de gamme. A Sinjar, il est l'un des premiers à avoir rouvert un commerce après que les forces kurdes d'Irak et de Turquie et leurs alliés yézidis respectifs ont pris possession de la ville, le 13 novembre. Mettant fin à quinze mois d'occupation par l'organisation Etat islamique (EI), ils ont pris le contrôle d'une ville déserte, dévastée par les frappes aériennes de la coalition qui leur ont ouvert la voie. Détaillant des cigarettes de contrebande, du crédit téléphonique, des biscuits iraniens, du whisky jordanien et des canettes de bière hollandaise con-

trefaite, Mahmoud a de quoi agrémente les rations quotidiennes de riz et de thé des hommes en armes qui vaquent et se croisent incessamment dans les ruines de Sinjar. C'est à eux et à leurs diverses milices que la cité appartient désormais.

#### Crimes de masse

«Les clients sont surtout des militaires. Personne ne peut revenir habiter ici pour l'instant», dit-il. Lors de leur offensive contre Sinjar en août 2014, les djihadistes de l'EI se sont rendus coupables des crimes de masse à l'encontre de la communauté yézidie, non musulmane et majoritaire dans les environs de la ville, massacrant les hommes et réduisant en esclavage les femmes et les enfants qui n'avaient pu leur échapper. Yézidi lui-même, Mahmoud, 23 ans, avait alors dû fuir son village et

abandonner ses études. Il travaille maintenant quelques heures par jour au comptoir de cette échoppe exigüe, envahie par les mouches. «Ce sont nos voisins musulmans qui sont responsables de ce qui s'est passé. Ils se sont ralliés à l'EI et nous ont trahis. On ne pourra plus jamais vivre avec eux à nouveau, ni revenir pour de bon



sur nos terres tant qu'ils vivront autour de nous.»

Malgré l'avancée des forces kurdes, plusieurs districts yézidis dépendant de Sinjar sont toujours aux mains des djihadistes. Certains ne sont qu'à une dizaine de kilomètres au sud de la ville, mais leur libération n'est pas encore envisagée par les forces kurdes. «La reprise de Sinjar n'a rien changé pour moi, Daech contrôle toujours mon village», raconte avec amertume Aram, un jeune yézidi qui a trouvé à s'employer comme homme à tout faire pour la branche locale du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), principale autorité dans la zone.

Si pour beaucoup, l'heure n'est nullement au retour, l'abandon de Sinjar par les djihadistes a permis à de nombreux réfugiés yézidis de venir se servir dans les maisons désertes des sunnites. Autrefois majoritaires dans la ville, ils ont quitté les lieux avec les djihadistes. Marquées du caractère arabe «sin» par l'administration de l'EI pour les préserver d'un premier pillage djihadiste en août, leurs propriétés constituent maintenant des cibles désignées.

Dans les rues, les pick-up des miliciens kurdes et yézidis croisent régulièrement des véhicules civils chargés d'appareils électroménagers, de literie et occasionnellement d'appareils de musculation, de tricycles ou de plantes synthétiques. Leur flux constant re-

monte vers les hauteurs du mont Sinjar et au-delà, vers les camps de réfugiés du Kurdistan irakien. Mashal Haidar, la quarantaine, habitant yézidi de la région de Sinjar, a arrêté à la sortie de la ville sa camionnette chargée de mobilier de cuisine. «L'EI nous a tout pris, notre terre, notre honneur, nos proches. Je n'ai plus rien, je peux bien prendre ce que je trouve dans les maisons des musulmans. De toute façon, ceux qui sont restés ici étaient forcément des partisans de Daech», justifie-t-il.

Mashal dit avoir emprunté 8 500 dollars (7 730 euros), pour acheter par un intermédiaire la libération de sa mère et de deux de ses sœurs, capturées par l'EI. En

revanche, il dit être resté sans nouvelle de sa fille adolescente, toujours aux mains des djihadistes. Pour lui, la libération de Sinjar est un événement dérisoire: «Vous pouvez bien me donner Sinjar ou tout le Kurdistan, ça m'est égal. Je veux ma fille, c'est tout.»

Sur les bords de la route en lacets qui mène au mont Sinjar, des tables de pique-nique en ciment imitation bois, vestiges d'une paix qui paraît bien lointaine, voisinent avec des carcasses de voitures retournées et des tas de vêtements terreux. Ce sont des traces de l'exode des yézidis, qui avaient fui l'avancée de l'EI en août 2014 en se réfugiant vers les hauteurs. Nombreux sont ceux qui n'ont toujours pas quitté la montagne.

**L'abandon de Sinjar par l'EI a permis à de nombreux réfugiés yézidis de venir se servir dans les maisons désertes des sunnites**

Les pâturages du mont Sinjar sont toujours couverts de tentes blanches et d'abris de fortunes.

Dans le petit jardin qu'il a aménagé devant la sienne, Amin Elias, 23 ans, vêtu d'un pantalon de sport et d'un maillot du FC Barcelone, a perdu le compte du temps qu'il a passé dans ce camp. Il exclut pourtant tout retour vers les villages de la plaine. Comme beaucoup de yézidis, Amin ne fait pas confiance aux forces kurdes qui ont pris possession de la région. Le seul espoir qui lui reste est l'inconcevable déploiement d'une force internationale vouée à garantir la protection de Sinjar. «La montagne nous a sauvés, je ne retournerai pas chez moi tant qu'il n'y aura pas de frontières entre nous et les musulmans.» ■

ALLAN KAVAL

REUTERS

# Iraq's Kurdistan region takes small step toward economic reform

ERBIL, Iraq / Decembre 23, 2015 / reuters

**THE GOVERNMENT of Iraq's Kurdistan region has unveiled spending cuts in a tentative step toward tackling an economic crisis that officials say poses a greater threat than Islamic State.**

The Kurdistan Regional Government (KRG), which is three months in arrears and deeply in debt, has been struggling since early 2014 when the Baghdad government slashed its funding, halting a boom fueled by Iraq's growing oil revenues.

Then Islamic State overran a third of Iraq, scaring off foreign investors and driving more than one million refugees into Kurdistan.

Unveiled earlier this week, the spending cuts will include cutting allowances of ministers and other officials by as much as 50 percent, and eliminating perks such as paying the rent and electricity bills of senior civil servants.

But two Kurdish lawmakers, Farsat Sofi and Goran Azad, who presented a report on the economy to the cabinet earlier this month, said the reforms, which are due to come into force at the start of next year, needed to go much further.

"Those decisions should have been made sooner and they concern reducing expenses rather than real economic and administrative reform," said lawmaker Goran Azad. "The government has only two options: either to reform or cease to function."

Both Sofi and Azad said the amount saved through the measures would be negligible compared to the scale of the problem, and expected more changes to be introduced in the coming weeks.

The lawmakers said the KRG has now racked up roughly \$18 billion in debt and is unable to meet a bloated public payroll costing 870 billion dinar (\$793 million) per month, including the salaries of its armed forces, the peshmerga.

The peshmerga have emerged as a key component of the U.S.-led coalition's strategy to "degrade and destroy" Islamic State, driving the insurgents back in northern Iraq with the help of airstrikes.

Speaking of the multiple challenges facing Kurdistan, Deputy Prime Minister Qubad Talabani said earlier this month: "But of all of these crises, the one that poses the most significant threat to the long-term



Iraqi Kurdistan cabinet. Photo: KRG

future of Kurdistan... is the economic crisis."

The autonomous region ran a budget deficit of nearly 8 trillion dinars in 2014, Talabani said, predicting a smaller but still considerable shortfall of 2-3 trillion dinars this year.

Dependent on oil revenue, Kurdistan has increased independent exports to more than 600,000 barrels per day in an effort to cover the gap, but the price of crude has fallen below \$40 per barrel, on top of which the KRG sells at a discount.

Talabani also said the first priority was to "restructure" the region's salary and pensions scheme, which currently consumes 70 percent of Kurdistan's entire budget. The second and third priorities are to reduce subsidies for petroleum products and electricity sector, he said.

Lawmaker Sofi said the KRG should also root out thousands of "ghost employees" -- people who are on the public payroll but do not go to work.

The new measures will be a major test for the KRG as true reform will have to take on corruption, Azad said.

"It won't be easy because reform harms the interests of a group of people in positions of power and influence, so they will create obstacles," Azad said. "If they don't reform, it will harm their own interests and those of the nation." ◊

VOICE of AMERICA

December 25, 2015

## Army: 7 Killed in Turkish Military Clash With Kurdish Militants

Dec. 25, 2015 / Reuters  
www.voanews.com

**DIYARBAKIR**—Turkish troops killed six Kurdish militants in a clash in the restive southeast and one of three soldiers wounded in the firefight died in hospital, the armed forces said in a statement on Friday.

Since a two-year ceasefire between Kurdistan Workers Party (PKK) militants and Ankara fell apart in July, the mainly Kurdish southeast has been plunged back into a three-decades-old conflict which has killed more than 40,000 people.

The latest clash erupted on Thursday evening in the town of Cizre, near the Syrian border, which has witnessed intense fighting since

a round-the-clock curfew was declared there and in the nearby town of Silopi near the Iraqi border 12 days ago.

Further north in the region's largest city of Diyarbakir, part of which is also under curfew, three Kurdish rebels were killed in clashes with police on Thursday, according to security sources.

According to data from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), at least 38 civilians have been killed during the latest security force operations, backed by tanks and thousands of troops. State media says 168 PKK militants have been killed.

Since the PKK launched its insurgency in 1984, fighting has been largely focused in the countryside, but the latest conflict has been



Militants of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, stand in a bunker in Sirnak, Turkey, Dec. 23, 2015.

focused in urban areas, where the PKK youth wing has set up barricades and dug trenches to keep security forces out.

The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union. Ankara launched a peace process with the group's jailed leader Abdullah Ocalan in late 2012 but the talks ground to a halt early this year. ♦

# ISIS' debt to Saddam Hussein

Kyle W. Orton

**WIRRAL, ENGLAND** Whom should we blame for the Islamic State? In the debate about its origins, many have concluded that it arose from the American-led coalition's errors after the 2003 invasion of Iraq. But the groundwork for the emergence of the militant jihadist group was laid many years earlier — by the government of Saddam Hussein.

The Arab nationalist Baath Party, which seized power in 1968 by a coup in which Mr. Hussein played a key role, had a firmly secular outlook. This held through the 1970s, even as religiosity rose among the Iraqi people. But after Mr. Hussein invaded Iran in 1980, it began to change.

In 1986, the Pan-Arab Command, the Baath Party's top ideological institution, formally reoriented Iraq's foreign policy toward an alliance with Islamists — the first clear deviation from secular Baathism. The shift was accompanied by a domestic "Islamization," with the regime media describing the war against Iran as a "jihad."

**The group was born when the desperate dictator turned to religion to shore up his shaky regime.**

The changes accelerated after 1989 when Michel Aflaq, the Christian founder of the Baath Party, died, and Mr. Hussein claimed that Mr. Aflaq had converted to Islam. Alive, Mr. Aflaq was a bulwark against Islamization; as a dead convert, he could baptize a new direction.

The campaign of Islamization intensified after Iraq's defeat in Kuwait in 1991 and the subsequent Shiite revolt. And in 1993, Mr. Hussein abandoned the last vestiges of Baath secularism when he initiated the Faith Campaign.

In some respects, Mr. Hussein's government was following rather than leading public opinion, as Iraqis fell back on their faith for solace under the harsh international sanctions. But what began as a cynical attempt to shore up support, as the regime retreated to its Sunni tribal base, took on a life of its own, transforming Iraq into an Islamist state and imposing lasting changes on Iraqi society.

The government imposed a version of Shariah law: Thieves had their hands cut off, homosexuals were thrown from rooftops, and prostitutes were publicly beheaded. Mosques were built, Quran study became a national focus and clerics gained new roles as community leaders.

The Faith Campaign's pro-Sunni tilt led to a final collapse of relations be-

tween the state and the Shiite population, heightening sectarian tensions. In the Sunni areas, though, the campaign eased strains between the regime and the "pure" Salafists. Their long opposition gave way to some members' serving in Mr. Hussein's administration, even though Mr. Hussein was warned by his intelligence chief that if the alliance continued, the Salafists would eventually supplant the regime.

Alongside the Faith Campaign, Mr. Hussein's regime created a system of cross-border smuggling networks to evade the sanctions. This funded a system of patronage, much of it distributed through mosques, that maintained militias like the Fedayeen Saddam directly loyal to the ruler, as a hedge against any repeat of the 1991 Shiite revolt. These networks, which are especially entrenched among the Sunni tribes of western Iraq, are now run by the Islamic State.

One of the less advertised aspects of the Faith Campaign was the infiltration of mosques by military intelligence officers. There was a trapdoor in this policy: With Baathism a spent force by the late 1990s, many of them slid into

Salafism. The security sector had been profoundly influenced by Salafism by the time Mr. Hussein's government fell.

It's true that disbanding the Iraqi Army after 2003 put professional soldiers at the service of the Sunni insurgency. It's also true that Al Qaeda in Iraq — the small, foreign-led nucleus of what became the Islamic State — used poorly run American prisons like Camp Bucca to recruit former regime elements. But those who assumed leadership roles in the Islamic State's military council had been radicalized earlier, under Mr. Hussein's regime. And when Al Qaeda in Iraq's leadership was nearly destroyed in 2008-10, these officers were the last men standing because of their counterintelligence and security skills.

It was these Salafized former military intelligence officers — led by Samir al-Khifawi, also known as Haji Bakr, who had joined the group in 2003 and rose to

counterintelligence and security skills.

It was these Salafized former military intelligence officers — led by Samir al-Khifawi, also known as Haji Bakr, who had joined the group in 2003 and rose to

be the so-called caliph's deputy, until he was killed in 2014 — who planned the Islamic State's dramatic expansion into Syria. There, they set up a Saddam Hussein-style authoritarian regime that was the launchpad for the jihadists' invasion of Iraq in 2014.

Far from holding down religious militancy and sectarianism, Mr. Hussein incubated them, preparing the ground for an armed Salafist movement. The tribes, criminal networks, militias and distributed weapons stores that the regime used to secure support laid the basis for a decentralized insurgency.

The Islamic State was not created by removing Saddam Hussein's regime; it is the afterlife of that regime.

**KYLE W. ORTON**, a Middle East analyst, is an associate fellow at the Henry Jackson Society, a London-based foreign policy think tank.





# Trois villes kurdes de Turquie devenues zones de guerre

Par Ragip Duran, à Istanbul —  
17 décembre 2015  
www.liberation.fr

**Le sud-est du pays, majoritairement kurde, et principalement les villes de Cizre, Silopi et Nusaybin, est depuis deux jours la cible des autorités.**

Tirs à l'arme lourde, perquisitions et ratissages mais couvre-feu imposé aux habitants. Depuis le 16 décembre, les autorités turques ont lancé de très vastes opérations dans le sud-est majoritairement kurde, visant principalement les villes de Cizre et Silopi, du département de Sîrnak, frontalière de la Syrie et l'Irak. L'armée assurait lundi matin avoir tué 123 rebelles du PKK, la guérilla kurde. Celle-ci en revanche ne reconnaît que la mort de «deux martyrs». L'ordre des médecins de Turquie et l'IDH, l'association de défense des droits de l'homme affirment qu'au moins 53 civils ont été tués par les forces de l'ordre.

Plus de 10 000 militaires et policiers ont été déployés, selon les médias, pour déloger de jeunes partisans du PKK qui ont transformé des quartiers entiers de ces deux villes, bastions de la rébellion kurde, en zone de guerre en érigeant des barricades et en creusant des tranchées. «Les policiers et les soldats masqués de cagoule noire cassent les portes des maisons, expulsent les habitants par la force et font des fouilles. Ils cherchent les guérilleros qui ne sont pas là», témoignait le 17 décembre Ferhat Encu, député HDP (Parti démocratique des peuples, 59 députés sur 550, kurdes et gauche) qui affirme que «des milliers de gens fuient Cizre» (135 000 habitants) et dénonce «un véritable nettoyage ethnique».

## «ERADIQUER» LE PKK

En tout, plus de 200 000 personnes ont fui les combats et ces villes devenues des zones de guerre. A Cizre comme à Silopi, les policiers et les forces spéciales ont réquisitionné l'ensemble des bâtiments



La police turque dispersant une manifestation à Diyarbakir, lundi.  
Photo Murat Bay. AP

scolaires de ces deux villes. Le ministère de l'Éducation nationale avait, dimanche dernier, par un SMS, invité l'ensemble du corps enseignant à quitter leurs écoles. «Alors que l'ouest du pays s'armuse avec le nouveau jeu vidéo Star Wars, l'orient du pays saigne à cause d'une vraie guerre», notait en fin de semaine Umur Talu, chroniqueur du quotidien Habertürk.

«Les opérations se poursuivront jusqu'à ce que l'ordre public soit rétabli», a déclaré le chef d'Etat-major Hulusi Akar venu ce week-end inspecter les opérations. Sur la lancée de la victoire de son parti aux législatives du 1er novembre, le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a clairement réaffirmé sa volonté «d'éradiquer» le PKK, actif depuis 1984. La guerre entre l'Etat et le PKK a fait en trente ans quelque 40 000 morts. Le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, a promis une action «ininterrompue» contre ce parti armé et ses ramifications dans les villes kurdes. «Il s'agit d'une opération pour rétablir la liberté», a-t-il lancé, invitant «les habitants à dénoncer les terroristes».

Dimanche il est revenu à la charge lors d'un meeting à Ankara : «Nous sommes face à une organisation barbare qui essaie d'instrumentaliser les jeunes afin de porter atteinte à la vie des gens et plonger le pays dans la guerre civile.» Cizre, Silopi et Nusaybin (district de Mardin, 120 000 habitants), où le même type d'opération a commencé, sont des villes historiquement connues comme les forteresses du PKK. Le HDP avait remporté dans ces trois villes en

moyenne plus de 70% des votes lors des dernières élections générales du 1er novembre.

## «L'AUTOGESTION N'EST PAS UN CRIME»

Les jeunes milices du YDG-H (le Mouvement des patriotes révolutionnaires, proche mais autonome du PKK) ont dressé des barricades dans les ruelles des «quartiers libérés» habités en majorité par les paysans expulsés de leurs villages et hameaux brûlés et détruits depuis la fin des années 90. «Armés de pistolets ou fusils légers, ils tentent d'empêcher l'entrée de la police ou des soldats avec des tanks, des véhicules blindés qui détruisent les maisons voire les mosquées, qui seraient selon eux des refuges pour la guérilla du PKK», explique Celal Baslangic, spécialiste du problème kurde. Les opérations des forces de l'ordre visent en premier lieu les militants du PKK, qui forment sur place les milices. Depuis la mi-août, les autorités ont imposé au moins quarante fois le cessez-le-feu dans 18 districts pour un total de 130 jours visant principalement Cizre, Silopi, Nusaybin, Lice (26 000 habitants) mais aussi dans le quartier de Sur, le district de Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien. Deux manifestants avaient été tués en milieu de semaine dernière alors qu'ils défilaient pour protester contre cette mesure. «Ces opérations et le recours systématique au couvre-feu représentent des punitions collectives inacceptables», s'insurge l'Association des droits de l'homme (IHD). «Même à l'époque du coup d'Etat militaire de 1980 et de l'état de siège, il n'y a eu nulle part dans le pays dix

jours consécutifs de couvre-feu», rappelle Faruk Balıkcı, correspondant à Diyarbakir du quotidien populaire Hurriyet.

Les «déclarations d'autogestion» lancées par les maires de certains districts kurdes de la région sont une des raisons de l'opération en cours menée par Ankara, qui considère ces «zones libérées» comme un défi ouvert à l'autorité de l'Etat et aux institutions de la République. «L'autogestion est un des objectifs de notre parti. Il s'agit d'une revendication politique et sociale. L'autogestion n'est pas un crime», rétorque Mithat Sancar, député HDP de Mardin et professeur de droit constitutionnel. Le PKK quant à lui durcit le ton. «Ankara refuse par la violence nos revendications : nous voulons l'autogestion et l'autonomie. Si l'Etat continue de répondre par la terreur à ces demandes nous commencerons à réfléchir à une séparation», a déclaré Murat Karayilan, le numéro 2 du PKK réfugié en Irak du nord au quotidien pro-kurde Ozgur Politika.

Les autorités turques sont toujours plus inquiètes de l'autonomie croissante du Rojava, le Kurdistan syrien, qui est sous le contrôle du PYD, Parti de l'union démocratique, la plus grande force armée qui lutte contre l'Etat islamique et qui est, selon Ankara organiquement liée au PKK turc. Le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan avait mis fin au processus de paix avec les Kurdes un peu avant les élections générales du 7 juin et durci encore la répression au courant, lançant une guerre contre le terrorisme qui visait l'EI mais plus encore la guérilla kurde. Le pouvoir turc comme dans les années 90, pouvait résoudre le problème kurde par des méthodes militaires. Il avait échoué à l'époque et la montée en puissance du mouvement kurde dans toute la région, aussi bien en Irak qu'en Syrie, a totalement changé la donne. La Turquie semble glisser inexorablement vers la guerre civile. Ancien bâtonnier de Diyarbakir, Sezgin Tanrikulu, député et vice-président de la principale formation de l'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate, 134 sièges au Parlement) s'inquiète de ce choix du tout répressif : «C'est le début d'une rupture grave entre Ankara et les Kurdes. Comment donc maintenant les citoyens kurdes peuvent-ils encore avoir confiance dans la République ?» ♦

# Comment le conflit syrien a empoisonné les relations turco-russes

Adrien Lelievre / Journaliste | 19/12/2015  
<http://www.lesechos.fr>

**L'avion militaire russe abattu par la Turquie le 24 novembre a mis en lumière l'antagonisme entre les deux pays au sujet de la guerre en Syrie, sur fond de rivalité géopolitique et de menaces de représailles économiques.**

Une poignée de main franche, des sourires complices et la signature d'une kyrielle d'accords commerciaux et de conventions. En cette journée nuageuse du 1er décembre 2014, les relations diplomatiques entre la Russie et la Turquie sont au beau fixe. Après le pape François, Vladimir Poutine est le deuxième chef d'Etat étranger à être reçu à Aksaray, le palais blanc de 200.000 mètres carrés de son homologue turc Recep Tayyip Erdogan. Un geste apprécié par le « sultan », élu quelques mois plutôt à la présidence après avoir occupé le poste de Premier ministre de 2003 à 2014.

Il est alors question de porter les relations commerciales entre Moscou et Ankara à plus de 100 milliards de dollars d'échanges par an en 2020, de construction d'une centrale nucléaire russe sur le site d'Akkuyu, dans la province de Mersin, et de coopération énergétique portée à un niveau inédit. Frappée de sanctions économiques depuis l'invasion de la Crimée et l'agression militaire dans l'est de l'Ukraine, la Russie voit dans la Turquie un partenaire commercial de premier plan, à qui elle peut notamment vendre son gaz naturel, dont Ankara est le deuxième importateur derrière l'Allemagne. Bref, tout est réuni pour que cette visite-éclair de Vladimir Poutine dans la capitale turque soit une réussite.

« Cette rencontre entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine s'était très bien passée quand les deux hommes avaient parlé de business, beaucoup moins quand les questions de politique régionale avaient été abordées », rappelle toutefois Jean Marcou, spécialiste de la Turquie à Sciences Po Grenoble.

« Nous avons certes des points de vue différents sur le dossier syrien mais nous sommes d'accord sur ce qui pose problème », avait d'ailleurs concédé le président turc lors de leur conférence de presse commune, préférant s'attarder sur les intérêts économiques liant les deux puissances plutôt que sur leurs désaccords – déjà vifs – sur la situation au Moyen-Orient, marquée par la guerre civile en Syrie, la montée en puissance de l'organisation Etat islamique (EI) et la formation d'enclaves kurdes à la frontière syro-turque.

## INCIDENT FATAL

Un an plus tard, les sourires amicaux ont cédé la place à une violente guerre des mots. La faute à un incident militaire survenu au-dessus de la frontière syro-turque le 24 novembre. Ce jour-là, deux avions de chasse turcs F-16 abattent un Soukhoï (SU-24) de l'armée russe. Un pilote est tué par des rebelles alors qu'il descendait en parachute, un autre sera sauvé de justesse par une opération commando de l'armée russe sur le territoire syrien.



Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan au palais d'Aksaray à Ankara, le 1er décembre 2014. A l'époque, les relations entre les deux hommes semblaient au beau fixe. - AFP

Explications d'Ankara : le bombardier russe a essuyé des tirs après une série d'avertissements car il volait illégalement dans l'espace aérien turc. Faux, rétorque Moscou. Le Soukhoï (SU-24) n'a jamais franchi la frontière et ses pilotes n'ont jamais reçu de mises en garde. Aussi la réaction turque n'avait-elle aucune justification.

Les conséquences de l'incident militaire ne se sont pas fait attendre. Le maître du Kremlin a qualifié l'incident de « coup de poignard dans le dos ». Quelques jours plus tard, il a prévenu que la Russie « n'oubliera jamais » ce drame. De son côté, Recep Tayyip Erdogan a réclamé – et obtenu – le soutien de l'OTAN. Une organisation politico-militaire, honnie par Moscou, dont la Turquie est un pilier sur son flanc oriental depuis la Guerre froide.

L'affaire aurait pu en rester là. Mais trois semaines après le drame, l'heure n'est toujours pas à l'apaisement. La Russie a décrété des sanctions économiques contre la Turquie visant les secteurs de l'énergie, de la construction et de l'agriculture, tout en exhortant ses 3,5 millions de ressortissants visitant la Turquie chaque année de passer leurs vacances ailleurs. Pour enfoncer le clou, Vladimir Poutine a accusé l'entourage du président Recep Tayyip Erdogan, notamment son fils, Bilal, d'être en cheville avec l'organisation Etat islamique (EI) dans le trafic de pétrole qui se déroule à la frontière syro-turque.

« Calomnie », a répondu le chef de l'Etat turc, qui réclame « des preuves ». « Il y a dans cette crise entre la Turquie et la Russie un match dans le match entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan », explique Jean Marcou. « Ces deux hommes se ressemblent un peu trop pour s'entendre... » « L'incident a été vécu par Vladimir Poutine comme une trahison car il avait beaucoup misé sur sa relation avec Recep Tayyip Erdogan », renchérit l'historien Igor Delanoë, directeur-adjoint de l'Observatoire de la chambre de commerce et d'industrie franco-russe.

## POMME DE DISCORDE SYRIENNE

L'incident du 24 novembre 2015 n'est pourtant pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les tensions entre Ankara et Moscou se sont en effet multipliées ces derniers mois à mesure que la Russie intensifiait sa présence en Syrie. Jusqu'à annoncer officiellement son intervention militaire

le 30 septembre dernier. Motif invoqué : aider Bachar al-Assad, affaibli après quatre ans de guerre civile, à lutter contre le groupe Etat islamique (EI) et le Front al-Nosra. Vladimir Poutine convoquera même son allié syrien à Moscou le 21 octobre pour « une visite de travail », dit la présidence russe.

« A partir du moment où les Russes ont décidé d'intervenir militairement en Syrie, on pouvait imaginer que des incidents similaires à celui de l'avion se produiraient », estime Rémi Bourgeot, chercheur à l'IRIS et bon connaisseur des relations turco-russes.

Car depuis 2011, Ankara exige le départ du « Lion de Damas ». « Recep Tayyip Erdogan et Bachar al-Assad étaient pourtant les meilleurs amis du monde », remet en perspective Bayram Balci, chercheur à Sciences Po Paris. Les deux chefs d'Etat s'étaient rapprochés de façon spectaculaire à la fin des années 2000. Au point que les visas des habitants turcs et syriens avaient été supprimés en 2009, soulevant les espoirs d'une intégration régionale.

« Au début des Printemps arabes, Recep Tayyip Erdogan a cru pouvoir amener Bachar al-Assad à la raison en multipliant les tentatives de réconciliation avec l'opposition », complète Jean Marcou. Sans succès. « L'histoire de l'avion militaire est intervenue après les tentatives de rapprochement de la France avec la Russie pour constituer une coalition internationale unique contre l'Etat islamique », précise également le spécialiste. Le signe qu'Ankara a voulu manifester bruyamment son désaccord ?

## ACCUSATIONS RÉCIPROQUES DE DOUBLE-JEU

Certes, une telle coalition, qui concentrerait ses attaques contre l'organisation Etat islamique (EI) au prix d'une coopération avec le régime de Bachar al-Assad, est pour l'instant dans les limbes. Mais ce scénario inquiète la Turquie car elle l'isolait davantage encore « dans sa position maximaliste » contre le dictateur syrien, argumente Igor Delanoë. En outre, cette coalition placerait la Russie au centre du jeu syrien alors que cette dernière y joue sa propre partition.

Les objectifs de la Russie en Syrie peuvent en effet se lire à la lueur des cibles de ses frappes aériennes depuis son intervention militaire. Début octobre, 10% d'entre elles concernaient les positions de l'organisation Etat islamique (EI), selon certaines estimations. Depuis l'attaque contre un avion russe dans le Sinaï, qui a fait 224 morts et a été revendiqué par le groupe terroriste, ce pourcentage serait de « 20 à 25% », confie une source sous couvert d'anonymat.

Pas de quoi y voir un tournant, estime la Turquie. Qui accuse la Russie de s'attaquer en priorité à des groupes d'opposition modérés, notamment des combattants turkmènes du nord de la Syrie, pour maintenir en vie le régime de Bachar al-Assad et préserver ses intérêts géopolitiques au Moyen-Orient.

« Du point de vue russe, il a d'abord fallu desserrer l'étau sur le régime syrien afin d'enrayer la spirale négative », décrypte Igor Delanoë. « La Russie se prépare désormais à une

→ intensification de ses frappes contre l'organisation Etat islamique (EI), mais cela ne veut pas dire qu'elle va relâcher la pression contre les autres groupes rebelles. L'objectif pour elle, c'est d'arriver en position de force lors des négociations de janvier sur la Syrie. »

Par ailleurs, Vladimir Poutine aime rappeler que la Turquie a longtemps ménagé l'organisation Etat islamique (EI) car cette dernière combat les Kurdes du PYD, proches du PKK, l'organisation para-militaire kurde menant une guérilla contre l'Etat central turc depuis 1984. De manière générale, Ankara redoute que l'intervention russe en Syrie « annihile ses capacités à influencer sur le conflit syrien », analyse Jean Marcou.

#### LA TURQUIE PLUS VULNÉRABLE

En attendant, la brouille turco-russe pourrait « coûter jusqu'à 9 milliards de dollars » à la Turquie, a estimé son vice-premier ministre chargé de l'Economie. « Il faudra voir comment les mesures de rétorsion économiques russes seront appliquées et quelle sera leur durée », tempère cependant Rémi Bourgeot.

La Turquie est sans doute le pays qui a le plus à perdre dans cette brouille car son économie est dépendante de ses approvisionnements énergétiques russes. Elle est en outre aux premières loges du conflit syrien, partageant une frontière d'environ 800 kilomètres avec le pays de Bachar al-Assad. D'où son ton plus conciliant ces derniers

jours pour tenter de désamorcer les tensions avec Moscou. « La Turquie accueille plus de 2 millions de réfugiés sur son sol et a été frappée par les attentats de Suruç et Ankara », revendiqué par l'organisation Etat islamique (EI) et qui ont fait 135 morts à eux deux, souligne également Bayram Balci.

Aussi longtemps que l'épineux dossier syrien ne sera pas résolu, les relations diplomatiques entre la Turquie et la Russie risquent en tout cas de naviguer en eaux troubles. Or une coopération entre Ankara et Moscou n'a jamais semblé aussi nécessaire pour mettre un terme à une guerre civile qui a fait plus de 250.000 morts depuis 2011. ●



16 DÉCEMBRE 2015

## Turquie-Iraq : Une crise par procuration

**Malgré la plainte de l'Iraq déposée auprès du Conseil de sécurité, la crise entre Bagdad et Ankara ne devrait pas prendre de l'ampleur. Elle souligne toutefois des tensions régionales sous-jacentes.**

Maha Salem avec agences  
16-12-2015  
//hebdo.ahram.org.eg

Comme prévu, la tension est montée d'un cran entre la Turquie et l'Iraq. L'ambassadeur de ce dernier auprès de l'Onu, Mohamad Ali Alhakim, s'est plaint au Conseil de sécurité du déploiement de troupes turques dans le nord du pays. Selon l'ambassadrice des Etats-Unis Samantha Powers, qui assure la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'Onu, l'Iraq n'a pas fait de demandes spécifiques et n'a pas demandé en particulier de réunion d'urgence du Conseil sur ce dossier. Mais l'ambassadeur iraquien a fait part de « l'inquiétude grandissante de son gouvernement ». Essayant de calmer la situation, la Turquie a promis de tenir compte des inquiétudes exprimées par l'Iraq après le déploiement de ses soldats. « Il est de notre devoir de tenir compte des inquiétudes du gouvernement de Bagdad. Ce n'est pas un acte d'agression, mais un acte de solidarité », a déclaré son ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu. La Turquie a déployé la semaine dernière plusieurs centaines de soldats et des chars à Bachiq, à proximité de la deuxième ville d'Iraq, Mossoul, occupée depuis juin 2014 par les djihadistes du groupe Etat Islamique (EI). Un contingent turc y entraîne depuis plusieurs mois des troupes du gouvernement régional



Manifestations à Bagdad pour revendiquer le retrait des troupes turques. (Photo : Reuters)

du Kurdistan iraquien, les « peshmergas », ainsi que des volontaires irakiens désireux de combattre l'EI. Ankara affirme que les renforts dépêchés sur place ont pour mission d'assurer la protection de ses formateurs. Et, pour Ankara l'arrivée de nouvelles troupes turques près de Mossoul correspond à une rotation normale de ce contingent et ne constitue ni une intrusion illégale ni l'amorce d'une offensive en Iraq.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a donc exclu de retirer ses soldats. « Le nombre de nos soldats (dans le nord de l'Iraq) pourrait augmenter ou baisser en fonction du nombre de peshmergas qui auront été entraînés. Notre présence à Mossoul va continuer comme partie du programme d'entraînement », a-t-il dit.

#### L'OMBRE DE MOSCOU ET DE TÉHÉRAN

Mais au-delà de la question de l'incursion se profilent des tensions régionales à haut risque. D'abord, les derniers développements risquent d'attiser le conflit chiite/sunnite en Iraq. Pour preuve, l'une des réactions les plus virulentes contre la présence turque en Iraq est parvenue de la plus haute autorité chiite d'Iraq, l'ayatollah Ali Sistani, alors que quelques milliers de personnes, en majorité des miliciens chiites paramilitaires, ont manifesté dimanche dernier dans le centre de Bagdad pour demander le retrait de troupes turques.

Certains analystes ont même vu dans cette crise turco-iraquienne l'ombre d'autres puissances

régionales, voire internationales. « Bagdad a été poussé à escalader pour cette affaire par satisfaire ses alliés les plus importants : la Russie et l'Iran. D'un côté, Moscou veut étouffer la Turquie à travers ses voisins. De l'autre, considéré comme l'allié le plus puissant de Bagdad, Téhéran a aussi exercé des pressions sur le gouvernement iraquien. Car l'Iran, très influent en Iraq, n'est pas en bons termes avec la Turquie à cause de leurs divergences sur les questions régionales », explique Dr Gamal Abdel-Gawad, analyste au centre des Etudes Politiques et Stratégiques (CEPS) d'Al-Ahram au Caire.

Côté turc, l'affaire a aussi une autre dimension. « La présence des troupes turques en Iraq entre dans le cadre du bras de fer entre Ankara et les Kurdes. La Turquie veut protéger ses frontières, c'est son objectif premier. Et, à long terme, contrer les velléités d'indépendance chez les Kurdes », explique Dr Gamal Abdel-Gawad.

Pour soutenir l'Iraq devant le Conseil de sécurité, la Russie, brouillée avec la Turquie, a dénoncé ce mouvement de troupes devant les instances onusiennes, sans toutefois rencontrer d'écho. « L'affaire n'ira probablement pas plus loin. Le Conseil de sécurité lancera des appels à le retenue, mais je ne pense pas qu'il y ait de sanctions ou même une résolution sur cette question car les deux pays ont leurs alliés qui les soutiennent et qui vont empêcher l'évolution de la situation entre les deux pays », explique Dr Abdel-Gawad. La question fera cependant l'objet d'une réunion entre la Turquie, les Etats-Unis et la région autonome kurde d'Iraq le 21 décembre prochain.

□ □ □



20 dec 2015  
//fr.sputniknews.com

**A**près la destruction par la Turquie d'un avion militaire russe, les rapports obscurs d'Ankara avec tout un réseau de groupes de djihadistes préoccupé de plus en plus l'opinion internationale, constate un expert turc en relations internationales.

La Turquie est liée avec tout un réseau de groupes d'islamistes radicaux et a par conséquent les mêmes ennemis que l'Etat islamique (EI, Daech), constate dans son article pour le magazine américain Politico le professeur de relations internationales à l'Université Marmara d'Istanbul, Behlül Özkan.

*"Le soutien aux forces d'opposition en Syrie pose un sérieux problème, la Turquie et ses alliés soutenant différents groupes, et l'apparition de Daech n'a fait qu'aggraver la situation",* constate l'expert.

Et de rappeler que de hauts responsables américains avaient récemment critiqué Ankara pour ses liens avec des islamistes radicaux.

Le vice-président des Etats-Unis Joe Biden a notamment constaté que les Turcs soutenaient "n'importe qui parmi ceux qui luttent contre (le prési-

dent syrien Bachar el-) Assad", y compris les terroristes du Front al-Nosra.

*"Malgré ces déclarations, les radicaux en Syrie reçoivent régulièrement du matériel militaire de l'Arabie saoudite et du Qatar via la Turquie, alors que la CIA n'en ignore rien",* fait remarquer M.Özkan.

L'expert retient trois ennemis de Daech qui préoccupent tout particulièrement Ankara: les Kurdes, les arabes-chiites et le régime de Bachar el-Assad.

Dès le début du "printemps arabe" en 2011, Ankara a fait tout pour renverser Assad. Les Kurdes qui combattent depuis de longs mois les djihadistes de l'EI aux abords des villes syriennes de Kobané et de Hasaka appartiennent à la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), contre lequel les Turcs luttent depuis 30 ans. Qui plus est, le fait que les chiites sont au pouvoir en Irak ne plaît pas du tout à Ankara, préoccupé en outre par l'influence croissante de l'Iran dans le sud de l'Irak.

*"La Turquie et Daech ont les mêmes ennemis dans la région",* fait la conclusion M.Özkan.

Mais c'est sans doute le président russe Vladimir Poutine qui est, selon l'expert, le critique le plus intransigeant de la politique turque à l'égard de l'Etat islamique. Il rappelle que le chef de l'Etat russe a qualifié la destruction par la Turquie d'un Su-24 engagé dans l'opération contre Daech en Syrie de "coup de poignard dans le dos de la part des acolytes des terroristes".

Les bombardements russes diminuent les revenus pétroliers de Daech

De plus en plus préoccupées, les autorités turques cherchent désespérément une issue à cette situation embarrassante dans laquelle elles se trouvent impliquées à cause de leurs liens avec l'Etat islamiques.

La tension entre la Russie et la Turquie ne cesse de monter après l'incident de l'avion russe Su-24 abattu le 24 novembre dernier par un chasseur turc F-16. Le bombardier russe a été abattu quelques jours après le début des frappes russes contre les convois de pétrole de contrebande de Syrie vers d'autres pays dont la Turquie. ♦

## Des soldats canadiens ont aidé les Kurdes à repousser l'EI

17 déc. 2015 www.lapresse.ca

**L**es Forces armées canadiennes ont été au coeur d'une opération majeure dans le nord de l'Irak, jeudi, alors que des centaines de combattants extrémistes ont lancé une offensive de grande ampleur contre les forces kurdes dans la région.

Deux CF-18 ont atteint une position de combat du groupe armé État islamique, au nord-ouest de Mossoul occupée, la deuxième ville en importance du pays.

L'armée a indiqué que des membres des forces spéciales canadiennes entraînant les combattants kurdes avaient ouvert le feu pour appuyer les Kurdes tentant de repousser l'offensive de l'EI.

«Ils se sont retrouvés au centre de tirs importants, et nos membres étaient suffisamment près de l'action et en mesure de répondre par les armes contre ces positions de l'EI», a dit le major-général Charles Lamarre dans un point de presse organisé à la hâte, jeudi soir.

Il y a 69 instructeurs des forces spéciales canadiennes qui aident les combattants kurdes

dans la région d'Erbil. Ils ne sont pas considérés comme étant dans un rôle de combat, mais parfois il n'y a pas d'autre choix que d'intervenir, a affirmé M. Lamarre.

«Nos membres sont toujours prêts car il s'agit d'un environnement dangereux, et ils doivent se défendre, mais défendre aussi les forces qu'ils entraînent et auxquelles ils apportent leur aide», a ajouté le major-général.

On ne signalait aucun mort dans les rangs canadiens.

Des médias américains ont affirmé que des avions à réaction américains, britanniques et français ont aussi effectué des frappes aériennes alors que l'offensive contre les Kurdes s'est étirée sur plus de 17 heures.

**D**es médias locaux à Erbil ont soutenu que les forces kurdes avaient repoussé les assauts coordonnés en cinq lieux - Nawaran, Bashiqa, Tel Aswad, Khazr et Zardik.

Un communiqué du conseil régional de sécurité du Kurdistan a indiqué que «des voitures piégées, des mortiers et des roquettes» avaient été utilisés pour lancer chaque attaque avant l'arrivée de combattants de l'État islamique.



L'ampleur de l'offensive semble avoir pris par surprise les Kurdes et la coalition menée par les États-Unis, le secrétaire américain à la Défense, Ash Carter, venant de dire aux médias kurdes à Erbil que les plans pour la reprise de contrôle de Mossoul progressaient.

La participation canadienne dans les raids se poursuit alors que le nouveau gouvernement libéral fédéral réfléchit à l'échéancier du retrait promis des six CF-18 et à la manière d'accroître en contrepartie la formation au sol des forces locales.

Le commandement américain de la coalition a affirmé qu'il n'y avait eu aucun mort dans les rangs de la coalition. ●

# Syrie : l'alliance des Russes et des Kurdes dans « l'épicentre de la guerre »

Par Jean-Dominique Merchet  
21 Décembre 2015 <http://www.lopinion.fr>

**L**a bataille du corridor d'Azaz pourrait couper les rebelles de la Turquie. Ce cordon ombilical, menacé par les Kurdes soutenus par la Russie et par l'Etat islamique, relie la ville d'Alep et la Turquie. Le géographe Fabrice Balanche y voit « l'épicentre de la guerre ».

C'est une bataille stratégique qui se joue dans le nord de la Syrie, l'une de celles qui peuvent faire basculer les choses. Le corridor d'Azaz est un enjeu vital pour les forces rebelles: cette bande de terre est leur cordon ombilical avec la Turquie, qui les soutient. « Il est devenu l'épicentre de la guerre et les hostilités s'y intensifient depuis deux semaines », assure le géographe Fabrice Balanche dans une récente note pour le Washington Institute.

Du nord au sud, ce corridor d'Azaz est long d'une cinquantaine de kilomètres et fait parfois à peine quinze kilomètres de large. Il relie la Turquie, via le poste frontière de Bab al-Salam, à la grande ville d'Alep, que les rebelles tiennent partiellement, ainsi que la grande poche qu'ils ont conquise dans le nord-ouest de la Syrie. Fabrice Balanche, très bon connaisseur du terrain syrien, estime que ce couloir « fait aujourd'hui l'objet de menaces imminentes sur plusieurs fronts : depuis l'Est par l'Etat islamique, depuis l'Ouest par les forces kurdes et depuis le sud par l'armée syrienne et ses alliés. »

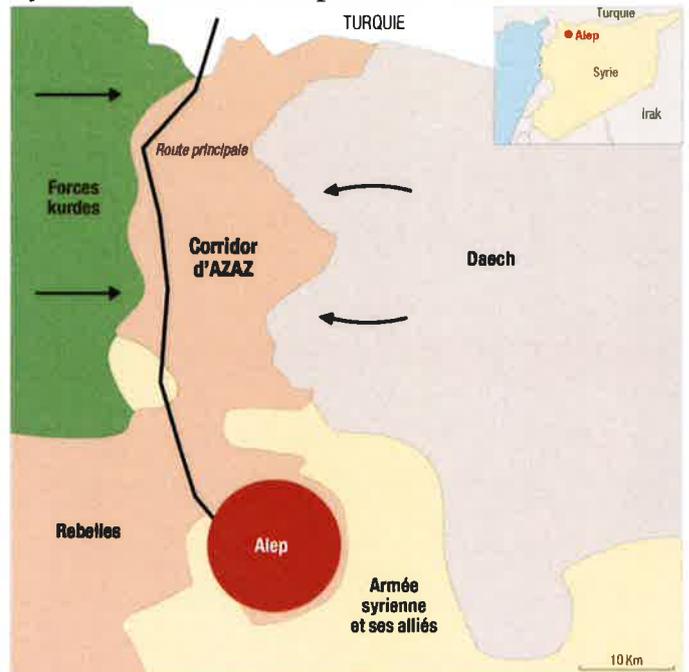
Selon ses informations, « tout semble indiquer qu'une offensive kurde, soutenue par l'aviation russe est en cours et coordonnée avec une campagne de l'armée syrienne et de ses milices supplétives dans les faubourgs d'Alep ». Le géographe estime que la perte de ce corridor pourrait provoquer une intervention de l'armée turque en Syrie.

Le soutien que la Russie apporte aux forces kurdes constitue sans doute une partie de la réponse du berger à la bergère, après la destruction d'un bombardier russe par la chasse turque, le 24 novembre. « C'est la revanche de Poutine », avance Fabrice Balanche.

Les Kurdes poursuivent, eux, leur propre objectif stratégique: construire leur territoire autonome, baptisé Rojava, en Syrie comme les Kurdes irakiens sont parvenus à le faire dans le pays voisin. Ce Kurdistan syrien est une bande large d'à peine quelques dizaines de kilomètres qui court le long de la frontière avec la Turquie. Il ne connaît qu'une seule véritable solution de continuité – une zone d'une centaine de kilomètres, peuplée de sunnites entre les villes d'Azaz et de Jaraboulos. Elle est actuellement tenue, à l'Ouest par la rébellion et à l'Est par l'Etat islamique. Pour les Kurdes, son contrôle – voire une épuration ethnique partielle – permettrait de relier l'enclave d'Afrin et la ville de Kobané, reconquise de haute lutte. Vu par les Kurdes, le corridor d'Azaz s'inscrit donc dans une perspective stratégique plus large.

Pour Assad, c'est la reconquête d'Alep qui est capitale. Avant l'intervention russe, ses tentatives ont échoué et son armée y était quasiment encerclée, en passe d'être défaite. Depuis septembre, la donne a changé et les rebelles y sont, dans certains secteurs, sur le reculoir. À Alep aussi, les Kurdes savent qu'ils ont une carte à jouer: leurs forces y tiennent le quartier de banlieue de Sheikh Maqoud, peuplé de Kurdes. L'enjeu d'Alep est plus politique que militaire: la

Syrie : un corridor vital pour les rebelles menacé



Syrie indépendante s'est construite par la réunion des deux grandes villes de Damas et d'Alep. La portée symbolique d'une reconquête d'Alep n'échappe à aucun Syrien. Rien à voir avec Raqqa, cette bourgade reculée de l'Est, où sévit l'Etat islamique.

Une chute du corridor d'Azaz entre les mains des Kurdes ou de Daech pourrait-elle provoquer une intervention militaire de la Turquie ?, s'interroge Fabrice Balanche, sans trancher. A ses yeux, l'essentiel est de savoir de quel côté les Kurdes vont pencher. Vers la Russie ou les Etats-Unis? Les premiers ont peu de réticences politiques et les moyens militaires de les aider à concrétiser leur rêve: la formation du Rojava, le territoire kurde en Syrie. Les seconds, qui les ont sauvés militairement à Kobané fin 2014 – début 2015 grâce à leurs frappes aériennes, doivent en revanche ménager la Turquie, son alliée au sein de l'Otan. Autant dire que Washington ne prendra pas le risque de s'aliéner Ankara pour faire plaisir aux Kurdes.

Vu de Washington, la guerre contre Daech se joue d'abord en Irak où les deux tiers des frappes aériennes de la coalition ont eu lieu. Depuis le début du mois de décembre, l'aviation américaine – et ses quelques alliés – a procédé en moyenne à quatre frappes par jour en Syrie alors que le chef d'état-major de l'armée russe en revendique trente à quarante. Washington semble y laisser les mains libres à la Russie – et Vladimir Poutine ne se prive pas de jouer toutes les cartes qu'il a dans son jeu. Y compris celle des Kurdes dans le corridor d'Azaz. □



## Trois soldats turcs tués par une bombe du PKK (armée)

Ankara, 27 décembre 2015 (AFP)

**TROIS SOLDATS turcs ont été tués dimanche lorsqu'une bombe a explosé au passage de leur véhicule blindé dans le sud-est en majorité peuplé de Kurdes, a annoncé l'armée, qui a imputé cette attaque au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).**

L'engin explosif placé en bordure d'une route par "des membres de l'organisation terroriste séparatiste", c'est-à-dire le PKK pour l'armée, a explosé à 14H40 heure locale (12H40 GMT) quand un véhicule blindé de l'armée a traversé la ville de Cizre, ont précisé les militaires turcs dans un communiqué.

Deux autres personnes, dont un policier, ont été blessées mais leurs vies ne sont pas en danger, a-t-elle ajouté.

Cette attaque est intervenue sur fond d'intensification des combats entre les

forces de sécurité turques et le PKK dans la région. Vendredi soir, un bébé de trois mois et son grand-père avaient été accidentellement tués, pris dans un échange de tirs entre les deux parties dans la même ville de Cizre, a-t-on appris dimanche auprès de sources hospitalières.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, des combats meurtriers ont repris l'été dernier entre Ankara et le PKK, faisant voler en éclats les pourparlers de paix engagés en 2012 pour mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Les forces de sécurité turques ont déclenché mi-décembre une offensive d'envergure dans plusieurs villes du sud-est, dont Cizre.

L'armée turque a annoncé samedi que près de 200 militants du PKK avaient été tués depuis le début de cette offensive. ●

# To stay or go on: Syrians in Turkey face a hard choice

ISTANBUL

BY TIM ARANGO

At Pages, a bookstore and cafe in a three-story wooden house in a tidy cul-de-sac up a hill in this city's oldest quarter, a literary refuge has blossomed for young Arabs in exile — mainly Syrians but also Iraqis, Libyans and Yemenis who have fled the troubles of home and taken up residence here.

The shelves are lined with Arabic translations of Orhan Pamuk, Jack Kerouac, Gabriel García Márquez and Franz Kafka. Two Syrian novels are particularly popular: "No Knives in This City's Kitchens," about a family living under tyranny, and "The Shell," about a prisoner in a Syrian jail.

"This is the generation of revolution in all of the Arab world," said Samer Alkadri, a painter and graphic designer from Damascus, Syria, who opened the cafe with his wife in July. He stocks Arabic books he has flown in from a publishing house in Béirut, Lebanon. "They want to know why everything happened, and they don't believe the media."

The cafe, and the little garden out back where a lazy rabbit visits on many days, is also a place to discuss the one question that has come to dominate the lives of Syrians here: to stay, or to embark on the perilous sea journey to Europe. That question has become more urgent in the wake of a recent deal between Turkey and the European Union aimed at stemming the flow of asylum seekers to the Continent.

As Europe confronts a crisis in which nearly 700,000 people this year have made a journey that started with a dangerous sea passage from Turkey to Greece, it has turned to Turkey for help.

The European Union, under the recent pact, is offering more than \$3 billion in aid to the Turkish government to spend on improving the lives of Syrians, such as building schools and health facilities, with the hope that many would then choose to stay and build their lives here.

Four of the five people who worked for Mr. Alkadri when he opened the cafe are now in Europe. Mr. Alkadri, though, has vowed to stay. "I am here because I want to return to Syria," he said. "Maybe tomorrow, or maybe after 10 years."

"After this terrible war," he added, "we will need people to rebuild Syria."

For many Syrians, the decision will depend on whether Turkey can deliver



Samer Alkadri, a painter and graphic designer from Damascus, opened a bookstore and cafe that sells Arabic books in Istanbul in July. There are nearly 2.2 million Syrian refugees in Turkey.

**"I've been here as a stranger for a long time. I'm not ready to be a stranger again in a new country."**

on a promise to allow them to work legally, which could raise their wages and, as many Syrians hope, offer a way to citizenship.

Basil Qali, 19, left a government-controlled suburb of Damascus in October, and on a recent morning he was sweeping the floor of a cafe here. He works 13 hours a day and earns the equivalent of about \$280 a month.

"Here you work for about 13 hours a day only for money for food," he said.

He said he would think about staying in Turkey if he could make more money and have a chance at citizenship. But for now, he thinks only of Europe.

"For us, there is no point in talking about what is going on in Syria because we know it will last for five or 10 more years," he said. "So we mostly talk about a plan for getting to Europe, and making money and saving money."

Another young Syrian in Istanbul, Mohammed Sayid, 20, works as a restaurant deliveryman. He said his father had been a supporter of the rebellion in Syria, and had been executed by the government. He has learned Turkish and hopes to stay here, provided the government does more to improve his life by allowing him to work legally. He

complains of discrimination — girls he flirts with in bars turn away, he said, when they learn he is Syrian — but he is hesitant to join his friends in Europe.

"I've been here as a stranger for a long time," Mr. Sayid said. "I'm not ready to be a stranger again in a new country."

Despite a recent exodus, there are still nearly 2.2 million Syrian refugees in Turkey, the most of any host country in the region. In Istanbul alone, there are roughly 350,000, writing their own chapter in the history of a city that has long been a place of exile.

Over the years, they have become woven into the frenetic life of this city, opening cafes, performing as street musicians on its busiest boulevard and panhandling on street corners, holding out Syrian passports to elicit the sympathies of passers-by. Perhaps not since the end of World War I, when Muslims were fleeing Greece and the Balkans, and Russians were escaping the Bolshevik Revolution, have Istanbul's streets swelled with so many émigrés.

Syrians here say they are newly optimistic because of the victory of President Recep Tayyip Erdogan's Islamist Justice and Development party in parliamentary elections last month. Syrians, by and large, love Mr. Erdogan because of Turkey's longstanding open-door policy for refugees, and ahead of the election they worried that opposition parties hostile to foreigners would do well at the ballot box.

"He opened the doors for Syrians," Mr. Alkadri said.

Mr. Erdogan and his allies consider themselves heirs to the Ottoman past, when Istanbul — then Constantinople — ruled an empire that stretched to the Arab world and into Europe. It was also the seat of the Muslim caliphate, but the lands they controlled were a mosaic of ethnicities and faiths.

The modern Turkey that emerged from the collapse of the empire at the end of World War I was a largely homogeneous country based on an ethnic understanding of national identity. Political groups that see themselves as the upholders of this tradition — rivals to Mr. Erdogan and his party — have been hostile to the presence of so many Syrians.

Now, without an election to muddy the political waters, and with billions in European money for the government to spend, many Syrians here are hopeful that Mr. Erdogan's government will see to their basic needs, which are many. In a recent report, for example, Human Rights Watch said that 400,000 Syrian children in Turkey were not in school.

At Pages, Mohammed Kayali, 32, works on promoting the cafe on social media. He already made the journey to Europe, to Sweden in 2012, but came back.

"Survivor's guilt," he said, simply, when asked why. And, he added, "The weather."

When friends contemplating the journey ask his advice, Mr. Kayali tells them, "In some ways you are going to regret it."

In Europe, he said, because of generous social programs, "You are guaranteed a living but not a life." By that, he meant a loss of identity. "You will be forced to change too much."

On the night of the elections last month, when it became clear that Mr. Erdogan's party was cruising to victory, Mr. Kayali picked up his phone and called his fiancée, also in Turkey. "We are going to stay," he told her.

Karam Shoumali contributed reporting.

VOICE of AMERICA

December 29, 2015

## Tensions Rise With Turkey as Syrian Kurds Advance

Jamie Dettmer / Dec. 29, 2015  
www.voanews.com

Tensions are mounting once gain between Turkey and Syrian Kurds, complicating Western efforts to develop a local ground force in Syria able to counter Islamic State (IS) militants, and roiling relations between Washington and its NATO ally.

A U.S.-backed alliance of Syrian Kurdish fighters and Arab rebel groups is being warned by Turkish authorities to pull back east of the Euphrates after crossing the river following the ouster of IS fighters from a strategic dam over the weekend.

The Syrian Democratic Forces (SDF) - a coalition dominated by the Kurdish People's Protection Units (YPG), the armed wing of the Democratic Union Party (PYD) - crossed the river after seizing the Tishreen Dam from IS. The militants had held the dam for two years.

U.S. officials welcomed the offensive, which severs an important IS supply route between the northern Aleppo countryside near the border with Turkey and the militants' self-styled capital of Raqqa.

On Twitter, Brett McGurk, U.S. President Barack Obama's special envoy for the anti-IS coalition, said the assault on the dam was part of a broader offensive against the self-proclaimed Islamic State caliphate, comparing it in importance to Iraqi forces seizing the city of Ramadi.

### PROVOKING ANKARA

The SDF offensive, however, has provoked the ire of Turkish authorities, who fear the YPG will use the victory to press north to the mainly Kurdish town of Jarablus as part of a bid to link three Kurdish-controlled cantons along the 900-kilometer border with Turkey.

Speaking at a news conference in Belgrade Monday, Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu warned that Turkey would not look positively on Syrian Kurdish forces hostile to Ankara moving further west.

"Turkey is closely following the situation in northern Syria's Tishreen area, and will not let any hostile groups cross west of Euphrates," Davutoglu said.

He added that so far, the information he had received indicated that the SDF fighters who have been crossing the river were Arabs, not Kurds.

SDF leaders appear not to agree with the distinction.

The Kurdish SDF spokesman, Sarhad Abbas, told local media, "after liberating Tishreen Dam, our forces were able to regain the towns of Tishreen and Sakaniya on the western bank of the Euphrates River."

He also said, "the operations of our joint forces will continue until eliminating the terror group."

A Turkish official, who asked not to be named, said the prime minister was raising the issue of the Euphrates crossing with Washington, which has been backing the SDF offensive with airstrikes on IS positions in nearby towns.

"We want wiser heads to prevail and are giving the YPG time to withdraw," he said.

U.S.-led coalition airstrikes have increased in tempo in recent days on IS in the towns of Manbij and Mar'a in the northern Aleppo countryside - part of an effort to press the militants to the west of where the SDF is fighting.

On Tuesday, coalition warplanes struck Manbij five times, targeting roads and vehicles, according to the Pentagon.

### ERDOGAN ALARMED

The Kurdish YPG is the largest armed group in the SDF, which was formed with U.S. encouragement in October. The coalition includes about 5,000 Assyrians, Arabs and Turkmen but approximately 20,000 Kurdish fighters, according to group leaders VOA has interviewed.

In June, when Syrian Kurdish forces supported by some Arab rebel militias captured the IS-held border town of Tal Abyad, Ankara warned the



Members of the Kurdish People's Protection Units (YPG) return to Qamishli after a battle near Hasaka, March 14, 2015. (Z. Omar/VOA)

United States and Western powers of red lines when it comes to the Kurds and their military advances in northern Syria. The warnings included a firm position that the Kurds must not threaten the territorial integrity of Syria by seeking their own autonomous Kurdish state.

Since then, the Kurdish YPG fighters' military gains have increasingly alarmed Turkish President Recep Tayyip Erdogan. He approved a national security document after the capture of Tal Abyad, stating that one of the key aims of Turkish policy is to ensure there should be no demographic changes or population shifts on the Syrian side of the border as a result of Kurdish military offensives against IS.

Turkish officials say they fear the United States is giving a green light, if only inadvertently, to the Kurds' post-war ambitions in Syria and that Kurdish autonomy in Syria will fan Kurdish separatist ambitions in Turkey. The PYD is an offshoot of Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party, the PKK.

In October, Davutoglu disclosed that Turkey had struck YPG fighters in Syria twice after they defied Ankara's warning not to cross the Euphrates.

Rudaw, a private Kurdish media company with ties to Iraqi Kurdistan, warned in an editorial Tuesday that the crossing of the Euphrates by the SDF renews the danger of a Turkish military intervention in northern Syria. That, the editorial said, would increase the "likelihood of further escalating tensions with the Russians and risking another lethally dangerous clash" with Moscow, which has been courting the Syrian Kurds in recent weeks. ♦

# Scènes de guérilla dans les rues de Diyarbakir

## Les combattants du PKK ont décidé de porter leur lutte au cœur de la plus grande ville kurde de Turquie

### REPORTAGE

DIYARBAKIR (TURQUIE) -  
envoyée spéciale

Depuis le 28 novembre, Mehmet le tailleur ne peut plus se rendre à son atelier situé de l'autre côté des remparts, dans la vieille ville de Diyarbakir. « Je suis sans travail et les injonctions à payer pleuvent : loyer, électricité, traites... Comment faire face ? Que va-t-il se passer ? Des milliers de petits commerçants sont dans le même cas. Les forces spéciales ont bouclé tout le périmètre, personne ne passe, la guerre est de retour », dit-il depuis la terrasse dans un salon de thé de la ville nouvelle, alors qu'un hélicoptère militaire tournoie dans le ciel.

Situé au cœur de la vieille muraille de Diyarbakir, inscrite au patrimoine de l'Unesco depuis juin 2015, le vieux quartier de Sur est en état de siège. Explosions, tirs de roquettes, salves d'armes automatiques retentissent nuit et jour et résonnent dans toute la ville.

« On se réveille et on se couche au son des tirs », déplore Turkan Elçi, la veuve du bâtonnier de Diyarbakir Tahir Elçi, tué le 28 novembre d'une balle dans la nuque, dans des circonstances qui ne seront probablement jamais éclaircies. « L'enquête ne peut aboutir, c'est impossible », soupire la jeune femme aux yeux cernés, recluse dans sa villa avec jardin, à la périphérie de la ville.

Les enquêteurs n'ont jamais pu ramasser les indices car la scène du crime s'est muée le jour même en un vaste champ de tir. C'est là dans ce dédale de ruelles, dominées par les églises arméniennes et les vieilles mosquées, que quelques centaines de jeunes rebelles, armés et entraînés par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie), défient les forces turques depuis leur camp retranché.

L'étroitesse des rues ne permet pas de faire intervenir des véhicules blindés et la marge d'intervention des forces de l'ordre est d'autant plus réduite que les rebelles ont creusé des tranchées remplies d'explosifs. Reste le blo-



cus, le pilonnage et « l'élimination des terroristes de ces districts, quartier par quartier, maison par maison, rue par rue », comme l'a expliqué, mercredi 16 décembre, le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu. « Vous allez disparaître dans les tranchées que vous avez creusées », avait promis la veille le président Recep Tayyip Erdogan lors d'un déplacement à Konya, dans le sud de la Turquie.

Depuis que le PKK et l'Etat turc ont déterré la hache de guerre, en juillet, les villes du Sud-Est ont sombré dans une violence jamais vue ces dernières années, plutôt caractérisées par un essor sans précédent du commerce, du BTP et des services. Désormais, les deux camps ne veulent qu'une chose : en découdre. « Comme l'ont déclaré le président et le premier ministre, il n'est plus question de trouver une solution à la question kurde. La guerre est de retour. Elle s'est installée au cœur des villes et c'est bien pire », déplore la co-maire de Diyarbakir, Gülstan Kisanak.

« Le grand nettoyage a commencé », titrait, vendredi 18 décembre, le quotidien progouvernemental *Yeni Safak*. Une vaste



Dans les rues de Diyarbakir, le 14 décembre. ILYAS AKENGIN / AFP

opération militaire, pilotée par six généraux, est en cours pour mater la rébellion. Quelque 10 000 militaires, policiers et membres des forces spéciales ainsi que de nombreux chars ont été déployés dans les régions kurdes.

### 55 morts en trois jours

En trois jours, les opérations militaires dans les villes de Cizre, Silopi, Sirnak ont causé la mort de 55 personnes, pour la plupart des combattants du PKK selon un bilan donné par l'agence officielle Anadolu. Un soldat turc a été tué vendredi 18 décembre à Cizre, dans la même province.

Lors d'une conférence de presse à Diyarbakir, vendredi 18 décembre, le coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche, prokurde) Selahattin Demirtas a appelé la population à « rester soudée » autour des actions de la guérilla urbaine. Après la conférence, une manifestation improvisée a été dispersée par des gaz et des canons à eau.

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui au Kurdistan de Turquie, il faut remonter au 17 août 2015, lorsque les quartiers centraux de plusieurs villes kurdes – Yuksekova, Varto, Cizre, Silopi, Nusaybin, Sur – ont déclaré leur autonomie. Dans la foulée, de jeunes combattants armés, membres des YDG-H, le mouvement « de la jeunesse révolutionnaire » du PKK, se sont barricadés au cœur des villes, opposant une ré-

**« Les autorités vont peut-être en finir avec le PKK, mais la question kurde restera sans solution »**

**ALICAN EBEDINOGLU**  
président de la chambre des commerçants de Diyarbakir

sistance acharnée aux forces de l'ordre. Qui sont ces jeunes ? « Des enfants du quartier », assure Gül-tan Kisanak en parlant de ceux de Sur. « Ils ont entre 14 et 18 ans. Quand ils étaient gosses, ils lançaient des pierres sur les véhicules de la police, aujourd'hui ils ont des armes automatiques entre les mains », explique Reha Ruhavoglu, militant de l'organisation de défense des droits de l'homme Mazlumder à Diyarbakir.

Quelques interlocuteurs, soucieux d'anonymat par peur de représailles de « l'organisation » (le PKK), estiment que les jeunes révolutionnaires n'ont aucun but, hormis la destruction et la violence. Peu hiérarchisés, libres de leurs actions, ils ont reçu carte blanche de la direction militaire du PKK pour porter la guerre au cœur des villes, une nouvelle tactique.

Fini la guerre d'autrefois, quand les rebelles faisaient le coup de feu

dans les montagnes. En ville, la lutte est plus visible, plus médiatisée et les « fortins » urbains sont beaucoup plus difficiles à déloger, impossible à bombarder car trop de civils vivent à proximité.

Cette expérience de guérilla urbaine s'inspire de Kobané, en Syrie, où de nombreux combattants du PKK ont lutté contre l'organisation Etat-islamique (EI) aux côtés de leurs « frères » kurdes des YPG, les milices armées du parti de l'Union démocratique du Kurdistan (PYD), le parent syrien du PKK.

#### « Conséquences irréversibles »

« Kobané a été un déclencheur. La victoire des YPG a inspiré ce qui se passe aujourd'hui dans les villes kurdes de Turquie. Mais c'est une impasse. Personne n'en sortira gagnant. Avec cette guerre les autorités vont peut-être en finir avec l'organisation mais la question kurde restera sans solution », prédit Ali-

can Ebedinoglu, président de la chambre des commerçants et artisans de Diyarbakir. Il déplore le manque de sérieux des responsables, « des deux côtés ». « Il faut qu'ils prennent leurs responsabilités. Cette guerre aura des conséquences irréversibles sur notre éco-

nomie, nos populations, notre patrimoine », s'émeut-il.

La situation en Syrie a bousculé la stratégie du PKK. A quoi bon négocier la paix avec Ankara alors que les frères kurdes syriens apparaissent désormais comme une force montante au Moyen-Orient, à la pointe du combat contre les djihadistes de l'EI ?

Dans le nord de la Syrie, les Kurdes syriens sont tentés de marcher sur Djarabulus, une ville arabe tenue par l'EI, pour faciliter la jonction avec Afrine, le troisième canton kurde. Jusqu'ici, ils en étaient empêchés par les Turcs, peu séduits à l'idée de voir tout le terri-

toire syrien le long de la frontière administré par le PYD. L'armée turque les avait mis en demeure de ne jamais franchir l'Euphrate, qui sépare les zones sous contrôle kurde de Djarabulus.

Mais en riposte à la destruction par l'aviation turque d'un bombardier russe entré dans l'espace aérien de la Turquie le 24 novembre, la Russie a renforcé son dispositif antiaérien au nord de la Syrie, faisant du couloir qui s'étend de Azaz à Djarabulus, le long de la frontière turque, sa propre zone d'exclusion aérienne. Depuis la mi-décembre, aucun avion américain ne s'y risque, hormis quelques drones. L'aviation russe, maîtresse des airs, bombarde les groupes rebelles soutenus par Washington et Ankara ainsi que les véhicules commerciaux et les convois d'aide humanitaire venus de Turquie. ■

MARIE JÉGO

LE FIGARO

23 décembre 2015

## Les Iraniens veulent d'abord reconstruire l'armée syrienne

CHARLES JAIGU @cjaigu  
ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN

Pour se battre au sol, la meilleure force reste l'armée syrienne, elle est motivée, car elle a intérêt à gagner

ALI LARIJANI,  
PRÉSIDENT  
DE L'ASSEMBLÉE

LA DÉLÉGATION emmenée par le président du Sénat, Gérard Larcher, et Jean-Pierre Raffarin, son président de la commission des affaires étrangères, a pris ses quartiers à Téhéran au lendemain de la résolution de l'ONU sur la Syrie. L'occasion pour les Iraniens de faire quelques mises au point dans une ambiance très cordiale, à presque un mois de la visite en France du président Rohani. « Nous pouvons nous mettre d'accord sur la liste de ceux qui pourraient participer à une "gouvernance transitoire", a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, à ses hôtes. Cette concession encourageante pourrait cependant être un trompe-l'œil. Elle est vite balayée par l'affirmation des priorités du régime : la lutte contre Daech, qui passe par « la reconstruction de l'armée syrienne », a indiqué le président de l'Assemblée, Ali Larijani. « Pour se battre au sol, la meilleure force reste l'armée syrienne, elle est motivée, car elle a intérêt à gagner », a martelé Larijani. « Il y a 140 000 hommes, ils sont en train de reprendre confiance depuis trois mois », a précisé le secrétaire

du Conseil suprême de sécurité nationale, le vice-amiral Ali Shamkhani, homme clé du régime. Vaincre un ennemi aussi « insaisissable », n'est pas possible sans « mener le combat au sol », ajouta-t-il. Or, Bachar el-Assad en est « le seul chef possible », a-t-il ajouté.

D'un interlocuteur à l'autre, c'est ce même argument qui revient en dernier ressort : « Dites-nous par qui vous le remplacez ! », demandent à chaque fois les Iraniens. Une fois le dossier Daech sous contrôle, ceux-ci sont prêts à envisager une « formule évolutive de transition politique à Damas », résume un diplomate qui assistait aux entretiens. Mais Téhéran met en priorité l'accent sur la lutte sans merci contre Daech, dont l'armée syrienne est à ses yeux l'instrument principal.

### Endoctrinement

« Il y a deux événements qui ont fait évoluer les esprits : l'intervention russe pour la Syrie, et les attentats de Paris », a précisé de son côté le président Hassan Rohani. « Il faut fermer la boîte à fabriquer Daech », a répété Ali Shamkhani. Pour y parvenir, il insiste notamment sur l'interruption des financements extérieurs. Les Iraniens pointent le doigt vers les pétromonarchies du

Golfe, l'Arabie saoudite en premier lieu. Mais ils visent aussi la Turquie, assurant « avoir des preuves de circuits financiers ». Ali Velayati, le conseiller diplomatique d'Ali Khamenei, le guide suprême, a illustré son propos en descendant une carte de la région, qu'il a commentée au stylo laser : « La menace terroriste se répand désormais de l'Afghanistan à l'ouest de la Chine, et les talibans sont remplacés par les réseaux de Daech. » Selon lui, « tout cela est le résultat du travail d'endoctrinement des madrasas wahhabites. » Le message est clair : les terroristes contre lesquels l'Occident se bat ne sont pas chiïtes, mais sunnites. L'un des interlocuteurs a affirmé avoir des indications précises que « les terroristes impliqués dans les attentats du 13 novembre ont été formés par l'Arabie saoudite ».

Daech est « comme des morceaux de vitres cassées dans notre pain quotidien », a conclu l'ayatollah Rafsandjani, le vieux sage de la Révolution islamique. ■

# Vaste offensive turque contre les Kurdes du PKK

DELPHINE MINOUI [@DelphineMinoui](#)  
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

C'EST un climat lourd de violences et de colère qui flotte sur le sud-est de la Turquie. Ces derniers jours, une vaste opération militaire dans la province de Sirnak a causé la mort d'une centaine de membres supposés du PKK, en compromettant tout espoir de relance du fragile processus de paix entre le pouvoir et la rébellion kurde. Près de 10 000 militaires et policiers ont été déployés sur place, dont un grand nombre dans les villes de Cizre et Silopi, à la frontière de la Syrie et de l'Irak. Tirs à l'arme lourde, perquisitions, ratissages et couvre-feu imposé aux habitants... L'armée ne lésine pas sur les moyens face à une guérilla qui, selon les autorités d'Ankara, a affûté ses compétences en combattant contre l'organisation de l'État islamique, à Kobané, dans le nord de la Syrie.

Aux traditionnelles embuscades en zones rurales et montagneuses, les rebelles kurdes privilégient cette fois-ci les combats dans les centres urbains, afin de susciter des soulèvements locaux - une méthode controversée au sein de la population. De leur côté, les partisans du PKK, notamment les jeunes, se réfugient dans la violence en érigeant des barricades et en creusant des tranchées face à la brutalité des militaires.

Pris en otages dans cette spirale de violence, les habitants du sud-est de la Turquie sont les grandes victimes de cette guerre ouverte aux effets ravageurs. Aujourd'hui, 200 000 personnes de la région auraient fui les combats. Les offensives militaires se concentrent essentiellement dans les régions frontalières. Mais elles visent aussi ponctuellement d'autres villes, comme Istanbul où deux femmes « terroristes » ont été abattues par la police, dans la nuit de



Un véhicule blindé des forces spéciales turques patrouille dans les rues de Sirnak.  
BULENT KILIC/AFP

lundi à mardi, dans un quartier populaire réputé abriter des rebelles kurdes.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, les combats meurtriers entre militaires et rebelles kurdes - qui ont fait plus de 40 000 morts depuis 1984 - ont repris l'été dernier dans un contexte politique et régional particulièrement tendu. Quelques jours après l'attentat de Suruç, imputé à l'État islamique, et dans la foulée d'affrontements entre la police et des manifestants locaux - qui l'accusent, alors, de collaborer avec les djihadistes - les pourparlers ont été suspendus. Ankara annonce rapidement des frappes contre Daech et contre les rebelles du PKK.

Fort de la victoire de son parti aux législatives anticipées du mois de novembre - après son mini revers lors du scrutin de juin dernier -, le parti du président islamo-conservateur Recep Erdogan affiche aujourd'hui sa volonté « d'éradiquer » le PKK. « Vous allez

**Près de 10 000 militaires et policiers ont été déployés sur place, dont un grand nombre dans les villes de Cizre et Silopi, à la frontière de la Syrie et de l'Irak**

disparaître dans ces mêmes tranchées que vous avez creusées », a-t-il menacé, ce jeudi, lors d'un discours à Konya. Une posture belliqueuse qui inquiète l'opposition politique, notamment les leaders du parti pro-kurde HDP. « Ils parlent d'une grande opération de nettoyage (...) La seule chose que vous pouvez nettoyer sur ces terres, ce sont les égouts, rien d'autre », s'est indigné, ce vendredi, Selahattin Demirtas, le coprésident du HDP. Pour lui, « ce que fait le gouvernement ne repose sur aucune base légale ». ■

AFP

## Ankara critique une visite à Moscou du leader kurde, en pleine crise

Ankara, 22 décembre 2015 (AFP)

LE PREMIER ministre islamo-conservateur turc Ahmet Davutoglu a critiqué mardi une visite prévue à Moscou du principal leader politique kurde de Turquie, en pleine crise diplomatique turco-russe provoquée par la chute par l'aviation turque d'un bombardier russe.

"Ils peuvent aller où ils veulent mais on se demande pourquoi les gens du HDP (Parti démocratique des peuples, pro-kurde) se déplacent maintenant en Russie, avec laquelle on traverse une crise, et non pas il y a deux mois", a déclaré M. Davutoglu lors d'un discours hebdomadaire au Parlement devant ses

députés de la justice et du développement (AKP).

Le chef de file du HDP, principale force politique kurde, Selahattin Demirtas, doit rencontrer mercredi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov à Moscou.

"Ces gens (HDP) ont pris coutume de coopérer avec tout ceux qui ont un conflit avec la Turquie", a-t-il lancé avant d'accuser une nouvelle fois la Russie de bombardier en Syrie essentiellement "les civils et l'opposition modérée".

M. Demirtas, l'un des principaux opposants au président Recep Tayyip Erdogan, s'entretiendra avec le ministre russe presque un mois jour pour jour après le crash d'un bombardier russe abattu par l'armée turque à la frontière syrienne le 24 novembre.

Il s'agit d'une première visite en Russie d'un homme politique turc depuis l'incident aérien, à l'origine d'une grave crise diplomatique.

Depuis le crash, la Russie a annoncé de nombreuses mesures de rétorsion économiques. La Turquie quant à elle a multiplié les appels à une détente.

Le HDP envisage d'ouvrir en 2016 un bureau à Moscou et dans plusieurs capitales européennes, a indiqué lundi un responsable du HDP à l'AFP. ●

# Le gouvernement turc déterminé à briser les rebelles kurdes

► Le gouvernement turc poursuit depuis dix jours des « opérations spéciales » contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans le sud-est du pays à majorité kurde.

► Dans certaines villes sous couvre-feu et sous blocus des forces de l'ordre, le bilan des victimes civiles est très lourd.

► L'ONG Human Rights Watch a publié un rapport sévère sur « l'usage disproportionné de la force » par les autorités d'Ankara.



Enterrement de l'une des victimes des bombardements de Sirnak, préfecture de la province du même nom, à la frontière avec l'Irak.

## ISTANBUL

De notre correspondant

Ce sont des scènes de guerre dans l'est de la Turquie comme il n'y en avait pas eu depuis la rupture du cessez-le-feu, en août dernier, entre les autorités turques et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ces images sont désormais diffusées dans certains médias turcs et sur les réseaux sociaux.

Dans le district de Sirnak, à quelques pas des frontières irakiennes et syriennes, les villes de Cizre et Silopi, considérées comme des bastions du PKK, sont depuis début décembre sous couvre-feu et sous blocus de l'armée, tout comme la ville de Nusaybin et le quartier historique de Sur, dans la grande ville à majorité kurde de Diyarbakir. Depuis août, plus de quarante couvre-feux ont ainsi été imposés dans une vingtaine de villes, parfois pour quelques heures, souvent pour plusieurs jours.

Dans certaines de ces zones, les Kurdes avaient mis en place des « comités d'autogestion », revendiquant l'autonomie sur leur territoire. Inacceptable pour Ankara, qui a relancé les opérations « anti-terroristes » contre le PKK, avec une violence inouïe.

Selon l'armée, plus de 120 rebelles auraient été tués depuis le début des dernières opérations. Appuyés par des armes lourdes et des véhicules blindés, plus de 10 000 militaires et policiers sont mobilisés. Au total, plus de 200 d'entre eux auraient déjà été tués depuis cet été dans des accrochages ou des embuscades. Car dans des quartiers, des milices, constituées souvent de très jeunes gens, ont érigé des barricades et creusé des tranchées pour ralentir l'avancée des policiers et des militaires.

Le vice-premier ministre turc, Yalcin Akdogan, a assuré hier que les opérations se poursuivraient « jusqu'au retour de

*l'ordre public* ». Le président Recep Tayyip Erdogan a menacé ce week-end : « Vous serez anéantis dans les tranchées que vous avez creusées. »

Dans ce contexte de guerre civile, au moins 200 000 personnes auraient fui les zones de combat, selon les ONG locales. L'organisation Human Rights Watch a publié mardi un rapport qui demande aux autorités turques de cesser « l'usage excessif et disproportionné de la force et de mener une enquête sur les morts et les blessures causées par ces opérations ».

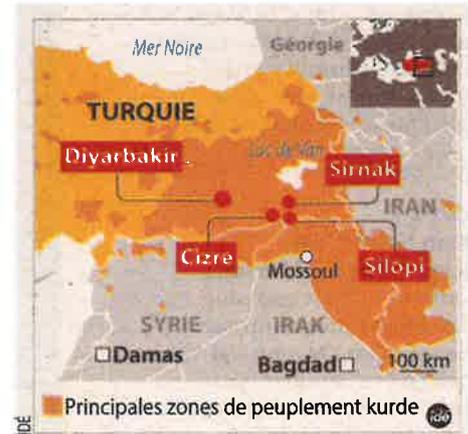
Joint par téléphone dans la ville sous blocus de Cizre, l'avocat Nusirevan Elçi,

**« Vous serez anéantis dans les tranchées que vous avez creusées. »**

président du barreau de Sirnak, explique que « les gens sont abandonnés à leur propre mort. Nous ne pouvons même pas emmener nos blessés à l'hôpital. Les forces de l'ordre tirent à l'artillerie et à l'arme automatique en permanence ».

Et de raconter qu'« il n'y a plus d'eau, et lorsqu'un point de distribution d'eau potable a été mis en place, on a tiré sur un jeune homme qui s'y rendait, il a perdu son bras. Une ou deux épiceries seraient encore ouvertes, mais personne n'ose y aller. Tout le monde a peur, mais nous sommes bloqués ici ».

Le gouvernement turc semble déterminé à briser le PKK en utilisant la force, une méthode qui n'avait pourtant pas porté ses fruits lors du terrible conflit des



années 1990, qui avait fait plus de 40 000 victimes.

Un jeu dangereux pour Ankara dans un moment particulièrement compliqué : dans la Syrie voisine, le Parti de l'union démocratique (PYD), considéré par la Turquie comme intrinsèquement lié au PKK, étend son pouvoir dans les zones kurdes sous son contrôle.

Et même la Russie, dont les relations avec Ankara sont glaciales depuis que l'armée turque a abattu un bombardier à la frontière syrienne, pourrait y mettre son grain de sel : hier, le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, recevait à Moscou Selahattin Demirtas, leader du HDP, le Parti démocratique des peuples, parti pro-kurde de gauche et troisième formation politique représentée au Parlement d'Ankara.

ALEXANDRE BILLETTE

# Declaration of political resolution regarding self-rule

DTK has released the final resolution of the two-day extraordinary meeting meeting in Amed, titled "Declaration of political resolution regarding self-rule".

December 27, 2015 - AMED - ANF

<http://anfenglish.com>

**The two-day meeting of DTK (Democratic Society Congress) General Assembly in the main Kurdish city Amed has ended.**

The extraordinary meeting by DTK which kicked off yesterday has been attended by a thousand members of delegation and witnessed a discussion of the "self-governance" subject.

The final resolution of the meeting, titled "Declaration of political resolution regarding self-rule", was read by DTK co-chairs Selma Irmak in Kurdish and Hatip Dicle in Turkish. It has been translated by ANF English service below.

The resolution called attention to the historic and important process in the Middle East, which involves Kurdistan and Turkey as well, that is today being through a deep chaos caused by global capitalism harming the peoples of Anatolia, Mesopotamia and Middle East.

DTK remarked that the questions of national identity, freedom and democracy remain unresolved as a result of economic, social, cultural, political and military developments, which on the other hand bring about an emergence of new alternative democratic models to replace the failed structures of the past.

The final resolution recalled that Kurdish people have declared self-rule in some towns after the renouncement of the Dolmabahçe Agreement that had been reached through Imrali talks; initiation of a war, ground and aerial operations against guerrilla areas; suppression of peoples' most legitimate and democratic demands by use of force.

DTK also drew attention to the fact that people have started to defend the areas of self-rule by means of trenches and barricades in the face of the attacks and assassination attempts aimed at civilians, youths and politicians under the cover of "public security".

"The rightful resistance mounted by our people against the policies that degrade the problem into trenches and legitimate state terror over this point, is essentially a demand and struggle for local self-governance and local democracy. The Kurdish people have started a process of struggle based on self-force after the rejection of their demand for legal and political status. This struggle is predicated on a sense of democratic politics and governance, co-existence and achievement of a democratic resolution to the Kurdish question on the basis of political status."

DTK said this is therefore a matter of democracy and freedom that can be settled only through dialogue and political negotiation, remarking that re-initiation of talks and consequently Kurdish leader Abdullah Öcalan's freedom is essential in order for such a process to be started and endured.

DTK underlined that the democratic autonomy system, which had previously been conveyed to public opinion by their side and also involved by HDK, DBP and HDP in their manifesto, will also ensure a resolution to the Kurdish question on a democratic basis.

"The areas where people have declared self-rule are being targeted with tanks, artillery attacks as well as thousands of police and soldiers for months now. These attacks which intend a mass killing and intimidation of people do not only cause casualties but also destroy our historical-cultural heritages and places of worship. On the other hand, the Kurdish people are stepping up the resistance in the areas of self-rule. This resistance is grounded on a rightful and legitimate basis and it will definitively triumph. Those targeting this resistance will, on the other hand, be tried before the democratic Turkey, history and humanity."

The final resolution stressed that; "We as DTK embrace the declarations of self-rule by people's assemblies and this rightful and legitimate popular



resistance in all areas. We consider it essential that the Kurdish people and all peoples of Turkey join and support this resistance as part of the struggle for democracy and freedom. This is a matter of democracy rather than a trench and barricade problem like the AKP government asserts. The aggressive policy of the AKP is intended to break the popular will for local democracy and a free living. Today we are facing the problems caused by the failure to come up with a democratic and political resolution to the Kurdish question."

The final resolution said that evaluations and discussions at the DTK general meeting ended with an agreement to own and develop the concept of self-rule, recognize the legitimacy of individual and collective self-defense against the policies of war and violence, and initiate a concurrent process of social construction.

DTK stressed that the matter of democratic autonomy for the resolution of the Kurdish question cannot be treated independently from Turkey's democratization which -it added- will not be possible unless a political and social system based on democratic autonomy is created.

In the "Declaration of political resolution regarding self-rule", DTK listed the following 14 points as steps to be realized in order for the resolution of political, social and administrative problems with regards to the subjects of democratic autonomy, self-rule and local democracy;

1- Formation of autonomous regions to involve several neighboring provinces in consideration of cultural, economic and geographic affinities,

2- Governance of all these autonomous regions and cities by self-governance bodies elected from assemblies formed on a democratic essence, and within the scope of basic principles of Turkey's new democratic Constitution;

Representation of autonomous regions at TBMM (Grand National Assembly of Turkey) and the centralized administration on the basis of democratic principles.

3- Ending of any kind of tutelage by the centralized administration on democratic autonomous regions, other administrative units and the elected -excluding only inspections according to the new democratic constitution-;

Elimination of the authority to discharge the elected from position.

4- Securing the participation of town, neighborhood, village, youth's, women's and faith groups' assemblies within autonomous regions in the processes of decision-making and supervision.

5- Advancement and expansion of democracy, equal representation of women in assemblies, all decision-making mechanisms and stages of self-governance in order for the attainment of a free and democratic living;

Granting of authority for women to form assemblies, communes and social structures in case of need;

Approval of women's assemblies on all the decisions concerning

→ women; recognition of women's right to a free and autonomous organisation in all areas.

6- Participation of youths in decision-making and self-rule mechanisms.

7- Arrangement of education by self-administrations;

Provision of education in all mother tongues besides Turkish;

Amendment of the curriculum in line with the new democratic constitution, universal values, human rights, local history, cultural and social distinctions;

Recognition of languages other than Turkish as official.

8-Provision of opportunities for works and studies in the fields of language, history and culture;

Organisation of places of worship as autonomous institutions,

9- Provision of healthcare and medical services by autonomous administrations.

10-Re-arrangement of the judicial system and legal services in accordance with the Autonomous Region Model.

11-Authorization of autonomous regional administrations for the operation and supervision of land, water and energy sources, and production sharing,

Formation and development of production and operation units in all areas such as agriculture, husbandry, industry and trade in accordance with the general democratic constitution principles;

Backing, promotion and donation of all individual and collective initiatives in this regard.

12- Provision and supervision of land, air and sea transport by

autonomous administrations;

Arrangement of traffic services by local authorities in accordance with the related central institutions.

13- Assignment of local budget to autonomous regional administrations in order for the provision of cited services;

Reliance on woman-oriented budgeting;

Collection of some taxes by self-governance units in devotion to the agreements and principles of equity decided with the central and other local administrations;

Granting by the central government of a share from the total tax revenue to local administrations,

Realization of necessary precautions by the central administration to eliminate the difference in the level of development in local regions.

14- Establishment of official local security units under the governance of autonomous regional administrations, arrangement of a coordinated work between local and central units of security and defense.

DTK said this declaration is a dynamic discussion and a quest of reconciliation, and is open to proposals and criticism.

In order to pave the way for Turkey's democratization, DTK invited all the democratic and libertarian circles of the society, political parties, individuals, opinion leaders, faith groups and establishments to support this rightful and legitimate struggle of the Kurdish people.

DTK also called upon all social circles and political parties in Kurdistan, as well as all the world peoples to be in solidarity with the Kurdish people's fair demand for freedom. ♦

# Turkey's Erdogan: Demirtas Kurdish autonomy plea is 'treason'

29 December 2015

<http://www.bbc.com>

Turkish President Recep Tayyip Erdogan has condemned as "treason" a call by prominent Kurdish politician Selahattin Demirtas for Kurdish autonomy.

"What the co-leader has done is treason, provocation," Mr Erdogan said, referring to Mr Demirtas, co-leader of the Peoples' Democratic Party (HDP).

At the weekend the HDP and other pro-Kurdish groups called for self-rule in Turkey's mainly Kurdish south-east.

Turkish prosecutors have launched an investigation into those comments.

The Turkish military has stepped up operations against the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK), which is fighting for Kurdish self-rule. The army says it has killed more than 200 PKK militants in the latest fighting.

The PKK is regarded as a "terrorist" organisation by Turkey, the US and EU.

'Challenging the constitution'

The HDP won 59 seats in Turkey's 550-seat



Image caption Recep Tayyip Erdogan (left) has warned Mr Demirtas he would be "taught a lesson"

parliament in the 1 November elections. It came third, behind Mr Erdogan's Justice and Development Party (AKP) and the Republican People's Party (CHP).

Speaking on Tuesday, Mr Erdogan said Mr Demirtas and other Kurdish leaders would be "taught a lesson" by the people and the law.

He accused Mr Demirtas of challenging Article 14 of the constitution, which bans activities deemed to "violate the indivisible integrity of the state".

On Sunday Mr Demirtas backed a declaration by a Kurdish umbrella group - the Democratic Society Congress (DTK) - which called for

"autonomous regions" and "self-governance bodies".

Little room to talk about rights - Rengin Arslan, BBC Turkish:

After 30 years of fighting between Turkish security forces and PKK militants, there has been little progress on the Kurdish issue.

The AKP has taken some steps towards improving the cultural rights of the Kurds, including on the official use of the Kurdish language, during its 13-year rule. But many of the Kurds' demands, such as the right to an education in Kurdish, have not been met.

Self-rule has been discussed for decades. The idea is now being promoted by a legitimate political party, the HDP, and the umbrella organisation DTK.

But with the recent upsurge in fighting in Turkey's mainly Kurdish south-east - with government-imposed curfews and Kurdish militias fighting in the streets - there is little room to talk about rights.

The declaration, issued in the mainly Kurdish city of Diyarbakir, said the "rightful resistance" of Kurds against Turkish state policies "is essentially a demand and struggle for local self-governance and local democracy".

It called for the "formation of autonomous regions, to involve several neighbouring provinces in consideration of cultural, economic and geographic affinities".

The PKK has been battling the Turkish military for three decades, in a separatist conflict that has killed more than 40,000 people. ■

December 30, 2015



## 'Vital' Regional Ally: Why Russia 'Should Play Kurdish Card'

<http://sputniknews.com>  
30.12.2015

**MOSCOW,** — Russia should increase its influence in the Middle East by playing on regional differences and the Kurds are instrumental in this respect, Russian analyst Vladimir Lepekhin asserted.

Moscow's relations with the Kurds in Turkey, according to the analyst, are gradually improving at a time when Ankara is essentially in a state of

war with its Kurdish population. Turkish forces have recently intensified the airstrike campaign against the Kurdistan Workers' Party (PKK) after the ceasefire collapsed.

*"Nowadays Russia's cooperation with the Kurds in Turkey, Syria and elsewhere has not only become possible, but is in fact vital. Russia does not have many friends in the Middle East. So it cannot ignore ties with its longtime ally like the Kurds," the expert wrote in an opinion piece for RIA Novosti.*

Russia could improve ties with the Kurds in Turkey in response to Ankara's "unfriendly steps" towards Moscow, he added.

"The simplest form of cooperation involves sending Russian weapons to Kurdish fighters in Turkey," he noted.

Lepekhin maintains that Moscow should be careful in promoting ties with the Kurds since this ethnic group and its aspirations are one of the key factors not only for Turkey, but also Syria, Iran and Iraq. Russia should keep in mind that regardless of where the Kurds live, they want to establish an independent state by carving out parts of the existing sovereign states, he pointed out.

Russia's relations with the Kurds should be considered within the framework of Moscow's "strategic partnership with Tehran ... and the emerging peace process in Syria," the analyst noted. He believes that Moscow and Damascus would want the Syrian Kurds to take part in the negotiations to counterbalance the opposition.

*"Russian analysts mostly agree that Moscow should play the Kurdish card more actively in Turkey and Syria. It should provide support to Peshmerga in return for the Kurdish backing of the Syrian government forces, the Iraqi government and especially Iran," he asserted. ■*

THE DAILY STAR

December 31, 2015

## Erdogan vows no respite in Turkey's war on Kurdish militants

By Nick Tattersall and Melih Aslan  
REUTERS

Dec 31, 2015 ISTANBUL

Turkish President Tayyip Erdogan on Thursday vowed no let-up in a military campaign which he said had killed more than 3,000 mostly Kurdish militants this year in some of the heaviest fighting since their insurgency began three decades ago.

In a New Year statement, Erdogan said Turkey had "the resources and determination" to deal with the Kurdistan Workers Party (PKK), which first took up arms in 1984 to push for greater autonomy in the largely Kurdish southeast.

The violence has preoccupied the NATO member's armed forces and complicated international efforts to fight Islamic State in neighbouring Syria, where a Kurdish group linked to the PKK is fighting the jihadists. Western allies

want Turkey to focus more squarely on the threat from Islamic State.

"Our security forces are continuing to cleanse every place of terrorists, in the mountains and in the cities, and will continue to do so," Erdogan said, referring to the PKK.

Turkey launched what it dubbed a "synchronized war on terror" in July, meant to include a campaign against Islamic State in Syria as well as Kurdish militants at home. But it has overwhelmingly concentrated its efforts on the PKK.

Southeastern Turkey has plunged back into some of its worst violence since the 1990s after a two-year ceasefire between the PKK - designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union - and the state collapsed in July.

Warplanes have bombed PKK camps in southeastern Turkey and across the border in the mountains of northern Iraq, while thousands of troops backed by tanks have in recent weeks pressed a campaign within Turkey to flush out militants on the ground.

### THOUSANDS KILLED

Erdogan said 3,100 militants had been killed by the Turkish military in and outside the country since the start of 2015, which would be one of the highest rates of attrition for years.

Since the PKK launched its insurgency, fighting has been largely in the countryside, but the latest violence has focused on urban areas, where the PKK youth wing has set up barricades and dug trenches to keep security forces out.

Residents in towns such as Cizre and Silopi, which have been rocked by explosions and gunfire in recent weeks, have complained that the military operations are indiscriminate and that round-the-clock curfews have left even the sick unable to get to hospitals.

The violence has also hit once-thriving cross-border trade. The UND transporters' association said on Thursday around 10,000 truck drivers were stuck on the Iraqi side of the border because of the security concerns in Silopi and Cizre.



In apparent reference to a row with Baghdad over the deployment of Turkish troops to northern Iraq, Erdogan said Turkey had no territorial ambitions in any other country and did not question the sovereignty of its neighbours.

Iraq's prime minister accused Turkey on Wednesday of failing to respect an agreement to withdraw its troops from the north and its foreign minister said if forced, Iraq could resort to military action to defend its sovereignty.

The diplomatic dispute flared after Turkey deployed a force protection unit of around 150 troops earlier this month, citing heightened security risks near a military base where its troops were training an Iraqi militia to fight Islamic State.

"We just want people who are historically and culturally our brothers to live in peace and security," Erdogan said. ♦

REUTERS

# La Turquie dit avoir tué 110 rebelles kurdes en six jours

DIYARBAKIR, Turquie dim. 20 décembre 2015 (Reuters)

Les affrontements se sont poursuivis dans la nuit de samedi à dimanche à Cizre, une des villes du sud-est de la Turquie où l'offensive militaire contre les rebelles kurdes est entrée dans son sixième jour et a déjà fait 110 morts dans leurs rangs, selon le dernier bilan fourni de sources sécuritaires.

Les combats, qui se déroulent dans plusieurs secteurs de la région majoritairement kurde située le long de la frontière avec la Syrie et l'Irak, mettent aux prises quelque 10.000 soldats et policiers, selon la presse turque, et des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Des chars stationnés sur les collines autour de Cizre ont tiré des obus sur des positions du PKK à l'intérieur de la ville et un convoi d'une trentaine de blindés a pénétré dans un de ses quartiers, ont rapporté des habitants et des sources proches des services de sécurité.

Quelque 300 bâtiments ont été endommagés par les combats et des obus de mortier qui n'ont pas explosé reposent sur le sol de certains d'entre eux, a-t-on ajouté de mêmes sources.

Un soldat turc blessé samedi à Cizre est décédé et un employé de la poste a été tué lorsque son véhicule est tombé dans une embuscade du PKK, ont dit les sources sécuritaires.



Des jeunes kurdes s'en prennent aux forces de l'ordre le 15 décembre 2015 à Diyarbakir dans le sud est de la Turquie. Ils protestent contre l'instauration du couvre-feu dans les villes à majorité kurde.

Le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, a déclaré que l'offensive se poursuivrait jusqu'à ce que la région soit "nettoyée des terroristes".

atlantico 22 décembre 2015

# Etat islamique : en un an, les djihadistes ont perdu 14% de leur territoire

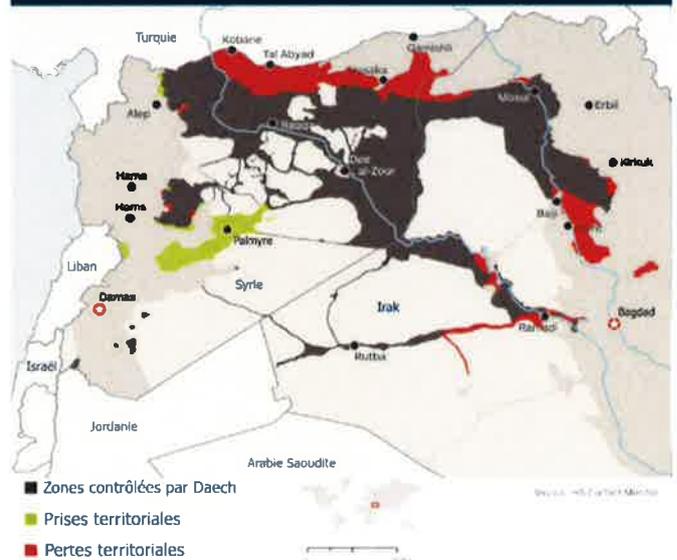
La zone contrôlée par le groupe terroriste s'est réduite de 12 800 km<sup>2</sup> depuis le 1er janvier 2015.

22 Décembre 2015  
www.atlantico.fr/

L'Etat islamique perd du terrain en Syrie et en Irak. Selon l'institut spécialisé IHS Jane's, basé à Londres, la zone contrôlée par les djihadistes s'est réduite de 12 800 km<sup>2</sup> entre le 1er janvier et le 14 décembre 2015. Le groupe terroriste contrôle aujourd'hui 78 000 km<sup>2</sup>, soit 14% de moins qu'en 2014. A l'inverse, les Kurdes syriens ont presque triplé leur zone qui s'étendait mi-décembre à 15 800 km<sup>2</sup>, selon cette étude. L'une des pertes notables de l'Ei est la zone frontalière nord entre la Turquie et la Syrie.

S'il a perdu des zones, le groupe a aussi conquis des territoires, notamment Palmyre en Syrie et Ramadi en Irak. Ces deux conquêtes ont eu lieu lors d'offensives en mai 2015, mais sont intervenues au détriment du nord de la Syrie qui a été conquis par les Kurdes, souligne Colum Strack, l'un des analystes de l'IHS. Cela montre "que les territoires kurdes sont de moindre importance par rapport au fait d'expulser les forces gouvernementales syriennes et irakiennes", analyse-t-il.

Daech : gains et pertes territoriales depuis 2014



FRANCE 24 26 décembre 2015

# Un groupe armé kurde revendique l'attaque d'un aéroport d'Istanbul

france24.com  
26 déc 2015 (AFP)

Diyarbakir (Turquie), Trois jours après l'explosion dans un aéroport d'Istanbul, mer-

credi, l'attaque a finalement été revendiquée. Il s'agit d'un groupe armé kurde, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), sur lequel le PKK explique n'avoir aucun contrôle.

Un groupe armé kurde, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), a indiqué, samedi 26 décembre, être à l'origine de l'explosion qui avait causé la mort d'une femme, mercredi

◇ 23, dans le second aéroport d'Istanbul, en Turquie. Pour mener l'attaque, le groupe a utilisé "des obus de mortier", a précisé le TAK dans un communiqué publié sur Internet.

Une femme de 30 ans, agent d'entretien, est morte des suites de blessures à la tête après l'explosion survenue sur le tarmac dans la nuit de mardi à mercredi. Une de ses collègues, âgée de 33 ans, a été blessée et hospitalisée.

Cette attaque, qui n'avait pas été revendiquée jusqu'à présent, est survenue alors qu'Ankara a récemment lancé une vaste offen-

sive dans le sud-est de la Turquie contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Sur son site internet, le TAK a déclaré que l'attaque à l'aéroport d'Istanbul était une réponse aux "attaques fascistes qui réduisent en ruines les villes kurdes".

Les responsables turcs considèrent le TAK comme une émanation du PKK, lequel assure de son côté ne pas avoir le contrôle de ce groupe. Le groupe armé, discret depuis quelques temps, a affirmé que l'attaque avait causé des dégâts importants dans l'aéroport et que cinq avions avaient été fortement endommagés. ●



La police turque à la recherche d'indices autour de l'aéroport Sabiha Gokcen d'Istanbul © epa.



27 décembre 2015

## Les Kurdes lancent un appel à l'autonomie

Cette demande pour obtenir des régions autonomes pourrait encore accroître les tensions entre les Kurdes et Ankara.

27 décembre 2015  
<http://www.20min.ch>

La ville de Diyarbakir, où s'est déroulé le Congrès des associations de mouvements kurdes en Turquie, est régulièrement le théâtre de manifestations contre la répression turque sur les Kurdes (ici le 22 décembre 2015). (photo: AFP)

Le Congrès pour une société démocratique (DTK), qui réunit des associations et mouvements kurdes en Turquie, a lancé dimanche un appel à l'autonomie. Son assemblée a eu lieu durant deux jours à Diyarbakir, en pleine offensive de l'armée turque dans cette région.

Le DTK estime que «la résistance légitime du peuple kurde contre les politiques qui dégradent le problème kurde est essentiellement une exigence et une lutte pour un gouvernement autonome local et une démocratie locale». La

déclaration appelle à la formation de régions autonomes dans plusieurs provinces voisines de Diyarbakir. Cet appel pourrait encore accroître les tensions entre les Kurdes et Ankara.

### ERDOGAN RÉAFFIRME SON OPPOSITION

Le président turc Tayyip Erdogan a réaffirmé samedi soir dans un discours que la Turquie ne permettrait jamais la formation d'un autre Etat au sein de ses frontières. Son Premier ministre Ahmet Davutoglu a pour sa part annulé samedi une rencontre prévue avec le chef du Parti démocratique des peuples (HDP) en accusant le grand mouvement pro-kurde de «profiter» de la violence actuelle.

L'armée turque a lancé il y a deux semaines une vaste opération contre les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans plusieurs villes du sud-est de l'Anatolie, où la population kurde est majoritaire. Plus de 200 com-



La ville de Diyarbakir, où s'est déroulé le Congrès des associations de mouvements kurdes en Turquie, est régulièrement le théâtre de manifestations contre la répression turque sur les Kurdes (ici le 22 décembre 2015). (photo: AFP)

battants du PKK y auraient été tués en deux semaines.

Trois soldats turcs ont en outre

été tués par l'explosion d'une bombe, a déclaré l'armée turque dimanche. (nxp/ats) ○

Le Parisien

29 décembre 2015

## Erdogan dénonce comme une "trahison" la revendication autonomiste du parti kurde

Ankara, 29 déc 2015 (AFP)  
<http://www.leparisien.fr>

Le président islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan, a dénoncé mardi comme une "trahison" la revendication autonomiste du principal parti pro-kurde de Turquie au moment où se déroule une opération militaire massive dans le sud-est du pays à dominante kurde.

"Ce que ce coprésident a fait constitue une trahison, une provocation très claire", a-t-il dit

devant la presse à l'aéroport d'Istanbul avant de se rendre en visite en Arabie Saoudite, en référence au chef de file du parti de la démocratie des peuples (HDP), Selahattin Demirtas, qui a lors du week-end évoqué une possible autonomie pour la minorité kurde.

"De quel droit pouvez-vous parler dans le cadre de notre structure unitaire d'établir un Etat dans le Sud-Est, dans l'Est ?", a demandé l'homme fort de Turquie, prévenant que "ni la volonté nationale, ni les forces armées ne per-



mettront une telle situation".

Les tensions politiques sont au comble entre le gouvernement islamo-conservateur et le principal parti pro-kurde du pays en raison d'une opération militaire d'une ampleur inédite menée depuis deux semaines dans

plusieurs villes du sud-est anatolien contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les combats ont fait plus de 200 morts dans les rangs des séparatistes mais n'épargnent pas non plus les civils.

Le chef de l'Etat turc a réaffirmé mardi que l'offensive militaire se poursuivrait avec "détermination". Il a affirmé que "plus de 3000 terroristes" ont été tués lors d'opérations menées en Turquie et dans le nord de l'Irak, où le PKK dispose de bases-arrières, depuis l'été. ◆

# Entre Kurdes et Arabes, la guerre froide derrière le front contre Daech

Émilienne Malfatto / 27 dec. 2015

<http://www.slate.fr>

**À la frontière Irak-Iran se cristallisent des tensions territoriales qui pourraient fournir la matière du prochain conflit de la région.**

Jalawla (Irak)

**C'**est un coin de désert battu par les vents à la frontière Irak-Iran. Un endroit sans charme, ville en ruines au milieu d'une morne plaine qu'interrompt parfois un moutonnement de collines. Pourtant, Jalawla, située à 130 km au nord-est de Bagdad, est plus importante qu'il n'y paraît: c'est ici, à plusieurs kilomètres du front contre le groupe Etat islamique (EI) que se cristallisent des tensions territoriales qui pourraient bien devenir le prochain conflit de la région, entre Kurdes et Arabes.

Il y a près d'un an, fin novembre 2014, peshmergas kurdes et miliciens chiïtes des Hashd al-Shaabi («le Rassemblement populaire») se sont alliés pour chasser les djihadistes sunnites de l'EI, qui avaient pris Jalawla cinq mois auparavant. La ville est aujourd'hui libérée, mais toujours sous tension. Une fois l'ennemi commun éliminé, les tensions entre Kurdes et miliciens n'ont fait qu'augmenter pour terminer en apothéose au printemps 2015, quand le commandant peshmerga de la zone a «chassé» les Hashd al-Shaabi de Jalawla.

Depuis, et dans les faits, la ville n'appartient plus à Bagdad. Appartient-elle pour autant, et légitimement, à la région autonome du Kurdistan? Oui, affirment les peshmergas, qui n'utilisent désormais plus que le nom kurde de la ville, Golala. Pas si vite, répondent en face les milices alliées au gouvernement de Bagdad dirigé par le chiïte Haïdar al-Abadi. A tel point qu'une ligne de front sépare maintenant les deux anciens alliés.

Jalawla/Golala fait partie des «territoires disputés», appartenant officiellement à Bagdad mais revendiqués par les Kurdes. Ces derniers ont mis la main sur nombre de ces territoires à la faveur de l'offensive de Daech sur l'Irak en juin 2014 –une opportunité autant qu'une menace pour les Kurdes. Profitant du vide laissé par la fuite de l'armée irakienne face à la fulgurante avancée djihadiste, les peshmergas se sont glissés dans la brèche. La région autonome du Kurdistan a ainsi agrandi son territoire de 40% au début de l'été 2014, incluant notamment de la ville pétrolière de Kirkouk. Et les Kurdes n'ont pas l'intention de restituer ces zones.

Jalawla, stratégiquement située à la frontière



Des peshmergas kurdes patrouillent dans les rues de Jalawla (Emilienne Malfatto).

iranienne, sur la route reliant Bagdad à Soulimanieh, grande ville du Kurdistan, est également passée dans la musette kurde depuis que les Hashd al-Shaabi en ont été chassés au printemps, se repliant dans la ville voisine de Saadiya.

«Je leur ai coupé l'eau et les vivres pour les faire partir», lâche le commandant peshmerga Mahmoud Sangawi avec un rictus satisfait. Ce sexagénaire à la moustache en brosse dirige les forces kurdes dans la région. C'est lui qui a «chassé» les Hashd al-Shaabi de la ville, qui était sous contrôle conjoint des peshmergas et des miliciens depuis sa libération. «Les Hashd al-Shaabi se comportaient mal, ils pillaient les maisons et étaient inefficaces», lâche-t-il sans cacher son mépris pour ses anciens alliés.

## «PAS RÉELLEMENT DE CONFLIT»

Les milices chiïtes alliées à Bagdad dans la lutte contre l'EI ont été à de nombreuses reprises accusées d'exactions et de pillages par des ONG de lutte pour les droits de l'homme. Mais à Jalawla, il est impossible de vérifier les dires du commandant Sangawi de manière indépendante: les ruines qui jonchent la ville ne portent pas de signature. Ou plutôt, elles en portent trop: graffitis djihadistes à moitié effacés, slogans chiïtes et sigles des partis politiques kurdes.

Du bazar, il ne reste que des ruelles désertes, des magasins mis à sac sous un enchevêtrement de câbles électriques. Les chiens errants ont pris possession des trottoirs, ils n'y croisent à l'occasion que des soldats kurdes. Ici et là, un «H» –pour Hashd al-Shaabi– a été inscrit en carmin sur les murs encore debout.

«On avait besoin des Hashd al-Shaabi sur un autre front», explique le porte-parole des Hashd al-Shaabi, Karim al-Nury, pour justifier le départ des miliciens. «On a essayé de travailler avec les peshmergas, mais ce n'était pas possible de rester dans la région avec eux.»

Karim al-Nury s'exprime au téléphone. Saadiya n'est qu'à quelques minutes de Jalawla mais les forces kurdes interdisent catégoriquement le passage et tentent d'en-traver toute démarche pour s'entretenir avec les miliciens.

Quelque 700 mètres de no man's land séparent les peshmergas des miliciens chiïtes. Un front qui n'en est pas vraiment un, car il n'y a jamais de combats. Ou presque, élude le commandant Sangawi, refusant de donner des détails. Sur place, les peshmergas montent la garde derrière des sacs de sable. Deux chiots se sont avancés jusqu'au poste militaire sur lequel flotte le drapeau kurde –rouge, blanc et vert, un soleil au centre. Plus qu'un véritable front, c'est une sorte de guerre froide entre les deux anciens alliés. Mais difficile de savoir comment la situation va évoluer.

«Il n'y a réellement pas de conflit entre nous et les peshmergas. Nous coopérons», affirme Karim al-Nury. De fait, les deux «presque ennemis» communiquent régulièrement sur la situation militaire et réalisent parfois des opérations communes. Interrogé sur la possibilité d'un conflit avec les Kurdes, Karim al-Nury préfère éluder: «Les peshmergas et les Hashd al-Shaabi doivent d'abord résoudre le problème Daech. Les autres problèmes attendront.» Pourtant, début novembre, des affrontements entre peshmergas et miliciens chiïtes ont fait plusieurs morts à Touz Khourmatou, près de Kirkouk, quelques 200 km plus au nord-ouest. «Il va y avoir un conflit entre peshmergas et milices chiïtes», prédit de son côté le maire de Jalawla, Iacob Youssif Ali.

Le commandant Sangawi se montre plus prudent. «J'espère que les Hashd al-Shaabi ne pensent pas à déclarer la guerre aux Kurdes», se contente-t-il de lâcher. Mais il le dit tout net: il ne rendra pas Golala. Le seul nom utilisé par le commandant, qui tique un peu lorsque ses interlocuteurs utilisent

➔ le nom arabe Jalawla.

### ARABISATION DU NORD DE L'IRAK

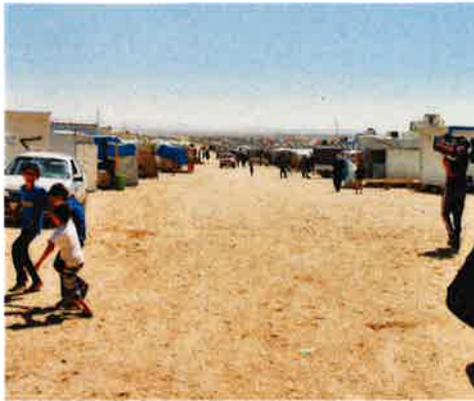
La ville est pourtant deux fois plus proche de Bagdad que d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien. Le paysage plat et désertique évoque davantage les terres arabes que les montagnes kurdes. Et Jalawla, soumise aux politiques d'«arabisation» de Saddam Hussein, était démographiquement arabe (plus de 80%) avant l'offensive djihadiste.

Dans les années 1970 et 1980, le régime baassiste de Saddam Hussein a mis en place des politiques d'arabisation dans le nord de l'Irak, chassant les civils kurdes et installant à leur place des Arabes afin de changer la représentation démographique de chaque communauté. «Les familles arabes importées par Saddam [Hussein, ndr] ne peuvent pas revenir à Golala», lâche le commandant Sangawi d'un ton sans appel. «Ces gens doivent retourner dans le Sud, on ne peut pas leur faire confiance.» Pour lui comme pour de nombreux Kurdes, les civils arabes de la région sont partisans de l'EI.

«La majorité des familles importées par Saddam Hussein appartiennent à la tribu Karawi, dont le sheikh a prêté allégeance à al-Qaïda et maintenant à l'EI», ajoute Jacob Youssif Ali. «Après la chute du régime baassiste en 2003, de nombreux Kurdes ont voulu revenir à Jalawla et réclamer la restitution de leurs terres, alors les Arabes de la tribu Karawi ont créé des milices», précise-t-il, évoquant tensions inter-communautaires, meurtres et attentats entre 2004 et 2014.

Pour l'instant, quelle que soit son appartenance ethnique, aucune famille n'a été autorisée à revenir à Jalawla. Les habitants s'entassent dans des camps gérés par les autorités du Kurdistan. Parmi elles, des Kurdes, des Arabes originaires de Jalawla, et des Arabes venus du Sud.

Dans le camp d'Alwand, plus de 700 familles attendent ainsi un hypothétique retour chez elles. Situé à vingt minutes de Jalawla, sur un petit promontoire au milieu du désert, l'endroit est perdu au milieu de nulle part, entouré de barbelés, des camions-citernes



Dans le camp d'Alwand (Emilienne Malfatto).

échoués au pied de la colline. Les journalistes y sont officiellement admis, mais sous bonne garde, à la différence de nombreux autres camps du Kurdistan. Pas la peine de chercher des familles arabes «importées» par Saddam Hussein, prévient-on, il n'y en a pas. Mais défense de s'aventurer seul dans les allées poussiéreuses pour vérifier la chose. Des gardes, aimables mais armés, veillent au grain.

Sabah Ahmed, 45 ans, a fui Jalawla en juin dernier, à l'approche des djihadistes. Il fait partie des Arabes «originaires» de la ville et ne mâche pas ses mots à l'égard des «Arabes importés par Saddam». «Ils ne devraient pas revenir à Jalawla, ils doivent rentrer chez eux. Je ne sais pas d'où ils viennent et on ne peut pas leur faire confiance, la majorité d'entre eux ont soutenu l'EI», affirme-t-il, assis dans le préfabriqué où la famille s'entasse depuis plusieurs mois.

### ENGINS EXPLOSIFS IMPROVISÉS

«On aimerait bien rentrer chez nous», lâche, au détour d'une allée, un autre déplacé.

Cela fait près d'un an que Jalawla a été libérée des jihadistes, mais la zone est encore truffée d'engins explosifs improvisés (EEI), assurent les peshmergas. Ces «bombes maison» sont un des principaux obstacles au retour des civils dans toutes les zones libérées. Remplies de

TNT, phosphore, petits cailloux ou grosses aiguilles, les EEI sont disséminés dans les rues et les maisons, piégeant les portes d'entrées, les frigos, etc. «Il y a même des Corans piégés», assurent les peshmergas.

Toufiq Ibrahim Hamakhan dirige une équipe de démineurs qui intervient à Jalawla. Est-ce un effet du stress? A 49 ans, il en paraît au moins 65, moustache et cheveux en brosse blancs comme neige. Sur les 22 techniciens qui formaient l'équipe, quatre sont morts dans des explosions au cours des derniers mois. «Daech utilise des fils fins comme des cheveux, c'est très difficile à détecter. Il n'y a que douze équipes de démineurs comme nous dans tout le Kurdistan.» Pour une tâche titanesque. Toufiq Ibrahim estime qu'il faudra encore au moins six mois pour déminer la zone de Jalawla, où quelque 150 EEI ont déjà été désactivés. «On en a fait exploser environ 85 supplémentaires», ajoute-t-il.

Par ailleurs, la destruction des infrastructures de la ville a rendu la ville inhabitable, précise Jacob Youssif Ali, qui estime à 71 milliards de dinars (57 millions d'euros) le coût de la reconstruction.

«Nous avons demandé au gouvernement irakien de venir reconstruire la ville, qui appartient à la province irakienne de Diyala, mais ils n'ont envoyé aucune aide», se plaint-il, soulignant malgré lui que Jalawla n'est pas encore tout à fait kurde. En face, le gouvernement régional du Kurdistan a promis de donner 25 milliards de dinars (20 millions d'euros) pour financer la reconstruction. Une manière d'attirer un peu plus Jalawla dans son orbite, ce qui ne peut que déplaire à Bagdad.

Appauvri, corrompu, divisé, le gouvernement central est pour l'heure trop occupé par la lutte contre l'EI pour réagir. Mais une fois la menace djihadiste éliminée, il pourrait bien rediriger son attention sur les «territoires disputés». Jalawla ou Golala, la question du nom de ce coin de désert porte possiblement en elle les germes d'un conflit «post-Daech». □

Émilienne Malfatto

L'EXPRESS 26 décembre 2015

## Syrie: le barrage de Tichrine repris à l'EI par une coalition arabo-kurde

Par AFP, le 26/12/2015 //www.lexpress.fr

**Qamichli (Syrie)** - Une coalition militaire arabo-kurde a pris samedi aux jihadistes de l'Etat Islamique (EI) un barrage stratégique de l'Euphrate, dans le nord de la Syrie, a annoncé le porte-parole du groupe.

L'EI avait pris le contrôle du barrage de Tichrine en 2014 après en avoir chassé plusieurs groupes rebelles, dont Ahrar al-Cham, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Ce barrage est stratégique puisqu'il fournit en électricité de vastes régions de la province

d'Alep, avait indiqué l'ONG.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) "ont libéré le barrage de Tichrine" a indiqué à l'AFP leur porte-parole, le colonel Talal Sello, précisant cependant que "les affrontements se poursuivent dans la zone où se trouvent les logements de fonction des employés, autour du barrage".

"Nous avons libéré la région à l'est du barrage" a également indiqué le porte-parole de cette coalition, formée principalement des Unités de protection du peuple kurde (YPG) et des combattants arabes.

Le directeur de l'OSDH, Rami Abdel

Rahmane, a confirmé la prise du barrage, précisant que les affrontements se poursuivaient sur la rive ouest du fleuve.

Les forces kurdes avaient chassé en juillet l'EI de Sarrine, localité sur la rive est de l'Euphrate.

Mercredi, les FDS avaient lancé une offensive contre plusieurs localités aux mains de l'EI, sur cette rive est. L'objectif, selon le porte-parole, était de "libérer" les régions au sud de Sarrine et d'atteindre le barrage.

Il s'agissait de la deuxième grande opération de la coalition fondée en octobre, qui a repris à l'EI quelque 200 villages dans la province de Hassaké (nord-est).

Sur la rive ouest de l'Euphrate, l'EI contrôle toujours de vastes territoires allant de Raqa à Jarablus, à la frontière turque.

Depuis le début du conflit en Syrie, plus de 250.000 personnes ont péri et plusieurs millions ont fui leur foyer. ○

# A Sinjar, la soif de vengeance des yézididis

**Persécutée par l'Etat islamique jusqu'en novembre, la minorité religieuse exécute tout musulman soupçonné d'avoir aidé les jihadistes.**

Par Oriane Verdier, envoyée spéciale à Sinjar (Irak)  
28 décembre 2015  
<http://www.libération.fr>

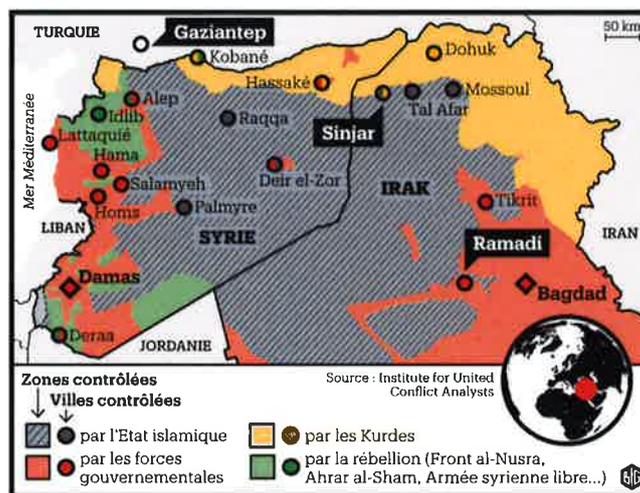
**A** la naissance des montagnes qui séparent la Turquie du Kurdistan irakien, trois familles kurdes sunnites ont trouvé refuge dans une petite maison de pierre. Comme nombre de leurs voisins musulmans et yézididis, elles ont fui leur village près de Sinjar, dans le nord de l'Irak, lorsque l'Etat islamique (EI) est entré dans la région à l'été 2014. «Seuls les anciens sont restés, explique Younes. Aujourd'hui, mon père est retenu par l'Etat islamique à Tal Afar parce qu'il a aidé les peshmergas [forces armées du gouvernement régional du Kurdistan irakien, ndlr]. Mon oncle, lui, a été tué par des combattants yézididis, il y a trois semaines. Ils l'accusaient d'être au service de Daech.» Le jour de la mort de son oncle, Khalaf était présent. Ce dernier est arrivé chez Younes il y a quelques semaines. Assis en tailleur près du poêle, le vieil homme enturbanné raconte : «Pendant un an, nous avons vécu sous l'autorité de l'Etat islamique car nous ne pouvions pas laisser nos moutons et nos maisons. En cachette, nous donnions des informations aux peshmergas. Nous avons même aidé à libérer des yézididis.»

## «GÉNOCIDÉ»

Il y a un mois, les forces kurdes d'Irak, de Turquie et de Syrie, épaulées par l'aviation de la coalition internationale, ont repris le centre de Sinjar et quelques villages alentour. Khalaf et ses voisins ont alors voulu rejoindre ces terres libérées. Mais une fois encore, ils ne pouvaient laisser leurs moutons derrière eux. Alors, Khalaf, avec l'oncle de Younes et deux autres bergers, se sont chargés de guider



Un combattant yézidi découvrant sa maison détruite, le 15 novembre à Sinjar, deux jours après la reprise de la ville, aux mains de l'Etat islamique depuis plus d'un an. Photo Sebastian Backhaus. NurPhoto. AFP



les bestiaux. «Sur notre chemin, nous avons été arrêtés par les hommes [du général] Qasim Shesho», explique le rescapé. Cette troupe de combattants indépendants yézididis a participé à la libération de Sinjar. «Ils nous accusaient d'avoir volé nos 4 000 moutons aux yézididis et de travailler pour l'Etat islamique, poursuit Khalaf, qui a ensuite été emmené pour être interrogé. Je suis resté toute la nuit chez les hommes de Qasim Shesho. Ils me répétaient que Sinjar n'était pas à nous, les musulmans. Au téléphone, ils débattaient de mon exécution avec un supérieur. Le lendemain, des peshmergas musulmans sont venus me libérer et m'annoncer que mes trois amis avaient été tués par les combattants yézididis.»

Cette histoire a fait le tour de la région de Sinjar. Les moutons étaient-ils yézididis ou musulmans ? Les bergers exécutés étaient-ils au service de l'EI ou des peshmergas

La rumeur ne semble avoir épargné que la base militaire des hommes de Qasim Shesho, dans les environs de Sinjar. Dans cette grande maison, les journalistes ne sont pas les bienvenus. Un jeune en habit militaire accepte de nous recevoir. Son collègue plus âgé lui ordonne de se taire, mais Aman brave l'interdit : «Nous voulons suivre la loi et juger ceux qui ont aidé l'Etat islamique à nous persécuter. Mais certains d'entre eux se déplacent librement au Kurdistan irakien. Nous avons vécu un génocide. Certains yézididis souffrent de graves troubles psychologiques.

Sous cette pression, il est possible qu'ils commettent des erreurs», explique Aman. A l'évocation de la mort des trois bergers, il affirme sans trop de conviction ne pas avoir entendu parler de l'affaire.

## SIMPLE MALENTENDU

Dans la ville, entre les bombardements aériens, les destructions commises par l'EI et les combats de la reconquête, aucune maison n'a été épargnée. Tous les biens personnels ont été pillés. Seule preuve d'une vie passée : deux cadavres en décomposition sur un tas de pierres froides. Devant ce désastre, les familles ne peuvent revenir peupler le cœur de Sinjar, réduit à des ruines. Les seuls habitants de cette ville fantôme sont les combattants kurdes qui luttent toujours contre l'EI, dont les premières positions sont encore à quelques kilomètres. Dans les rares bâtiments encore debout, les officiels ont installé leurs quartiers généraux. Tous, yézididis ou musulmans, qualifient la mort des trois bergers de simple malentendu. De la même manière, selon les commandants locaux, les maisons de sunnites brûlées par des yézididis à la libération ne sont pas grand-chose face à la destruction infligée à Sinjar lors des combats contre l'EI.

## JEU DE POKER

Pourtant, une fois la nuit tombée, dans un salon improvisé en dortoir, autour d'un poêle à gaz, les peshmergas musulmans sunnites laissent éclater leur colère. «Quand je porte les vêtements militaires, je ne crains rien. Mais dès que je les enlève, je sais que les yézididis peuvent me tuer à cause de ma religion», affirme Mohamad. Ce père de famille se bat pour libérer sa région de l'Etat islamique, mais il sait pertinemment qu'il ne pourra jamais rentrer chez lui. «A la libération, je suis allé voir ma maison. Elle était encore intacte. Mais dans les jours suivants, les yézididis l'ont brûlée. Si ma femme et mes enfants rentrent dans mon village, personne ne les protégera», affirme Mohamad, assurant que des Kurdes musulmans sunnites ont aussi été tués dans le mont Sinjar alors qu'ils tentaient de fuir l'EI comme les yézididis. «Pourtant, les yézididis ont besoin des Kurdes musulmans pour revenir à Sinjar, car sans nous, ils seront tout seuls, entourés de villages arabes», renchérit Idris, un grand homme mince au regard doux.

Parallèlement aux désirs de vengeance entre communautés

► religieuses, se joue en effet une implacable lutte de pouvoir entre les diverses factions kurdes. En battant les cartes d'un jeu de poker, son voisin, Mahdi, peshmerga, accuse les rebelles turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de se servir des yézidis pour étendre les zones sous leur contrôle. Les combattants du PKK ont participé à la libération de Sinjar aux côtés de ceux du parti frère syrien, le PYD, et de leurs jeunes miliciens du YPG. Ils ont également formé une force yézidie locale.

#### BLAGUES STRATÉGIQUES

Un dirigeant du PDK (le parti du président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani) nous reçoit dans

un grand salon aux fauteuils luxueux. Le visage impassible, il remercie poliment le PKK pour son aide et souhaite que les «forces étrangères rentrent chez elles, qu'elles quittent le Kurdistan irakien».

A quelques rues de là, Dilsher Karakul, un commandant du PKK, choisit, lui, de recevoir ses hôtes sur un balcon austère de l'ancienne école de Sinjar, entre blagues stratégiques et sourire jovial. Lorsqu'il parle du Kurdistan, il évoque la grande région historique qui s'étend de la Turquie à l'Irak en passant par la Syrie et l'Irak. «Nous nous sommes battus pour notre peuple aux côtés des peshmergas pendant onze mois, revendiqué le responsable du PKK.

Nous n'avons pas d'alliance officielle avec les forces kurdes d'Irak, mais pour nous, c'était un devoir et un droit de participer à cette libération. Lorsque l'Etat islamique est entré dans Sinjar, il y a un an, les commandants locaux n'ont pas protégé les yézidis comme il le fallait. Les ancêtres des Kurdes sont les yézidis. Si les yézidis ne sont pas protégés, le Kurdistan entier est en danger.» Le PDK propose aujourd'hui de protéger cette communauté en faisant de Sinjar la quatrième province du Kurdistan irakien. Dilsher Karakul, du PKK, affirme pour sa part que la seule solution pour répondre aux tensions entre musulmans et yézidis serait un système démocratique local.

Bien loin de ces discussions politiques, dans le froid du mont Sinjar, les familles yézidies continuent de vivre sous des tentes. «Les partis ne sont venus que pour remuer des drapeaux, ils se fichent de notre sort, affirme une mère de famille. De toute façon, même s'il y avait de l'eau et de l'électricité à Sinjar, je ne rentrerais pas. Plus jamais je n'habiterai aux côtés des musulmans. Ce sont eux qui ont tué nos enfants.»

Plus dans le nord de l'Irak encore, près de Dohuk, Younes affirme quant à lui que si le gouvernement ne lui procure pas d'armes, il s'en chargera. Il récupérera ses moutons donnés à des familles yézidies et vengera la mort de son oncle. ♦

**L'EXPRESS** 30 décembre 2015

## Turquie: après 19 jours de couvre-feu, des habitants découvrent les cicatrices des combats

Par AFP le 30/12/2015  
<http://www.lexpress.fr>

**D**argecit (Turkey) - Bâtiments en ruines, véhicules brûlés, cadavres d'animaux décomposés: les habitants de Dargecit, ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie, ont commencé à regagner avec prudence leur maison mercredi à la faveur de la levée d'un couvre-feu de 19 jours.

Le couvre-feu avait été instauré le 11 décembre à Dargecit, ville de 20.000 habitants de la province de Mardin, et dans plusieurs autres villes du sud-est anatolien pour permettre à l'armée de lancer une vaste opération destinée à déloger les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) des centres urbains.

Mercredi, l'urgence pour les habitants de Dargecit était d'enlever des rues les cadavres d'ânes et autres animaux de ferme pourrissant à l'air libre, a constaté un photographe de l'AFP. Certains sillonnaient les rues boueuses de leur ville, inspectant les carcasses de véhicules brûlés et les murs des maisons qui tiennent encore debout.

Malgré la levée du couvre-feu, les forces spéciales de police maintenaient une forte présence dans la ville, où des centaines de personnes assistaient mercredi aux funérailles d'un homme tué dans les combats.

Les autorités ont affirmé avoir saisi deux tonnes d'explosifs et de nombreuses armes lors des quelque 110 perquisitions effectuées pendant le couvre-feu.

32 "terroristes" - terme employé par les autorités turques pour désigner les rebelles kurdes - ont été tués au cours de l'opération à Dargecit, ont déclaré les services du gouverneur de la province de Mardin dans un communiqué.



*Des hommes traînent le cadavre d'un âne retrouvé dans une maison à Dargecit, dans le sud-est de la Turquie, le 30 décembre 2015. [afp.com](http://afp.com)/BULENT KILIC*

Mais deux habitants de la ville ont également perdu la vie dans les combats, ont reconnu les autorités, sans préciser les circonstances de leur décès.

"La lutte contre les membres de cette organisation terroriste pour le bien et la sécurité des habitants de cette région se poursuivra avec une détermination intacte", poursuit le texte.

#### - 'PEUR ET TERREUR' -

Au total, l'armée turque affirme avoir tué plus de 200 militants du PKK lors de l'opération qui mobilise quelque 10.000 hommes. Un bilan invérifiable de source indépendante.

Mais selon les opposants du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), les principales victimes du conflit, qui a repris l'été dernier, ont été les civils, avec 360 tués parmi lesquels 61 enfants et 73 femmes.

"Contrairement aux affirmations selon lesquelles ils s'agirait de garantir la paix et la sécurité, les autorités créent la peur et la terreur parmi les gens, tuant sans compter des civils et détruisant l'héritage culturel", a affirmé mercredi le HDP dans un communiqué mercredi.

A Diyarbakir, la "capitale" du sud-est kurde de la Turquie, le couvre-feu a été partiellement levé dans le quartier historique de Sur, où des journalistes locaux faisaient état ces derniers jours de scènes de guerre, avec des centaines de maisons et de boutiques détruites dans l'ancien coeur touristique de la ville où les combattants kurdes ont érigé des barricades.

Jeudi, un photographe de l'AFP a pu se rendre dans le quartier où les devantures des magasins étaient dissimulés par des barricades de sacs de sable érigées durant les combats, tandis que des enfants ramassaient des balles trainant sur le sol.

Le couvre-feu reste notamment en vigueur dans les villes de Cizre et de Silopi, de près de 100.000 habitants, où la condition des personnes enfermées dans leur maison suscitait des inquiétudes grandissantes.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, des combats meurtriers ont repris l'été dernier entre Ankara et le PKK, faisant voler en éclats les pourparlers de paix engagés en 2012 pour mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984. ○

# Turkey's fight with rebels takes heavy toll

ISTANBUL

## Major military campaign against Kurdish militants levels cities in southeast

BY CEYLAN YEGINSU

A major Turkish military operation to eradicate Kurdish militants from their strongholds in Turkey's restive southeast has turned dozens of urban districts into bloody battlefields, displacing hundreds of thousands of civilians and shattering hopes of reviving peace as an old and bitter war reaches its deadliest level of violence in two decades.

Over the past week, Turkish tanks and artillery have relentlessly pounded Kurdish targets across several cities in the southeast, killing at least 200 militants and more than 150 civilians, according to human rights groups and local officials.

Their descriptions of the fighting and mass destruction in populated areas, which are off-limits to journalists, depict war zones not unlike the scenes of devastation ravaging parts of neighboring Syria to the south.

Several Turkish cities are under tight lockdown, and many residents have become trapped without food or electricity as violent clashes between Kurdish militants and Turkish security forces have intensified.

Militants of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., have dug trenches and erected barricades and are using heavy weaponry and rocket launchers to repel the police, according to local officials.

Turkey has been waging a counter-



A funeral on Wednesday for a man killed during fighting in Dargecit, a town in southeastern Turkey. The government had imposed a curfew amid military action against Kurdish rebels.

insurgency campaign against the P.K.K. since the group ended a two-year ceasefire in July. Analysts saw the renewed conflict as a calculated political strategy by President Recep Tayyip Erdogan to strengthen nationalist support for his Justice and Development Party, or A.K.P., ahead of a parliamentary election in November.

When the A.K.P. won a stunning landslide victory — a result that Mr. Erdogan interpreted as the public's rejection of terrorism and demand for stability — many had hoped it would lead to the revival of peace talks.

Instead, the violence in the southeast has sharply escalated, stoking fears that the conflict will spread to other parts of the country.

Mr. Erdogan has vowed to eliminate the P.K.K., which is considered a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union. Having carried out a three-decade insurgency against Turkey, the group, now emboldened by a radicalized youth branch inspired by the war next door in Syria, has declared autonomous regions and has stepped up its fight for self-rule.

The Turkish authorities have also

been alarmed by the territorial gains made by Syrian Kurdish militias in northern Syria, who are affiliated with the P.K.K. and are considered a national security threat to the Turks.

Those militias have complicated Turkey's collaboration with the United States in the Syria conflict, because all share common hostility toward that country's Islamic State extremists and to President Bashar al-Assad.

But for Mr. Erdogan, the Kurdish militants are now the most important enemy. "You will be annihilated in those houses, those buildings, those ditches which you have dug," he said recently, speaking about the militants to a crowd of his supporters in the central Anatolian city of Konya. "Our security forces will continue this fight until it has been completely cleansed and a peaceful atmosphere established."

Photographs and video footage of the region distributed by local officials show chaos and destruction, with plumes of black smoke rising above shelled buildings and entire neighborhoods.

The town of Cizre, in the southeastern province of Sirnak, has been under a curfew for more than two weeks, with mounting civilian casualties being re-



CHRISTIAN HARTMANN/REUTERS

The Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, is seeking more nationalist support.



Kurdistan Workers' Party militants manned a barricade in Sirnak. Turkey has been waging a counterinsurgency campaign against the group since it ended a two-year cease-fire in July.

ported by the day. On Friday, a 3-month-old baby and her grandfather were killed in crossfire between Turkish security forces and Kurdish militants in Cizre, according to local medics, who said family members were unable to reach medical services after their house was shelled. Three soldiers were killed by the P.K.K. in Cizre over the weekend, the Turkish military said in a statement. At least 200 members of Turkey's security forces have been killed since the conflict resumed in July.

In the district of Silopi that borders Iraq, residents say they have become trapped in a war zone, with nowhere to seek refuge. "The tanks fire all day and we have nowhere left to hide," said Nurettin Kurtay, a local teacher who was reached by phone. "People are dying in their own homes," he said. "Our schools and our infrastructure has been destroyed. There is no difference between what is going on here and next door in Iraq and Syria."

Human rights groups say the civilian death toll is likely to rise steeply.

"The Turkish government should rein in its security forces, immediately stop the abusive and disproportionate use of force, and investigate the deaths and injuries caused by its operations," Emma Sinclair-Webb, a senior Turkey researcher at Human Rights Watch, said in a statement. "To ignore or cover up what's happening to the region's Kurdish population would only confirm the widely held belief in the southeast that when it comes to police and military operations against Kurdish armed groups, there are no limits — this is no law," she added.

Turkish officials maintain that they

are committed to a political resolution and have vowed to return to negotiations after their military campaign, but as the fighting has intensified it has become increasingly unclear who would negotiate on behalf of the Kurds.

Prime Minister Ahmet Davutoglu has labeled the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, or H.D.P., an extension of the P.K.K., and refuses to hold talks with its leaders until they prove that they are "a serious and genuine political party."

The H.D.P. exceeded a 10 percent legal threshold for representation in Parliament in a June election.

On Tuesday, Mr. Erdogan accused Selahattin Demirtas, a leader of the H.D.P., of treachery for comments that called

**"They are talking tough now, but ultimately the government will have to start negotiations."**

for the self-rule of Kurds in the southeast. The Ankara Public Prosecutor's Office began an investigation into Mr. Demirtas over those comments.

Analysts say that the government is likely to seek a resumption of talks with Abdullah Ocalan, the jailed Kurdish rebel leader who continues to exercise influence over Turkey's Kurdish population from prison. "They are talking tough now, but ultimately the government will have to start negotiations," said Asli Aydintasbas, a fellow at the European Council on Foreign Relations.

"They do not want to deal with the legitimate political actors, that is, the

H.D.P. or the P.K.K. leadership, directly. Their choice will be negotiating solely with Ocalan, with the hope that he can rein in the other players and quell the violence." But according to Ms. Aydintasbas, the longer the conflict drags on, the harder it will be for any party to negotiate. "Ocalan will not go back to the negotiating table and just pick up where it was left," she said. "I suspect his demands will involve a form of self-rule or autonomy."

In the southeast, hopes for peace are fast diminishing as thousands of residents have been forced to flee their homes because of the unpredictable momentum of the conflict. While most of them have relocated to neighboring towns and cities, some have traveled 14 hours by bus to join family members in Istanbul, which has the largest Kurdish population in Turkey.

"It's a different world here," said Engin Gur, a father of two who came to Istanbul from the southeastern district of Sur after a curfew was temporarily lifted. "The east of the country is burning and it feels like no one here has noticed. What people here in the west do not realize is that we are one step away from a civil war."

Last week a Kurdish militant group claimed responsibility for a bombing at Istanbul's second-largest airport that killed one person, saying that the attack "was the beginning of our new period of action."

"People are ignorant because the government is controlling media coverage of the events," Mr. Gur said. "But soon people are going to start to feel this war everywhere." ●

# Turquie : le lourd tribut payé par les Kurdes

Le sud-est de la Turquie est le théâtre d'intenses combats entre les forces de sécurité et les rebelles du PKK, qui n'épargnent pas les civils. **Reportage.**

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À NUSAYBIN (FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE), QUENTIN RAVERDY

28 décembre 2015

<http://www.lepoint.fr>

Rue après rue, le même décor revient inlassablement. À chaque intersection, un épais mur de pavés gris se dresse en travers du chemin. De part et d'autre, de longues bâches de plastique bleu sont hissées en l'air pour bloquer la vue. Certaines voies d'accès sont, elles, totalement bloquées par un poids lourd, garé sauvagement au beau milieu de la route. À l'intérieur de ce camp retranché, les habitants s'affairent avant la nuit. On fait le plein de nourriture, on prend quelques nouvelles des voisins, on emmène à la hâte, dans une brouette, un enfant malade voir un médecin.

La ville de Nusaybin, à cheval sur la frontière turco-syrienne, en est à son cinquième couvre-feu depuis le début de l'été et la reprise des combats entre les forces de sécurité turques et les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK. Près de quarante jours de "siège" imposés par le gouverneur local (aux ordres de l'exécutif turc, qui interdit le PKK) pour "pacifier" le territoire. Le quartier de Firat et ses quelques milliers d'âmes sont en première ligne de cette vaste opération militaire, lancée par Ankara pour nettoyer le sud-est – à majorité kurde – des forces du PKK, "quartier par quartier, maison par maison, rue par rue", comme ne cesse de le rappeler le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu.

## RANCOEUR ET FIERTÉ

Malgré le climat de violence et les privations des dernières semaines, le PKK a toujours bonne presse dans le quartier. "Il y a des raisons historiques à cela", expliquent des riverains. En effet, bon nombre des habitants de Firat ont été chassés de leurs villages par l'armée turque, dans les années 90, au plus



Les habitants kurdes de Nusaybin, au sud-est de la Turquie, dressent des barricades pour se protéger des forces de sécurité turques, le 26 novembre dernier. © AFP/ILYAS AKENGİN

fort de la guerre entre Ankara et l'organisation kurde, qui a fait 40 000 victimes depuis 1984. Une rancœur tenace contre le Devlet (l'État turc) qui se mêle à un sentiment de fierté, jusqu'à quelques kilomètres de là, par-delà la frontière, le PYD, cousin syrien du PKK, et ses combattants, les YPG – dont le drapeau flotte parfois au-dessus des rues de Firat –, contrôlent désormais une large bande de territoire au nord de la Syrie et tiennent tête aux djihadistes de l'État islamique.

Ainsi, de nombreux jeunes Kurdes du quartier mais aussi des autres villes de Turquie continuent de prendre le chemin des "montagnes" pour venir gonfler les rangs du PKK. Après quelques mois d'entraînement, on les retrouve ici, dans les ruelles de Firat, bien décidés à en découdre. Ils viennent prêter main-forte aux YDG-H, ces jeunes issus des quartiers qui constituent la branche urbaine du PKK et qui tiennent tête aux forces de sécurité turques. C'est à eux que l'on doit le complexe système de barricades, censé prévenir l'entrée des soldats. "Sans ces barricades, l'armée et les policiers viendraient tuer les habitants, les hommes, les femmes, les enfants. Ces barricades sont le symbole de notre lutte et de notre liberté", récite l'un d'entre eux.

## LA QUASI-GUERRE CIVILE S'ÉTEND

Partout à travers le sud-est de la Turquie, ce climat de quasi-guerre civile s'étend. Plus d'une cinquantaine de couvre-feux ont déjà été imposés par les gouverneurs dans ces régions kurdes, depuis la mi-août, impactant la vie de plus de 1,3 million d'habitants, rapelaient en début de mois la Fondation pour les droits de l'homme de Turquie (TIHV).

Et l'organisation de s'alarmer notamment des conditions de vie des civils pris au piège des combats (70 auraient perdu la vie en cinq mois). Des civils forcés de rester confinés dans leurs maisons où les coupures d'eau, d'électricité et de réseau mobile sont monnaie courante. Impossible de vivre normalement dans cet état de siège où les hôpitaux, les administrations locales ou encore les écoles sont à l'arrêt.

À la mi-décembre, à l'annonce de l'imminence d'un nouveau couvre-feu, la quasi-totalité des quelque 3 000 enseignants de la région de Cizre et Silopi (deux villes près de la frontière irakienne) ont quitté dans la précipitation leurs villes. Les habitants, pour leur part, n'ont eu d'autre choix que de se ruier dans les magasins pour faire des provisions. Et pour cause, depuis près d'une semaine maintenant, ces deux villes vivent presque coupées du monde. Pour venir à bout des combattants kurdes, Ankara n'a pas hésité à déployer 10 000 soldats et policiers. À l'intérieur des deux cités, les témoins rapportent des faits dignes de scènes de guerre. Des centaines de maisons ont déjà été détruites. Selon un bilan de l'armée, plus d'une centaine de combattants kurdes auraient été tués et deux soldats turcs sont morts.

Beaucoup s'inquiètent surtout du sort des civils, qui paient une nouvelle fois un lourd tribut dans ces combats. Le leader du parti pro-kurde HDP (troisième force du pays), Selahattin Demirtas, véritable bête noire du président Erdogan, a d'ailleurs dénoncé, à la télévision, la disproportion de ces opérations militaires menées par Ankara : "Des tanks sont entrés dans les villes et l'armée est déployée. Qu'est-ce que c'est que ce genre d'opération antiterroriste ? En réalité, c'est une guerre qui a lieu ici." Et de prévenir : "Il ne peut pas y avoir de victoire militaire dans cette guerre parce que le gouvernement ne vise pas le PKK ou ses combattants, il s'attaque à toute la communauté kurde." ●



Les habitants kurdes de Nusaybin déambulent dans les ruines de leur ville après un assaut des forces de sécurité turques. ILYAS AKENGİN AFP

# Accord unanime sur la Syrie à l'ONU

Les membres du Conseil de sécurité ont adopté un texte de compromis qui esquisse un règlement politique du conflit, mais évite soigneusement d'aborder le sort de Bachar Al-Assad

MARIE BOURREAU ET HÉLÈNE SALLON

NEW YORK (NATIONS UNIES) - correspondance

Sur la forme, c'est historique. En quatre ans et demi de guerre, jamais le Conseil de sécurité des Nations unies n'avait réussi à se mettre d'accord sur une sortie de crise politique en Syrie. Mais sur le fond, la résolution pour un processus de paix en Syrie, votée à l'unanimité par les 15 membres du Conseil, vendredi 18 décembre, exceptionnellement représentés par leurs ministres des affaires étrangères, est un texte de compromis qui laisse entier le problème du sort du président syrien, Bachar Al-Assad. Elle donne cependant un cadre légal à la feuille de route signée à Vienne, en octobre et novembre, par les principaux acteurs internationaux de ce conflit qui a fait près de 300 000 morts. Et elle accroît la pression pour « mettre fin au massacre (...) et préparer le terrain à un gouvernement qu'après tant de souffrances, le peuple de ce pays en ruine peut soutenir », selon le chef de la diplomatie américaine, John Kerry.

Le secrétaire d'Etat américain, qui présidait la séance onusienne, a salué une « étape importante » et un « degré d'unité sans précédent » de la part des grandes puissances pour trouver une solution politique en Syrie. A quatre reprises, la Russie avait mis son veto aux tentatives des puissances occidentales d'engager le régime syrien sur cette voie. Le sentiment de blocage éprouvé par les différents protagonistes et l'urgence à s'extraire d'une escalade militaire sur le terrain, après l'intervention de la Russie aux côtés de Damas fin septembre, ont permis d'esquisser un plan de sortie de crise. Le succès de l'initiative portée par John Kerry, tour à tour médiateur et acteur des pourparlers lancés le 30 octobre, a été de réunir à la même table l'Iran, allié de Damas, et l'Arabie saoudite, principal soutien de l'opposition, et d'avoir associé la Russie, acteur incontournable sur le dossier syrien.

C'est d'ailleurs à Moscou, mardi, lors de la visite de John Kerry à son homologue russe, Sergueï Lavrov, et au président Vladimir Poutine, qu'a été finalisé ce projet. Son adoption, après nombreux ajouts et modifications, a été négociée de haute lutte lors de deux réunions conjointes et inédites qui se sont déroulées dans un hôtel de luxe de New York, à quelques blocs des Nations unies. D'un côté, les cinq



Le vote à l'unanimité du Conseil de sécurité de l'ONU sur une sortie de crise politique en Syrie, vendredi 18 décembre.  
ANDREW RENNHEISEN/APP

membres permanents du Conseil de sécurité se sont réunis pour négocier ce texte de compromis, qui évite soigneusement les « principaux points de contentieux », selon un diplomate arabe. En parallèle, le Groupe de soutien international à la Syrie (ISSG), qui inclut dix-sept pays ainsi que les Nations unies, l'Union européenne et la Ligue arabe, a tenu sa troisième réunion pour tenter d'aplanir leurs divergences et d'affiner la feuille de route sur les deux points qui cristallisent les tensions : la liste des groupes reconnus comme terroristes et la composition du secrétariat qui doit représenter l'opposition syrienne.

## ÉLECTIONS DANS LES DIX-HUIT MOIS

Le texte qui a été adopté en fin de journée prévoit la mise en place d'une transition politique avec un calendrier précis. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, doit réunir les représentants du gouvernement syrien et de l'opposition « pour des négociations formelles sur un processus de transition politique sur une base urgente, avec l'objectif du début janvier 2016 pour le lancement des pourparlers ». Après six mois, le processus doit établir « une gouvernance crédible, inclusive et non confessionnelle », veillant à la préservation des institutions étatiques, et qui aura la tâche d'écrire une nouvelle Constitution. Des élections « libres et justes » doivent être organisées sous la supervision de l'ONU dans les dix-huit mois. Sur proposition française, la résolution exige l'application immédiate de mesures de confiance humanitaires, telles que la fin des bombardements indiscriminés, la protection des civils ainsi que des installations et personnels médicaux.

La résolution spécifie qu'un cessez-le-feu

doit aller de pair avec la transition politique. Il pourra entrer en vigueur « aussitôt que les représentants du gouvernement syrien et de l'opposition auront pris les premières mesures sur la voie d'une transition politique ». « En janvier, nous nous attendons à être autour de la table pour mettre en œuvre un cessez-le-feu complet », a ainsi estimé John Kerry. L'ONU a un mois pour en définir les modalités d'application.

Ce cessez-le-feu ne met pas fin à la guerre. Il « ne s'appliquera pas aux actions offensives et défensives » contre l'organisation Etat islamique (EI) et le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, menées notamment par la coalition internationale de lutte contre l'EI. John Kerry a d'ailleurs à nouveau invité la Russie à concentrer ses frappes sur ces groupes terroristes, et non sur l'opposition anti-Assad soutenue par Washington et ses alliés. De son côté, Sergueï Lavrov a plaidé en faveur d'un « large front antiterroriste », incluant le gouvernement syrien et les milices kurdes.

Le vote de cette résolution « est un pas important sur lequel nous devons construire », s'est félicité le secrétaire des Nations unies, Ban Ki-moon. Les points de divergence restent nombreux et l'incertitude demeure sur la possibilité de transformer le consensus obtenu sur le papier en changement sur le terrain. John Kerry s'est dit « sans illusions sur les obstacles qui existent... surtout sur l'avenir du président Assad ». Aucune mention n'est faite dans le texte du sort de M. Assad, sur lequel la Russie et l'Iran ont bloqué toute discussion explicite. « Seul le peuple syrien doit décider de son avenir. Cela recouvre également l'avenir du président syrien », a insisté Sergueï Lavrov.

## « IDENTIFIER LES TERRORISTES »

S'exprimant au moment de la signature de

l'accord, le président américain, Barack Obama, a rappelé qu'« Assad devra partir pour mettre un terme au bain de sang dans le pays et laisser les puissances impliquées avancer sur une voie non confessionnelle ». En endossant le mécanisme de transition prévu dans le communiqué de Genève 2, en juin 2012 – la mise sur pied dans les six mois d'un organe de gouvernement transitoire disposant des pleins pouvoirs exécutifs –, la résolution semble sceller son destin. « C'est comme si on évoquait la crucifixion sans mentionner le Christ », a critiqué un membre de la délégation irakienne. Même dans l'éventualité où M. Assad n'était pas écarté du pouvoir lors de la transition, la participation prévue des Syriens réfugiés à l'étranger à une élection supervisée par l'ONU pourrait signer sa défaite.

L'accord laisse également entière la question de la composition de la délégation de l'opposition qui ira négocier face au régime. La conférence qui a réuni un large spectre de l'opposition politique et militaire syrienne à

Riyad, du 9 au 11 décembre, et a abouti à la création d'un comité politique de 34 membres et à une plate-forme commune ancrée dans le processus de Vienne, n'est que simplement mentionnée dans le texte. La France considère que la conférence de Riyad doit « être un pilier des négociations et asseoir le socle du dialogue intersyrien convoqué par l'envoyé spécial des Nations Unies, Staffan de Mistura, début janvier ». Mais, Damas, la Russie et l'Iran ont vivement critiqué cette initiative saoudienne et dénoncent la présence en son sein de groupes « terroristes », à l'instar d'Ahrar Al-Sham, le puissant groupe salafiste soutenu par la Turquie et le Qatar, qu'ils voudraient voir inscrit sur la liste des groupes terroristes, que doit établir la Jordanie.

Cette liste, qui inclut uniquement à ce stade l'EI et le Front Al-Nosra, est encore loin d'être finalisée. La Jordanie a présenté un document qui contiendrait, de source diplomatique, « une centaine de noms ». « C'est une matrice de travail », a reconnu le ministre des af-

fares étrangères jordanien, Nasser Djoudeh, qui admet qu'il faudra encore « d'autres réunions pour parvenir à un consensus acceptable par tous ». « C'est maintenant aux services de renseignement de prendre le relais et d'améliorer la coordination pour identifier les terroristes », affirme un diplomate.

Les vives discussions attendues sur la composition de ces deux listes compromettent déjà la tenue du calendrier de transition. MM. Kerry, Lavrov et de Mistura ont reconnu que la date du 1<sup>er</sup> janvier pour le début des négociations intersyriennes est théorique. Les invitations pourraient être lancées début janvier, a estimé M. de Mistura, pour une première rencontre courant ou fin janvier. L'interrogation subsiste sur la volonté dans les deux camps de se retrouver à la même table, bien que John Kerry ait dit avoir obtenu mardi à Moscou l'assurance du président Vladimir Poutine que Bachar Al-Assad était « prêt à collaborer à une transition politique et à adhérer au principe d'une élection ». ■

## En Syrie, trêves locales pour un échange de populations

Sous l'égide des Nations unies, près de 450 personnes ont été évacuées de trois localités syriennes, via le Liban

BEYROUTH - correspondance

**L**e convoi file à vive allure, lundi 28 décembre au soir, vers l'aéroport de Beyrouth : des autocars et des ambulances escortés par les forces de sécurité, dans le son strident des sirènes. Dans un des bus, de jeunes hommes écartent furtivement les rideaux, laissant entrevoir leur visage fatigué. Ils ont été évacués de Zabadani, une petite ville syrienne proche du Liban assiégée par l'armée et le Hezbollah, dans le cadre d'un échange complexe entre le régime de Damas et les rebelles, préparé sous l'égide des Nations unies.

Beyrouth n'est qu'un lieu de transit pour la centaine de passagers du convoi : des combattants anti-Bachar Al-Assad pour la plupart, mais aussi des civils, dont des enfants. Tous ont rejoint dans la nuit de lundi à mardi la Turquie, une autre étape avant de regagner, en Syrie, des zones sous contrôle rebelle. Le même jour, plus de 330 personnes – des familles et quelques combattants, selon une source proche du dossier – ont fait le trajet inverse : après avoir traversé la frontière turque et pris l'avion pour Beyrouth, ces Syriens ont gagné Damas. Ils sont originaires de Foua et Kefraya, deux villages encerclés par une coalition rebelle islamiste dans le nord-ouest de la Syrie.

C'est en septembre que l'échange s'est profilé, lorsqu'un cessez-le-feu de six mois a été établi à Zabadani, tout comme à Foua et Kefraya. Des négociations sous la houlette de l'ONU ont été lancées. Parrains régionaux, l'Iran se coordonne avec le régime syrien et le Hezbollah, la Turquie, avec l'Armée de la conquête. Celle-ci, appuyée par Riyad, Doha et Ankara, contrôle la région d'Idlib (Nord-Ouest), dirigée par les djihadistes du Front Al-Nosra et les salafistes d'Ahrar Al-Sham.

### Processus ralenti

Le nombre d'interlocuteurs rend le dossier difficile. Selon la source proche du dossier, le processus a été ralenti par l'armée syrienne et le Hezbollah, qui souhaitent, pour le symbole, réaliser l'échange en Syrie. Pour cela, il leur fallait reprendre Jisr Al-Choghour, une ville sous contrôle de l'Armée de la conquête. Ils n'y sont pas parvenus. C'est finalement le Liban qui va assurer le passage des convois.

A la frontière syro-libanaise, les exfiltrés de Zabadani sont accueillis en héros par une petite foule. Aux abords de l'aéroport, près de la banlieue sud où la popularité du Hezbollah ne faiblit pas, ils sont au contraire hués par quelques jeunes. Un peu plus tôt, des coups de feu ont été tirés depuis l'immense quartier. Un geste de défi, mais aussi de colère sans

### Les évacuations ont permis la sortie de blessés et de civils pris au piège. Certains souffraient de malnutrition

doute : dans le bourbier syrien, Zabadani est l'un des terrains de guerre où la formation armée chiite a essuyé des pertes importantes au cours des derniers mois.

La prise de ce verrou vers Damas devait être une simple formalité, selon les partisans du Hezbollah. Lors de la bataille, en juillet, les factions sunnites antirégime, affiliées pour l'essentiel à Ahrar Al-Sham, perdent du terrain mais donnent du fil à retordre. Et obtiennent un soutien inattendu : en représailles à l'offensive de Zabadani, l'Armée de la conquête redouble ses attaques contre les villages de Foua et Kefraya, proches d'Idlib. Le sort de ces villages préoccupe le Hezbollah : s'il ne fait pas référence à la communauté – chiite – d'appartenance des habitants, le chef de la formation armée, Hassan Nasrallah, évoque une « question humanitaire ». Abandonner ces villages enverrait un signal dévastateur à ses partisans au Liban. Il faut négocier.

La double évacuation a permis la sortie de blessés et de civils pris au piège. Certains souffraient de malnutrition. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a distribué de la nourriture et de l'eau dans les trois localités au cœur de l'échange. « Les habitants sont impatients de quitter ces lieux, ils ont vécu longtemps sous l'état de siège », indique Tarek Wheibi, porte-parole du CICR à Beyrouth. Les agences humanitaires espèrent obtenir un accès élargi à ces localités.

L'accord, très politique, devrait permettre à l'Armée de la conquête de consolider son emprise dans la région d'Idlib, même si des civils et des miliciens sont encore présents à Foua et Kefraya. Et au régime syrien et au Hezbollah de s'emparer de Zabadani, où ne reste qu'un petit nombre de combattants et des civils. Mais des observateurs s'inquiètent du prix payé pour cette possible accalmie : selon eux, la réinstallation prévue des populations évacuées dans des zones pro ou antirégime, selon leur affiliation, risque de contribuer à un changement démographique imposé par la force en Syrie. ■

LAURE STEPHAN



## Syrie: 16 morts lors une série d'attentats dans un bastion kurde de Kameshli

31 décembre 2015 <http://www.rfi.fr>

**Une série d'attaques meurtrières, revendiquées par le groupe Etat islamique, a eu lieu dans le nord-est de la Syrie mercredi 30 décembre. Au moins 16 personnes ont été tuées dans des attentats à la bombe visant des restaurants de Kameshli, une ville située non loin des frontières de la Syrie avec l'Irak et la Turquie, considérée comme un bastion du Kurdistan syrien.**

Kameshli est l'une des principales villes de la région, placée sous le contrôle des Kurdes de Syrie, avec cette particularité d'être restée sous un contrôle partagé entre le régime de Bachar el-Assad et les milices kurdes. C'est d'ailleurs dans une zone tenue par l'armée syrienne que les attentats ont eu lieu.

**Pas une première**

Ces attentats ont été perpétrés dans des restaurants très fréquentés de la ville, à un moment de grande affluence. Et selon l'ONG Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui dispose d'un vaste réseau d'informateurs sur le terrain, au moins une des explosions aurait été perpétrée par un kamikaze.

Ce n'est pas la première fois que l'organisation Etat islamique mène des actions de ce type dans des localités du Kurdistan syrien. Trois attentats simultanés avaient provoqué la mort d'au moins 26 personnes dans la ville de Tal Tamer, située dans la province d'Hassaké.

### La terreur pour réponse

Ces attaques interviennent après une série de revers sur le front militaire pour l'organisation jihadiste. Confrontée aux frappes de la coalition emmenée par les Etats-Unis, et à une offensive



*L'un des lieux de Kameshli ciblés par la série d'attentats du 30 décembre 2015. REUTERS/Rodi Said*

des milices kurdes syriennes, l'organisation EI a cédé du terrain dans cette province, et a dû se retirer de quelque 200 villages.

Sur la défensive, l'organisation a donc choisi, visiblement, de riposter en utilisant l'arme de la terreur, et de montrer qu'elle restait capable de frapper au cœur du Kurdistan syrien, et cela malgré les revers subis au cours des derniers mois. ●



## Turquie — Au bord de la guerre civile

[www.parismatch.com](http://www.parismatch.com)  
31 décembre 2015 / par F.d.L.

**Alors que les presse turque est muselée, le « New York Times » dénonce la campagne de répression menée par les forces du président Erdogan contre le PKK kurde, plongeant l'Est du pays dans un «Etat de guerre».**

Regrettant que le Sud-Est de la Turquie soit « inaccessible pour la presse », le journaliste Ceylan Yeginsu a recueilli de nombreux témoignages de réfugiés fuyant ces « zone de guerre semblable à la Syrie voisine » à l'Est du pays. Dans ces « villes assiégées », des habitants sans eau ni électricité condamnés à boire l'eau du caniveau, alors que les militants combattent depuis des tranchées ou derrière des barricades les forces de sécurité. Le conflit aurait fait 350 victimes dont 150 civils au cours de la semaine dernière. Le quotidien américain décrit ce regain de violence comme « la conséquence d'une campagne menée par le Président Erdogan contre le PKK kurde pour renforcer le sentiment nationaliste et permettre à son parti AKP de reprendre sa majorité absolue aux dernières élections de novembre ». Une manœuvre politicienne dramatique puisqu'elle pourrait conduire le pays vers une guerre civile. Le président Erdogan s'est depuis engagé à « éradiquer » le PKK. « Vous serez annihilés dans ces baraquements, ces constructions et ses fossés que vous avez creusés », a promis le chef d'Etat, dans un style guerrier. Depuis le début du conflit en juillet dernier, les autorités font état de 200 morts parmi les forces de sécurité. Vendredi, un bébé de trois et son grand-père, pris entre deux feux, ont trouvé la mort à Cizre. Les habitants du district de Silopi à la frontière irakienne seraient selon le New-York Times « piégés dans une zone de guerre ». « Les tanks tirent chaque jour et les gens



meurent chez eux, nous n'avons aucun endroit où nous cacher », rapporte un professeur cité par le quotidien. « L'Est du pays est en train de brûler mais les gens de l'Ouest ne réalisent pas que nous sommes déjà entrés dans une guerre civile », raconte Engin Gur, habitant de la région de Sur, cité par le New-York Times. « Les gens ne le savent pas car le gouvernement contrôle la couverture médiatique du conflit, mais bientôt ce conflit se fera ressentir partout. »

### "UN USAGE DE LA FORCE ABUSIF ET DISPROPORTIONNÉ"

Alors que des centaines de journalistes sont incarcérés en Turquie, l'association Reporter sans frontières appelle la Cour constitutionnelle à ordonner la remise en liberté immédiate des deux journalistes de Cumhuriyet, le principal journal d'opposition, incarcérés depuis le 26 novembre 2015. L'oppression contre les journalistes permet pour le moment au pouvoir turc de mener une guerre à l'abri des caméras. Une responsable de l'association Human Right Watch, Emma Sinclair-Webb, citée par le New-York Times qualifie l'usage de la force par les autorités turques d'abusif et de « disproportionné ». Alors que La tension militaire est à son comble en Turquie, les Kurdes de Syrie aidés par la coalition menée par les Etats-Unis ne cessent de gagner du terrain. Une situation paradoxale puisque les forces kurdes de Syrie soutenues par les occidentaux sont frères d'armes du PKK, considérés par les mêmes Européens et Américains comme une organisation terroriste. Ces alliances à géométries variables permettent d'un côté à Erdogan de frapper les Kurdes du PKK sur son propre territoire et même en Irak -où son aviation est récemment intervenue- et de l'autre aux occidentaux d'aider ces kurdes syriens face à l'Etat islamique et qui, hier, ont subi un triple attentat suicide dans leur fief Qamishlou. ♦

# En Turquie, la guerre secrète de l'Etat islamique

## Les meurtres d'opposants à l'EI se multiplient dans le sud du pays

BEYROUTH - correspondant

**L**e documentariste syrien Naji Jerf n'ira pas se faire soigner à Paris. Ce journaliste de 38 ans, opposant aux dictatures de Damas et de Rakka, « capitale » de l'organisation Etat islamique (EI), a été tué par balle à Gaziantep, dans le sud de la Turquie, dimanche 27 décembre 2015. Il venait d'obtenir un visa pour se rendre en France, avec son épouse et leurs deux filles, afin d'entamer un traitement médical.

Attribué à l'EI, son assassinat a pétrifié la petite colonie d'intellectuels et de journalistes syriens qui, avec des dizaines de milliers d'autres réfugiés, s'est exilée dans la ville turque, à une centaine de kilomètres au nord d'Alep, en Syrie. « On a tous très peur, confie d'une voix blanche Zoya Bostan, employée d'une radio syrienne installée à Gaziantep. Plusieurs de mes collègues ont reçu des menaces. On a le sentiment que l'élimination des journalistes opposés à l'EI devient systématique. »

A la fin du mois d'octobre, deux militants d'un collectif anti-EI, « Rakka se fait massacrer en silence », avaient été exécutés dans un appartement de Sanliurfa, une autre ville du sud de la Turquie. Mi-décembre, un autre membre de cette organisation, qui révèle, grâce à un cercle d'informateurs clandestins, les dessous du « cali-

fat » décrété par l'EI, a été tué par des hommes masqués dans la région d'Idlib, près d'Alep. L'élimination de Naji Jerf, la troisième opération de ce genre en deux mois, montre que l'organisation djihadiste s'est lancée dans une guerre secrète pour faire taire un par un ses adversaires.

Une campagne d'assassinats d'autant plus déterminée que les hommes au drapeau noir reculent sur le terrain. Après avoir perdu un barrage stratégique sur l'Euphrate, le 26 décembre, à une vingtaine de kilomètres de Rakka, ils ont dû se retirer le lendemain de la ville irakienne de Ramadi, reconquise par les troupes gouvernementales. « A chaque fois que Daech [acronyme arabe de l'EI] donne des signes de faiblesse, il se débrouille pour mener des opérations spectaculaires, comme à Paris en novembre, pour montrer à ses partisans qu'il reste fort et menaçant », explique Mohammed Saleh, pseudonyme d'un membre du réseau anti-EI de Rakka, joint par Skype.

### Agent infiltré

Naji Jerf se savait dans le collimateur des djihadistes. Il avait récemment réalisé un film consacré aux exactions commises par l'Etat islamique à Alep et collaborait régulièrement avec les jeunes militants de « Rakka se fait massacrer en silence », dont il était devenu en quelque sorte le grand



Funérailles de Naji Jerf, journaliste et militant assassiné à Gaziantep, dans le sud de la Turquie, lundi 28 décembre. AFP

**« On a le sentiment que l'élimination des journalistes opposés à l'EI devient systématique »**

**ZOYA BOSTAN**  
employée d'une radio syrienne installée à Gaziantep

frère. A la fin de juillet, dans une lettre envoyée à l'ambassadeur de France en Turquie, dans le cadre de sa demande officielle de visa, il avait évoqué les menaces pesant contre lui et sa famille. Il ajoutait qu'en tant que laïc et membre de la minorité ismaélienne, un courant de l'islam chiite, il se sentait particulièrement visé par l'EI. En novembre, signe que le danger se rapprochait, il avait découvert une bombe placée sous sa voiture.

### En plein jour

« La France lui a accordé la protection qu'il réclamait, mais les tueurs ont agi avant son départ », s'attriste l'ONG Reporters sans frontières (RSF), dans un communiqué publié lundi 28 décembre. Les assassins ont agi en plein jour, au beau milieu d'une rue animée de Gaziantep. Naji Jerf sortait d'un

rendez-vous avec la responsable d'une école de théâtre quand deux hommes, surgissant d'une voiture, l'ont tué d'une balle en pleine tête, au moyen d'un pistolet muni d'un silencieux. Une opération de professionnels, expéditive et imparable.

A la fin du mois d'octobre, pour assassiner Ibrahim Abdel Qader et Farès Hamadi, deux journalistes citoyens avec lesquels Naji Jerf travaillait, l'EI avait usé d'une technique très différente. Le bourreau des deux jeunes gens, poignardés puis égorgés, s'est révélé être l'un des membres de leur entourage. Cet homme d'une vingtaine d'années, nommé Tlass Surur et originaire comme eux de Rakka, avait mis plusieurs mois à gagner leur confiance. Ses deux futures victimes s'apprétaient à passer la soirée avec lui à fumer le narguilé dans l'appartement qu'ils partageaient, quand Surur a fait tomber le masque. Son contrat rempli, il a tranquillement regagné la Syrie, sans être inquiété par la police turque.

« On se sent abandonnés, sans défense », souffle Zoya Bostan. « Les mesures prises par les autorités d'Ankara ne sont pas du tout à la hauteur des menaces pesant sur les journalistes syriens », s'inquiète Johann Bihr, de RSF, qui ajoute : « Il faut que les chancelleries occidentales dépassent les grands discours. Des actes sont nécessaires pour protéger les opposants syriens en exil. » ■

BENJAMIN BARTHE

# Les forces irakiennes reprennent Ramadi

De Bagdad à Kerbala, des centaines d'Irakiens ont célébré comme acquise, dimanche 27 décembre, la victoire de leurs forces armées contre l'organisation Etat islamique (EI) à Ramadi. Après plusieurs jours de violents combats dans le chef-lieu de la province sunnite de l'Anbar, à 130 kilomètres à l'ouest de la capitale, les djihadistes ont abandonné le complexe gouvernemental, leur principale position dans le centre-ville. « Contrôler ce complexe signifie qu'ils ont été vaincus », a annoncé Sabah Al-Noumani, porte-parole de la force antiterroriste qui a dirigé l'assaut au côté de l'armée. Dans les quartiers presque entièrement détruits par les combats et les pièges explosifs disposés par l'EI, les troupes gouvernementales évoluaient prudemment, à la recherche des derniers djihadistes. « La prochaine étape est de nettoyer les poches qui pourraient encore exister ici et là dans la ville. »

Sans attendre l'annonce officielle de la libération, le président du Parlement et député sunnite, Salim Al-Joubouri, a salué « les héros des forces de sécurité pour cette victoire magnifique qui a libéré la ville de Ramadi du terrorisme ». Ce succès « est le résultat de mois de dur travail de l'armée irakienne, des services de lutte antiterroristes, des forces aériennes irakiennes, des polices locales et fédérales ainsi que des combattants des tribus, tous soutenus par les plus de 600 frappes aériennes de la coalition depuis juillet », a souligné le porte-parole de la coalition internationale contre l'EI menée par les Etats-Unis, le colonel Steve Warren.

Après avoir été mises en déroute par l'Etat islamique, qui s'est emparé d'un tiers du pays en juin 2014, et encore humiliées par la perte de Ramadi, le 17 mai 2015, les forces fédérales tiennent leur revanche. Leur premier succès sans l'aide des puissantes milices chiites soutenues par l'Iran. Ces milices, regroupées au sein des unités de la mobilisation populaire (MP), avaient joué un rôle central dans la libération de Tikrit, au nord de Bagdad, en avril. Elles ont été tenues à l'écart de la bataille de Ramadi par le premier ministre Haider Al-Abadi et la

**Dans l'Anbar, l'Etat islamique contrôle encore la majorité des villes situées le long de l'Euphrate**

coalition internationale, de crainte de tensions avec les populations sunnites.

## Pièges explosifs

La contre-offensive gouvernementale, lancée fin mai, a été ralentie par les chaleurs estivales insupportables dans cette région désertique, les pièges explosifs et les attaques-suicides de l'EI, ainsi que l'impréparation des forces irakiennes. L'armée américaine a formé et équipé trois brigades, avec notamment 500 missiles antichars, et 8500 combattants tribaux sunnites pour stabiliser les zones libérées. Après avoir coupé les routes de ravitaillement et encerclé Ramadi, fin novembre, les forces gouvernementales ont lancé, le 22 décembre, l'assaut sur le centre-ville, avec le soutien des avions de la coalition, qui ont mené 31 frappes en six jours.

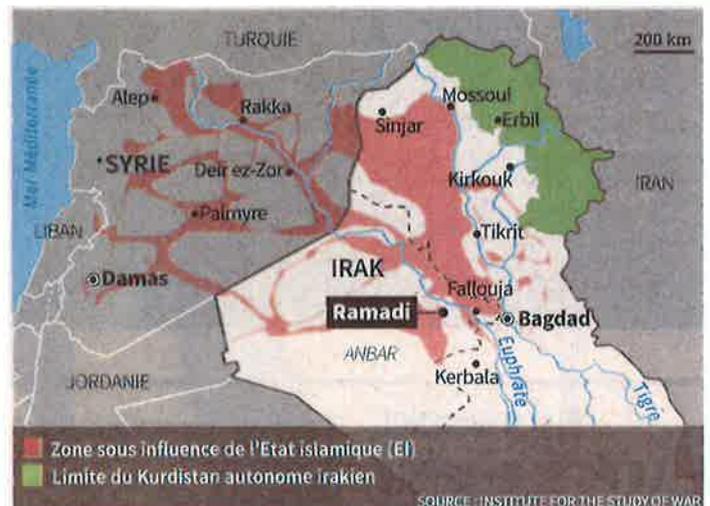
Les 300 djihadistes, retranchés dans le centre-ville avec 4000 à 10000 habitants, ont concentré leur défense aux abords du complexe gouvernemental. Au moins cinq membres des forces de sécurité ont été tués dans les combats depuis vendredi, selon des informations provenant des services de sécurité. Des sources médicales à Bagdad ont rapporté que

93 membres des forces irakiennes avaient été blessés et hospitalisés durant la seule journée de dimanche. Plus de 50 djihadistes ont été tués lors des dernières quarante-huit heures, selon des responsables militaires.

Lors de l'assaut, près de 250 familles avaient réussi à fuir la ville avant de rejoindre les camps de déplacés, dans l'Anbar, à Bagdad ou au Kurdistan irakien, qui accueillent déjà 3,2 millions de déplacés irakiens. D'autres familles se sont retrouvées prises au piège des combats ou utilisées comme



Des membres des troupes d'élite de l'armée irakienne dans le quartier de Hoz, au centre-ville de Ramadi, dimanche 27 décembre. AHMAD AL-RUBAYE/AFP



boucliers humains par les djihadistes, selon des témoignages recueillis par l'Agence France-Presse. « Les combattants de Daech [acronyme arabe de l'EI] ont forcé toutes les familles habitant près du complexe à partir avec eux afin qu'ils puissent fuir vers » la banlieue est de Ramadi, a affirmé un responsable du quartier Khal-diya, Ali Dawoud.

Les derniers combattants de l'EI pourraient s'être retranchés dans cette zone. « Il y a encore des quartiers dans lesquels les forces irakiennes ne sont pas entrées. Elles doivent les sécuriser, déminer les engins explosifs et amener les forces pour tenir les zones libérées », estime Patrick Martin, du think tank Institute of Study of War, basé à Washington. Le gouvernement Abadi a fait savoir que l'agglomération, une fois sécurisée, serait rendue à la police locale et à une force tribale sunnite, une mesure destinée à rallier les membres de cette communauté contre l'EI.

## Mossoul, prochaine cible

Ramadi ne constitue pas une perte stratégique pour l'Etat isla-

mique, estime M. Martin. Dans la province de l'Anbar, frontalière de la Syrie, la Jordanie et l'Arabie saoudite, le groupe contrôle encore la majorité des villes situées le long de l'Euphrate. Elles pourraient servir de base arrière pour de nouvelles offensives de l'EI sur Ramadi. Alors que les unités de la MP avancent lentement autour de Falouja, bastion de l'insurrection djihadiste à 45 kilomètres à l'est de Ramadi, c'est en direction de Mossoul, dans le nord, deuxième ville du pays et fief de l'EI en Irak, que les autorités de Bagdad regardent désormais.

« La libération de notre chère Mossoul se fera grâce à la coopération et à l'unité de tous les Irakiens après la victoire à Ramadi », a annoncé vendredi M. Abadi. Une coordination entre Bagdad et les forces kurdes irakiennes sera notamment essentielle pour espérer réunir les 80000 hommes nécessaires à cette bataille, annoncée depuis septembre 2014, et sans cesse reportée. ■

HÉLÈNE SALLON

# Dans Sinjar libérée de l'EI, tensions entre forces kurdes

## La cohabitation est difficile entre les combattants du PKK et les peshmergas irakiens

### REPORTAGE

SINJAR (IRAK) - envoyé spécial

**S**injar libérée est un champ de ruines hérissé de drapeaux. Vidée de sa population, très largement détruite, la petite localité du nord de l'Irak appartient aux combattants des diverses factions kurdes qui l'ont reprise le 13 novembre, avec l'aide des frappes de la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique (EI), des mains des djihadistes. Sur les anciens bâtiments officiels effondrés, les ronds-points, les rares maisons encore debout, les milices qui ont participé à la conquête de la ville ont hissé leurs couleurs respectives, les portraits de leurs chefs et de leurs martyrs.

Longue de quinze mois, l'occupation de la ville par l'EI, dont les troupes s'étaient rendues coupables de crimes de masse contre les populations yézidiennes, majoritaires dans la région, est terminée. Cependant, la situation de Sinjar reste chaotique. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), un mouvement de guérilla créé par des Kurdes de Turquie, y conteste l'autorité du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui domine l'extrême nord de l'Irak. En guerre contre Ankara depuis 1984, le PKK est présent dans l'ensemble des zones de peuplement kurde de la région. Ses alliés en Syrie – le PYD – dominant notamment tout le Nord-Est syrien où ils affrontent l'EI avec le soutien de la coalition

internationale, mais le PKK reste considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne et les Etats-Unis du fait de ses activités en Turquie.

### Imposant cimetière du PKK

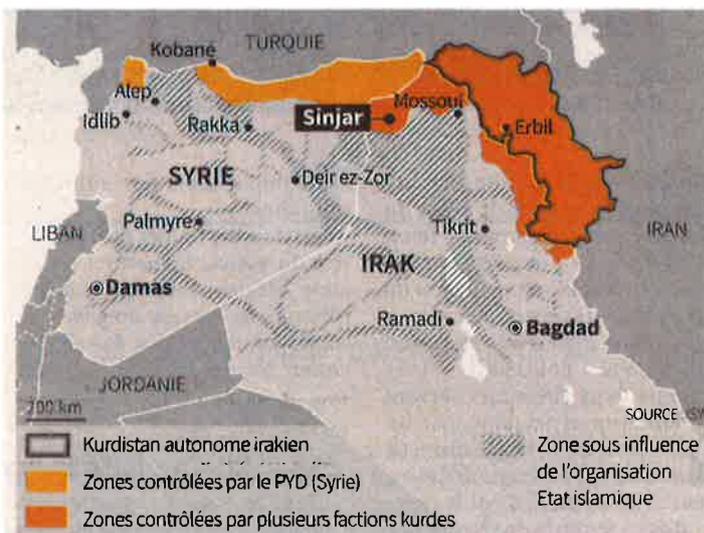
A la suite de la débâcle des peshmergas kurdes irakiens du PDK en août 2014 face aux djihadistes, les combattants du PKK s'étaient portés au secours des yézidis de la région de Sinjar, assurant leur évacuation vers la Syrie voisine. Resté depuis dans la région, le PKK a pris position dans les ruines de Sinjar lors de la libération de la ville, suscitant l'exaspération de ses cousins kurdes irakiens. Les tensions sont toujours palpables dans Sinjar, où les combattants des deux factions kurdes se croisent en tâchant le plus souvent de s'ignorer.

« Seuls les peshmergas [combattants kurdes irakiens] peuvent contrôler Sinjar, accuse Ouahid Bakouzi, représentant du PDK à Sinjar. Le PKK n'est pas un parti irakien mais une force étrangère. Il nous a aidés au début mais il profite de la situation et de ce qui est arrivé aux yézidis pour servir ses propres intérêts. » Depuis le bâtiment criblé de balle du centre-ville où il s'est établi avec ses hommes, ce préconsul de Massoud Barzani, vêtu du costume national kurde, pantalon bouffant et veston à poches, prévient : « Sinjar appartient au Kurdistan irakien, nous allons tout faire pour éviter la guerre avec le PKK, mais il doit partir au plus vite. »



Des combattants kurdes dans les rues de Sinjar.

EMILIEN URBANO/M.Y.O.P. POUR « LE MONDE »



Agid Civian, le commandant des forces du PKK à Sinjar, rejette les mises en garde des Kurdes irakiens : « Nous n'avons pas besoin d'autorisation pour rester, le PDK a abandonné la région, et maintenant, il veut la contrôler seul. Nous avons donné des martyrs pour Sinjar, nous devons rester. » Les « martyrs » du commandant Civian marquent d'ailleurs un territoire : sur l'une des éminences du mont Sinjar, le PKK a fait construire un imposant cimetière où reposent leurs dépouilles, sous les drapeaux du mouvement armé et des statues de paons et de serpents rappelant la symbolique religieuse des yézidis. La relation privilégiée du PDK de Massoud Barzani avec le gouvernement turc est une autre source de tensions entre les deux mouvements.

Dans l'orbite des deux mouvements gravitent des milices locales qui ajoutent à la confusion. Si le PKK compte faire reconnaître et rémunérer par le gouvernement

central irakien les yézidis qu'il a recrutés, le PDK, lui-même opposé à Bagdad sur plusieurs dossiers, a acheté la loyauté de notables de la région, qui dirigent leurs propres milices familiales. Ces derniers agissent au gré de leurs intérêts et ont pu s'opposer violemment aux peshmergas de Massoud Barzani en s'en prenant, après la prise de la ville, à des populations sunnites accusées de collaboration avec l'Etat islamique. Le 26 novembre, à proximité d'un ancien bassin d'élevage industriel de poissons transformé en charnier, où demeurent les restes humains de plusieurs dizaines de femmes yézidiennes massacrées par les djihadistes, un accrochage avec les Kurdes irakiens a ainsi fait deux morts parmi les milices yézidiennes.

Chambre d'échos des tensions interkurdes, habitée par le souvenir des crimes djihadistes et l'esprit de vengeance de ceux qui y ont échappé, Sinjar appartient à ceux qui portent les armes. Dans

le sillage du retrait djihadiste, s'est constituée une nouvelle zone grise au futur incertain. Mahmoud, un jeune yézidi de la ré-

gion revenu à Sinjar après la libération de sa ville, porte un regard pessimiste sur la situation : « Il n'y a plus ni ordre ni loi. Sinjar devrait

revenir à son peuple. Nous ne faisons pas confiance aux partis kurdes, s'il y a un conflit entre différents groupes, nous, les civils, de-

vrons en payer le prix. » ■

ALLAN KAVAL

ÉDITOS/



30 Décembre 2015

# Erdogan toujours plus inflexible avec les Kurdes

Par  
**MARC SEMO**  
Chef du service Planète

Jour après jour, la Turquie, notamment les régions du Sud-Est peuplées en majorité de Kurdes, s'enfoncent dans ce qui est déjà une guerre civile. Placées sous couvre-feu depuis des jours, des petites villes frontalières de la Syrie et de l'Irak, comme Cizre et Silopi, et même les quartiers centraux de la capitale régionale Diyarbakir, sont devenus des zones de conflit où les guérilleros kurdes du PKK affrontent l'armée et la police qui utilisent des hélicoptères et des chars. La « sale guerre » entre l'Etat et ce parti armé qui a fait depuis 1984 plus de 40 000 morts est repartie. Le processus de paix lancé en 2012 par le président islamo-conservateur, Recep Tayyip Erdogan – des négociations directes s'étaient ouvertes avec le leader historique du PKK emprisonné, Abdullah Ocalan –, est mort depuis l'été dernier. L'ouverture, lundi, d'une en-

quête judiciaire contre Selahattin Demirtas, le jeune leader de la formation prokurde HDP (Parti démocratique des peuples), pour « crime contre l'ordre constitutionnel » parce qu'il avait évoqué une autonomie des Kurdes, aggrave encore les choses.

Erdogan est le principal responsable de cette situation, même s'il n'est pas le seul. L'ampleur de la victoire de son parti, l'AKP, lors des législatives du 1<sup>er</sup> novembre, cinq mois après celles où il n'avait pas obtenu la majorité, avait redonné au président turc une incontestable légitimité, même si, pour arriver à un tel résultat, il avait polarisé à l'extrême le pays, ravivant toutes ses fractures entre Kurdes et Turcs, entre islamistes et laïcs, entre sunnites et alévis (fidèles d'une secte issue du chiisme). Toujours plus inquiets de ses dérives autoritaires depuis l'implacable répression des grandes manifestations du printemps 2013, les Vingt-Huit, à commencer par la chancelière allemande, Angela Merkel, n'en avaient pas moins décidé de relancer le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE en échange de l'engagement d'Ankara à garder sur son

territoire le maximum des 2,2 millions de réfugiés syriens qu'elle accueille. De par sa situation géopolitique, le pays est aussi un acteur majeur pour toute solution du conflit syrien. C'était une seconde chance pour Erdogan de retrouver en relançant les réformes une partie de la crédibilité perdue à Bruxelles comme à Washington.

Pris dans l'ubris d'un pouvoir qu'il veut sans partage, il s'enferme toujours un peu plus. La répression contre la presse critique s'est encore durcie. Mais c'est surtout par son intransigeance croissante sur la question kurde qu'il joue les boutefeux, au risque de plonger la Turquie dans la crise la plus grave de son histoire récente. Jamais Ankara n'avait dans le passé réussi à résoudre par la force le problème kurde – 12 millions des quelque 80 millions de citoyens du pays qui, dans cette République inspirée du modèle jacobin, demandent une certaine autonomie. La nouvelle donne régionale et la montée en puissance des Kurdistans d'Irak et de Syrie rendent encore plus illusoire l'issue militaire. Le HDP a réussi à franchir le seuil des 10 % pour être représenté au Parlement et il pourrait jouer un rôle clé pour une solution politique. Mais Erdogan préfère traiter Demirtas de « traître » et accuser les leaders du parti prokurde d'être des « marionnettes » du PKK. Ces tentatives de les mettre hors jeu ne peuvent que réjouir les chefs de la guérilla qui, dans leurs montagnes du nord de l'Irak, se veulent les seuls vrais représentants de la cause et promettent une lutte à outrance. L'engrenage vers le pire semble enclenché. ◆

AFP

## Turquie: Erdogan assure avoir éliminé plus de 3.000 rebelles du PKK en 2015

Ankara, 31 décembre 2015 (AFP)

**LE PRÉSIDENT turc Recep Tayyip Erdogan a une nouvelle fois promis jeudi, dans ses vœux pour le Nouvel An, de "nettoyer" son pays des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en se targuant d'en avoir "éliminé" plus de 3.000 en 2015.**

"La République de Turquie a l'occasion et la détermination de vaincre l'organisation terroriste séparatiste (le PKK). Nos forces de sécurité nettoient les montagnes et les villes des terroristes et vont continuer à le faire", a lancé M. Erdogan dans son traditionnel message télévisé du 31 décembre.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, des combats meurtriers ont repris à l'été dernier entre Ankara et le PKK, faisant voler en éclats les pourparlers de paix engagés en 2012 pour mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

"Environ 3.100 terroristes ont été éliminés lors des opérations menées pendant l'année 2015 sur notre sol et à l'étranger", a indiqué jeudi M. Erdogan, en référence aux représailles de l'armée contre le PKK en Turquie ou dans le nord de l'Irak.

Plus de 200 policiers ou soldats ont été tués lors de ces combats, ainsi que des civils, a déploré chef de l'Etat.

En plus des attaques "classiques" menées par le PKK contre les forces de sécurité, de très violents affrontements opposent l'armée et la police à des jeunes partisans des rebelles dans des villes, placées sous couvre-feu, du sud-est à majorité kurde de la Turquie.

Depuis la mi-décembre, quelque 10.000 hommes soutenus par des chars et des hélicoptères ont lancé une vaste offensive contre ces rebelles à Silopi et Cizre, ainsi que dans le district historique de Sur à Diyarbakir, la grande cité kurde du pays.

Ces combats ont tué de nombreux civils et plongé la région en état de guerre. Le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), dénonce les excès de ces opérations et a affirmé qu'elles avaient fait 56 victimes civiles depuis le début du mois.

"Ces couvre-feu prétendument destinés à assurer l'ordre public et la sécurité ont en fait semé la terreur dans le public, causé la mort de civils, la perte de sites culturels historiques et la destruction des villes", a déploré un député du HDP, Ayhan Bilgen. ●

# Quelles frontières pour Ninive ?

## Rapports de force dans une région irakienne stratégique



© AFP Photo/Ahmad al-Rubaye

**L**e projet de contrôle territorial sur une base ethnique ne fait pas vraiment débat au sein du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), basé à Erbil, car il est perçu comme légitime par la plupart des Kurdes, qui revendiquent leur droit à disposer d'eux-mêmes dans une région qu'ils administreraient en tournant le dos à Bagdad. Il faut dire que la période de la dictature de Saddam Hussein (1979-2003) a fait payer un lourd tribut à cette communauté (1). La volonté de gommer les aspects identitaires kurdes et d'anéantir ceux qui se sentent porteurs d'une identité kurde a réactivé un puissant sentiment nationaliste qui demeure au centre du projet politico-territorial tel qu'il est mené, depuis 1991, au Kurdistan d'Irak.

Ainsi, la zone réelle d'influence politique kurde dépasse les limites officielles de la région autonome telles qu'elles ont été définies en 2005, pour la simple et bonne raison que le découpage de cette entité politico-administrative ne se superpose pas à l'espace du peuplement kurde en Irak. Il est d'ailleurs extrêmement délicat de faire passer une ligne qui matérialiserait une quelconque discontinuité communautaire dans des territoires mixtes, à moins de procéder en amont à un nettoyage ethnique. De plus, il est tout aussi problématique de définir la notion même d'un espace de peuplement kurde – qui revient à poser la question : qui est kurde ? – et donc de le délimiter (2). Il faut pourtant bien avoir à l'esprit que les limites de la Région autonome du Kurdistan d'Irak ont été reconnues en 2005 par la Constitution, le Kurdistan constituant une entité au sein d'un Irak fédéral. Elles équivalent à une ligne, non matérialisée sur le terrain, que l'on appelle « *Green Line* » et qui n'est qu'autre que la ligne de retrait des troupes de l'armée de Saddam Hussein en 1991. Elle ne

correspond donc ni à une discontinuité de peuplement ni à un quelconque découpage administratif. Et c'est bien en cela que résident les contentieux (3).

L'émergence de l'EI, en juin 2014, dans la région de Mossoul, a eu de nombreuses conséquences, mais nous n'en retiendrons que deux, particulièrement importantes en ce qui concerne la question des frontières. D'un côté, elle a permis aux *peshmerga* kurdes de renforcer leur emprise au sein de zones où ils étaient déjà présents, mais où ils devaient composer avec Bagdad. De l'autre, elle a multiplié le nombre d'acteurs luttant pour le contrôle territorial : d'une rivalité Erbil-Bagdad, nous sommes passés à un conflit multipartite qui oppose alternativement, les uns aux autres, les Kurdes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les djihadistes de l'EI, les tribus arabes non affiliées à cette organisation (comme les Chamar, Arabes sunnites) et les milices chiites de Bagdad, censées représenter l'État central.

### Des territoires disputés à la ligne de front

En 2003, lorsque le régime de Saddam Hussein s'effondra, les forces militaires kurdes, soutenues par les États-Unis, marchèrent au sud de la « *Green Line* », de facto la limite méridionale de la zone contrôlée par les Kurdes. Les *peshmerga* tentèrent alors de se déployer dans l'ensemble des secteurs où étaient implantées des populations kurdes, même si, dans certaines zones, elles ne représentaient déjà plus qu'une minorité

(comme à l'est et au nord de Mossoul ; au sud de Makhmour ; à Mandali, au nord-est de Bagdad, à la frontière iranienne). Car les déplacements forcés et la politique d'arabisation du régime baasiste avaient modifié la répartition démographique dans de nombreux secteurs du territoire irakien, si bien que les Kurdes les considèrent toujours comme « kurdes ». Ils entretiennent d'ailleurs le désir de « gommer » cette injustice et de récupérer ces « terres kurdes » arabisées.

Lorsqu'en 2005 l'article 143 de la Constitution reconnut l'existence de la Région autonome kurde dans un système fédéral au nord de la « Green Line », les *peshmerga* ne se replièrent pas pour autant des secteurs où ils s'étaient déployés deux ans plus tôt. Désireux de protéger tous les Kurdes et d'intégrer certains territoires stratégiques, notamment riches en pétrole, les autorités de la région autonome poussèrent Bagdad à accepter de rédiger une loi devant déterminer le statut de ces terres revendiquées par Erbil qui ne faisaient pas partie de sa zone de contrôle administrative. Ainsi, l'article 140 de la Constitution, extrêmement flou dans sa formulation et donc sujet à de nombreuses interprétations, eut comme conséquence de créer une bande territoriale à l'intérieur des frontières nationales irakiennes, reconnue comme « territoires disputés » entre Erbil et Bagdad.

À partir de cet instant, la frontière du Kurdistan d'Irak n'apparaît plus, à terme, comme devant se superposer à ladite « Green Line ». Elle devient la projection de desseins antagonistes, de représentations territoriales contradictoires et controversées. Son tracé s'avère alors incertain, en attente de construction dans un rapport de force constant et complexe entre l'entité autonome kurde et le pouvoir central. Dans ces conditions, la limite sud de la Région autonome kurde est devenue, au fil des années, de plus en plus floue, au gré des mouvements de

troupes, tant des *peshmerga* que de l'armée irakienne. Frontière d'autant plus incertaine que populations et forces armées kurdes sont présentes au-delà de la limite constitutionnelle établie et qu'Erbil commença également, après 2005, à administrer et à payer des fonctionnaires dans toutes les « zones kurdes » au sein des « territoires disputés ». Des gestions mixtes virent le jour comme à Khanaqin (à la frontière iranienne), où deux mairies ont cohabité jusqu'à l'été 2014 : l'une était contrôlée par les représentants de Bagdad ; l'autre par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le grand parti kurde dominant dans la partie orientale du Kurdistan d'Irak. Souvent, la police et l'armée étaient divisées en deux : l'une dépendant d'Erbil, l'autre de Bagdad. Dans le gouvernorat de Ninive, le GRK, plus précisément le PDK du président Massoud Barzani (en poste depuis juin 2005), contrôlait par exemple directement l'enclave yézidie du mont Sinjar : près de 3 000 *peshmerga* y étaient alors déployés avant l'offensive de l'EI en août 2014 (4). Ainsi, aucune continuité territoriale des forces armées kurdes ne permettait de relier cet îlot peuplé en partie de Kurdes à la région autonome située à une centaine de kilomètres plus au nord. À l'inverse, les zones communautaires mixtes chrétiennes-yézidiennes-shabaks de la plaine de Mossoul étaient contiguës au Kurdistan d'Irak. Avant l'offensive de l'EI, cette partie était sous contrôle mixte : forces kurdes et forces irakiennes y étaient représentées. Dans ces contrées, il était courant de croiser aux *checkpoints* des Kurdes sous uniformes de l'armée irakienne puisqu'ils composaient des bataillons en son sein.

Lorsqu'en juin 2014 les djihadistes s'emparent d'une partie du gouvernorat de Ninive, la plupart des contingents de l'armée nationale fuient la région sans résister : les Kurdes retournent pour l'essentiel au Kurdistan ; les militaires chiites disparaissent en se dissimulant au sein des populations civiles pour ainsi repartir dans les zones contrôlées par leurs coreligionnaires dans la partie sud du pays. Dans les « territoires disputés », les forces kurdes de la région autonome se retrouvent alors seules et prennent unilatéralement le contrôle des secteurs où elles étaient positionnées. Plus rarement, d'autres secteurs, délaissés également par les troupes de Bagdad – comme Rabia, le poste frontalier avec la Syrie, ou le sud de Kirkouk –, sont rapidement occupés par les forces kurdes qui s'y déploient alors qu'elles en étaient totalement absentes auparavant. Dans le gouvernorat de Ninive, après le 10 juin et la prise de Mossoul par l'EI, les *peshmerga* se fixent dans les faubourgs orientaux de la ville et conservent leurs positions à Tal Kaif, au nord, assurant seuls dans cette partie de la plaine de Mossoul la protection des

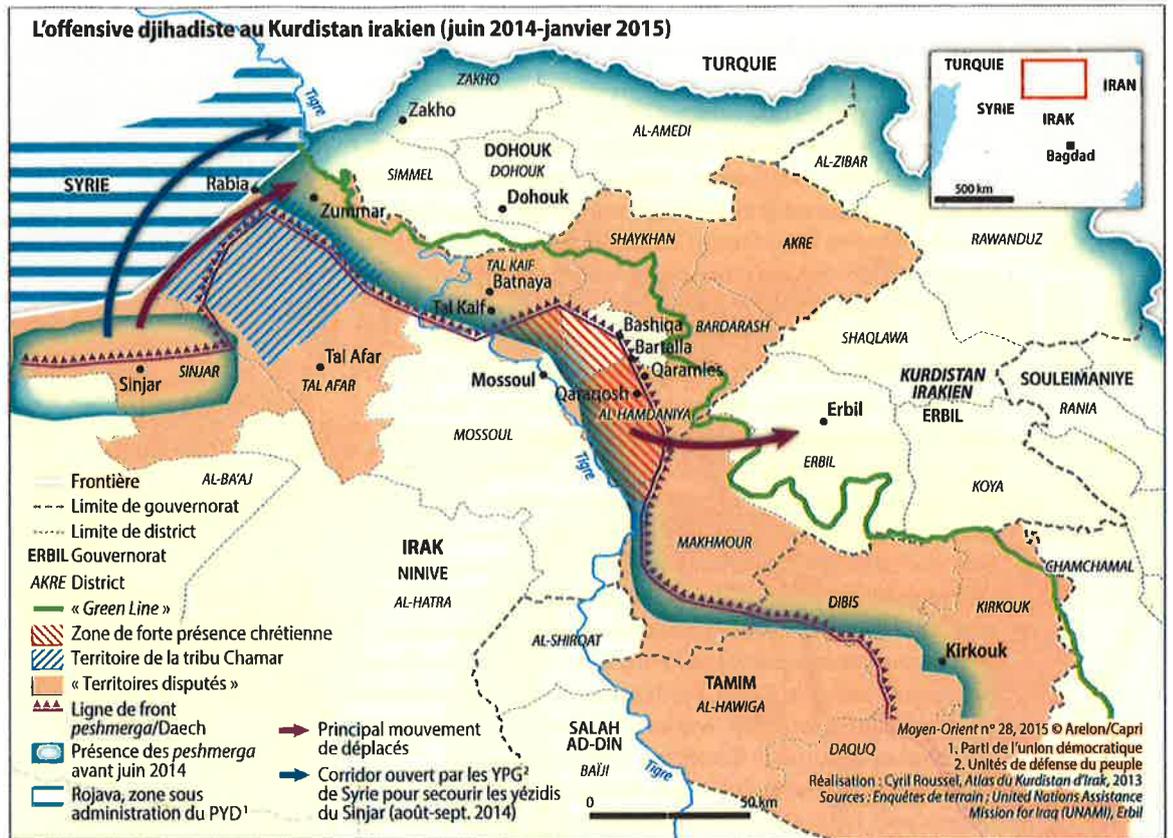


Un *peshmerga* monte la garde devant un *checkpoint* dans le nord de Mossoul, en août 2014.

© AFP Photo/Ahmed al-Rubayc

## Un territoire contesté dans une zone de guerre

Depuis la prise de Mossoul par l'organisation de l'État islamique (EI), le 10 juin 2014, les lignes de front évoluent autour de territoires déjà contestés par les autorités d'Erbil, dont l'objectif est de gouverner l'ensemble des zones de peuplement kurde de cette région du nord de l'Irak. Les *peshmerga* tentent de protéger un espace considéré comme vital, alors que s'est formée une sorte de « zone tampon » où habitent de nombreuses minorités, notamment des yézidies. Le mont Sinjar se trouve au cœur de ces conflits depuis août 2014 et de l'offensive des djihadistes.



minorités chrétiennes, yézidiées et shabaks, particulièrement nombreuses sur un territoire en forme de banane coiffant Mossoul selon une orientation nord-ouest/sud-est. Avec leur présence à Sinjar, des forces kurdes contrôlent, pour la première fois de leur histoire, la presque totalité des régions de peuplement kurde en Irak.

## Le nettoyage ethnique et religieux du territoire

Début août 2014, les combattants de l'EI lancent une grande offensive en direction des positions kurdes, au nord des zones sous leur contrôle depuis deux mois. Dans les gouvernorats de Salah ad-Din et de Diyala, quelques rares villes tombent aux mains des djihadistes, mais dans l'ensemble, les forces kurdes résistent avec le soutien militaire de la coalition contre l'EI composée des États-Unis et d'une vingtaine de pays européens et arabes ; le front se stabilise, malgré des attaques sur plusieurs localités. Dans le gouvernorat de Ninive (Mossoul) par contre, les *peshmerga*, mal préparés et peu motivés, se retirent assez rapidement des zones de mixité communautaire (la plaine de Mossoul où vivent les chrétiens, les Turkmènes et les Shabaks ; le mont Sinjar, territoire des yézidies). À Rabia, zone arabo-kurde située au sud du Tigre, les forces kurdes reculent et abandonnent le terrain. Le retrait des *peshmerga* de la majeure partie du gouvernorat de Mossoul est net, déclenchant un exode de populations.

Au nord et à l'est de Mossoul, les combattants de l'EI occupent la plupart des villes chrétiennes (Bartalla, Qaramles, Qaraqosh, Tal Kaif, Batnaya, Bashiqa) à partir du mois d'août. Pourtant, auparavant, entre mi-juin et début août 2014, près de 12 000 familles chrétiennes – originaires surtout de Mossoul – se réfugient au Kurdistan d'Irak, pour la plupart dans le gouvernorat de Dohouk et dans celui d'Erbil (dans la localité d'Ain Qawa, située au sein de l'agglomération d'Erbil, et dans le district d'Akre). Plus de 200 000 personnes, toutes confessions confondues, auraient quitté le gouvernorat de Ninive entre juin et juillet 2014. La peur des exactions commises par les hommes de Daech suffit à provoquer des départs massifs, alors même que les troupes de l'EI ne se sont pas encore rendues maîtres du secteur. Leur stratégie de nettoyage ethnico-religieux des villages et des bourgades, qu'elles sont potentiellement sur le point de contrôler, repose sur une politique de la terreur. Par exemple, mi-juillet, les insurgés islamistes annoncent que les chrétiens – alors que de nombreuses familles qui avaient quitté la plaine de Mossoul en juin étaient revenues à leur domicile – doivent « se convertir, payer des taxes ou être tués ». Lorsque, début août 2014, l'EI marche sur les localités chrétiennes abandonnées par les *peshmerga*, les populations civiles s'enfuient à leur tour en prévention avant que l'ennemi ne mette ses menaces à exécution. Les communautés religieuses et ethniques sont particulièrement menacées par l'avancée des combattants djihadistes et si les chrétiens fuient vers le Kurdistan, les Turkmènes chiites partent vers Nadjaf et Kerbala ; les Shabaks, vers le sud de Bagdad (gouvernorats de Wasit et de Maysan).



Après l'offensive djihadiste d'août 2014, des milliers de yézidis ont dû fuir le Sinjar pour se réfugier dans d'autres villes du nord de l'Irak, comme ici près de Dohouk.

© AFP Photo/Alan Hamed

L'offensive des djihadistes dans le mont Sinjar débute le 3 août 2014. L'ensemble des bourgades yézidies localisées sur les piémonts de la montagne (flancs nord et sud), en zone de plaine, tombent dans les premiers jours de l'attaque. Dans les années 1980, sous Saddam Hussein, tous les villages de la montagne furent rasés et les habitants relogés dans plusieurs villes artificielles (*moudjama*) de regroupement conçues pour mieux les contrôler et éviter que certains individus rejoignent la guérilla kurde. Privés de la protection montagnarde, les yézidis sont depuis dans l'incapacité de défendre leurs agglomérations. De plus, les troupes de *peshmerga* du PDK, disposées dans le secteur depuis des années pour protéger les Kurdes yézidis, furent accusées par les populations locales de ne pas s'être suffisamment mobilisées. Le 5 août, les six *moudjama* au nord du massif sont abandonnées par les combattants kurdes sans beaucoup de résistance. Les derniers défenseurs yézidis ne purent résister face aux véhicules blindés de l'EI récupérés sur les bases militaires de Mossoul. Au sud, certains Arabes sunnites du secteur, alliés aux djihadistes, se livrèrent localement à quelques massacres et à des enlèvements. La localité de Qodjo, par exemple, vers Tal Banat, fut détruite. Ainsi, la quasi-totalité des yézidis du Sinjar durent fuir leurs habitations pour rejoindre soit la montagne, soit le Kurdistan autonome.

Entre le 3 et le 6 août 2014, des dizaines de milliers de personnes sont ainsi allées au Kurdistan d'Irak, en traversant les secteurs arabes dans la région de Rabia, c'est-à-dire tant que la zone était contrôlée par des forces kurdes. Mais le 6, les combattants djihadistes, venus de Tal Afar, se sont emparés du territoire tribal des Chamar, coupant tout retrait possible des déplacés du Sinjar vers le nord. De nombreuses familles yézidies ont alors été totalement encerclées, obligées de se réfugier sur les hauteurs de la montagne, seul espace naturellement défendable par de petits groupes armés. L'intervention ultrarapide des Unités de défense du peuple (YPG) depuis la Syrie voisine a permis d'ouvrir un corridor au milieu des territoires contrôlés par les combattants djihadistes pour désenclaver, durant plusieurs semaines, le Sinjar. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont ainsi pu rejoindre le Kurdistan irakien

par le Rojava syrien (« Kurdistan oriental ») entre le 8 août et le 25 septembre 2014, jour où les YPG ont dû à leur tour abandonner le corridor face aux attaques des combattants de l'EI. Près de 75 000 yézidis ont dû fuir le pourtour de la montagne pour trouver refuge au Kurdistan d'Irak dans sept camps de toile (28 % d'entre eux) ou bien hors camp au sein de familles d'accueil dans les villages yézidis autour de Dohouk (12,5 %), dans des logements en location (15 %), mais aussi de manière informelle dans des constructions en chantier (38 %).

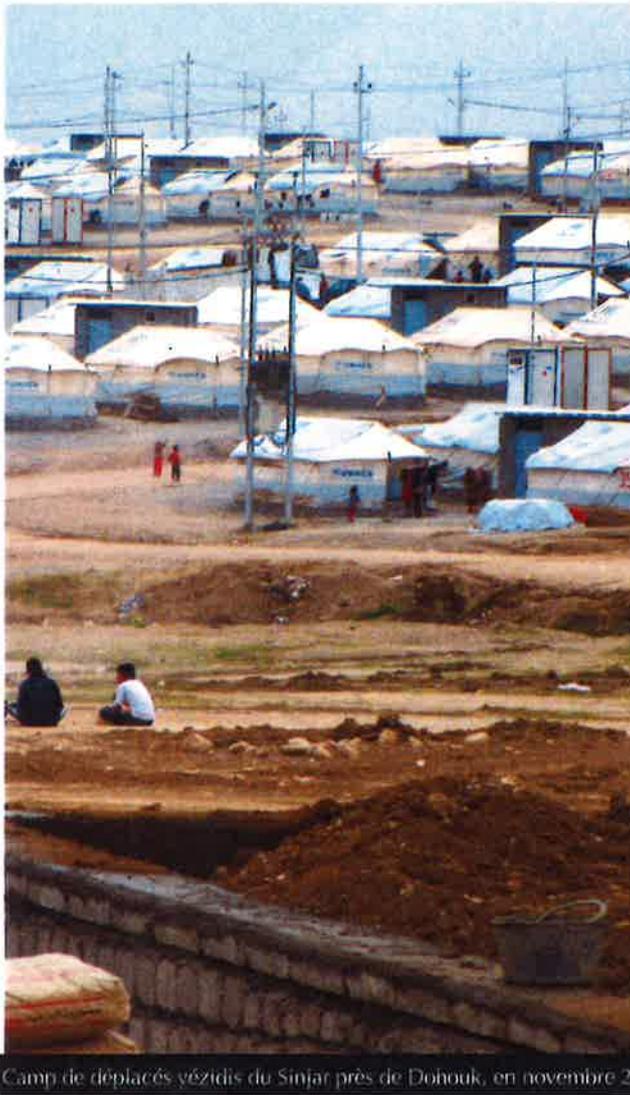
Au total, au cours de l'année 2014, près d'un million d'individus originaires du gouvernorat de Ninive se sont déplacés en Irak, ce qui représente environ 45 % du total des déplacés sur l'ensemble du pays (2,2 millions en janvier 2015). Cette province est, devant celle d'Anbar, celle qui a été la plus touchée par ce phénomène. À lui seul, le Kurdistan irakien a reçu près de 65 % des déplacés originaires de la région de Ninive ; plus de la moitié s'est installée autour de Dohouk (districts de Zakho, Simmel, Akre et Shaykhan). Il s'agit surtout de populations issues des minorités yézidies et chrétiennes victimes du nettoyage ethnico-religieux tout autour de Mossoul et de Tal Afar.

## De la difficulté d'établir des limites de souveraineté

Depuis mi-août 2014, les Kurdes, soutenus par la coalition internationale formée pour combattre l'EI et, localement, par les troupes de Bagdad et l'Iran (dans les gouvernorats de Diyala et de Salah ad-Din), reprennent progressivement un peu de terrain et repassent à l'offensive. Dans la province de Ninive, la ligne de front entre septembre 2014 et février 2015 a été repoussée vers le sud pour approximativement épouser l'emplacement qu'elle occupait en juillet 2014 (reprise du barrage de Mossoul, de Zummar, de la partie nord du mont Sinjar et légère progression dans la plaine de Mossoul).

Mais la reprise de ces territoires s'est réalisée grâce à l'aide du PKK et des YPG qui, ayant formé des combattants yézidis,

**GÉOPOLITIQUE** Quelles frontières pour Ninive ? Rapports de force...



Camp de déplacés yézidis du Sinjar près de Dohouk, en novembre 2014.



Image de propagande montrant des djihadistes lors de la prise de Mossoul en juin 2014.

prétendent dorénavant exercer un rôle dans la région. Situé juste au sud du « canton » de Djézireh du Rojava, mais de l'autre côté de la frontière syro-irakienne, le bourrelet montagneux du Sinjar constitue un atout défensif stratégique pour les Kurdes syriens, continuellement attaqués par les combattants djihadistes depuis fin 2012. En janvier 2015, les YPG, après l'offensive conjointe de leurs troupes et de celles des *peshmerga* du PDK venus du Kurdistan d'Irak contre l'EI au nord du Sinjar invitaient les yézidis à créer un « canton » sur le modèle de ceux du Rojava syrien. Massoud Barzani a immédiatement rappelé aux responsables des YPG de Syrie de ne pas trop déborder de leur cadre d'action et qu'en Irak, il restait le chef.

Dans la région de Rabia, des tensions sont réapparues entre Bagdad et Erbil pour le contrôle de la frontière irako-syrienne. Bagdad souhaite y déployer ses milices chiites pour reprendre pied sur cet axe important Mossoul-Tal Afar-Rabia-Hassatké. Mais là aussi, les *peshmerga* irakiens doivent s'arranger localement avec les YPG venus de Syrie, qui sont à l'origine de la reprise à l'EI de la ville de Rabia, le 4 août 2014. De plus, la région est le fief de la tribu Chamar d'Irak qui, si elle n'a pas fait allégeance à l'EI, se méfie des chiites au pouvoir à Bagdad

et reste prudente dans son alliance avec les Kurdes irakiens. Et si les Chamar entretiennent des liens anciens avec Massoud Barzani, ce n'est pas le cas avec les Kurdes de Syrie. Sur la défensive depuis l'occupation successive de leur zone d'influence tantôt par les combattants djihadistes, tantôt par les Kurdes, les leaders tribaux recherchent des alliances et de l'armement pour se défendre. En février 2015, les milices Chamar repoussent l'EI en direction de Tal Afar et reprennent leur territoire. Les troupes kurdes du PDK conservent le contrôle de la route qui permet de relier la Région autonome kurde au Sinjar en passant par Rabia.

La multiplication des acteurs sur des microterritoires est la conséquence de la perte de contrôle des appareils d'État tant en Irak qu'en Syrie. Dans le gouvernorat de Ninive, la mixité ethnique et communautaire, cumulée à la proximité de la Syrie et à l'enchevêtrement des deux conflits, a généré un contexte particulièrement complexe. Des groupes comme les yézidis et les chrétiens, hier défendus par les *peshmerga*, se sont armés et autonomisés. Les lignes communautaires ne recoupent pas forcément les clivages politiques. Chez les yézidis, on compte dorénavant des partisans du PKK, alors que début 2014, le Sinjar constituait un fief PDK. Dans ces conditions, la délimitation d'une frontière méridionale pour le Kurdistan d'Irak dans cette région est de plus en plus difficile à établir, à tenir territorialement parlant et à faire accepter. L'offensive de l'EI a encore complexifié une situation qui apparaissait déjà comme inextricable avant juin 2014.

CYRIL ROUSSEL

(1) À titre d'exemple, on pourra citer la campagne d'Anfal, lancée en 1986 et intensifiée entre février et septembre 1988. Elle fit près de 180000 morts chez les Kurdes.

(2) Voir le dossier « Kurdistan(s) : Une nation, des États ? », in *Moyen-Orient* n°26, avril-juin 2015, p. 15-71.

(3) Cyril Roussel, « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », in *Politique*

*étrangère*, été 2014, p. 63-77 ; « Le Kurdistan irakien : le défi des cartographies », in *Moyen-Orient* n°21, janvier-mars 2014, p. 72-77.

(4) Rattachés au peuple kurde, car ils en partagent la langue, les yézidis possèdent leur propre religion, si bien que certains membres de cette communauté affirment ne pas être kurdes. Présents dans le nord de l'Irak, ils sont estimés à quelque 600000 personnes.

NOTES